

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/202283]

Extrait de l'arrêt n° 53/2016 du 21 avril 2016

Numéros du rôle : 5927, 5928, 5929 et 5933

En cause : les recours en annulation partielle du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, introduits par l'ASBL « Ecole pratique des hautes études commerciales » et autres, par l'ASBL « Haute Ecole Léonard de Vinci », par l'ASBL « Centre d'Enseignement Saint-Laurent, Liège » et l'ASBL « CPSE » et par Henri Bouillon et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschant, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 16 juin 2014 et parvenues au greffe le 18 juin 2014, des recours en annulation partielle du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (publié au *Moniteur belge* du 18 décembre 2013) ont été introduits respectivement par l'ASBL « Ecole pratique des hautes études commerciales », l'ASBL « Comité organisateur des Instituts Saint-Luc et Instituts Associés à Saint-Gilles », l'ASBL « Institut technique supérieur Cardinal Mercier », l'ASBL « Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé de l'ACN » et l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », par l'ASBL « Haute Ecole Léonard de Vinci » et par l'ASBL « Centre d'Enseignement Saint-Laurent, Liège » et l'ASBL « CPSE », assistées et représentées par Me D. Drion, avocat au barreau de Liège.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 18 juin 2014 et parvenue au greffe le 19 juin 2014, un recours en annulation totale ou partielle du même décret a été introduit par Henri Bouillon, Nathalie Burnay, Michel De Wolf, Isabelle Schuiling et Olivier Servais, assistés et représentés par Me D. Bogaert, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5927, 5928, 5929 et 5933 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Les articles 1^{er} à 16 du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 « définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études » composent son premier titre (« Dispositions communes »).

Les articles 17 à 65 du décret forment le deuxième titre (« De la structure et du paysage de l'enseignement supérieur »). Les articles 66 à 151 composent le troisième titre (« De l'organisation des études et du statut de l'étudiant »).

Enfin, les articles 152 à 175 du décret sont rassemblés sous le quatrième titre (« Dispositions modificatives, transitoires, abrogatoires et finales »).

Quant aux articles 2 et 3 du décret du 7 novembre 2013

B.2.1. L'article 2 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« L'enseignement supérieur en Communauté française est un service public d'intérêt général. Seuls les établissements visés par ce décret sont habilités à remplir les missions qui leur sont légalement dévolues, notamment octroyer les titres et grades académiques sanctionnant les études supérieures et délivrer les diplômes et certificats correspondants.

Ces établissements, ainsi que leur personnel, assument, selon leurs disciplines, moyens et spécificités, mais toujours dans une perspective d'excellence des résultats et de qualité du service à la collectivité, les trois missions complémentaires suivantes :

1° offrir des cursus d'enseignement et des formations supérieures initiales et continues, correspondant aux niveaux 5 à 8 du cadre francophone des certifications, et certifier les savoirs et compétences acquis correspondants, à l'issue des cycles d'études ou par valorisation d'acquis personnels, professionnels et de formations;

2° participer à des activités individuelles ou collectives de recherche, d'innovation ou de création, et assurer ainsi le développement, la conservation et la transmission des savoirs et du patrimoine culturel, artistique et scientifique;

3° assurer des services à la collectivité, grâce à leur expertise pointue et leur devoir d'indépendance, à l'écoute des besoins sociétaux, en collaboration ou dialogue avec les milieux éducatifs, sociaux, culturels, économiques et politiques.

Ces différentes missions s'inscrivent dans une dimension essentielle de collaborations et d'échanges internationaux, avec des institutions ou établissements fédéraux, régionaux ou d'autres communautés belges ou au sein de la Communauté française ».

B.2.2. L'article 3 du même décret dispose :

« § 1^{er}. Dans leur mission d'enseignement, les établissements d'enseignement supérieur en Communauté française poursuivent, simultanément et sans hiérarchie, notamment les objectifs généraux suivants :

1° accompagner les étudiants dans leur rôle de citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, pluraliste et solidaire;

2° promouvoir l'autonomie et l'épanouissement des étudiants, notamment en développant leur curiosité scientifique et artistique, leur sens critique et leur conscience des responsabilités et devoirs individuels et collectifs;

3° transmettre, tant via le contenu des enseignements que par les autres activités organisées par l'établissement, les valeurs humanistes, les traditions créatrices et innovantes, ainsi que le patrimoine culturel artistique, scientifique, philosophique et politique, fondements historiques de cet enseignement, dans le respect des spécificités de chacun;

4° garantir une formation au plus haut niveau, tant générale que spécialisée, tant fondamentale et conceptuelle que pratique, en vue de permettre aux étudiants de jouer un rôle actif dans la vie professionnelle, sociale, économique et culturelle, et de leur ouvrir des chances égales d'émancipation sociale;

5° développer des compétences pointues dans la durée, assurant aux étudiants les aptitudes à en maintenir la pertinence, en autonomie ou dans le contexte de formation continue tout au long de la vie;

6° inscrire ces formations initiales et complémentaires dans une perspective d'ouverture scientifique, artistique, professionnelle et culturelle, incitant les enseignants, les étudiants et les diplômés à la mobilité et aux collaborations intercommunautaires et internationales.

L'enseignement supérieur met en œuvre des méthodes et moyens adaptés, selon les disciplines, afin d'atteindre les objectifs généraux indiqués et de le rendre accessible à chacun selon ses aptitudes.

§ 2. L'enseignement supérieur s'adresse à un public adulte et volontaire. Il met en œuvre des méthodes didactiques adaptées à cette caractéristique et conformes à ses objectifs. En particulier, cette pédagogie se fonde sur des activités collectives ou individuelles, sous la conduite directe ou indirecte d'enseignants, mais également sur des travaux personnels des étudiants réalisés en autonomie. Cette méthodologie repose logiquement sur les compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de l'enseignement qui y donne accès.

Les établissements, leur personnel et les étudiants ont chacun le devoir d'œuvrer à la poursuite de ces objectifs dans ce contexte.

§ 3. Les missions d'enseignement visent tant les cursus initiaux que la formation tout au long de la vie, qu'il s'agisse d'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale. Les établissements d'enseignement supérieur veillent à organiser la formation continue des diplômés et à garantir les conditions de poursuite ou reprise d'études supérieures tout au long de la vie. Ils sont seuls habilités à délivrer les titres, grades académiques, diplômes et certificats correspondant aux niveaux 5 à 8 du cadre francophone des certifications.

§ 4. La Communauté française n'accrédite comme études supérieures que celles organisées par les établissements d'enseignement supérieur visés par ce décret et subordonne le financement des établissements qui les organisent au respect de ces objectifs et des dispositions légales qui ont pour objet l'enseignement supérieur ».

B.3.1.1. L'article 142, alinéa 3, de la Constitution et l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle requièrent que toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation justifie d'un intérêt.

Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.3.1.2. Lorsqu'une association sans but lucratif introduit un recours en annulation sans invoquer son intérêt personnel, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.3.2. Les quatre premières parties requérantes dans l'affaire n° 5927 demandent l'annulation de l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret en ce que cette disposition indique que seuls les établissements visés par ce décret sont habilités à remplir les missions qui leur sont légalement dévolues.

Ces parties requérantes n'ont intérêt à demander l'annulation de cette disposition que dans la mesure où elle s'applique aux missions confiées aux établissements d'enseignement qu'elles organisent, à savoir ceux qui sont visés par l'article 11, 8^o, par l'article 12, 7^o et 9^o, et par l'article 13, alinéa 1^{er}, 9^o, 12^o, 13^o, 25^o et 31^o, du décret.

B.4. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, la deuxième phrase de l'article 2, alinéa 1^{er}, et la première proposition de l'article 3, § 4, du décret du 7 novembre 2013 sont incompatibles avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, parce que ces dispositions législatives interdiraient la création de nouvelles écoles ou la restructuration d'écoles existantes, et empêcheraient davantage le subventionnement de ces établissements.

B.5.1. La deuxième phrase de l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 réserve aux établissements visés par ce décret le droit de remplir les missions qui leur sont légalement confiées. Elle interdit donc que ces missions soient assurées par d'autres établissements.

La première proposition de l'article 3, § 4, du même décret empêche la Communauté française d'« accréditer » les études supérieures qui ne sont pas organisées par les établissements visés par ce décret, sans pour autant interdire l'organisation de ces études.

Les travaux préparatoires du décret indiquent :

« L'ARES [l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur] aura aussi un rôle moteur dans l'évolution de l'offre d'enseignement : description des grades académiques décernés et des référentiels de compétences associés, mais également les habilitations à organiser les études correspondantes octroyées aux établissements. L'ARES fera les propositions, mais la décision finale en cette matière reviendra au Parlement. En cela, le projet harmonise les pratiques différentes selon le type d'études ou d'établissement.

Tout établissement disposera bien évidemment d'habilitations en son nom propre, notamment toutes les habilitations actuelles qui sont préservées. Mais le modèle privilégie les collaborations entre établissements et, pour les nouvelles filières d'études, la mise en commun des compétences pointues, des ressources et des infrastructures au sein de programmes conjoints. Un mécanisme de cohabilitations conditionnelles est ainsi proposé. Il a déjà permis de proposer, dans ce texte et avec les acteurs directement concernés, des procédures collaboratives innovantes qui résolvent des situations bloquées depuis des années en Région bruxelloise » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/3, p. 10).

B.5.2. Les dispositions attaquées n'ont pas la portée que lui attribuent les parties requérantes.

B.6. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013

B.7. L'article 20 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Il est créé un organisme d'intérêt public de catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, nommé 'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur', également dénommée ARES.

L'ARES est une fédération des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française, chargée de garantir l'exercice des différentes missions d'enseignement supérieur, de recherche et de service à la collectivité, conformément aux objectifs généraux, et de susciter les collaborations entre les établissements. L'ARES exerce ses différentes missions sans porter préjudice à l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur ».

B.8.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, en disposant que l'ARES est une « fédération des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française », l'article 20, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, parce que la disposition décréte attaquée ne réglerait pas la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle de cet organisme.

B.8.2. L'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 disposait, avant sa modification par l'article 37 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 « relative à la Sixième Réforme de l'Etat » :

« Dans les matières qui relèvent de leurs compétences, les Communautés et les Régions peuvent créer des services décentralisés, des établissements et des entreprises, ou prendre des participations en capital.

Le décret peut accorder aux organismes précités la personnalité juridique et leur permettre de prendre des participations en capital. Sans préjudice de l'article 87, § 4, il en règle la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle ».

B.8.3. L'ARES est un organisme d'intérêt public de catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 et doit dès lors être considérée comme un service, un établissement ou une entreprise au sens du premier alinéa de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980. Il appartient au législateur décentralisé de régler la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle de cet organisme.

La seule circonstance que cet organisme soit qualifié par le législateur de « fédération des établissements d'enseignement supérieur » ne suffit pas à établir que celui-ci ne respecte pas le prescrit de l'article 9, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980. Au surplus, le décret du 7 novembre 2013 contient nombre de dispositions réglant, de manière souvent détaillée, la création (articles 18 et 20), la composition (article 20, alinéa 2), la compétence (articles 7 et 18; article 20, alinéa 2; article 21, alinéa 1^{er}; article 70, § 2, alinéa 2; article 70, § 3, alinéa 2; article 71, § 2, alinéa 1^{er}; article 73, alinéa 3; article 74, alinéas 4 à 6; article 75, § 2, alinéa 5; articles 86 à 91; article 97; article 105, § 1^{er}, alinéa 4; articles 106, 108, 114, 118 à 120, 121, 123, 125; article 134, alinéa 3; article 136, alinéa 3; article 148, alinéa 4; article 149, alinéa 2; articles 152 à 159), le fonctionnement (article 21, alinéa 2; articles 22 à 34; articles 152 à 159) et le contrôle (articles 35, 36, 37 à 43, et 44 à 51) de l'ARES.

B.9.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, en disposant que l'ARES est une « fédération des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française », l'article 20, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 27 de la Constitution, parce que cette disposition législative oblige notamment les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale à être membres de l'ARES.

B.9.2. L'article 27 de la Constitution dispose :

« Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive ».

La liberté d'association prévue par l'article 27 de la Constitution a pour objet de garantir la création d'associations privées et la participation à leurs activités. Elle implique le droit de s'associer et celui de déterminer librement l'organisation interne de l'association, mais également le droit de ne pas s'associer.

L'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques contiennent également le droit de chacun de fonder des associations, d'adhérer à des associations existantes et de déterminer leur organisation interne afin de pouvoir exercer les deux droits précités.

B.9.3. L'ARES n'est pas, en dépit de l'emploi du terme « fédération » par la disposition attaquée, une association dont les établissements d'enseignement supérieur seraient les membres, volontaires ou contraints, mais est une personne morale de droit public dans laquelle les établissements d'enseignement précités sont représentés.

B.10. En ce qu'il porte sur les mots « fédération des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française » de l'article 20, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013, le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013

B.11. L'article 21 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« L'ARES a pour missions :

1° d'émettre à destination du Gouvernement un avis, d'initiative ou sur demande de celui-ci, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un Pôle académique, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur;

2° de répondre, par un avis motivé, à toute proposition d'une zone académique interpôles concernant l'offre d'enseignement supérieur de type court et de proposer au Gouvernement les habilitations en veillant à limiter les concurrences entre les établissements, les formes d'enseignement et les Pôles académiques;

3° pour le surplus, de proposer au Gouvernement une évolution de l'offre d'enseignement, après avis des Chambres thématiques concernées, sur demande d'un ou plusieurs établissements ou en suivi de l'avis du Conseil d'orientation;

4° d'assurer, dans ses avis, la cohérence de l'offre et du contenu des études et des formations en évitant toute redondance, option ou spécialisation injustifiées;

5° de prendre en charge l'organisation matérielle des tests, épreuves ou examens d'admission communs;

6° d'organiser la concertation sur toute matière relative à ses missions et de promouvoir les collaborations entre les établissements d'enseignement supérieur ou Pôles académiques, ainsi qu'avec d'autres établissements ou associations d'établissements d'enseignement supérieur ou institutions de recherche extérieurs à la Communauté française, en particulier avec des institutions ou établissements fédéraux et des autres entités fédérées belges;

7° d'être le lien de ces Pôles et établissements avec les institutions ou organes communautaires, régionaux ou fédéraux, notamment l'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur (AEQES), le Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM), les Conseils de la Politique scientifique (CPS), le Fonds de la Recherche scientifique (FRS-FNRS);

8° de coordonner, en collaboration avec les services du Ministère de la Communauté française, la représentation des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française dans le cadre de missions et relations intercommunautaires et internationales;

9° de promouvoir la visibilité internationale de l'enseignement supérieur en Communauté française et de coordonner les relations internationales des Pôles et établissements, notamment en matière d'offre d'enseignement et de codiplômation;

10° de répartir la participation des Pôles et établissements à la coopération académique au développement et tous projets similaires et humanitaires;

11° de promouvoir les activités de recherche conjointes et de formuler des avis et recommandations sur les orientations à donner à la politique scientifique, sur les moyens à mettre en œuvre en vue de favoriser le développement et l'amélioration de la recherche scientifique ou artistique dans les établissements d'enseignement supérieur et sur la participation de la Communauté française et des institutions qui en dépendent à des programmes ou des projets nationaux ou internationaux de recherche;

12° d'organiser, en concertation avec les écoles doctorales près le FRS-FNRS, les écoles doctorales thématiques et les formations doctorales et d'établir le règlement des jurys chargés de conférer, au sein des universités, le grade de docteur;

13° d'agréeer les études de formation continue conduisant à l'octroi de crédits;

14° de fixer les montants des droits d'inscription aux études et formations qui ne seraient pas déterminés par la législation;

15° de développer et coordonner les structures collectives dédiées aux activités d'apprentissage tout au long de la vie de l'enseignement supérieur;

16° de définir, sur proposition de commissions créées à cet effet par l'ARES et des établissements concernés, les référentiels de compétences correspondants aux grades académiques délivrés, et d'en attester le respect par les programmes d'études proposés par les établissements, ainsi que leur conformité avec les autres dispositions en matière d'accès professionnel pour les diplômés;

17° de fournir et diffuser une information complète et objective sur les études supérieures en Communauté française, sur les titres délivrés et sur les professions auxquelles ils mènent, ainsi que sur les profils de compétences et qualifications au sortir de ces études;

18° de gérer un système de collecte de données statistiques relatif à toutes les missions de l'enseignement supérieur et au devenir de ses diplômés, d'en publier les analyses synthétiques et un tableau de bord détaillé, concernant tant les étudiants que les membres du personnel, et d'assurer l'interopérabilité des systèmes permettant un suivi permanent confidentiel du parcours personnel des étudiants au sein de l'enseignement supérieur;

19° de collecter les informations relatives à la situation sociale et au bien-être des étudiants, aux services et soutiens qui leur sont accordés, aux allocations et prêts d'études et aux activités d'aide à la réussite, de remédiation, de suivi pédagogique et de conseil et accompagnement aux parcours d'études personnalisés;

20° d'identifier les mesures les plus efficaces et les bonnes pratiques en matière d'aide à la réussite des étudiants et de support pédagogique aux enseignants, et de promouvoir leur mise en œuvre au sein des pôles académiques et des établissements;

21° de servir de source d'information à l'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement supérieur, au Conseil supérieur de la Mobilité, aux Pôles académiques et aux établissements d'enseignement supérieur, ainsi qu'aux Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès de ces établissements;

22° de mettre en œuvre, pour la matière de l'Enseignement supérieur en Communauté française et en collaboration avec son administration, les dispositions contenues dans le Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie;

23° de réaliser ou de faire réaliser des études et des recherches scientifiques relatives à l'Enseignement supérieur et particulièrement aux populations étudiantes, aux parcours d'études, aux conditions de réussite et aux diplômes délivrés, d'initiative ou à la demande du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

24° plus généralement, de contribuer à développer les outils d'analyse et d'évaluation de l'Enseignement supérieur, de tenir un inventaire des études et recherches scientifiques réalisées dans ce domaine et d'assurer une fonction de veille de tels instruments développés en Communauté française, ainsi qu'au niveau européen ou international;

25° de venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur ou des Pôles académiques, à leur demande et avec l'accord de son Conseil d'administration, ou qui lui serait confiée par la législation.

Toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande. Pour des raisons d'urgence motivées, le Gouvernement peut solliciter un avis de l'ARES dans des délais plus courts, à charge du Bureau exécutif d'en assurer le suivi en urgence.

Le Gouvernement motive spécialement sa décision lorsqu'il s'écarte de l'avis de l'ARES ».

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 2^o

B.12.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 demandent l'annulation de l'article 21, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 7 novembre 2013 en ce qu'il oblige l'ARES à veiller à limiter la concurrence entre les établissements et les formes d'enseignement, lorsqu'il propose des habilitations au Gouvernement de la Communauté française.

B.12.2. La « forme d'enseignement » est définie comme la « spécificité dans l'organisation d'études liée au type d'établissement d'accueil : Université, Haute Ecole, Ecole supérieure des Arts ou Etablissement de promotion sociale » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 39^o, du même décret).

Une habilitation est la « capacité accordée par décret à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser un programme d'études sur un territoire géographique déterminé, de conférer un grade académique et de délivrer les certificats et diplômes associés » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42^o, du même décret).

B.12.3.1. L'article 21, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 7 novembre 2013 ne règle nullement le statut des professeurs d'université.

En outre, même si son application pouvait éventuellement avoir des répercussions sur la situation de l'une ou l'autre partie requérante dans l'affaire n° 5933, cette disposition ne pourrait directement affecter sa situation, puisqu'elle ne fait qu'énoncer une règle institutionnelle générale relative à l'organisation de l'enseignement supérieur.

B.12.3.2. N'ayant pas pour objet de définir le champ d'application personnel de l'ensemble des dispositions du décret du 7 novembre 2013, l'article 2 de ce décret, cité en B.2.1, ne peut servir à étendre au professeur d'université le champ d'application personnel de droits ou obligations énoncés par d'autres dispositions décrétales qui n'ont nullement pour objet de régler la situation de ce professeur.

Les parties requérantes n'explicitent pas en quoi une modification des règles d'organisation de l'enseignement supérieur par le législateur décretaal pourrait directement affecter leur propre réputation ou crédibilité auprès de leurs collègues étrangers.

B.12.4. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont pas intérêt à demander l'annulation de l'article 21, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 7 novembre 2013.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 4^o

B.13.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 21, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement parce que cette disposition législative transférerait à l'ARES la compétence des pouvoirs organisateurs de l'enseignement catholique d'organiser l'offre des études et des formations proposées aux étudiants par leurs établissements et d'en déterminer le contenu.

B.13.2.1. La disposition attaquée donne à l'ARES la mission de prendre en considération, « dans ses avis », le souhait du législateur d'assurer la « cohérence » de l'offre des études et des formations en Communauté française, ainsi que la « cohérence » du contenu de ces études et de ces formations, « en évitant toute redondance, option ou spécialisation injustifiées ».

B.13.2.2. Il ressort de l'article 21 que l'ARES a pour mission de rendre des avis sur « toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur » (article 21, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 7 novembre 2013), sur « toute proposition d'une zone académique interpoles concernant l'offre d'enseignement supérieur de type court » (article 21, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret), et sur « les orientations à donner à la politique scientifique, sur les moyens à mettre en œuvre en vue de favoriser le développement et l'amélioration de la recherche scientifique ou artistique dans les établissements d'enseignement supérieur et sur la participation de la Communauté française et des institutions qui en dépendent à des programmes ou des projets nationaux ou internationaux de recherche » (article 21, alinéa 1^{er}, 11^o, du même décret).

B.13.2.3. L'article 21, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 prévoit que le Gouvernement de la Communauté française motive spécialement sa décision lorsqu'il s'écarter des avis de l'ARES donnés sur la base de cette disposition.

B.13.2.4. Les établissements d'enseignement supérieur sont « autonomes par rapport [...] à l'ARES » (article 19, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013), qui exerce ses missions « sans porter préjudice à l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur » (article 20, alinéa 2, du même décret).

B.13.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'attribue à l'ARES aucun pouvoir de décision.

Elle ne lui donne pas davantage le pouvoir de déterminer l'offre d'enseignement de certains établissements ou le contenu des études et des formations que ceux-ci organisent.

La disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.13.4. Le grief n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret

B.14.1. Selon les parties requérantes dans les affaires n^{os} 5927, 5928 et 5929, l'article 21, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce qu'il empêcherait les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de déterminer le contenu des épreuves d'admission communes aux établissements d'enseignement concernés et de choisir le moment de leur organisation, ou parce que la disposition attaquée contredirait ou serait incompatible avec certaines règles d'organisation de l'enseignement de promotion sociale.

B.14.2. La disposition attaquée confie à l'ARES la mission de s'occuper de l'« organisation matérielle » des épreuves « d'admission » qui sont communes à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française concernés par ces épreuves.

L'« admission » est le « processus administratif et académique consistant à vérifier qu'un étudiant remplit les critères l'autorisant à entreprendre un cycle d'études déterminé et à en définir les conditions complémentaires éventuelles » (article 15, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret du 7 novembre 2013).

B.14.3.1. La disposition attaquée n'a pas pour objet de créer une épreuve d'admission.

Une telle épreuve a pour but de vérifier que des personnes sont capables de faire les études qu'elles souhaitent entreprendre.

Ni le choix du moment de cette épreuve, ni la détermination de son contenu ne font partie de son « organisation matérielle ».

B.14.3.2. L'article 31 du décret du 16 avril 1991 « organisant l'enseignement de promotion sociale » dispose :

« Dans chaque établissement, le Conseil des études prend dans les limites et conditions fixées par les dossiers de référence et le règlement général des études, les décisions relatives :

1^o à l'admission des élèves;

2^o au suivi pédagogique des élèves;

3^o à la sanction des études;

4^o à la délivrance du diplôme correspondant au diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur ».

La circonstance que cette disposition puisse être contredite par la disposition attaquée ou que d'autres règles de l'organisation de l'enseignement de promotion sociale puissent être incompatibles avec la disposition attaquée ne suffit pas à établir que cette dernière porte atteinte à la liberté d'enseignement.

Au surplus, l'article 31 du décret du 16 avril 1991 fait partie des dispositions du décret qui règlent l'organisation de l'enseignement secondaire de promotion sociale.

B.14.3.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.14.4. Les griefs ne sont pas fondés.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret

B.15.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n^o 5927, l'article 21, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce que, en attribuant à l'ARES la mission de promouvoir la collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur ou entre les Pôles académiques, ainsi qu'avec les établissements extérieurs à la Communauté française, cette disposition législative empêcherait les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale d'envisager et de mettre en œuvre des collaborations avec d'autres établissements d'enseignement sans avoir obtenu l'accord préalable de l'ARES.

B.15.2. La disposition attaquée attribue entre autres à l'ARES la mission de « promouvoir les collaborations » entre les établissements d'enseignement supérieur ou les Pôles académiques, ainsi qu'avec d'autres établissements d'enseignement supérieur extérieurs à la Communauté française, tels que des établissements fédéraux ou relevant d'autres entités fédérées.

Cette mission de promotion de la collaboration entre établissements d'enseignement supérieur ou entre Pôles académiques n'empêche nullement les établissements d'enseignement concernés de, par ailleurs, rechercher la collaboration d'autres établissements ou de l'entretenir. Elle ne donne à l'ARES, ni le pouvoir d'autoriser ou de contrôler de telles actions communes, ni le pouvoir de contraindre des établissements d'enseignement supérieur à collaborer contre leur gré.

B.15.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.15.4. Le grief n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 8^o, du décret

B.16.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n^o 5927, l'article 21, alinéa 1^{er}, 8^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce que, en attribuant à l'ARES la mission de représenter les établissements d'enseignement supérieur sur la scène internationale, il empêcherait les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de choisir librement leurs partenaires dans d'autres Etats de l'Union européenne et entraverait la mobilité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur.

B.16.2. La disposition attaquée attribue à l'ARES la mission de, entre autres, « coordonner [...] la représentation des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française », dans le cadre de « missions » internationales et de « relations » internationales.

La coordination de la représentation d'établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de missions ou de relations internationales ne donne pas à l'ARES le pouvoir de représenter ces établissements sur la scène internationale.

B.16.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.16.4. Le grief n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 9^o, du décret

B.17.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 21, alinéa 1^{er}, 9^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce qu'il empêcherait les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de nouer de nouvelles relations internationales privilégiées ou de maintenir celles qui existent déjà, et parce qu'il instaure un « mécanisme d'habilitation conditionnée ».

B.17.2.1. La disposition attaquée attribue, entre autres, à l'ARES la mission de « promouvoir la visibilité internationale de l'enseignement supérieur en Communauté française » et de « coordonner les relations internationales » des établissements d'enseignement supérieur, « notamment en matière d'offre d'enseignement et de codiplômation ».

La « codiplômation » est une « forme particulière de coorganisation d'études conjointes pour lesquelles tous les partenaires en Communauté française qui codiplômement y sont habilités ou cohabilités pour ces études, dont les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et dont la réussite est sanctionnée collégialement et conduit à la délivrance d'un diplôme unique ou de diplômes émis selon les législations propres à chaque partenaire » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 18^o, du décret du 7 novembre 2013). La « coorganisation » est un « partenariat entre deux ou plusieurs établissements qui choisissent, par convention, de participer effectivement à l'organisation administrative et académique des activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité; une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 22^o, du même décret).

Pour ses missions de relations internationales, l'ARES collabore, entre autres, avec les établissements d'enseignement supérieur (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 17).

B.17.2.2. La promotion par l'ARES de la « visibilité internationale » de l'enseignement supérieur organisé en Communauté française et la coordination, par le même organisme public, des relations internationales des établissements d'enseignement supérieur n'empêchent pas ces derniers de nouer de nouvelles relations internationales privilégiées ou de maintenir celles qui existent déjà.

Le décret du 7 novembre 2013 « tient compte de l'histoire des institutions d'enseignement supérieur, de leur autonomie et de leur volonté légitime à pouvoir poursuivre librement leurs collaborations, parfois initiées depuis plusieurs décennies » (*ibid.*, p. 9; *ibid.*, n° 537/3, p. 8). Les établissements d'enseignement supérieur auxquels s'applique ce décret peuvent conclure, avec des établissements établis en dehors de la Communauté française, des conventions relatives à l'organisation de certains cours et travaux (article 81 du décret du 7 novembre 2013), instaurer un « partenariat » avec des institutions étrangères établies en dehors de la Communauté, et, le cas échéant, conclure avec elles des « conventions de collaboration » portant sur la « coorganisation » d'activités d'apprentissage » ou d'un programme d'études conjoint pouvant mener à une « codiplômation » (article 82 du même décret).

La disposition attaquée n'instaure toutefois ni directement, ni indirectement un « mécanisme d'habilitation conditionnée ».

B.17.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.17.4. Le grief n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 12^o, du décret

B.18.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 demandent l'annulation de l'article 21, alinéa 1^{er}, 12^o, du décret en ce qu'il attribue à l'ARES la mission d'organiser les écoles doctorales thématiques et les formations doctorales.

B.18.2. Une école doctorale est une « structure de coordination ayant pour mission d'accueillir, de promouvoir et de stimuler la création d'écoles doctorales thématiques dans son domaine » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 30^o, du décret du 7 novembre 2013), tandis qu'une « école doctorale thématique » est une « structure de recherche et d'enseignement chargée de prodiguer la formation doctorale dans les domaines d'études des écoles doctorales dont elle relève » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 31^o, du même décret).

Le « FRS-FNRS » est le « Fonds de la Recherche scientifique visé par le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la recherche scientifique » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 40^o, du même décret).

Le grade de « Docteur (DOC) » est le « grade académique de niveau 8 sanctionnant des études de troisième cycle, délivré par une Université et obtenu après soutenance d'une thèse conformément à l'article 71. — § 2 » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 29^o, du même décret).

B.18.3.1. La liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution n'est pas illimitée et ne s'oppose pas à ce que le législateur décrète, en vue d'assurer la qualité de l'enseignement dispensé au moyen des deniers publics, prenne des mesures qui soient applicables de manière générale aux établissements d'enseignement.

B.18.3.2. Les travaux préparatoires du décret attaqué indiquent :

« pour garantir cette cohérence et le respect des missions de l'enseignement supérieur dans son ensemble, [l'ARES] reçoit certaines responsabilités d'actions propres, de régulation et de contrôle du système. Ainsi, c'est l'ARES qui sera en charge des référentiels de compétences pour l'enseignement supérieur, de l'agrément des formations continues certifiantes, des écoles doctorales thématiques ou de l'organisation des épreuves communes, à titre d'exemple » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/3, p. 10).

La mission qui est confiée à l'ARES est une mission d'organisation des écoles doctorales thématiques et des formations doctorales qui doit se faire en concertation avec les écoles doctorales près le FRS-FNRS, l'habilitation à conférer le grade de docteur restant accordée à chaque université aux termes de l'article 91, alinéa 2, du décret attaqué. Elle ne pourrait être considérée comme une atteinte injustifiée à la liberté d'enseignement.

B.18.4. Les griefs ne sont pas fondés.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 13^o, du décret

B.19. Les « études de formation continue » dont il est question dans cette disposition sont un « ensemble structuré d'activités d'apprentissage organisées par un établissement d'enseignement supérieur, mais ne conduisant ni à un titre ni à un grade académique à l'exception de certaines études de promotion sociale, visant à compléter, élargir, améliorer, réactualiser ou perfectionner les acquis d'apprentissage des diplômés de l'enseignement supérieur ou de personnes pouvant valoriser des acquis professionnels ou personnels similaires » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 34^o, du décret du 7 novembre 2013).

Avant sa modification par l'article 34 du décret du 25 juin 2015 « modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur », l'article 66 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« [...] »

§ 2. Les études de formation continue proposent aux diplômés de l'enseignement supérieur ou personnes pouvant valoriser des acquis professionnels ou personnels similaires, à l'issue de leur formation initiale ou tout au long de leur vie et dans une perspective personnelle, sociale ou professionnelle, des ensembles structurés d'activités d'apprentissage visant à compléter, élargir, améliorer, réactualiser ou perfectionner leurs savoirs, savoir-faire, aptitudes, compétences et qualifications, acquis tant lors d'études préalables que par leur expérience personnelle ou professionnelle.

Ces études peuvent conduire à la délivrance de diplômes, de titres, de certificats ou d'attestations, selon leur contenu et leur statut. Ce sont des études de premier ou de deuxième cycle selon le niveau des activités d'apprentissage qu'elles comportent.

[...]

§ 4. Pour les études et formations visées aux § 2 et § 3, les droits d'inscriptions réclamés aux étudiants, les financements spécifiques éventuels et les ressources patrimoniales propres affectées par l'établissement contribuent à couvrir les coûts liés à l'organisation de cet enseignement. Cette disposition n'est d'application ni pour la formation du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES), ni pour les formations organisées par les Etablissements de promotion sociale ».

B.20.1. Selon les parties requérantes dans les affaires n^{os} 5927, 5928, 5929 et 5933, l'article 21, alinéa 1^{er}, 13^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce qu'il empêcherait d'organiser librement des études de formation continue.

B.20.2. La disposition attaquée attribuée à l'ARES la mission d'« agréer les études de formation continue conduisant à l'octroi de crédits ».

L'article 74, alinéa 5, du décret du 7 novembre 2013 dispose, à propos de ces études :

« La réussite de ces études n'est pas sanctionnée par un grade académique. Elles peuvent permettre la délivrance de certificats et l'octroi de crédits aux étudiants correspondant aux enseignements suivis avec succès, si elles portent sur au moins 10 crédits et respectent les mêmes critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité que les études menant à des grades académiques. Cette conformité est attestée par l'ARES ».

Il ressort de la lecture combinée de ce texte et de la disposition attaquée que cette dernière n'attribue pas à l'ARES la mission d'agréer toutes les études de formation continue.

L'agrément dont il est question dans la disposition attaquée n'est requis que pour permettre l'octroi de crédits en cas de réussite des études, dont l'organisation même n'est pas subordonnée, par cette disposition, à une approbation de l'ARES.

B.20.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.20.4. Les griefs ne sont pas fondés.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret

B.21.1. Les parties requérantes dans l'affaire n^o 5933 demandent l'annulation de l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret.

B.21.2. L'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013 ne règle pas le statut des professeurs d'université.

En outre, même si son application pouvait avoir des répercussions sur la situation de l'une ou l'autre partie requérante, cette disposition ne pourrait directement affecter leur situation, puisqu'elle ne fait qu'énoncer une règle générale de financement des « études » et « formations ».

B.21.3. Les parties requérantes dans l'affaire n^o 5933 n'ont dès lors pas intérêt à demander l'annulation de l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013.

B.22.1. Selon les parties requérantes dans les affaires n^{os} 5927 et 5928, en retirant au pouvoir organisateur, privé et subventionné par la Communauté française, d'une Haute Ecole ou d'une Ecole supérieure des Arts le droit de déterminer le montant des droits d'inscription pour les études et formations organisées par ces établissements, l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013 porterait atteinte à la liberté de l'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

B.22.2. L'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution dispose :

« L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite; [...] ».

B.22.3.1. La liberté de l'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution implique que des personnes privées puissent, sans autorisation préalable et sous réserve du respect des libertés et droits fondamentaux, organiser et faire dispenser un enseignement selon leur propre conception, tant en ce qui concerne la forme de cet enseignement qu'en ce qui concerne son contenu, par exemple en créant des écoles dont la spécificité réside dans des conceptions déterminées d'ordre pédagogique ou éducatif. Cette liberté implique entre autres la liberté pour le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement supérieur non organisé par une autorité publique de mener sa propre politique d'inscription.

Cette liberté n'empêche toutefois pas que le législateur compétent prenne, en vue d'assurer la qualité et l'équivalence de l'enseignement obligatoire ou de l'enseignement dispensé au moyen des deniers publics, des mesures qui soient applicables de manière générale aux établissements d'enseignement, indépendamment de la spécificité de l'enseignement dispensé par ceux-ci.

B.22.3.2. La liberté d'enseignement définie à l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution suppose que les pouvoirs organisateurs qui ne relèvent pas directement de la communauté puissent, sous certaines conditions, prétendre à des subventions à charge de celle-ci.

Le droit aux subventions est limité, d'une part, par la possibilité pour la communauté de lier celles-ci à des exigences tenant à l'intérêt général, entre autres celles d'un enseignement de qualité, du respect de normes de population scolaire et d'une égalité d'accès à l'enseignement, et, d'autre part, par la nécessité de répartir les moyens financiers disponibles entre les diverses missions de la communauté.

La liberté d'enseignement connaît dès lors des limites et n'empêche pas que le législateur décretal impose des conditions de financement et d'octroi de subventions qui restreignent l'exercice de cette liberté.

De telles mesures ne sauraient être considérées en tant que telles comme une atteinte à la liberté d'enseignement. Il en irait autrement s'il devait apparaître que les limitations concrètes qu'elles apportent à cette liberté ne sont pas adéquates à l'objectif poursuivi ou sont disproportionnées par rapport à celui-ci.

B.22.3.3. Une disposition qui concerne les droits d'inscription pour les formations académiques continues touche à l'organisation de l'enseignement.

B.22.4. Le pouvoir de fixer le montant des « droits d'inscription aux études et formations », que l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013 attribue à l'ARES, est limité aux montants « qui ne seraient pas déterminés par la législation ».

B.22.5.1. En ce qui concerne les études, l'article 105, § 1^{er}, du même décret dispose :

« Le montant des droits d'inscription pour des études est fixé par décret.

Ces montants comprennent l'inscription au rôle, l'inscription à l'année académique et l'inscription aux épreuves et examens organisés durant cette année académique. Il ne peut être prélevé aucun droit ni frais complémentaires.

Dans chaque établissement d'enseignement supérieur, une commission de concertation est chargée d'établir la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants et qui ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire. Ces frais sont mentionnés dans le règlement des études propre à chaque établissement. Cette commission est composée, à parts égales, de représentants des autorités académiques, de représentants des membres du personnel de l'établissement et de représentants des étudiants. Dans les Ecoles supérieures des Arts et les Hautes Ecoles, les représentants des étudiants sont issus du Conseil étudiant. Le Commissaire ou Délégué du Gouvernement assiste aux travaux de cette commission.

Pour les étudiants non finançables, à l'exception de ceux issus de pays de l'Union européenne, des pays moins avancés – repris sur la liste LDC (Least Developed Countries) de l'ONU – ou des pays avec lesquels la Communauté française a établi un accord en ce sens pour lesquels les droits d'inscription sont similaires à ceux des étudiants finançables, l'ARES fixe librement les montants des droits d'inscription, sans que ces droits ne puissent dépasser cinq fois le montant des droits d'inscription visés au 1^{er} alinéa.

Ce paragraphe ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne ».

B.22.5.2. L'attribution à l'ARES de la mission de fixer, dans la mesure précitée, le montant des droits d'inscription pour les études restreint la liberté d'enseignement du pouvoir organisateur d'une Haute Ecole ou d'une École supérieure des Arts relevant de l'enseignement libre et subventionné par la Communauté française.

Cette délégation de compétence à l'ARES est justifiée par la volonté d'« assurer une homogénéité des montants réclamés aux seuls étudiants pour lesquels ils ne sont pas fixés par la législation » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 17).

B.22.5.3. Il ressort de l'article 105, § 1^{er}, précité, lu en combinaison avec la disposition attaquée, que l'ARES ne fixe le montant des droits d'inscription que pour certaines catégories d'« étudiants non finançables », le montant des droits d'inscription pour les études étant en règle fixé par décret.

Compte tenu de ces limites, la restriction que la disposition attaquée apporte à la liberté de l'enseignement n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.22.5.4. En ce qu'ils portent sur l'habilitation conférée à l'ARES par l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013 de « fixer les montants des droits d'inscription aux études [...] qui ne seraient pas déterminé [e]s par la législation », les griefs ne sont pas fondés.

B.22.6.1. En ce qui concerne les formations, l'article 66, § 3, du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Les établissements d'enseignement supérieur peuvent également organiser d'autres activités ou formations qui n'appartiennent à aucune de ces catégories [' études supérieures organisées en trois cycles ' (§ 1^{er}) et ' études de formation continue ' § 2)]; elles ne sont pas sanctionnées par un titre ou grade académique et ne mènent à la délivrance ni d'un diplôme ni d'un certificat ».

Ni les « formations doctorales », qui font partie des études de troisième cycle, ni les « études de formation continue », explicitement exclues de la catégorie des formations par l'article 66, § 3, précité du décret, ni « la formation à caractère théorique et [la] formation à caractère pratique dispensées aux candidats au CAPAES par les responsables de la formation [du CAPAES] » (article 2, 2^o, d'un décret du 17 juillet 2002) (certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur) n'appartiennent donc à la catégorie des formations visées par l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013. Seules subsistent les formations non subventionnées et non certifiées.

B.22.6.2. Les droits d'inscription à ces formations dispensées par les établissements d'enseignement supérieur contribuent « à couvrir les coûts liés à l'organisation de cet enseignement », à côté des « financements spécifiques éventuels » et des « ressources patrimoniales propres affectées par l'établissement » (article 66, § 4, du décret du 7 novembre 2013).

Le décret du 7 novembre 2013 ne précise pas si ces droits d'inscription sont fixés en tout ou en partie « par la législation ».

B.22.6.3. L'attribution à l'ARES de la mission de fixer, dans la mesure précitée, le montant des droits d'inscription pour les formations restreint la liberté d'enseignement des établissements d'enseignement supérieur.

B.22.6.4. Il ressort de l'article 66, § 4, combiné avec la disposition attaquée, que les formations visées ne rentrent pas dans les études et formations bénéficiant de deniers publics et conduisant à la délivrance d'un diplôme ou d'un certificat.

Sont ainsi visées des formations telles que des journées d'études, des colloques, des recyclages ou des programmes financés sur fonds propres, moyennant parrainage ou par la perception de droits d'inscription.

Il s'ensuit que les justifications admises par la Cour et rappelées en B.22.3.1 et en B.22.3.2 pour restreindre la liberté d'enseignement n'existent pas à l'égard de ces formations.

B.22.6.5. Eu égard à ces caractéristiques, la restriction que la disposition attaquée apporte à la liberté de l'enseignement est disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.22.6.6. En ce qu'ils portent sur l'habilitation conférée à l'ARES par l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013 pour « fixer les montants des droits d'inscription aux [...] formations qui ne seraient pas déterminés par la législation », les griefs sont fondés. Il convient d'annuler les mots « et formations » dans l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret du 7 novembre 2013.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 15^o, du décret

B.23.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, en rendant l'ARES responsable de la création, du développement et de la coordination de structures collectives d'enseignement supérieur, l'article 21, alinéa 1^{er}, 15^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement parce qu'il obligerait les pouvoirs organisateurs, autres que les autorités publiques, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts ou d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale à proposer des activités d'apprentissage créées dans le cadre de ces structures collectives.

B.23.2.1. La disposition attaquée attribuée à l'ARES la mission de « développer et coordonner les structures collectives dédiées aux activités d'apprentissage tout au long de la vie de l'enseignement supérieur ».

B.23.2.2. Les activités d'apprentissage comportent des « enseignements organisés par l'établissement, notamment des cours magistraux, exercices dirigés, travaux pratiques, travaux de laboratoire, séminaires, exercices de création et recherche en atelier, excursions, visites et stages », des « activités individuelles ou en groupe, notamment des préparations, travaux, recherches d'information, travaux de fin d'études, projets et activités d'intégration professionnelle », des « activités d'étude, d'autoformation et d'enrichissement personnel » ainsi que des « acquisitions de compétences en entreprise dans le cadre de l'enseignement en alternance » (article 76, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013, modifié par l'article 85 du décret du 11 avril 2014 « portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur »).

B.23.2.3. Le 13 mars 2014, la Région wallonne et la Communauté française ont signé un accord de coopération « relatif à la création et au développement de structures collectives d'enseignement supérieur dédiées aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie ». Cet accord, qui a fait l'objet d'un assentiment par un décret de la Communauté française du 11 avril 2014 et par un décret de la Région wallonne du 24 avril 2014, est entré en vigueur le 24 juillet 2014.

Une « structure collective d'enseignement supérieur dédiée aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie » est une « plate-forme mettant des infrastructures et des équipements de qualité à disposition des établissements d'enseignement supérieur en vue de développer, en coorganisation et/ou en codiplômation, une offre de formation continue répondant aux besoins socio-économiques locaux » (article 2, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération du 13 mars 2014). Cette offre « doit être complémentaire et non concurrente [...] à l'offre de formation des établissements d'enseignement supérieur universitaire et non universitaire » (article 2, alinéa 4, du même accord de coopération).

La mission de ces structures collectives, définie dans le but d'assurer l'offre de formation continue précitée, consiste à « organiser la rencontre et la concertation entre établissements d'enseignement supérieur (universités, hautes écoles, établissements d'enseignement de promotion sociale), le FOREm et l'IFAPME, ainsi qu'avec les entreprises ou groupes d'entreprises locales, les secteurs professionnels, et les intercommunales de développement économique », à « favoriser l'élaboration et la planification, en coorganisation et/ou en codiplômation, par les établissements d'enseignement supérieur d'une offre de formation continue de proximité qui réponde aux besoins socio-économiques locaux », à « mettre les infrastructures et les équipements adéquats à disposition des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que des opérateurs partenaires, afin de développer cette offre de formation continue », à « établir un catalogue des formations organisées au sein de la structure collective d'enseignement supérieur », et à « développer des actions pilotes et innovantes dans les domaines de la formation continue et de l'apprentissage tout au long de la vie » (article 3, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération).

La création d'une structure collective d'enseignement supérieur résulte de l'exercice de la liberté d'association par des établissements d'enseignement supérieur (article 4, alinéa 2, a), de l'accord de coopération du 13 mars 2014 et article 5, alinéa 1^{er}, du même accord).

B.23.3. Il résulte de ce qui précède que ni l'ARES, ni les structures collectives d'enseignement que cet organisme public a uniquement pour mission de « développer » ou de « coordonner » ne créent des activités d'apprentissage que les établissements d'enseignement supérieur, qui n'ont pas librement décidé de devenir membres de telles structures, devraient proposer.

La disposition attaquée n'a dès lors pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.23.4. Le grief n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 16^o, du décret

B.24.1. Selon les parties requérantes dans les affaires n^{os} 5927 et 5929, en attribuant à l'ARES la mission d'attester de la conformité des programmes d'études aux référentiels de compétences, l'article 21, alinéa 1^{er}, 16^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce qu'il rendrait l'ARES juge et partie et ne permettrait pas à l'ARES d'assurer une « cohérence globale ».

B.24.2. La disposition attaquée attribuée à l'ARES la mission d'« attester », d'une part, le « respect » des « référentiels de compétences » par les programmes d'études proposés par les établissements, et, d'autre part, la « conformité » de ces référentiels « avec les autres dispositions en matière d'accès professionnel pour les diplômés ».

Un « référentiel de compétences » est un « ensemble structuré de compétences spécifiques à un grade académique, un titre ou une certification » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 60^o, du décret du 7 novembre 2013). Un « programme d'études » est l'« ensemble des activités d'apprentissage, regroupées en unités d'enseignement, certaines obligatoires, d'autres au choix individuel de chaque inscrit, conforme au référentiel de compétences d'un cycle d'études », étant entendu que « le programme précise les crédits associés et l'organisation temporelle et en prérequis ou corequis des diverses unités d'enseignement » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 58^o, du même décret).

B.24.3. Il ressort des travaux préparatoires que le législateur décreta a souhaité transmettre à un « organe public transparent géré par les acteurs » de l'enseignement des missions qui, jusqu'alors, n'étaient pas exécutées par le ministère de la Communauté française en raison d'une « carence des missions dévolues à l'administration » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n^o 537/3, p. 39).

La liberté de l'enseignement n'empêche pas que le législateur compétent, en vue de garantir la qualité et l'équivalence de l'enseignement, confie à un organisme d'intérêt public des missions de contrôle habituellement dévolues à l'administration.

B.24.4. Les griefs ne sont pas fondés.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 20^o, du décret

B.25.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n^o 5927, l'article 21, alinéa 1^{er}, 20^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce qu'il attribuerait à l'ARES le pouvoir d'obliger les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale à appliquer des mesures d'aide à la réussite des étudiants ou de soutien pédagogique aux enseignants.

B.25.2. La disposition attaquée attribuée à l'ARES la mission de « promouvoir la mise en œuvre au sein des pôles académiques et des établissements » des « mesures les plus efficaces » et des « bonnes pratiques » relatives à l'« aide à la réussite des étudiants » et au « support pédagogique aux enseignants » que cet organisme d'intérêt public a, au préalable, identifiées.

B.25.3. Ce sont en premier lieu « les établissements d'enseignement supérieur [qui] organisent l'aide à la réussite des étudiants, au sein de leur établissement ou en collaboration avec d'autres établissements » (article 148, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013). Le Gouvernement peut, « sur base d'une demande conjointe transmise par l'ARES », allouer « des moyens supplémentaires » pour les diverses activités organisées dans ce cadre (article 148, alinéa 4). Il peut aussi allouer des moyens supplémentaires pour les « activités de préparation aux études supérieures » coorganisées par les Pôles académiques (« sous la coordination de leurs centres de didactique de l'enseignement supérieur »), sur la base d'une « demande conjointe des établissements concernés, approuvée et transmise par l'ARES » (article 149, alinéa 2).

L'ARES a pour mission de « piloter » l'ensemble des compétences des établissements d'enseignement, des Pôles académiques et des zones académiques relatives à l'aide à la réussite, et « d'établir les bonnes pratiques en la matière et de proposer ou soutenir les projets transversaux en matière de réussite » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-13, n^o 537/3, p. 17). Cette mission s'inscrit dans son rôle de « coordination de la vie étudiante dans ses aspects transversaux » et de définition du « statut de l'étudiant en général (suivi et propositions en matière [...] d'aide à la réussite [...]) » (*ibid.*, n^o 537/1, p. 10).

Cette mission de promotion n'autorise pas l'ARES à obliger un établissement d'enseignement supérieur à prendre des mesures d'aide aux étudiants ou de soutien aux enseignants, ou d'adopter l'une ou l'autre pratique en la matière.

La disposition attaquée n'a dès lors pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.25.4. Le grief n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 21, alinéa 1^{er}, 25^o, du décret

B.26.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 21, alinéa 1^{er}, 25^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de l'enseignement, parce que les huit derniers mots de cette disposition décrétale autoriseraient tant le pouvoir législatif que le pouvoir exécutif de la Communauté française à confier à l'ARES des missions d'appui administratif et logistique aux missions des établissements d'enseignement supérieur et des Pôles académiques autres que la mission d'appui explicitement attribuée à l'ARES par les mots précédents de la disposition attaquée.

B.26.2. La disposition attaquée attribue à l'ARES la mission « de venir en appui administratif et logistique à toute mission [...] qui lui serait confiée par la législation ».

Les huit derniers mots de cette disposition attribuent exclusivement à l'ARES la mission de « venir en appui administratif et logistique » à des missions futures non encore déterminées. Ils n'ont donc nullement pour objet d'attribuer à l'ARES une mission d'appui aux missions attribuées à des établissements d'enseignement supérieur et à des Pôles académiques.

La disposition attaquée n'a dès lors pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

Pour le surplus, les parties requérantes n'expliquent pas en quoi une mission d'appui administratif et logistique pourrait mettre en cause la liberté de l'enseignement des pouvoirs organisateurs.

B.26.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 28 du décret du 7 novembre 2013

B.27. L'article 28, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Le Conseil d'administration de l'ARES comprend 29 membres, tous avec voix délibérative. Ils sont désignés par le Gouvernement, à l'exception de ceux visés au 2^o ci-dessous, et répartis comme suit :

1^o un Président;

2^o les six Recteurs des Universités;

3^o six représentants des Hautes Ecoles, dont au moins quatre Directeurs-Présidents représentant les Hautes Ecoles, proposés par la majorité des Directeurs-Présidents des Hautes Ecoles, de manière à ce que chaque pôle et chaque réseau (organisé par [la] Communauté française, officiel subventionné et libre subventionné) soient représentés;

4^o deux Directeurs représentant les Ecoles supérieures des Arts, proposés par la majorité des Directeurs des Ecoles supérieures des Arts;

5^o deux représentants de l'Enseignement supérieur de promotion sociale, proposés par le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

6^o six représentants du personnel proposés par les organisations syndicales affiliées aux organisations syndicales représentées au Conseil national du Travail et qui affilient dans l'enseignement supérieur;

7^o six étudiants, dont au moins un représentant par Pôle académique, proposés par les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire.

Pour chaque catégorie visée aux 3^o à 5^o, les représentants proposés ne peuvent être issus des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les membres sortants; il en est de même pour les représentants des étudiants visés au 7^o après 4 renouvellements annuels successifs. De plus, parmi l'ensemble des membres visés au 7^o, au moins un doit être issu d'une Université, un d'une Haute Ecole, un d'une Ecole supérieure des Arts et un d'un Etablissement de promotion sociale.

A l'exception du membre visé au 1^o, chaque membre a un suppléant, proposé selon les mêmes modalités; le suppléant d'un recteur y est le premier Vice-recteur de son université ou, si cette fonction n'existe pas dans l'université concernée, un autre Vice-recteur désigné par elle pour cette fonction. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

A l'exception des membres visés aux 1^o, 2^o et 7^o, les membres du Conseil d'administration de l'ARES sont désignés pour une durée de cinq ans. Les représentants des étudiants visés au 7^o sont désignés pour un mandat de un an, renouvelable sans pouvoir dépasser cinq mandats successifs.

Le Président de l'ARES est désigné par le Gouvernement pour une période de trois ans, sur avis conforme des autres membres du Conseil; le Président n'est pas choisi parmi les autres membres du Conseil d'administration de l'ARES.

A l'exception des membres visés aux 1^o et 2^o, un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum du nombre de personnes proposées doivent être des personnes de genre différent des autres personnes proposées pour cette catégorie, sauf impossibilité dûment justifiée.

Tout membre qui a perdu la qualité pour laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Lorsqu'un membre démissionne ou décède en cours de mandat, il est remplacé dans l'année pour l'achèvement de son mandat selon les mêmes modalités. Son suppléant assure l'intérim ».

En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 5933

B.28.1. L'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 7 novembre 2013 exige que les représentants du personnel de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur à désigner par le Gouvernement de la Communauté française pour faire partie du conseil d'administration de l'ARES soient proposés par des organisations syndicales.

Réglant la manière dont sont désignés ces représentants du personnel, cette disposition est susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation de la troisième partie requérante, qui est professeur à l'Université catholique de Louvain et donc membre du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur.

B.28.2. Cette partie requérante a intérêt à demander l'annulation de l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 7 novembre 2013.

Il n'y a pas lieu d'examiner si les autres parties requérantes justifient aussi de cet intérêt.

En ce qui concerne les moyens dans l'affaire n° 5927

B.29.1. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes soutiennent, pour la première fois, que l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 7 novembre 2013 introduirait des différences de traitement discriminatoires entre les directeurs d'établissements siégeant au conseil d'administration de l'ARES et ceux qui n'y siègent pas, entre les directeurs-présidents de Haute Ecole, entre les recteurs d'université et les directeurs d'autres établissements, ainsi qu'entre les directeurs-présidents de Haute Ecole et les représentants des membres du personnel et des étudiants.

Elles allèguent aussi, pour la première fois dans ce mémoire, que l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 7 novembre 2013 serait contraire au « principe de la charte associative ».

B.29.2. Une partie requérante ne peut formuler de nouveaux moyens dans son mémoire en réponse.

B.29.3. Tant les arguments déduits des différences de traitement visées en B.29.1 que l'allégation d'une violation du « principe » précité constituent des moyens nouveaux et, partant, sont irrecevables.

B.30.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 28, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 limite la liberté de l'enseignement des pouvoirs organisateurs, autres que les autorités publiques, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts et d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, parce qu'il exclurait du conseil d'administration de l'ARES ces pouvoirs organisateurs ainsi que leurs organes de représentation.

B.30.2.1. Le conseil d'administration de l'ARES comprend, entre autres membres, « six représentants des Hautes Ecoles, dont au moins quatre Directeurs-Présidents représentant les Hautes Ecoles », « deux Directeurs représentant les Ecoles supérieures des Arts » et « deux représentants de l'Enseignement supérieur de promotion sociale » (article 28, § 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o, du décret du 7 novembre 2013).

Les représentants des Hautes Ecoles qui ne sont pas « Directeurs-Présidents » peuvent être « issus des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 17).

Des représentants du « Conseil des Pouvoirs Organisateur de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné - Enseignement organisé par les Provinces, les Communes et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale » (C.P.E.O.N.S.) et de la « Fédération de l'Enseignement Supérieur Catholique (FédESuC) » peuvent siéger au conseil d'administration de l'ARES (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/3, p. 41).

B.30.2.2. La disposition attaquée n'exclut pas que les représentants des Hautes Ecoles et de l'« Enseignement supérieur de promotion sociale » au sein du conseil d'administration de l'ARES soient des pouvoirs organisateurs de ce type d'établissements autres que des autorités publiques ou des organes de représentation de ces pouvoirs organisateurs.

Elle n'a donc pas la portée que les parties requérantes lui attribuent, puisque seules les Ecoles supérieures des Arts ne peuvent être représentées par des pouvoirs organisateurs ou par des organes de représentation de ceux-ci.

B.30.3. La liberté de l'enseignement, reconnue par l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, garantit à toute personne privée le droit de créer et d'organiser une école et de déterminer tant le contenu que la forme de l'enseignement qui y est dispensé, sans devoir obtenir l'autorisation préalable des autorités publiques.

B.30.4. L'article 28, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 n'a d'autre objet que d'énoncer les règles de composition du conseil d'administration de l'ARES.

Ces règles n'entravent nullement le droit des pouvoirs organisateurs qui ne sont pas des autorités publiques de créer une Ecole supérieure des Arts, de l'organiser ou de déterminer le contenu et la forme de l'enseignement qui y est dispensé.

En ce qu'elle concerne les Ecoles supérieures des Arts, la disposition attaquée ne limite pas la liberté de l'enseignement.

B.30.5. Le premier moyen dans l'affaire n° 5927, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, n'est pas fondé.

B.31.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 28, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 viole l'article 24, § 4, de la Constitution parce qu'en arrêtant le nombre et le mode de désignation des représentants des établissements d'enseignement supérieur composant le conseil d'administration de l'ARES, il traiterait différemment les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.31.2. L'article 24, § 4, de la Constitution dispose :

« Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié ».

Cette disposition énonce, dans le domaine de l'enseignement, le principe d'égalité et de non-discrimination qui se déduit des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.31.3. Les vingt Hautes Ecoles (article 11 du décret du 7 novembre 2013) sont représentées au sein du conseil d'administration de l'ARES par six personnes, tandis que tant les seize Ecoles supérieures des Arts (article 12 du même décret) que la centaine d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale (article 13, alinéa 1^{er}, du même décret) sont, eux, représentés par deux membres de ce conseil.

Les universités, les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale sont représentés, au sein du conseil d'administration de l'ARES, « selon une partition [...] qui correspond à la proportion d'étudiants concernés par chacune des formes d'enseignement » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 10; *ibid.*, n° 537/3, p. 11). Le nombre de représentants des Hautes Ecoles a été aligné sur celui des représentants des universités (*ibid.*, n° 537/3, p. 41).

Il existe donc, entre les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale une différence objective justifiant raisonnablement le poids différent, au sein du Conseil d'administration de l'ARES, des représentants de ces trois catégories d'établissements d'enseignement.

B.31.4.1. Les représentants des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale sont tous désignés par le Gouvernement de la Communauté française (article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013) pour un mandat de cinq ans (article 28, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret).

Pour ces trois catégories de représentants, cette désignation n'a lieu que sur proposition. Les personnes proposées « ne peuvent être [issues] des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les membres sortants » (article 28, § 1^{er}, alinéa 2, première phrase, du décret du 7 novembre 2013) et un tiers d'entre elles au moins doit, en principe, être d'un « genre différent des autres personnes proposées pour cette catégorie » (article 28, § 1^{er}, alinéa 6, du même décret).

B.31.4.2. L'origine de cette proposition varie néanmoins selon la catégorie d'établissements.

La procédure est similaire pour les représentants des Hautes Ecoles et pour ceux des Ecoles supérieures des Arts. Les premiers sont proposés par la majorité des directeurs-présidents des Hautes Ecoles, tandis que les autres le sont par la majorité des directeurs des Ecoles supérieures des Arts.

Les « représentants de l'Enseignement supérieur de promotion sociale » ne sont, eux, pas proposés par la majorité des dirigeants des établissements concernés, mais sont proposés par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale.

B.31.4.3. Le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale a, entre autres, pour mission de « remettre au Gouvernement [...] un avis sur toute question relative au pilotage, à l'amélioration, au développement et à la promotion de l'enseignement de promotion sociale », de « suivre et de faciliter le développement de l'enseignement de promotion sociale », de « définir, sur proposition de la cellule de pilotage, les thématiques prioritaires que celui-ci devra traiter sur les deux années à venir », de « promouvoir l'évolution de l'offre de l'enseignement et d'élaborer les référentiels de l'enseignement de promotion sociale » et d'élaborer les « profils d'enseignement pour les sections relevant de l'enseignement supérieur » dont l'ARES doit être informée (article 79, §§ 1^{er} et 5, du décret du 16 avril 1991 « organisant l'enseignement de promotion sociale »).

Le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale est composé de trente-deux membres effectifs désignés par le Gouvernement de la Communauté française pour un mandat de cinq ans renouvelable (article 80, alinéas 1^{er} et 2, du décret du 16 avril 1991). Six d'entre eux représentent les réseaux d'enseignement et six autres représentent le personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale. Chacun de ces deux groupes doit compter deux personnes pour l'enseignement organisé par la Communauté française, deux personnes pour l'enseignement officiel subventionné, et deux autres pour l'enseignement libre subventionné « répartis par caractère » (article 80, alinéa 3, 1^o et 2^o, du décret du 16 avril 1991). Le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale compte aussi quatre étudiants dans l'enseignement de promotion sociale, dont un « par réseau et caractère » (article 80, alinéa 3, 3^o, du décret du 16 avril 1991). Tous les membres précités sont proposés par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs concernés (article 80, alinéa 5, du décret du 16 avril 1991). Le Conseil compte encore, en son sein, trois membres qui représentent les organisations reconnues par la loi du 19 décembre 1974 « organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités », cinq personnes représentant les « milieux économiques et sociaux intéressés à l'enseignement de promotion sociale, ou d'autres milieux intéressés », ainsi que le directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique et son délégué, et l'inspecteur chargé de la coordination du service inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance et son délégué (article 80, alinéa 3, 4^o à 7^o, du décret du 16 avril 1991). Enfin, il y a encore un président et trois vice-présidents (article 80, alinéa 1^{er}, du décret du 16 avril 1991).

B.31.4.4. Le nombre significativement plus élevé d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale et la plus grande difficulté de consulter leurs dirigeants qui en découle, ainsi que la fonction et la composition du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, constituent autant d'éléments objectifs justifiant raisonnablement que la proposition de désignation des membres du conseil d'administration de l'ARES qui représentent l'enseignement de promotion sociale émane d'une source différente de celle des propositions de désignation des membres représentant les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts au sein de cet organe de gestion.

B.31.5. Le premier moyen dans l'affaire n° 5927, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 24, § 4, de la Constitution, n'est pas fondé.

B.32.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 28, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 viole aussi l'article 24, § 4, de la Constitution, en ce qu'il garantirait au conseil d'administration de l'ARES la présence des organes de représentation de toutes les universités et des organes de représentation du personnel et des étudiants, et non pas celle des organes de représentation des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.32.2. Ainsi qu'il est dit en B.31.3, les universités, les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale sont représentés, au sein du conseil d'administration de l'ARES, en correspondance avec la proportion d'étudiants concernés par chacune des formes d'enseignement.

Les six représentants des Hautes Ecoles doivent être proposés par la majorité des directeurs-présidents des Hautes Ecoles, les deux représentants des Ecoles supérieures des Arts doivent également être proposés par la majorité des directeurs de ces écoles et les deux représentants des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale doivent être présentés par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale.

Il ressort de ce qui précède que, compte tenu de leurs caractéristiques propres, toutes les formes d'enseignement sont traitées de manière semblable.

B.32.3. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 5927 n'est pas fondé.

En ce qui concerne le moyen dans l'affaire n° 5933

B.33.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5933, l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 7 novembre 2013 porte atteinte à la liberté de représentation des membres du personnel académique – qui serait reconnue par les articles 10, 11, 23, alinéa 3, 1^o, 26 et 27 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme – en ce que cette disposition législative réserverait la représentation du personnel académique des universités à des représentants des organisations syndicales et empêcherait dès lors un professeur d'université d'être représenté au conseil d'administration de l'ARES par une personne non proposée par une organisation syndicale.

B.33.2. Selon le texte de la disposition attaquée, les représentants au conseil d'administration de l'ARES de l'ensemble du personnel des établissements d'enseignement supérieur concernés par cet organisme d'intérêt public sont désignés par le Gouvernement de la Communauté française, après avoir été proposés par des organisations syndicales.

Il a été affirmé, lors des travaux préparatoires de ce texte, que ces représentants du personnel « représentent les diverses centrales et les différents types d'enseignement supérieur » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/3, p. 41).

Il en résulte que, parmi les représentants du personnel, un professeur d'université ne peut être représenté au conseil d'administration de l'ARES que par une personne proposée par une organisation syndicale.

B.33.3. L'article 10 de la Constitution dispose :

« Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres.

Les Belges sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

L'égalité des femmes et des hommes est garantie ».

L'article 11 de la Constitution dispose :

« La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. A cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques ».

L'article 23, alinéas 1^{er} et 2 et alinéa 3, 1^o, de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective; ».

L'article 26 de la Constitution dispose :

« Les Belges ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans néanmoins le soumettre à une autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique point aux rassemblements en plein air, qui restent entièrement soumis aux lois de police ».

L'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat ».

B.33.4. Aucune des dispositions invoquées ne garantit à un professeur d'université le droit de choisir librement son représentant au sein d'un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public, tel que l'ARES.

Pour le surplus, il n'est pas déraisonnable d'admettre que le législateur décrétal ait souhaité une représentation du personnel qui permette de prendre en compte les intérêts de toutes les catégories du personnel.

B.33.5. Le moyen n'est pas fondé.

Quant à l'article 29 du décret du 7 novembre 2013

B.34. L'article 29 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Le Conseil d'administration de l'ARES se réunit au moins six fois par année académique, sur convocation de son Président ou à la demande d'un cinquième au moins de ses membres.

Ses décisions se prennent avec un quorum de plus de 50 % de membres effectifs ou suppléants présents et à la majorité simple des présents, à l'exception des matières visées à l'article 21 [alinéa 1^{er}], 1°, 2°, 3°, 4°, 13°, 14°, 15° et 16° pour lesquelles une majorité qualifiée de deux tiers est prévue; son règlement d'ordre intérieur peut définir d'autres règles de quorum de présence et de majorités renforcées par rapport à cette disposition.

Ses délibérations se déroulent à huis clos, mais ses décisions sont publiées. Les membres du Conseil d'administration sont tenus de respecter cette confidentialité, d'assumer la collégialité des décisions de ce Conseil et de s'abstenir de toute action qui serait de nature à être en conflit avec les missions de l'ARES, sous peine de révocation ou suspension par le Gouvernement.

[...] ».

B.35.1. L'article 29, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 énonce plusieurs règles relatives au fonctionnement du conseil d'administration de l'ARES, dont aucune des cinq parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'est membre.

Ces règles ne sont pas susceptibles d'affecter directement et défavorablement la situation de professeurs d'université qui ne font pas partie de cet organe de gestion de l'ARES.

B.35.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont pas intérêt à demander l'annulation de l'article 29, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013.

Quant à l'article 39 du décret du 7 novembre 2013

B.36. L'article 39 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Outre les membres du Bureau de l'ARES, les Chambres thématiques sont composées comme suit.

1° Pour la Chambre des universités : les Recteurs des universités;

2° Pour la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale, les Directeurs-Présidents des Hautes Ecoles et un représentant issu [...] des Etablissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de chaque Pôle académique proposé par celui-ci;

3° Pour la Chambre des Ecoles supérieures des Arts, les Directeurs des Ecoles supérieures des Arts.

A ces membres s'adjoignent des membres du personnel et des étudiants issus des établissements concernés par chaque Chambre thématique, de manière à ce qu'elle comporte au total au moins 20 % de représentants du personnel et 20 % d'étudiants, parmi lesquels, pour la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale, au moins un membre du personnel et un étudiant issus d'un établissement de promotion sociale, proposés par les membres du Conseil d'administration de l'ARES respectivement visés aux 6° et 7°.

Un membre d'une Chambre thématique empêché peut s'y faire remplacer par un suppléant désigné selon les modalités de l'article 28.

Les membres du Bureau de l'ARES qui ne sont pas issus des établissements concernés par la Chambre thématique n'y siègent qu'avec voix consultative.

Dans la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion Sociale, pour toutes les matières concernant la correspondance ou l'équivalence de titres entre les deux formes d'enseignement, la pondération des voix assure la parité entre les membres issus des Hautes Ecoles et ceux issus des Etablissements de promotion sociale.

Le Conseil d'administration de l'ARES désigne les membres des Chambres thématiques.

Les mandats des membres de chambres sont alignés sur ceux du Conseil d'administration de l'ARES, selon les mêmes modalités.

L'ARES transmet au Gouvernement la composition des Chambres thématiques ».

B.37.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 39 du décret du 7 novembre 2013 limite la liberté de l'enseignement des pouvoirs organisateurs, autres que les autorités publiques, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts et d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, en excluant, des Chambres thématiques de l'ARES, ces pouvoirs organisateurs ainsi que leurs organes de représentation.

B.37.2. L'ARES comprend trois Chambres thématiques (article 22 du décret du 7 novembre 2013) : la « Chambre des universités », la « Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale » et la « Chambre des Ecoles supérieures des Arts » (article 37, alinéa 2, du même décret).

Les membres du Bureau de l'ARES sont membres de droit de ces Chambres (article 38, alinéa 1^{er}, du même décret). Ce Bureau comprend, entre autres, les quatre « Vice-présidents » du conseil d'administration (article 32, alinéa 1^{er}, lu en combinaison avec l'article 28, § 2). L'un de ces vice-présidents est choisi parmi les représentants des Hautes Ecoles qui sont membres de ce conseil (article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o) et un autre est choisi parmi les représentants de l'« Enseignement supérieur de promotion sociale » siégeant au sein de cet organe de gestion (article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o).

Comme il est dit en B.30.2.2, ces deux types de représentants peuvent être des pouvoirs organisateurs d'une Haute Ecole ou d'un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale autres que des autorités publiques, ou des organes de représentation de ces pouvoirs organisateurs.

La disposition attaquée n'a donc pas la portée que les parties requérantes lui attribuent, puisque seules les Ecoles supérieures des Arts ne peuvent être représentées, dans la Chambre des Ecoles supérieures des Arts, par des pouvoirs organisateurs ou par des organes de représentation de ceux-ci.

B.37.3. L'article 39 du décret du 7 novembre 2013 n'a d'autre objet que d'énoncer les règles de composition des Chambres thématiques que comprend l'ARES, dont la Chambre des Ecoles supérieures des Arts.

Les règles de composition de cette Chambre n'entravent nullement le droit des pouvoirs organisateurs qui ne sont pas des autorités publiques de créer une Ecole supérieure des Arts, de l'organiser ou de déterminer le contenu et la forme de l'enseignement qui y est dispensé.

Ces règles précisent, en outre, que les directeurs des seize Ecoles supérieures des Arts sont membres de cette Chambre. Le directeur d'un établissement de ce type est le « délégué du Pouvoir Organisateur » et exécute ses décisions (articles 72, § 5, alinéa 1^{er}, et 78, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 « fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) »).

En ce qu'elle concerne la composition de la Chambre des Ecoles supérieures des Arts, la disposition attaquée ne limite pas la liberté de l'enseignement.

B.37.4. Le moyen dans l'affaire n° 5927, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, par l'article 39 du décret du 7 novembre 2013, n'est pas fondé.

B.38.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 39 du décret du 7 novembre 2013 viole l'article 24, § 4, de la Constitution, en ce que, en arrêtant le nombre et le mode de désignation des représentants des établissements d'enseignement supérieur au sein des Chambres thématiques de l'ARES, il traiterait différemment les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.38.2. Les six universités énumérées par l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 sont représentées par leur recteur au sein de la Chambre des universités. Les vingt Hautes Ecoles énumérées par l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 sont représentées par leur directeur-président au sein de la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement de promotion sociale. Les seize Ecoles supérieures des Arts énumérées par l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 sont représentées par leur Directeur au sein de la Chambre des Ecoles supérieures des Arts.

La centaine d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale énumérés par l'article 13 du décret du 7 novembre 2013 ne sont, par contre, pas tous directement représentés, au sein de la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement de promotion sociale. Ils n'y sont représentés que par cinq ou six personnes, à savoir une personne proposée par chacun des cinq Pôles académiques (article 62 du décret du 7 novembre 2013) et, s'il s'agit d'une personne différente, par le vice-président du conseil d'administration de l'ARES désigné parmi les deux membres de cet organe de gestion qui représentent l'enseignement de promotion sociale, pour faire partie du Bureau de l'ARES (article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, lu en combinaison avec l'article 32, alinéa 1^{er}, et avec l'article 38, première phrase, du décret du 7 novembre 2013).

B.38.3.1. Il était initialement envisagé que chaque établissement d'enseignement supérieur soit présent dans les Chambres thématiques (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 10, et n° 537/3, p. 11).

La circonstance que les universités, les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts sont représentées par un nombre différent de personnes au sein des Chambres thématiques qui les concernent découle du fait, indépendant de la règle qu'énonce la disposition attaquée, que le nombre d'établissements appartenant à chacune de ces catégories n'est pas le même.

Il n'a toutefois pas été souhaité que l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale soient présents dans la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement de promotion sociale, afin d'éviter que ces établissements y soient « proportionnellement surreprésentés » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 10, et n° 537/3, p. 11).

La différence de traitement faite entre, d'une part, les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale et, d'autre part, les universités, les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts, est donc raisonnablement justifiée.

B.38.3.2. Compte tenu du fait que toutes les universités, toutes les Hautes Ecoles et toutes les Ecoles supérieures des Arts sont, en vertu de la disposition attaquée, représentées par leur dirigeant dans les Chambres thématiques de l'ARES qui les concernent, il est inutile de prévoir un mode de désignation des représentants de ces catégories d'établissements.

La disposition attaquée ne règle donc le mode de désignation que des représentants des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, de sorte que cette disposition n'instaure pas, pour cet aspect de la représentation des établissements d'enseignement supérieur dans les Chambres thématiques de l'ARES, de différence de traitement entre les catégories d'établissements précitées.

B.38.4. Le premier moyen dans l'affaire n° 5927, en ce qu'il est pris de la violation, par l'article 39 du décret du 7 novembre 2013, de l'article 24, § 4, de la Constitution, n'est pas fondé.

B.39.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 39 du décret du 7 novembre 2013 viole aussi l'article 24, § 4, de la Constitution, en ce qu'il garantirait dans les Chambres thématiques de l'ARES la présence des recteurs de toutes les universités et des organes de représentation du personnel et des étudiants, et non celle des organes de représentation des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.39.2. Pour les mêmes motifs que ceux mentionnés en B.32.2, il ressort de la disposition attaquée que, compte tenu de leurs caractéristiques propres, toutes les formes d'enseignement sont traitées de manière semblable.

B.39.3. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 5927, en ce qu'il est pris de la violation, par l'article 39 du décret du 7 novembre 2013, de l'article 24, § 4, de la Constitution, n'est pas fondé.

Quant à l'article 40 du décret du 7 novembre 2013

B.40. L'article 40 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« L'ARES constitue les Commissions permanentes suivantes, chargées de préparer, à sa demande, ses délibérations et décisions :

- 1° la Commission de la Mobilité des étudiants et du personnel (CoM);
- 2° la Commission de l'Information sur les Etudes (CIE);
- 3° la Commission de l'aide à la réussite (CAR);
- 4° la Commission de la Coopération au Développement (CCD);
- 5° la Commission des Relations internationales (CRI);
- 6° la Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales (CoVEDAS);
- 7° la Commission Développement Durable (CDD);
- 8° la Commission pour la Qualité de l'Enseignement et de la Recherche (CoQER);
- 9° La Commission de la Valorisation de la Recherche et de la Recherche interuniversitaire (CoVRI);
- 10° la Commission Observatoire et Statistiques (COS);
- 11° la Commission des Bibliothèques et Services académiques collectifs (CBS);
- 12° la Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC).

L'ARES accueille également la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visée à l'article 97 dont elle assure le greffe ».

B.41.1. Dans les affaires n^{os} 5927 et 5928, la constitutionnalité de l'article 40, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est mise en cause, en raison de la compétence de la « commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription ».

B.41.2. La disposition attaquée n'a cependant d'autre objet que d'obliger l'ARES à assurer le greffe de cette commission créée par l'article 97 du décret du 7 novembre 2013, cité en B.90.

C'est aussi cette dernière disposition qui règle la compétence de cette commission.

La disposition attaquée n'a dès lors pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.41.3. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant aux articles 52, 58, 59 et 61 du décret du 7 novembre 2013

B.42. L'article 52 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Un Pôle académique est une association sans but lucratif dont les membres sont des établissements d'enseignement supérieur, parmi lesquels au moins une Université, fondée sur la proximité géographique de leurs implantations.

Tout établissement d'enseignement supérieur appartient à un ou plusieurs Pôles académiques, selon le lieu de ses implantations. Cette appartenance est déterminée par la liste des habilitations à organiser des études initiales de premier et deuxième cycles visée à l'article 88, § 1^{er} ».

L'article 58 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« L'Assemblée générale des établissements membres d'un Pôle académique en établit les statuts. Elle est également seule compétente pour toute modification de ceux-ci. Au sein de l'Assemblée générale, chaque établissement dispose d'un nombre de voix proportionnel à son nombre de diplômés de formation initiale de BES, de bachelier et de master issus d'études suivies sur le territoire du Pôle en vertu d'une habilitation détenue par l'établissement sur ce territoire. L'Assemblée générale statue à la majorité simple, avec une majorité simple parmi les représentants respectivement des Universités, de Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Etablissements de promotion sociale.

Les statuts de même que toute modification y afférente sont transmis sans délai pour approbation par le Gouvernement. Le Gouvernement fixe les statuts du Pôle académique à défaut de décision de son Assemblée générale dans les six mois de l'entrée en vigueur de ce décret.

Ces statuts définissent notamment :

- 1° la mise en œuvre des missions définies à l'article 53 [,] alinéa 2, ainsi que les missions particulières confiées au Pôle par ses membres;
- 2° le mode de fonctionnement du Pôle;
- 3° son siège social;
- 4° les compétences, la composition, le mode de désignation de ses membres et le mode de fonctionnement de son Conseil d'administration, ainsi que des autres organes de gestion ou d'avis constitués au sein du Pôle pour accomplir ses missions ».

L'article 59 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Dans un souci d'efficacité, notamment pour remplir ses missions visées à l'article 53 [...], 2° et 8°, un Pôle académique peut créer des organes chargés plus spécifiquement d'une partie de son territoire.

Lorsque l'Assemblée générale d'un Pôle académique en établit les statuts, tel que le prévoit l'article 58 [...] –, elle se prononce sur la création de ces organes. La décision d'en créer ou de ne pas en créer est prise au consensus. La détermination de la composition et des missions de ces organes résulte également d'une délibération selon la procédure du consensus. A défaut de consensus entre ses membres, le Pôle académique peut saisir le Gouvernement qui arrête définitivement les statuts de ces organes ».

L'article 61 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« La gestion financière des Pôles académiques est assurée conformément aux dispositions concernant les organismes d'intérêt public de catégorie B de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Dans sa gestion financière, un Pôle académique est autorisé à reporter tout solde éventuel de ses comptes à l'année budgétaire suivante ».

B.43.1. Dans les affaires n^{os} 5927 et 5928, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 52 du décret du 7 novembre 2013 avec l'article 27 de la Constitution, en ce que l'obligation d'appartenir à un Pôle académique sous la forme d'une association sans but lucratif porterait atteinte à la liberté d'association des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont le pouvoir organisateur n'est pas public.

Selon les mêmes parties requérantes, l'article 58, alinéa 1^{er}, troisième phrase, l'article 58, alinéa 2, première phrase, l'article 59, alinéa 2, et l'article 61, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 sont incompatibles avec l'article 27 de la Constitution, parce qu'en réglant la gestion des Pôles au mépris de la loi du 27 juin 1921 « sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations », ils portent atteinte à la liberté d'association des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont le pouvoir organisateur n'est pas une autorité publique.

B.43.2. Un Pôle académique est une personne morale de droit public prenant la forme d'une association sans but lucratif (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, pp. 9, 13 et 18, et n° 537/3, pp. 11 et 46).

En vertu de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le législateur décréte est compétent pour créer, dans les matières qui relèvent de la compétence des communautés, des services décentralisés, des établissements et des entreprises, sans être lié par des formes d'organisation préexistantes. Ce faisant, le législateur décréte peut faire usage de techniques de droit public comme de droit privé, mais il lui est interdit, sauf recours à l'article 10 de la loi spéciale précitée, de déroger de manière générale au droit des personnes morales, qui relève de la compétence résiduaire des autorités fédérales.

En créant des Pôles académiques en tant que personnes morales de droit public et en arrêtant lui-même les règles relatives à leurs missions (article 53), à leur assemblée générale (articles 52, 58 et 59), à leurs ressources (articles 55 et 56), à leur conseil d'administration (article 57), à leurs statuts (article 58), à leur contrôle (article 60), à leur gestion financière (article 61) et pour le surplus, en leur donnant la forme d'une association sans but lucratif, le législateur décréte a exercé la compétence que lui confère l'article 9 de la loi spéciale précitée.

En procédant de la sorte, le législateur décréte n'a pas violé l'article 27 de la Constitution.

B.43.3. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 53 du décret du 7 novembre 2013

B.44. Avant sa modification par l'article 35 du décret du 30 janvier 2014 « relatif à l'enseignement supérieur inclusif », l'article 53 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« Un Pôle académique est un lieu de concertation et de dialogue entre établissements d'enseignement supérieur. Il a pour mission principale de promouvoir et soutenir toutes les formes de collaborations entre ses membres et d'inciter ceux-ci à travailler ensemble en vue d'offrir des services de qualité aux étudiants.

Ainsi, sans empiéter sur les missions de l'ARES et des zones académiques, un Pôle académique :

1° favorise et accompagne la mobilité des étudiants et des membres du personnel, dans le respect de leur statut et sur base volontaire, entre les différentes implantations et les établissements, en ce compris les modalités pratiques et financières;

2° offre des services collectifs destinés au personnel et aux étudiants de ses membres, notamment des bibliothèques et salles d'études, des restaurants et lieux conviviaux, des services médicaux, sociaux et d'aide psychologique, des activités sportives et culturelles, et peut gérer les recettes et dépenses associées;

3° fédère ou organise le conseil et l'accompagnement aux parcours d'études personnalisés, ainsi que le support pédagogique pour les enseignants;

4° coordonne l'information et l'orientation des futurs étudiants à propos des diverses études organisées et la représentation de ses membres lors de toute activité d'information sur les études supérieures ou en relation avec l'enseignement obligatoire;

5° coordonne des formations préparatoires aux études supérieures et toute autre activité susceptible de favoriser le passage entre l'enseignement obligatoire et l'enseignement supérieur;

6° favorise les relations entre tous ses établissements membres, leur personnel et leurs étudiants avec les acteurs locaux, tant publics que privés;

7° suscite la création à son niveau de centres disciplinaires fédérés de recherche, d'enseignement ou de services, rassemblant les compétences et équipes des établissements membres du Pôle;

8° encourage un usage partagé des infrastructures, équipements et biens mobiliers ou immobiliers destinés prioritairement aux missions d'enseignement, de recherche et de service à la collectivité;

9° et, plus généralement, est le lieu privilégié de dialogue et de réflexion entre ses membres.

Les statuts de chaque Pôle académique précisent la mise en œuvre de ces missions ».

B.45. Selon les parties requérantes dans les affaires n°s 5927, 5928 et 5933, l'article 53, alinéa 2, 3° et 4°, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, en ce qu'il porterait atteinte à la liberté de l'enseignement des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont le pouvoir organisateur n'est pas public.

B.46.1. L'adhésion à une structure de support pédagogique des enseignants et la coordination de l'information et de l'orientation des étudiants ne portent pas atteinte à la liberté de l'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

Selon l'article 53, alinéa 1^{er}, du décret attaqué, un Pôle académique est un « lieu de concertation et de dialogue entre établissements d'enseignement supérieur » et n'a donc aucun pouvoir décisionnel. La disposition attaquée n'oblige aucun établissement d'enseignement supérieur à faire appel au « support pédagogique pour les enseignants » organisé par le Pôle et coordonné par un « centre de didactique de l'enseignement supérieur » visé à l'article 148, alinéa 2, 1°, du décret (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 19). Ce type d'établissement est, d'ailleurs, « autonome » par rapport aux Pôles (article 19, alinéa 1^{er}, du décret attaqué). Les « missions dévolues aux pôles [...] n'interfèrent pas dans l'organisation même des enseignements qui restent une compétence exclusive des établissements » (*ibid.*, n° 537/3, p. 11). « En matière d'information sur les études, les établissements conservent leurs capacités individuelles au-delà des pôles » (*ibid.*, n° 537/1, p. 19).

B.46.2. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 57 du décret du 7 novembre 2013

B.47. L'article 57 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Un Pôle académique est géré par un Conseil d'administration composé de 30 membres au maximum issus de ses établissements membres. Il est compétent pour toutes les matières, à l'exclusion de celles qui sont explicitement de la compétence de son Assemblée générale, en vertu de l'article 58.

Il est coprésidé par les Recteurs des Universités qui ont leur siège social sur le territoire du Pôle et par un Directeur-Président d'une Haute Ecole qui a son siège social sur le territoire du Pôle, s'il en existe. Ce dernier est désigné par le Conseil d'administration du Pôle en alternance parmi les Directeurs-Présidents d'une des Hautes Ecoles visées. Le Conseil désigne également deux Vice-présidents : un parmi les Directeurs des Ecoles supérieures des Arts qui ont leur siège social sur le territoire du Pôle, un autre parmi les Directeurs des Etablissements de promotion sociale qui ont leur siège social sur le territoire du Pôle.

La composition du Conseil d'administration d'un Pôle académique reflète la taille relative des établissements en nombre de diplômés de formation initiale de BES, de bachelier et de master issus d'études suivies sur le territoire du Pôle en vertu d'une habilitation détenue par l'établissement sur ce territoire, avec une représentation minimale, éventuellement indirecte, des établissements de petite taille. Elle y garantit la présence de chaque forme d'enseignement et des différentes catégories de sa communauté académique, dont au moins 20 % de représentants du personnel et au moins 20 % d'étudiants. A l'exclusion des membres *ex officio*, un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum des membres du Conseil d'administration doivent être des personnes de genre différent des autres personnes, sauf impossibilité dûment justifiée.

Au sein de ce Conseil, pour les matières visant l'offre d'enseignement sur le territoire du Pôle, les représentants des établissements qui ne disposent pas d'une habilitation dans une implantation du Pôle pour des études de premier ou de deuxième cycle du domaine d'études concerné n'ont pas voix délibérative ».

En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 5933

B.48.1. L'article 57, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013 prévoit que, pour certaines matières relevant de la compétence du Pôle académique, certains membres de son conseil d'administration n'ont pas voix délibérative.

Puisque cette disposition est une règle institutionnelle relative à l'organisation de l'enseignement supérieur, elle n'est pas susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation des professeurs d'université.

B.48.2. Par conséquent, les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont pas intérêt à l'annulation de l'article 57, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013.

En ce qui concerne les moyens dans les affaires nos 5927 et 5928

B.49. Dans les affaires nos 5927 et 5928, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 57 du décret du 7 novembre 2013 avec l'article 27 de la Constitution, en ce que la place des recteurs d'université au sein d'un Pôle académique, et en particulier dans son conseil d'administration, porterait atteinte à la liberté d'association des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont le pouvoir organisateur n'est pas une autorité publique.

B.50. Comme il est dit en B.43.2, un Pôle académique est une personne morale de droit public et la liberté d'association garantie par l'article 27 de la Constitution ne concerne que les associations de droit privé.

B.51. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 62 du décret du 7 novembre 2013

B.52. L'article 62 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Il est constitué cinq Pôles académiques, répartis de la façon suivante :

1° le Pôle de Liège-Luxembourg, sur le territoire des Provinces de Liège et de Luxembourg;

2° le Pôle ' Louvain ', sur le territoire de la Province du Brabant wallon;

3° le Pôle de Bruxelles, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

4° le Pôle hainuyer, sur le territoire de la Province de Hainaut;

5° le Pôle de Namur, sur le territoire de la Province de Namur ».

B.53.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 62 du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 27 de la Constitution, parce que la création de Pôles académiques porterait atteinte à la liberté d'association des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont le pouvoir organisateur n'est pas une autorité publique.

B.53.2. Pour les motifs mentionnés en B.43.2, le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 63 du décret du 7 novembre 2013

B.54. L'article 63 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Une zone académique interpôles est une instance d'avis constituée de la réunion des membres des Conseils d'administration des Pôles académiques qui la composent.

Une zone académique interpôles a uniquement pour missions de proposer à l'ARES une évolution de l'offre d'enseignement supérieur de type court et de susciter ou coordonner des projets d'aide à la réussite des étudiants ».

B.55.1. Dans l'affaire n° 5927, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité, avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de l'article 63, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013, en ce que cette disposition porterait atteinte à la liberté de l'enseignement des pouvoirs organisateurs non publics de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts et d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, en privant ces pouvoirs de toute compétence en matière d'offre d'enseignement.

B.55.2. La disposition attaquée attribuée à chaque zone académique interpôles, qui n'est qu'une « instance d'avis », la mission de « proposer à l'ARES une évolution de l'offre d'enseignement de type court ».

L'ARES a notamment pour mission de « répondre, par un avis motivé, à toute proposition d'une zone académique interpôles concernant l'offre d'enseignement supérieur de type court et de proposer au Gouvernement les habilitations en veillant à limiter les concurrences entre les établissements, les formes d'enseignement et les Pôles académiques » (article 21, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 7 novembre 2013), ainsi que de « proposer au Gouvernement une évolution de l'offre d'enseignement, après avis des Chambres thématiques concernées, sur demande d'un ou plusieurs établissements ou en suivi de l'avis du Conseil d'orientation » (article 21, alinéa 1^{er}, 3°, du même décret). L'ARES doit aussi « organiser la concertation sur toute matière relative à ses missions » (article 21, alinéa 1^{er}, 6°, du même décret).

La disposition attaquée n'interdit pas aux pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale d'émettre un avis ou de formuler des propositions à propos de l'offre d'enseignement. Elle ne les prive pas de toute compétence en la matière.

Cette disposition n'a donc pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.55.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 65 du décret du 7 novembre 2013

B.56. L'article 65 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Il existe trois zones académiques interpôles réparties de la façon suivante :

1° la zone Liège-Luxembourg-Namur qui regroupe les Pôles académiques visés à l'article 62, 1° et 5°;

2° la zone Bruxelles-Brabant wallon qui regroupe les Pôles académiques visés à l'article 62, 3° et 2°;

3° la zone Hainaut qui correspond au Pôle académique visé à l'article 62, 4° ».

B.57.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, cette disposition porte atteinte à la liberté d'association garantie par l'article 27 de la Constitution.

B.57.2. Une zone académique interpôles est la réunion de membres d'un ou de deux conseils d'administration d'un Pôle académique.

Comme il est dit en B.43.2, un Pôle académique est une personne morale de droit public.

Une association constituée uniquement de personnes morales de droit public ne pourrait être considérée comme une association privée à laquelle s'applique l'article 27 de la Constitution.

B.57.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 70 du décret du 7 novembre 2013

B.58. L'article 70 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Les cursus initiaux de type long sont organisés en deux cycles d'études :

1° un premier cycle sanctionné par le grade académique de bachelier qui comprend 180 crédits;

2° un deuxième cycle sanctionné par le grade de master qui comprend 60 crédits ou, s'il poursuit une finalité particulière, 120 crédits.

Certains cycles d'études peuvent être constitutifs de plusieurs cursus de type long différents.

Par exception, les deuxièmes cycles en médecine et en médecine vétérinaire comprennent 180 crédits. Le deuxième cycle d'études en médecine est sanctionné par le grade de médecin; le deuxième cycle d'études en médecine vétérinaire est sanctionné par le grade de médecin vétérinaire.

§ 2. Les études de master en 120 crédits au moins peuvent comprendre un ou plusieurs choix de 30 crédits spécifiques donnant à ces études l'une des finalités suivantes :

1° La finalité didactique qui comprend la formation pédagogique spécifique en application du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique; elle n'est organisée que pour les grades académiques correspondant aux titres requis dans l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française. Le Gouvernement établit cette correspondance.

2° La finalité approfondie préparant à la recherche scientifique ou artistique. Elle comprend à la fois des enseignements approfondis dans une discipline particulière et une formation générale au métier de chercheur. Elle est organisée exclusivement à l'université ou, pour les études artistiques, dans les Ecoles supérieures des Arts en coorganisation d'un programme conjoint avec une université participant à une école doctorale thématique correspondante.

3° Une finalité spécialisée dans une discipline particulière du domaine auquel se rattache le cursus qui vise des compétences professionnelles ou artistiques particulières. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser une ou plusieurs finalités spécialisées différentes pour un même master.

L'ARES assure la cohérence de l'offre de ces finalités en évitant toute redondance injustifiée.

§ 3. Les études de master préexistant à l'entrée en vigueur de ce décret peuvent ne comporter que 60 crédits au sein d'un cursus de type long de 240 crédits. Elles ne comprennent pas de finalité. La liste de ces études est reprise en annexe III de ce décret.

Tous les deux ans, l'ARES remet au Gouvernement une évaluation de ces cursus ».

B.59.1. Un cursus est un « ensemble cohérent d'un ou plusieurs cycles d'études constituant une formation initiale déterminée; au sein d'un cursus, les grades intermédiaires peuvent être ' de transition ', donc avoir pour finalité principale la préparation au cycle suivant, et le grade final est ' professionnalisant ' » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 25°, du décret du 7 novembre 2013).

L'enseignement supérieur « est organisé en trois cycles », un cycle désignant des « études menant à l'obtention d'un grade académique » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 26°, du même décret).

Le « master » est le « grade académique de niveau 7 sanctionnant des études de deuxième cycle de 60 crédits au moins et, si elles poursuivent une finalité particulière, de 120 crédits au moins » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 46°, du décret du 7 novembre 2013). Le « crédit » est une « unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 24°, du même décret). La « finalité » est l'« ensemble cohérent d'unités d'enseignement représentant 30 crédits d'un programme d'études de master en 120 crédits au moins menant à des compétences spécialisées complémentaires sanctionnées par un grade académique distinct » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 37°, du même décret).

B.59.2. L'article 70, § 2, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 attribue à l'ARES une tâche générale relative à l'organisation de certaines études en Communauté française.

Même si l'application de cette règle peut avoir des répercussions sur le travail de l'un ou l'autre professeur d'université, elle ne porte nullement sur leur statut et n'est pas susceptible d'affecter directement et défavorablement leur situation.

B.59.3. Au surplus, les troisième et cinquième parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'exposent pas concrètement en quoi cette disposition est susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation des cours qu'elles dispensent dans le cadre des études de master qui les concernent ou les « initiatives », non autrement précisées, de la troisième partie requérante.

B.59.4. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à l'annulation de l'article 70, § 2, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013.

Quant à l'article 73 du décret du 7 novembre 2013

B.60. L'article 73 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master en 120 crédits au moins ou de niveau équivalent, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires.

Ces études visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins un des objectifs suivants :

1° autoriser l'exercice de certaines professions, dans le respect des dispositions légales correspondantes, notamment dans le secteur de la santé;

2° répondre aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;

3° donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité scientifique ou artistique en Communauté française.

L'ARES assure la cohérence de ces études et en garantit leur conformité par rapport à ces critères ».

B.61.1. Dans les affaires n°s 5927 et 5929, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité, avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de l'article 73, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013.

B.61.2. En attribuant à l'ARES la mission de garantir la conformité des études de spécialisation de deuxième cycle aux critères visés, la disposition attaquée ne porte pas atteinte à la liberté de l'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

En effet, comme il est dit en B.13.2.4, les établissements d'enseignement supérieur sont autonomes par rapport à l'ARES, qui doit exercer ses missions sans porter préjudice à l'autonomie de ces établissements.

B.61.3. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 74 du décret du 7 novembre 2013

B.62. L'article 74 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser des études de formation continue à destination des diplômés de l'enseignement supérieur ou de porteurs de titres similaires.

Ces études poursuivent un ou plusieurs buts suivants :

1° réactualiser les connaissances de diplômés, notamment en fonction du profil professionnel particulier des étudiants;

2° perfectionner ou spécialiser leurs savoirs et compétences dans l'une ou l'autre discipline particulière, dans le même domaine d'études que leur diplôme initial ou dans un domaine différent. A cette catégorie appartiennent notamment les formations de réinsertion ou de réorientation professionnelle;

3° compléter et parfaire leur formation, en lien direct avec leur activité professionnelle actuelle ou future, dans une perspective de continuité de leur parcours professionnel;

4° étendre et enrichir leur formation personnelle, en tant que citoyen actif et critique.

Pour ces études de formation continue, la valorisation de crédits professionnelle et personnelle est par essence d'application et s'inscrit dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie.

L'ARES, sur avis des Pôles académiques, assure la cohérence de l'offre de ces études et de leurs conditions d'accès en évitant toute concurrence.

La réussite de ces études n'est pas sanctionnée par un grade académique. Elles peuvent permettre la délivrance de certificats et l'octroi de crédits aux étudiants correspondant aux enseignements suivis avec succès, si elles portent sur au moins 10 crédits et respectent les mêmes critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité que les études menant à des grades académiques. Cette conformité est attestée par l'ARES.

Ces études de formation continue ne sont pas éligibles pour le mécanisme général de financement des études supérieures, à l'exception des études organisées par les Etablissements de promotion sociale. Le Gouvernement peut toutefois fixer des règles de financement spécifiques pour certaines d'entre elles, après avis de l'ARES ».

En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 5933

B.63.1. Les « études de formation continue » sont un « ensemble structuré d'activités d'apprentissage organisées par un établissement d'enseignement supérieur, mais ne conduisant ni à un titre ni à un grade académique à l'exception de certaines études de promotion sociale, visant à compléter, élargir, améliorer, réactualiser ou perfectionner les acquis d'apprentissage des diplômés de l'enseignement supérieur ou de personnes pouvant valoriser des acquis professionnels ou personnels similaires » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 34^o, du décret du 7 novembre 2013).

Avant sa modification par l'article 34 du décret du 25 juin 2015 « modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur », l'article 66 du décret du 7 novembre 2013 disait :

« [...]

§ 2. Les études de formation continue proposent aux diplômés de l'enseignement supérieur ou personnes pouvant valoriser des acquis professionnels ou personnels similaires, à l'issue de leur formation initiale ou tout au long de leur vie et dans une perspective personnelle, sociale ou professionnelle, des ensembles structurés d'activités d'apprentissage visant à compléter, élargir, améliorer, réactualiser ou perfectionner leurs savoirs, savoir-faire, aptitudes, compétences et qualifications, acquis tant lors d'études préalables que par leur expérience personnelle ou professionnelle.

Ces études peuvent conduire à la délivrance de diplômes, de titres, de certificats ou d'attestations, selon leur contenu et leur statut. Ce sont des études de premier ou de deuxième cycle selon le niveau des activités d'apprentissage qu'elles comportent.

[...]

§ 4. Pour les études et formations visées aux § 2 et § 3, les droits d'inscriptions réclamés aux étudiants, les financements spécifiques éventuels et les ressources patrimoniales propres affectées par l'établissement contribuent à couvrir les coûts liés à l'organisation de cet enseignement. Cette disposition n'est d'application ni pour la formation du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES), ni pour les formations organisées par les Etablissements de promotion sociale ».

B.63.2. Ni les quatre derniers mots de l'alinéa 4 de l'article 74 du décret du 7 novembre 2013, ni l'alinéa 6 du même article ne règlent le statut des professeurs d'université.

Même si leur application pouvait avoir des répercussions sur la situation de l'une ou l'autre partie requérante dans l'affaire n° 5933, ces dispositions ne pourraient directement affecter leur situation, puisqu'elles ne font qu'énoncer quelques règles générales d'organisation et de financement relatives aux « études de formation continue ».

B.63.3. Pour le surplus, la circonstance que les deuxième, troisième et cinquième parties requérantes sont les « responsables académiques » d'un programme de formation continue, proposé par l'institution universitaire qui les emploie, ne suffit pas pour établir que les dispositions attaquées pourraient directement affecter leur situation de manière défavorable.

En outre, la quatrième partie requérante n'explique pas la raison pour laquelle les dispositions attaquées pourraient la contraindre à renoncer à obtenir, pour le compte de l'établissement qui l'emploie, la reconnaissance du programme d'études dont elle se présente comme l'« animatrice », ou à en modifier profondément l'organisation.

B.63.4. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à demander l'annulation des quatre derniers mots de l'alinéa 4 de l'article 74 du décret du 7 novembre 2013, et de l'alinéa 6 de ce dernier article.

En ce qui concerne les moyens dans les affaires nos 5927, 5928 et 5929

B.64.1. Dans les affaires nos 5927, 5928 et 5929, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité, avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de l'article 74 du décret du 7 novembre 2013, en ce que cette disposition porterait atteinte à l'autonomie des établissements, et donc à la liberté de l'enseignement, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont le pouvoir organisateur n'est pas public.

B.64.2. En attribuant à l'ARES la mission d'assurer, en évitant toute concurrence, la cohérence de l'offre des études de formation continue ainsi que la cohérence de leurs conditions d'accès (article 74, alinéa 4) et d'attester la conformité de ces études à des critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité (article 74, alinéa 5, dernière phrase), la disposition attaquée ne porte pas atteinte à la liberté de l'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

En effet, comme il est dit en B.13.2.4, les établissements d'enseignement supérieur sont autonomes par rapport à l'ARES, qui doit exercer ses missions sans porter préjudice à l'autonomie de ces établissements.

B.64.3. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 75 du décret du 7 novembre 2013

B.65. L'article 75 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. La langue administrative des établissements d'enseignement supérieur est le français.

§ 2. La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage est le français.

Toutefois, des activités peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue :

1° dans le premier cycle d'études, à raison d'au plus un quart des crédits;

2° pour les études menant au grade académique de master, sauf pour les crédits spécifiques à la finalité didactique, à raison de la moitié des crédits;

3° pour les études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur conformément à l'article 82, dont au moins un établissement extérieur à la Communauté française;

4° pour les études de spécialisation;

5° pour les études de troisième cycle;

6° pour les études de formation continue et autres formations.

De manière générale, toute activité d'apprentissage d'un cursus de premier ou deuxième cycle peut être organisée et évaluée dans une autre langue si elle est organisée également en français; cette obligation est satisfaite pour les options ou pour les activités au choix individuel de l'étudiant, au sens de l'article 127, s'il existe au moins un autre choix possible d'options ou d'activités organisées en français.

Pour l'application du § 2 de l'alinéa 2, 1° et 2°, les enseignements de langues étrangères, les travaux de fin d'études, les activités d'intégration professionnelle ainsi que les activités d'apprentissage qui sont coorganisées par des établissements extérieurs à la Communauté française reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur n'entrent pas en ligne de compte.

Pour les études de deuxième cycle, le Gouvernement peut en outre accorder aux établissements d'enseignement supérieur des dérogations lorsque les études visées ont un caractère international dérivant de l'excellence du champ scientifique ou artistique, ou de sa nature particulière. Les dérogations sont accordées sur proposition de l'ARES ».

B.66.1. Cette disposition législative autorise les établissements d'enseignement supérieur à utiliser une autre langue que le français comme langue d'enseignement. Elle fixe cependant quelques conditions en ce qui concerne certaines études de premier et de deuxième cycle.

La quatrième partie requérante dans l'affaire n° 5933 n'indique pas si le cours qu'elle dispense en anglais se rattache à ces catégories d'études, de sorte qu'il n'est pas possible de déterminer si les conditions énoncées par la disposition précitée sont susceptibles d'affecter directement et défavorablement sa situation.

B.66.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à l'annulation de l'article 75 du décret du 7 novembre 2013.

Quant à l'article 82 du décret du 7 novembre 2013 et à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 18°, du même décret

B.67.1. L'article 82 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Dans le cadre de leurs missions, les établissements d'enseignement supérieur développent des partenariats entre eux, ainsi qu'avec d'autres institutions ou personnes morales issues du monde scientifique, éducatif, professionnel et culturel. Les partenaires choisis peuvent être belges ou étrangers. Ils peuvent conclure des conventions de collaboration avec ces partenaires.

Pour les conventions en matière d'enseignement, les établissements partenaires doivent être reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur.

§ 2. Deux ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieurs à celle-ci, peuvent conclure entre eux des conventions de collaboration au sens du paragraphe précédent pour la coorganisation administrative et académique d'activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité. Une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures.

La convention désigne, parmi les établissements habilités en Communauté française pour les études visées, l'établissement référent chargé de la centralisation de la gestion administrative et académique du programme et des étudiants. Le Gouvernement peut compléter le contenu minimal d'une telle convention.

§ 3. Un programme d'études conjoint peut mener à une codiplômation lorsqu'il est coorganisé au sens du paragraphe précédent, que tous les partenaires en Communauté française qui codiplôment y sont habilités ou cohabilités pour ces études, que les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et que la réussite est sanctionnée collégialement et conduit à la délivrance conjointe soit d'un diplôme unique signé par tous les partenaires, soit de diplômes émis par chacun d'entre eux en vertu de leurs habilitations et législations propres.

Pour proposer un programme en codiplômation, les établissements en Communauté française partenaires doivent prendre en charge chacun, dans le cadre de cette convention, au moins 15 pour cent des activités d'apprentissage du programme du cycle d'études concerné. De plus, chaque étudiant devra avoir effectivement suivi des activités d'apprentissage organisées par au moins deux partenaires différents.

Ce dernier alinéa ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

La convention de codiplômation fixe notamment :

1° les conditions particulières d'accès aux études;

2° les modalités d'inscription;

3° l'organisation des activités d'apprentissage;

4° les modalités d'évaluation, de délibération et de sanction en fin de cycle;

5° l'intitulé du ou des grades, titres ou diplômes délivrés, ainsi que le modèle de ceux-ci;

6° les règles de redistribution des recettes et de répartitions des dépenses entre les établissements partenaires;

7° l'établissement d'enseignement supérieur en Communauté française désigné comme référent en Communauté française;

8° les dispositions relatives aux assurances contractées pour les étudiants.

Les modalités d'évaluation et d'organisation fixées dans la convention doivent être conformes à la législation en vigueur dans l'un des établissements partenaires.

[...] ».

B.67.2. L'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 18^o, du même décret dispose :

« Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :
[...]

18^o Codiplômation : forme particulière de coorganisation d'études conjointes pour lesquelles tous les partenaires en Communauté française qui codiplôment y sont habilités ou cohabilités pour ces études, dont les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et dont la réussite est sanctionnée collégalement et conduit à la délivrance d'un diplôme unique ou de diplômes émis selon les législations propres à chaque partenaire; ».

B.68.1. L'article 82, § 3, du décret du 7 novembre 2013 fixe les conditions auxquelles un « programme d'études conjoint », coorganisé par des établissements d'enseignement supérieur liés par une « convention de collaboration », peut mener à une « codiplômation ». La même disposition fixe aussi les conditions auxquelles un « programme en codiplômation » peut être proposé et énonce des exigences de contenu relatives à toute « convention de codiplômation » conclue entre les établissements précités.

B.68.2. L'article 82, § 3, du décret du 7 novembre 2013 ne s'adresse qu'aux établissements d'enseignement supérieur. Il ne règle nullement le statut des professeurs d'université.

Même si son application pouvait avoir des répercussions sur la situation de l'une ou l'autre partie requérante dans l'affaire n° 5933, cette disposition ne pourrait directement affecter la situation de ces dernières.

Pour le surplus, les affirmations de la troisième partie requérante dans cette affaire et les documents qu'elle produit ne permettent pas d'admettre que l'article 82, § 3, du décret du 7 novembre 2013, dont l'objet est de régler des aspects de la collaboration entre établissements d'enseignement supérieur, pourrait affecter défavorablement sa situation.

B.68.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à demander l'annulation de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 18^o, et de l'article 82, § 3, du décret du 7 novembre 2013.

Quant à l'article 86 du décret du 7 novembre 2013 et à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42^o, du même décret

B.69.1. L'article 86 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. L'habilitation à organiser des études supérieures et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent est accordée ou retirée à un établissement d'enseignement supérieur par décret.

L'habilitation porte sur les études menant à un titre ou grade académique particulier, ainsi que sur le territoire géographique sur lequel ces études peuvent être organisées, à l'exception des travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat qui ne sont pas associés à une implantation particulière. Une habilitation est accordée pour la Région de Bruxelles-Capitale ou, en Région wallonne, pour un ou plusieurs arrondissements administratifs.

Sur avis conforme de l'ARES, un établissement d'enseignement supérieur peut organiser une partie des activités d'apprentissage en dehors des implantations ainsi définies, pour autant que ces activités décentralisées ne dépassent pas 15 crédits par cycle d'études et ne constituent jamais un dédoublement d'enseignements.

§ 2. Toute coorganisation d'un cycle d'études, avec ou sans codiplômation, entre plusieurs établissements d'enseignement supérieur en Communauté française en application des dispositions de l'article 82, § 2 ou § 3, est soumise à l'avis favorable préalable de l'ARES.

Cette disposition ne concerne pas les coorganisations préexistantes à son entrée en vigueur ».

B.69.2. L'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42^o, du même décret dispose :

« Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :
[...]

42^o Habilitation : capacité accordée par décret à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser un programme d'études sur un territoire géographique déterminé, de conférer un grade académique et de délivrer les certificats et diplômes associés; ».

En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 5933

B.70.1. L'article 86, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 7 novembre 2013 contribue à définir le contenu d'une « habilitation à organiser des études supérieures et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent » accordée à un établissement d'enseignement supérieur et fixe des règles relatives à la définition du territoire sur lequel ces études peuvent être organisées.

La définition de l'habilitation par l'article 15, § 1^{er}, 42^o, du même décret indique que cet acte ne concerne directement que les activités des établissements d'enseignement supérieur.

B.70.2. L'article 86, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 7 novembre 2013 ne s'adresse qu'aux établissements d'enseignement supérieur. Il ne règle nullement le statut des professeurs d'université.

Même si son application pouvait avoir des répercussions sur la situation de l'une ou l'autre partie requérante dans l'affaire n° 5933, cette disposition ne pourrait directement affecter leur situation.

Pour le surplus, les affirmations de la première partie requérante et les documents qu'elle produit ne démontrent pas que l'article 86, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, pourrait affecter défavorablement ses activités de professeur d'université et d'administrateur au sein d'une Haute Ecole.

B.70.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à l'annulation de l'article 15, § 1^{er}, 42^o, et de l'article 86, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 7 novembre 2013.

B.71.1. L'article 86, § 2, du même décret subordonne toute coorganisation d'un cycle d'études, décidée après l'entrée en vigueur de cette disposition, à l'avis favorable de l'ARES. Une « coorganisation » est un « partenariat entre deux ou plusieurs établissements qui choisissent, par convention, de participer effectivement à l'organisation administrative et académique des activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité; une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 22^o, du décret du 7 novembre 2013).

B.71.2. Cette disposition ne s'adresse qu'aux établissements d'enseignement supérieur. Elle ne règle nullement le statut des professeurs d'université.

Même si son application pouvait avoir des répercussions sur la situation de l'une ou l'autre partie requérante dans l'affaire n° 5933, cette disposition ne pourrait directement affecter leur situation.

Pour le surplus, les affirmations de la troisième partie requérante et les documents qu'elle produit ne démontrent pas que la disposition décréte précitée, dont l'objet est de régler des aspects de la collaboration entre établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française, pourrait affecter défavorablement sa situation.

B.71.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à demander l'annulation de l'article 86, § 2, du décret du 7 novembre 2013.

En ce qui concerne le moyen dans l'affaire n° 5927

B.72.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 86, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, parce que, en exigeant une habilitation à organiser des études supérieures et à conférer des grades académiques, il porterait atteinte à la liberté de l'enseignement des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont le pouvoir organisateur est privé et subventionné par la Communauté française.

B.72.2. La liberté de l'enseignement reconnue par l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution donne à toute personne privée le droit d'organiser et de faire dispenser un enseignement sans devoir y avoir été préalablement autorisée.

La liberté de l'enseignement n'est cependant pas absolue. Elle peut être limitée par une mesure législative pour autant que celle-ci ne soit pas disproportionnée à l'objectif qu'elle poursuit.

Le droit aux subventions à charge de la Communauté, qui découle de la liberté de l'enseignement, est limité, d'une part, par la possibilité pour la Communauté de lier celles-ci à des exigences tenant à l'intérêt général et, d'autre part, par la nécessité de répartir les moyens financiers disponibles entre les diverses missions de la Communauté.

B.72.3. Subordonner l'organisation d'études supérieures à la détention d'une habilitation limite la liberté de l'enseignement.

B.72.4. L'un des objectifs du décret du 7 novembre 2013 est, « au bénéfice de tous les acteurs, [...] de continuer à réduire les concurrences entre établissements d'enseignement supérieur qui poursuivent les mêmes objectifs d'intérêt général [...] et de poursuivre la transition d'un modèle compétitif vers un modèle collaboratif » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, pp. 6-7).

L'exposé des motifs du projet de décret qui est à l'origine du décret du 7 novembre 2013 précise, à ce sujet :

« La situation de concurrence au sein de notre système qui, à ce stade, privilégie trop souvent, en matière d'offre d'études, une politique d'établissement plutôt qu'une gouvernance cohérente, tant à l'échelle locale que pour l'ensemble de notre système d'enseignement supérieur a maintes fois été fustigée » (*ibid.*, p. 8).

Le décret vise à « transcender une logique de concurrence pour une gouvernance cohérente articulée autour des concepts d'excellence, de synergie, de collaboration et de solidarité entre les institutions et leurs équipes » (*ibid.*, n° 537/3, p. 8).

Visant aussi à « répondre à l'impératif du bon usage des moyens publics » (*ibid.*, p. 9; *ibid.*, n° 537/3, p. 8), le décret propose un « modèle » qui a, entre autres, pour but de « supprimer les redondances entre établissements », d'« assurer une meilleure gestion des moyens publics » et de « réduire les situations de redondances résultant, entre autres, du système actuel de financement public et d'habilitations » (*ibid.*, n° 537/1, p. 9).

Compte tenu du fait que les établissements d'enseignement supérieur sont principalement financés à partir d'une « enveloppe fermée » (*ibid.*, n° 537/1, p. 12; *ibid.*, n° 537/3, p. 9), l'« intérêt » de ces établissements, tant individuel que collectif, est de « limiter les situations de concurrences injustifiées conduisant structurellement à une dispersion des ressources pour ceux qui organisent ces études » (*ibid.*, n° 537/1, p. 12; *ibid.*, n° 537/3, p. 9).

B.72.5. Il ressort de ce qui précède que l'exigence d'une habilitation pour l'organisation d'études supérieures organisées dans des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale dont les pouvoirs organisateurs privés sont subventionnés par la Communauté française est une mesure proportionnée non seulement à la volonté de limiter la concurrence dans l'intérêt général mais aussi à la nécessité de tenir compte des moyens financiers disponibles de la Communauté française.

B.72.6. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 87 et à l'annexe IV du décret du 7 novembre 2013

B.73. L'article 87 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Une habilitation constitue une cohabilitation conditionnelle lorsqu'elle est soumise à la condition qu'une convention de codiplômation au sens de l'article 82 § 3 soit conclue entre les établissements auxquels cette cohabilitation est accordée.

Sauf motivation expresse, toute nouvelle habilitation proposée par l'ARES est soit une cohabilitation conditionnelle, soit s'inscrit dans un projet de collaboration ou de coorganisation entre plusieurs établissements selon les dispositions de l'article 82.

La liste de ces cohabilitations est reprise en annexe IV de ce décret ».

L'annexe IV du même décret contient une « liste des cohabilitations conditionnelles ».

En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 5933

B.74.1. L'article 87 du décret du 7 novembre 2013, que complète son annexe IV, énonce deux règles particulières relatives à certaines habilitations.

Même si l'application de ces règles peut avoir des répercussions sur le travail de certains professeurs d'université, elles ne portent nullement sur leur statut et ne sont pas susceptibles d'affecter directement et défavorablement leur situation.

B.74.2. Au surplus, la troisième partie requérante dans l'affaire n° 5933 n'expose pas concrètement en quoi les dispositions précitées sont susceptibles d'affecter directement et défavorablement les « initiatives » non autrement précisées qu'elle évoque.

B.74.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à demander l'annulation de l'article 87 et de l'annexe IV du décret du 7 novembre 2013.

En ce qui concerne le moyen dans les affaires nos 5927, 5928 et 5929

B.75.1. Selon les parties requérantes dans les affaires nos 5927, 5928 et 5929, l'article 87, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, parce qu'il priverait les pouvoirs organisateurs, privés et subventionnés par la Communauté française, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts et d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de leur droit d'initiative relatif au développement de l'offre d'enseignement.

B.75.2.1. Une habilitation au sens de l'article 87, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est accordée par décret (article 86, § 1^{er}, du même décret).

Le pouvoir décretaal s'exerce collectivement par le Parlement et le Gouvernement (article 17 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles), le droit d'initiative appartenant tant au Gouvernement qu'aux membres du Parlement (article 132 de la Constitution).

B.75.2.2. Une « nouvelle habilitation » au sens de l'article 87, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 est une habilitation qui n'existait pas avant l'entrée en vigueur de ce décret.

B.75.2.3. Cette disposition ne concerne que les habilitations qui sont proposées par l'ARES au Gouvernement de la Communauté française (article 21, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 7 novembre 2013).

Elle ne prive toutefois ni ce Gouvernement, ni les membres du Parlement de leur droit de proposer d'autres habilitations, par exemple à la demande de pouvoirs organisateurs privés.

B.75.3. Les établissements d'enseignement supérieur sont autonomes par rapport à l'ARES (article 19, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013). Un établissement d'enseignement peut, d'ailleurs, demander seul à l'ARES une évolution de l'offre d'enseignement que cet organisme d'intérêt public peut proposer au Gouvernement (article 21, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 7 novembre 2013). Une zone académique interpôles peut aussi proposer à l'ARES une évolution de l'offre d'enseignement (article 63, alinéa 2, du même décret).

B.75.4. La règle énoncée par la disposition attaquée ne prive pas non plus un pouvoir organisateur privé de son droit de prendre l'initiative de conclure une convention de codiplômation ou d'élaborer un projet de collaboration en vue de la demande d'une nouvelle habilitation au sens de cette disposition.

En outre, l'ARES peut aussi, à la condition de le motiver expressément, proposer une nouvelle habilitation sans qu'il n'existe une telle convention ou un tel projet, « notamment pour soutenir les initiatives innovantes ou liées à une compétence particulière d'une équipe » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 23).

B.75.5. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.75.6. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 88 et à l'annexe II du décret du 7 novembre 2013

B.76. L'article 88 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Les habilitations à organiser des cursus initiaux de premier et deuxième cycles et de bachelier de spécialisation peuvent être revues, sur proposition ou après avis de l'ARES, avec effet pour l'année académique qui débute durant l'année qui suit celle de l'adoption du décret qui octroie ces habilitations. Dans ses propositions, l'ARES justifie et garantit un équilibre collectif, en harmonie avec les demandes locales et les moyens humains, intellectuels, matériels et financiers disponibles, et évitant toute concurrence ou redondance. L'avis de l'ARES sur les nouvelles habilitations se fonde notamment sur les compétences spécifiques existantes, sur les capacités d'accueil des étudiants et sur la cohérence globale de l'offre en évitant les concurrences stériles entre établissements et Pôles académiques.

La liste des habilitations à organiser des études initiales de premier et deuxième cycles et de bachelier de spécialisation est reprise en annexe II de ce décret.

§ 2. Au plus tard à partir de la rentrée académique 2020, les cycles d'études de type court, hors études de spécialisation, conduisant au même grade académique organisés dans le même arrondissement et dont l'un au moins diplôme moins de 10 étudiants par an en moyenne sur les cinq dernières années académiques doivent être coorganisés par les établissements habilités au sein du Pôle académique des implantations concernées, sous peine de perte de cette habilitation sur ces implantations. Cette disposition ne concerne pas les études organisées une seule fois sur le territoire d'un Pôle académique ou qui sont coorganisées en codiplômation par au moins trois établissements habilités. L'ARES peut proposer au législateur des exceptions dûment motivées à cette disposition.

§ 3. L'habilitation à organiser la finalité approfondie d'un master est accordée aux universités habilitées pour ce master en 120 crédits et participant à une école doctorale thématique du domaine. Par exception, l'habilitation à organiser la finalité approfondie est également accordée aux Ecoles supérieures des Arts si elle est organisée dans le cadre d'un programme conjoint avec une université participant à l'école doctorale en arts et sciences de l'art ».

L'annexe II du même décret (« Habilitations à organiser des études initiales de 1^{er} et 2^{ème} cycles ») comprend un tableau intitulé « liste des grades académiques de bachelier professionnalisant, de spécialisation, de bachelier de transition et de master en 120 crédits au moins » et plusieurs autres tableaux listant les habilitations accordées aux universités, aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts.

En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 5933

B.77.1. Le « bachelier de spécialisation » désigne des « études menant à un grade académique de bachelier particulier (de niveau 6) sanctionnant des études spécifiques de premier cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de bachelier » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11^o, du décret du 7 novembre 2013).

L'annexe II du décret du 7 novembre 2013, à laquelle renvoie son article 88, § 1^{er}, alinéa 2, identifie, entre autres, les programmes d'études que les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser.

B.77.2. Même si l'application de cette annexe peut avoir des répercussions sur le travail de certains professeurs d'université, elle ne porte nullement sur leur statut et n'est pas susceptible d'affecter directement et défavorablement leur situation.

B.77.3. Au surplus, les troisième et cinquième parties requérantes n'exposent pas concrètement en quoi les dispositions précitées sont susceptibles d'affecter directement et défavorablement la situation des cours qu'elles dispensent dans le cadre des études qui les concernent ou les « initiatives », non autrement précisées, de la troisième partie requérante.

B.77.4. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à demander l'annulation de l'article 88, § 1^{er}, alinéa 2, et de l'annexe II du décret du 7 novembre 2013.

En ce qui concerne les moyens dans les affaires nos 5927, 5928 et 5929

B.78.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 88, § 2, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution parce qu'il priverait les pouvoirs organisateurs, privés et subventionnés par la Communauté française, d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de leur liberté d'offrir des études de formation continue.

B.78.2. L'article 88, § 2, du décret du 7 novembre 2013 concerne des cycles d'études dont la réussite confère un grade académique.

La réussite des études de formation continue ne confère pas de grade académique (article 74, alinéa 5, du décret du 7 novembre 2013).

Ne s'appliquant pas aux études de formation continue, la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.79.1. Selon les parties requérantes dans les affaires nos 5927, 5928 et 5929, l'article 88, § 2, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec les articles 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 27 de la Constitution, parce qu'en exigeant la coorganisation de cycles d'études par des établissements habilités à organiser des études supérieures, cette disposition législative porterait atteinte à la liberté de l'enseignement et à la liberté d'association des pouvoirs organisateurs, privés et subventionnés par la Communauté française, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts et d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.79.2.1. La liberté de l'enseignement peut être limitée par une mesure législative pour autant que celle-ci ne soit pas disproportionnée à l'objectif qu'elle poursuit.

B.79.2.2. La liberté d'association reconnue par l'article 27 de la Constitution implique, entre autres, le droit de ne pas s'associer.

L'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit [...] à la liberté d'association [...].

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. [...] ».

Cette disposition reconnaît un « droit d'association négatif, autrement dit un droit à ne pas être contraint de s'affilier à une association » (CEDH, 30 juin 1993, *Sigurður A. Sigurjónsson* c. Islande, § 35; grande chambre, 29 avril 1999, *Chassagnou et autres* c. France, § 103; grande chambre, 11 janvier 2006, *Sørensen et Rasmussen* c. Danemark, § 54; 27 avril 2010, *Vördur Ólafsson* c. Islande, § 45-46).

B.79.3. Obliger des établissements d'enseignement supérieur, individuellement habilités à organiser des études, à coorganiser un cycle de ces études, sous peine de perdre leur habilitation, limite tant la liberté de l'enseignement que la liberté d'association des pouvoirs organisateurs de ces établissements.

B.79.4. L'article 88, § 2, du décret du 7 novembre 2013 vise à « des situations de redondance avec un trop faible nombre d'étudiants » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 23).

Cette disposition fait partie d'un ensemble de mesures qui tend à éviter la « disparition pour certaines institutions » qui aurait « pour corollaire, une perte de qualité et de la densité de l'offre de proximité de notre système d'enseignement supérieur qui est, justement, riche de ces diversités » (*ibid.*, n° 537/1, p. 6) et qui, comme il est dit en B.72.4, vise à supprimer les offres d'enseignement redondantes et les concurrences injustifiées entre établissements qui sont de nature à conduire à une dispersion des ressources et, compte tenu du mode de financement public de l'enseignement, à un mauvais usage de l'argent public.

B.79.5. La portée de l'obligation de coorganisation énoncée par la disposition attaquée est circonscrite à l'aide de « verrous [...] clairs et raisonnables » posés avec une « grande prudence » (*ibid.*, n° 537/3, p. 55).

Cette obligation ne concerne que les études supérieures de type court qui sont organisées par au moins deux établissements d'enseignement supérieur dans un même arrondissement administratif.

L'ensemble des établissements qui sont habilités à organiser ces études sur le territoire du Pôle académique dont fait partie cet arrondissement administratif ne sont tenus de coorganiser les études précitées que si l'un des établissements implantés dans cet arrondissement diplôme « moins de 10 étudiants par an en moyenne sur les cinq dernières années académiques ».

La « coorganisation » est un « partenariat entre deux ou plusieurs établissements qui choisissent, par convention, de participer effectivement à l'organisation administrative et académique des activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité; une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 22°, du décret du 7 novembre 2013).

B.79.6.1. Il ressort de ce qui précède que l'obligation qui est faite par la disposition attaquée à des Hautes Ecoles, à des Ecoles supérieures des Arts et à des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, dont les pouvoirs organisateurs privés sont subventionnés par la Communauté française, de coorganiser des études de type court que ces établissements d'enseignement supérieur sont habilités à organiser est une mesure proportionnée non seulement à l'objectif de limitation de la concurrence dans l'intérêt général mais aussi à la nécessité de tenir compte des moyens financiers disponibles de la Communauté française.

Cette disposition n'est donc pas incompatible avec la liberté de l'enseignement.

B.79.6.2. Pour autant que la disposition attaquée oblige les établissements d'enseignement précités à une collaboration sous la forme d'une association, elle ne porte pas atteinte de manière disproportionnée à la liberté d'association, pour les mêmes motifs.

B.80. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 89 du décret du 7 novembre 2013

B.81. Avant sa modification par l'article 39 du décret du 25 juin 2015 « modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur », l'article 89 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« L'habilitation à organiser des études de master de spécialisation n'est accordée qu'aux établissements habilités à conférer un grade académique de type long du même domaine. Ces études sont nécessairement soit organisées par une université ou une Ecole supérieure des Arts, soit coorganisées par plusieurs établissements dont au moins une université. Toutefois, une telle habilitation est perdue pour l'établissement qui organise ou pour l'ensemble des établissements qui coorganisent les études correspondantes s'ils n'ont pas diplômé en moyenne au moins dix étudiants au cours des trois années académiques précédentes, compte non tenu de la première année d'organisation, sauf si ces études sont organisées ou coorganisées de manière unique en Communauté française. L'ARES peut proposer au législateur des exceptions dûment motivées à cette disposition.

La liste des grades académiques sanctionnant les études visées à l'article 73, 3°, est reprise en annexe V de ce décret; le Gouvernement arrête la liste de ceux visés aux catégories 1° et 2° en cohérence avec les autres législations et réglementations qui les concernent ».

B.82. L'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle exige, entre autres, que la requête portant un recours en annulation expose, pour chaque moyen, en quoi les règles dont la violation est alléguée devant la Cour auraient été transgressées par la disposition législative attaquée.

B.83. La requête déposée dans l'affaire n° 5927 n'expose pas en quoi l'article 89 du décret du 7 novembre 2013 serait incompatible avec des règles dont la Cour peut sanctionner le non-respect.

Dans la mesure où il demande l'annulation de cette disposition législative, le recours dans cette affaire est irrecevable.

Quant à l'article 90 du décret du 7 novembre 2013

B.84. L'article 90 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Les établissements d'enseignement supérieur sont habilités à organiser les études de formation continue dans les domaines pour lesquels ils sont habilités à organiser des études de premier ou deuxième cycles. L'ARES peut accorder des exceptions dûment motivées à cette disposition ».

B.85.1. Dans les affaires n°s 5927 et 5929, la Cour est, d'abord, invitée à statuer sur la compatibilité, avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de la première phrase de l'article 90 du décret du 7 novembre 2013, en ce que, en interdisant à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser des études de formation continue dans d'autres domaines que ceux dans lesquels il est habilité à organiser des études supérieures du premier ou du deuxième cycle, cette disposition législative porterait atteinte à la liberté de l'enseignement des pouvoirs organisateurs, privés et subventionnés par la Communauté française, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts et d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.85.2. La liberté de l'enseignement peut être limitée par une mesure législative pour autant que celle-ci ne soit pas disproportionnée à l'objectif qu'elle poursuit.

B.85.3. L'article 90, première phrase, du décret du 7 novembre 2013 réserve l'organisation des études de formation continue dans chaque domaine aux établissements d'enseignement supérieur qui sont habilités à organiser des études supérieures dans ce domaine.

Cette règle limite la liberté de l'enseignement du pouvoir organisateur d'un établissement qui souhaite offrir des études de formation continue relatives à un domaine dans lequel cet établissement n'est pas habilité à organiser des études supérieures.

B.85.4.1. Les études de formation continue se composent d'un ensemble structuré d'activités d'apprentissage proposées à des diplômés de l'enseignement supérieur ou à des personnes présentant des savoirs, des aptitudes et des compétences similaires, acquis par l'expérience professionnelle ou personnelle (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 34^o, du décret du 7 novembre 2013; article 66, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret; article 74, alinéa 1^{er}, du même décret).

Ces études ont pour objectif de « réactualiser les connaissances de diplômés », de « perfectionner ou spécialiser [les] savoirs et compétences » de l'étudiant « dans l'une ou l'autre discipline particulière, dans le même domaine d'études que [le] diplôme initial ou dans un domaine différent », de « compléter et parfaire [la] formation [initiale] » de l'étudiant « en lien direct avec [son] activité professionnelle actuelle ou future, dans une perspective de continuité de [son] parcours professionnel », et d'« étendre et enrichir [sa] formation personnelle, en tant que citoyen actif et critique » (article 74, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013).

B.85.4.2. Un « domaine d'études » est une « branche de la connaissance qui correspond à un ou plusieurs cursus » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 28^o, du décret du 7 novembre 2013). Un « cursus » est un « ensemble cohérent d'un ou plusieurs cycles d'études constituant une formation initiale déterminée; au sein d'un cursus, les grades intermédiaires peuvent être ' de transition ', donc avoir pour finalité principale la préparation au cycle suivant, et le grade final est ' professionnalisant ' » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 25^o, du même décret).

Les études supérieures sont organisées dans les vingt-six domaines suivants : « Philosophie », « Théologie », « Langues, lettres et traductologie », « Histoire, histoire de l'art et archéologie », « Information et communication », « Sciences politiques et sociales », « Sciences juridiques », « Criminologie », « Sciences économiques et de gestion », « Sciences psychologiques et de l'éducation », « Sciences médicales », « Sciences vétérinaires », « Sciences dentaires », « Sciences biomédicales et pharmaceutiques », « Sciences de la santé publique », « Sciences de la motricité », « Sciences », « Sciences agronomiques et ingénierie biologique », « Sciences de l'ingénieur et technologie », « Art de bâtir et urbanisme », « Art et sciences de l'art », « Arts plastiques, visuels et de l'espace », « Musique », « Théâtre et arts de la parole », « Arts du spectacle et technique de diffusion et de communication » et « Danse » (article 83, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret).

Les études de formation continue, qui ne sont pas des « études supérieures » (article 66, §§ 1^{er} et 2, du même décret) organisées par les établissements d'enseignement supérieur, sont « rattachées » à un ou plusieurs de ces domaines (article 83, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret).

B.85.5. Il ressort de ce qui précède que les études de formation continue prolongent en principe les études supérieures. Il n'est pas sans justification raisonnable que l'organisation d'une telle formation continue soit en principe réservée aux établissements habilités à organiser des études supérieures dans le même domaine.

B.86.1. Dans les affaires n^{os} 5927 et 5929, la Cour est, ensuite, invitée à statuer sur la compatibilité, avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de la deuxième phrase de l'article 90 du décret du 7 novembre 2013, en ce que, en donnant à l'ARES le pouvoir de déroger à la règle énoncée à la première phrase de cet article, la disposition attaquée porterait atteinte à la liberté de l'enseignement des pouvoirs organisateurs, privés et subventionnés par la Communauté française, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts et d'établissements de promotion sociale.

B.86.2. La deuxième phrase de l'article 90 du décret du 7 novembre 2013 confère à l'ARES le pouvoir de décider, moyennant une motivation dans les formes, qu'il y a lieu d'accorder à un établissement d'enseignement supérieur une habilitation à organiser des études de formation continue dans un domaine pour lequel il n'est pas habilité à organiser des études supérieures du premier ou du deuxième cycle.

La disposition attaquée permet donc de réduire l'étendue de l'atteinte à la liberté de l'enseignement posée par la première phrase de l'article 90 du même décret. Elle contribue donc à élargir les droits des pouvoirs organisateurs, privés et subventionnés par la Communauté française, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts ou d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale et, ce faisant, à favoriser la liberté de l'enseignement.

La disposition attaquée n'a donc pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.87. Les griefs ne sont pas fondés.

Quant à l'article 91 du décret du 7 novembre 2013

B.88. L'article 91, alinéa 1^{er}, du même décret dispose :

« L'habilitation à organiser la formation doctorale est accordée, par domaine ou ensemble de domaines d'études, conjointement aux Universités accueillant une école doctorale thématique agréée par l'ARES et relevant de l'école doctorale près le FRS-FNRS correspondante. Celle-ci est unique en Communauté française ».

B.89.1. L'article 91, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 fixe des conditions à l'habilitation des universités à organiser une formation doctorale.

B.89.2. Les parties requérantes dans l'affaire n^o 5933 n'ont dès lors pas intérêt à l'annulation de l'article 91, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013.

Quant à l'article 97 du décret du 7 novembre 2013

B.90. Avant sa modification par l'article 44 du décret du 25 juin 2015, l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« § 1^{er}. Une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visé à l'article 96 est créée. Celle-ci est accueillie par l'ARES qui en assure le support logistique et administratif; un membre du personnel de l'ARES en assume le secrétariat.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres de cette commission, sur proposition de l'ARES. Elle est composée d'au moins cinq membres effectifs et de cinq membres suppléants. Ces membres sont choisis parmi les personnels et les étudiants des établissements d'enseignement supérieur, dont au moins 20 % d'étudiants. De plus, un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum des membres de la commission doivent être des personnes de genre différent des autres personnes, sauf impossibilité dûment justifiée.

Cette commission peut comporter plusieurs chambres composées et désignées de manière similaire.

Le mandat des membres de la commission est de cinq ans, à l'exception des membres étudiants qui sont désignés pour un an. Les mandats sont tous renouvelables.

Les membres peuvent démissionner à tout moment. Le Gouvernement ne peut révoquer un membre qu'en cas de négligence grave ou d'inconduite manifeste. Les membres continuent à exercer leur fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, sauf en cas de révocation.

§ 3. Le Gouvernement détermine le mode de fonctionnement de cette commission. Le Gouvernement ni aucun membre de l'ARES ou d'un établissement d'enseignement supérieur ne peuvent en aucune manière donner aux membres de la commission des instructions sur la façon dont ils exercent cette compétence.

Aucun membre de cette commission ne peut participer à l'examen d'une plainte relative à un refus concernant un établissement auquel il est lié, comme membre du personnel ou comme étudiant.

Après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96 § 2, l'étudiant a quinze jours pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission par pli recommandé. Cette requête indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours; elle contient tous les éléments et toutes les pièces qu'il estime nécessaires pour motiver son recours.

La commission n'est pas compétente pour se prononcer sur les motifs académiques ayant mené à la décision, mais peut invalider le refus d'inscription dans les quinze jours à dater de la réception de la plainte si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne. Si, passé ce délai, la commission n'a pas invalidé ce refus, la décision des autorités académiques de l'établissement devient définitive ».

A la suite des modifications apportées par l'article 44 du décret du 25 juin 2015, entrées en vigueur « à partir de l'année académique 2015-2016 » (article 76 du même décret), l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visé à l'article 96 est créée. Celle-ci est accueillie par l'ARES qui en assure le support logistique et administratif; un membre du personnel de l'ARES en assume le secrétariat. Les plaintes introduites à l'encontre d'une décision de refus d'inscription fondée sur l'article 96, 3^o, sont préalablement examinées par le Commissaire ou le Délégué auprès de l'établissement. Celui-ci remet un avis à la Commission quant au financement de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à cet avis.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres de cette commission, sur proposition de l'ARES. Elle est composée d'au moins cinq membres effectifs et de cinq membres suppléants. Ces membres sont choisis parmi les personnels et les étudiants des établissements d'enseignement supérieur, dont au moins 20 % d'étudiants. De plus, un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum des membres de la commission doivent être des personnes de genre différent des autres personnes, sauf impossibilité dûment justifiée.

Cette commission peut comporter plusieurs chambres composées et désignées de manière similaire.

Le mandat des membres de la commission est de cinq ans, à l'exception des membres étudiants qui sont désignés pour un an. Les mandats sont tous renouvelables.

Les membres peuvent démissionner à tout moment. Le Gouvernement ne peut révoquer un membre qu'en cas de négligence grave ou d'inconduite manifeste. Les membres continuent à exercer leur fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, sauf en cas de révocation.

§ 3. Le Gouvernement détermine le mode de fonctionnement de cette commission. Le Gouvernement ni aucun membre de l'ARES ou d'un établissement d'enseignement supérieur ne peuvent en aucune manière donner aux membres de la commission des instructions sur la façon dont ils exercent cette compétence.

Aucun membre de cette commission ne peut participer à l'examen d'une plainte relative à un refus concernant un établissement auquel il est lié, comme membre du personnel ou comme étudiant.

Après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, § 2, l'étudiant a quinze jours ouvrables pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission. Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé, indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours. Elle contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours.

La commission n'est pas compétente pour se prononcer sur les motifs académiques ayant mené à la décision, mais elle invalide le refus d'inscription dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la plainte si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne.

Les délais de 15 jours ouvrables visés aux alinéas 2 et 4 sont suspendus entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier ainsi qu'entre le 15 juillet et le 15 août ».

B.91.1. Dans les affaires n^{os} 5927 et 5928, la Cour est, d'abord, invitée à statuer sur un moyen pris de la violation des articles 146 et 161 de la Constitution en ce que ces deux dispositions constitutionnelles exigent que le législateur compétent détermine les règles essentielles à la création d'une juridiction.

B.91.2. L'article 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989 dispose :

« La Cour constitutionnelle statue, par voie d'arrêt, sur les recours en annulation, en tout ou en partie, d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution pour cause de violation :

1^o des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions; ou

2^o des articles du titre II ' Des Belges et de leurs droits ', et des articles 170, 172 et 191 de la Constitution.

3^o de l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution ».

La Cour n'est pas compétente pour contrôler directement la compatibilité d'un décret de la Communauté française avec le principe de légalité contenu dans les articles 146 et 161 de la Constitution.

B.91.3. Le moyen précité est dès lors irrecevable.

B.92.1. Dans les affaires n^{os} 5927 et 5928, il est soutenu que l'article 97 du décret du 7 novembre 2013, en ce qu'il crée une juridiction administrative, serait incompatible avec l'article 161 de la Constitution, en ce qu'il exprime une règle qui détermine les compétences respectives de l'autorité fédérale, des communautés et des régions.

B.92.2.1. Avant sa modification par l'article 44 du décret du 25 juin 2015, l'article 96 du décret du 7 novembre 2013, auquel la disposition attaquée fait référence, disposait :

« § 1^{er}. Par décision motivée, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent refuser l'inscription d'un étudiant, selon la procédure prévue au règlement des études :

1^o lorsque cet étudiant a fait l'objet, dans les cinq années précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de faute grave;

2^o lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3^o lorsque cet étudiant n'est pas finançable.

La décision de refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.

La notification du refus d'inscription doit indiquer les modalités d'exercice des droits de recours.

§ 2. Le règlement des études prévoit une procédure de recours interne auprès des autorités académiques de l'établissement contre les décisions de refus visées au paragraphe précédent ».

A la suite des modifications apportées par l'article 43 du décret du 25 juin 2015, entrées en vigueur « à partir de l'année académique 2015-2016 » (article 76 du même décret), l'article 96 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les 5 années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations;

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les 5 années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

La décision [de] refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.

Les établissements d'enseignement supérieur transmettent au commissaire ou délégué du Gouvernement auprès de l'institution, les noms des étudiants qui ont fait l'objet dans les cinq années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations. Le commissaire ou délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données gérée dans le respect de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La notification du refus d'inscription doit indiquer les modalités d'exercice des droits de recours.

§ 2. Le règlement des études prévoit une procédure de recours interne auprès des autorités académiques de l'établissement contre les décisions de refus visées au paragraphe précédent.

La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé ».

B.92.2.2. La commission créée par la disposition attaquée est chargée de statuer sur le recours introduit contre la décision des autorités académiques de l'établissement d'enseignement supérieur qui rejette le recours interne exercé contre une décision antérieure de refus d'inscription d'un étudiant auprès de cet établissement.

Cette commission est une juridiction administrative (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 14).

B.92.3. L'article 161 de la Constitution dispose :

« Aucune juridiction administrative ne peut être établie qu'en vertu d'une loi ».

Ce texte a été inséré dans la Constitution par une révision du 18 juin 1993. La création d'une juridiction administrative est, dès lors, une matière que la Constitution réserve à l'autorité fédérale.

B.92.4. L'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les décrets peuvent porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les Parlements ne sont pas compétents, dans la mesure où ces dispositions sont nécessaires à l'exercice de leur compétence ».

Cette disposition autorise notamment la Communauté française à prendre un décret réglant une matière fédérale pour autant que cette disposition soit nécessaire à l'exercice de ses compétences, que cette matière se prête à un règlement différencié et que son incidence sur la matière fédérale ne soit que marginale.

B.92.5.1. En vue d'harmoniser l'organisation académique des études, certaines dispositions du décret du 7 novembre 2013 tendent à « unifier » les procédures d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, pp. 11 et 12).

La création de la commission visée à l'article 97 de ce décret répond au souci de « clarification du processus d'inscription et du contrôle associé » et contribue à la disparition de disparités, jugée souhaitable en vue de créer un véritable « statut de l'étudiant » en Communauté française (*ibid.*, n° 537/3, p. 14). Cette juridiction administrative remplace les commissions qui existaient « au sein de chaque établissement subventionné » ou « la capacité déléguée au Ministre de l'Enseignement supérieur pour les établissements organisés par la Communauté française » (*ibid.*, n° 537/1, p. 14). L'objectif poursuivi est d'« assurer [...] un traitement égal et équitable à tous les étudiants, quel que soit l'établissement d'enseignement supérieur auprès duquel ils souhaitent s'inscrire » (*ibid.*, n° 537/1, p. 14). L'intervention, en cas de recours, d'une instance unique est présentée comme étant « de nature à garantir un traitement égal à tous les étudiants » (*ibid.*, n° 537/3, p. 14).

Compte tenu de l'objectif poursuivi par le législateur décréteur, la disposition attaquée peut être jugée nécessaire à l'exercice de sa compétence.

B.92.5.2. La compétence de la commission créée par la disposition attaquée est limitée à l'examen de recours dirigés contre des décisions prises par les autorités académiques d'universités, de Hautes Ecoles ou d'Ecoles supérieures des Arts rejetant des recours internes exercés contre certains types de refus d'inscription d'un étudiant auprès d'un établissement d'enseignement supérieur.

Dans ce contexte, la matière fédérale de la création des juridictions administratives se prête à un règlement différencié et l'incidence sur cette matière est marginale.

B.92.5.3. La création de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visé à l'article 96 du décret du 7 novembre 2013 peut donc être justifiée sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.92.6. L'article 97 du décret du 7 novembre 2013, en ce qu'il crée une juridiction administrative, n'est pas incompatible avec l'article 161 de la Constitution.

B.93.1. Dans les affaires n°s 5927 et 5928, il est enfin soutenu que l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 violerait l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution en portant atteinte à la liberté de l'enseignement des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts qui ne sont pas organisées par les pouvoirs publics, en ce que la commission créée par cette disposition décréteurale pourrait obliger un de ces établissements à inscrire un étudiant qui ne peut faire l'objet d'un financement ou qui ne disposerait pas de la formation minimale requise et serait habilitée à contrôler la pertinence des motifs sur la base desquels une École supérieure des Arts refuse une inscription en raison d'un échec à l'épreuve d'admission qu'elle organise.

B.93.2. La commission créée par l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 « se substitue » notamment aux commissions créées au sein des établissements d'enseignement supérieur subventionnés (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, pp. 14 et 23).

B.93.3. Les autorités d'un établissement d'enseignement supérieur peuvent refuser l'inscription d'un étudiant, lorsque sa demande d'inscription « vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement » ou lorsque « cet étudiant n'est pas finançable » (article 96, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, du décret du 7 novembre 2013).

Les autorités académiques de cet établissement peuvent rejeter un recours interne dirigé contre un refus d'inscription motivé par l'une de ces deux circonstances (article 96, § 2, et article 97, § 3, alinéa 3, du même décret).

Saisie d'un recours contre une telle décision des autorités académiques, la commission créée par la disposition attaquée peut l'invalider (article 97, § 3, alinéa 4, du même décret), s'il apparaît, par exemple, que le motif n'est pas pertinent dans le cas d'espèce. La disposition attaquée n'attribue cependant pas à cette commission le pouvoir d'obliger l'établissement dont la décision est mise en cause à inscrire un étudiant qui ne peut faire l'objet d'un financement.

B.93.4. La commission créée par la disposition attaquée n'est compétente que pour connaître des plaintes relatives à un refus d'inscription visé à l'article 96 du décret du 7 novembre 2013 (article 97, § 1^{er}, première phrase, de ce décret).

Aucune des catégories de refus d'inscription décrites dans cet article ne concerne les exigences de formation de la personne qui demande son inscription à un établissement d'enseignement supérieur ou la réussite d'une épreuve d'admission organisée par une Ecole supérieure des Arts en application de l'article 110 du même décret.

B.93.5. La disposition attaquée n'a dès lors pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.94. Les griefs sont soit irrecevables soit non fondés.

Quant à l'article 105 du décret du 7 novembre 2013

B.95. L'article 105, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Le montant des droits d'inscription pour des études est fixé par décret.

Ces montants comprennent l'inscription au rôle, l'inscription à l'année académique et l'inscription aux épreuves et examens organisés durant cette année académique. Il ne peut être prélevé aucun droit ni frais complémentaires.

Dans chaque établissement d'enseignement supérieur, une commission de concertation est chargée d'établir la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants et qui ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire. Ces frais sont mentionnés dans le règlement des études propre à chaque établissement. Cette commission est composée, à parts égales, de représentants des autorités académiques, de représentants des membres du personnel de l'établissement et de représentants des étudiants. Dans les Ecoles supérieures des Arts et les Hautes Ecoles, les représentants des étudiants sont issus du Conseil étudiant. Le Commissaire ou Délégué du Gouvernement assiste aux travaux de cette commission.

Pour les étudiants non finançables, à l'exception de ceux issus de pays de l'Union européenne, des pays moins avancés – repris sur la liste LDC (Least Developed Countries) de l'ONU – ou des pays avec lesquels la Communauté française a établi un accord en ce sens pour lesquels les droits d'inscription sont similaires à ceux des étudiants finançables, l'ARES fixe librement les montants des droits d'inscription, sans que ces droits ne puissent dépasser cinq fois le montant des droits d'inscriptions [sic] visés au 1^{er} alinéa.

Ce paragraphe ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne ».

B.96.1. Dans l'affaire n° 5927, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité, avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de l'article 105, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013, en ce que, en retirant au pouvoir organisateur, privé et subventionné par la Communauté française, d'une Haute Ecole ou d'une Ecole supérieure des Arts, le droit de déterminer le montant des droits d'inscription pour les études qu'il organise dans ces établissements, cette disposition décrétalement porterait atteinte à la liberté de l'enseignement.

B.96.2. Comme il a déjà été rappelé, la liberté de l'enseignement peut être limitée par une mesure législative pour autant que celle-ci ne soit pas disproportionnée à l'objectif qu'elle poursuit.

B.96.3.1. Un « étudiant finançable » est un « étudiant régulièrement inscrit qui, en vertu de caractéristiques propres, de son type d'inscription ou du programme d'études auquel il s'inscrit, entre en ligne de compte pour le financement de l'établissement d'enseignement supérieur qui organise les études » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 36^o, du décret du 7 novembre 2013).

Le décret du 11 avril 2014 « adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études » a « pour objet la définition d'un étudiant finançable, au sens du décret du 7 novembre 2013 [...], régulièrement inscrit auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice » (article 1^{er} du décret du 11 avril 2014).

B.96.3.2. Le montant des droits d'inscription pour les études qui ne sont pas des « formations » au sens de l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du même décret est, en principe, fixé par décret (article 105, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013).

Le pouvoir de fixer le montant des droits d'inscription que la disposition attaquée attribue à l'ARES ne porte que sur ces études.

Ce pouvoir ne concerne, en outre, que les « étudiants non finançables » qui ne sont pas « issus » d'Etats membres de l'Union européenne, de « Least Developed Countries » identifiés par l'Organisation des Nations Unies ou d'Etats avec lesquels la Communauté française a conclu un accord sur le montant des droits d'inscription.

Le pouvoir attribué à l'ARES par la disposition attaquée ne s'étend pas non plus aux étudiants qui suivent les « études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne » (article 105, § 1^{er}, alinéa 5, du décret du 7 novembre 2013).

B.96.4. L'attribution à l'ARES du pouvoir de fixer le montant des droits d'inscription traduit la volonté d'« assurer une homogénéité des montants réclamés » aux étudiants concernés (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 17).

Compte tenu des limites de ce pouvoir, mentionnées en B.96.3, la restriction que la disposition attaquée apporte à la liberté de l'enseignement du pouvoir organisateur, privé et subventionné par la Communauté française, d'une Haute Ecole ou d'une Ecole supérieure des Arts n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.96.5. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 108 du décret du 7 novembre 2013

B.97. Avant sa modification par l'article 48 du décret du 25 juin 2015, l'article 108 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« § 1^{er}. A l'exception des étudiants suivant un cursus dans une Ecole supérieure des Arts, nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de premier cycle s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

§ 2. Cette preuve peut être apportée :

1^o soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 107 délivré en Communauté française ou sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française; le Gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études;

2^o soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par l'ARES, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement;

3° soit par l'attestation de réussite d'un des examens, épreuves ou concours d'admission aux études d'enseignement supérieur prévus par ce décret et organisés en Communauté française.

L'ARES organise une épreuve de maîtrise suffisante de la langue française au moins deux fois par année académique ».

A la suite des modifications apportées par l'article 48 du décret du 25 juin 2015, entrées en vigueur « à partir de l'année académique 2015-2016 » (article 76 du même décret), l'article 108 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. A l'exception des étudiants qui suivent dans une Ecole supérieure des Arts un cursus autre que ceux menant au grade de bachelier-agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique et de bachelier en formation musicale, nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de premier cycle s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

§ 2. Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 107 délivré en Communauté française ou sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française; le Gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études;

2° soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par l'ARES, au moins deux fois par année académique suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement;

3° soit par l'attestation de réussite d'un des examens, épreuves ou concours d'admission aux études d'enseignement supérieur prévus par ce décret et organisés en Communauté française.

4° soit par l'attestation de réussite d'autres épreuves de maîtrise de la langue française dont la liste est arrêtée par le Gouvernement ».

B.98. Dans les affaires n^{os} 5927 et 5928, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité, avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de l'article 108, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013, en ce que, en empêchant une Haute Ecole et un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale de déterminer le contenu de l'« examen spécifique » de « maîtrise suffisante de la langue française » et de choisir le moment de l'organisation de cette épreuve, ou en étant incompatible avec certaines règles d'organisation de l'enseignement de promotion sociale, cette disposition décrétale porterait atteinte à la liberté de l'enseignement.

B.99.1. L'article 108, § 2, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 a été abrogé par l'article 48, 2°, c), du décret du 25 juin 2015, entré en vigueur « à partir de l'année académique 2015-2016 » (article 76 du décret du 25 juin 2015).

B.99.2. En ce qu'ils portent sur l'article 108, § 2, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013, les griefs n'ont plus d'objet.

B.100.1. L'« examen spécifique » dont la réussite permet, en application de l'article 108, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 7 novembre 2013, de prouver une maîtrise de la langue française suffisante à l'admission d'une épreuve d'une année d'études de premier cycle est une épreuve d'admission commune à l'ensemble des Hautes Ecoles et des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

Il ressort de l'article 21, alinéa 1^{er}, 5°, du décret du 7 novembre 2013 que la mission de l'ARES se limite à l'« organisation matérielle » de ce genre d'épreuve, ce qui ne comprend ni le choix du moment de cette épreuve, ni la description de son contenu.

B.100.2. La circonstance que l'article 31 du décret du 16 avril 1991 « organisant l'enseignement de promotion sociale » puisse être contredit par la disposition attaquée ou que d'autres règles de l'organisation de l'enseignement de promotion sociale puissent être incompatibles avec la disposition attaquée ne suffit pas à établir que cette dernière porte atteinte à la liberté de l'enseignement.

Au surplus, l'article 31 du décret du 16 avril 1991 fait partie des dispositions du décret qui règlent l'organisation de l'enseignement secondaire de promotion sociale.

B.100.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.100.4. En ce qu'il porte sur l'article 108, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 7 novembre 2013, le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013

B.101. L'article 111, § 2, du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Ont également accès aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle les étudiants qui portent :

1° un grade académique de premier cycle de type court, en vertu d'une décision du Gouvernement ou des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent, sans que ces conditions ne puissent être plus restrictives que celles fixées par le Gouvernement ni n'établissent de distinction entre établissements ayant délivré le grade académique;

2° un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

3° un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études ».

B.102.1. Cette disposition fixe les conditions d'accès aux études de deuxième cycle que doit remplir un étudiant auquel a été conféré un grade académique de premier cycle de type court ou un grade académique similaire ou reconnu équivalent.

Elle ne règle nullement le statut des professeurs d'université et ne pourrait directement porter atteinte au niveau de leur enseignement ou aux méthodes pédagogiques qu'ils utilisent, et, de ce fait, affecter directement et défavorablement leur situation.

B.102.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à l'annulation de l'article 111, § 2, du décret du 7 novembre 2013.

Quant à l'article 114 du décret du 7 novembre 2013

B.103. L'article 114 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Lorsqu'elles établissent leurs programmes d'études, les autorités académiques des établissements d'enseignement supérieur doivent garantir l'accès inconditionnel et sans enseignements complémentaires à au moins un cursus de deuxième cycle pour tout porteur d'un grade académique de premier cycle de type long délivré en Communauté française. L'ARES en établit la liste et garantit cette disposition ».

B.104.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, la deuxième phrase de l'article 114 du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, parce qu'en attribuant à l'ARES la mission de « garantir » cette disposition, elle autoriserait cet organisme d'intérêt public à intervenir dans les décisions visées par cet article et porterait ainsi atteinte à la liberté de l'enseignement.

B.104.2. En attribuant à l'ARES la mission de « garantir cette disposition », la deuxième phrase de l'article 114 du décret du 7 novembre 2013 ne fait rien d'autre que de confier à cet organisme d'intérêt public la mission de « garantir la justesse de la liste » qu'il a pour tâche d'établir en exécution de la même disposition (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/3, p. 59).

La disposition attaquée ne donne donc nullement à l'ARES le pouvoir d'intervenir dans des décisions que les autorités académiques des établissements d'enseignement supérieur doivent prendre, en exécution de la première phrase de l'article 114, lorsqu'elles établissent leurs programmes d'études.

B.104.3. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée n'a pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.104.4. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 120 du décret du 7 novembre 2013

B.105. L'article 120 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Pour des études coorganisées par plusieurs établissements partenaires d'une convention de coorganisation d'un programme conjoint, avec ou sans codiplômation, visé à l'article 82 § 2 et § 3 le Gouvernement peut accorder une dérogation aux dispositions générales relatives à l'accès aux études, sur avis conforme de l'ARES. La demande motivée est transmise conjointement par les établissements partenaires à l'ARES avant le 1^{er} mars qui précède l'année académique ».

B.106.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 120 du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, parce qu'en prévoyant l'intervention de l'ARES dans la procédure de dérogation qu'elle instaure, cette disposition législative porterait atteinte à la liberté de l'enseignement des pouvoirs organisateurs, privés et subventionnés par la Communauté française, de Hautes Ecoles, d'Ecoles supérieures des Arts ou d'établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.106.2. Des « dispositions générales relatives à l'accès aux études » énoncent des règles qui peuvent restreindre la liberté de l'enseignement d'un pouvoir organisateur privé d'un établissement d'enseignement supérieur.

L'article 120 du décret du 7 novembre 2013 habilite le Gouvernement de la Communauté française à autoriser des établissements d'enseignement supérieur qui lui en font la demande à ne pas respecter ces règles.

Dans ce contexte, l'intervention de l'ARES – organisme d'intérêt public dont les organes sont, en grande partie, composés de représentants d'établissements d'enseignement supérieur – dans la procédure de délivrance d'une autorisation de dérogation à des règles qui peuvent restreindre la liberté de l'enseignement ne peut être considérée en soi comme une restriction de cette liberté.

B.106.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 121 du décret du 7 novembre 2013

B.107. Avant sa modification par l'article 52 du décret du 25 juin 2015, l'article 121, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« Conformément au modèle déterminé par le Gouvernement et suivant la procédure fixée par celui-ci, l'ARES établit, pour chaque modification ou création d'un cursus de type court, un programme d'études minimal qu'elle transmet au Gouvernement avant le premier mars pour l'année académique suivante. Le Gouvernement fixe, par domaine d'études, le volume horaire minimal global d'activités d'apprentissage effectivement organisées par l'établissement et encadrées par son personnel que le programme d'un cursus de type court doit comprendre, quelle que soit la charge en crédits associée aux diverses unités d'enseignement ».

B.108.1. Dans l'affaire n° 5928, la Cour est invitée à statuer sur la constitutionnalité des mots « un programme d'études minimal » utilisés dans cette disposition.

B.108.2. La première phrase de l'article 121 du décret du 7 novembre 2013 a été abrogée par l'article 52 du décret du 25 juin 2015, entré en vigueur « à partir de l'année académique 2015-2016 » (article 76 du décret du 25 juin 2015).

B.108.3. Le grief n'a plus d'objet.

Quant à l'article 123 du décret du 7 novembre 2013

B.109. L'article 123 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Afin de garantir une offre suffisante de tous les cursus initiaux en Communauté française, après avis de l'ARES, le Gouvernement peut fixer, pour chaque établissement d'enseignement supérieur, la liste des cycles d'études qu'il doit continuer à organiser et l'implantation qui les accueillera dans le respect des habilitations, sous peine d'être privé de toute subvention et habilitation pour les autres études qu'il organiserait. Cette obligation doit être notifiée deux mois avant le début du quadrimestre suivant ».

B.110.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5927, cette disposition est incompatible avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, en ce qu'elle porte atteinte à la liberté de l'enseignement du pouvoir organisateur, privé et subventionné par la Communauté française, d'une Haute Ecole, d'une Ecole supérieure des Arts ou d'un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.110.2. La liberté de l'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution donne le droit à toute personne privée de cesser l'organisation de l'enseignement qu'elle organise et fait dispenser en application de cette disposition.

La liberté de l'enseignement peut être limitée par une mesure législative pour autant que celle-ci ne soit pas disproportionnée à l'objectif qu'elle poursuit.

B.110.3. L'article 123 du décret du 7 novembre 2013 habilite le Gouvernement de la Communauté française à obliger un établissement d'enseignement supérieur subventionné à continuer l'organisation d'un cycle d'études déterminé par le Gouvernement. Cette disposition prévoit aussi que l'établissement qui ne respecte pas cette obligation peut être privé de toute subvention et de son habilitation à organiser les autres études.

Cette règle restreint la liberté de l'enseignement du pouvoir organisateur de cet établissement.

B.110.4.1. Le décret du 7 novembre 2013 a notamment pour but de préserver la « densité de l'offre de proximité » de l'enseignement supérieur (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2012-2013, n° 537/1, p. 6; *ibid.*, n° 537/3, p. 6), de « garantir [...] une offre d'enseignement de proximité qui soit la plus large possible » (*ibid.*, n° 537/1, p. 9) et de « maintenir [...] une offre d'études initiales de proximité » (*ibid.*, n° 537/1, p. 13) et d'assurer une « offre de proximité » (*ibid.*, n° 537/3, p. 7).

B.110.4.2. Le Gouvernement de la Communauté française ne peut obliger un établissement d'enseignement supérieur à continuer à organiser un cycle d'études que si cette contrainte est nécessaire pour « garantir une offre suffisante de tous les cursus initiaux en Communauté française ».

Les cursus initiaux de type court sont organisés en un seul cycle d'études et sont « sanctionnés » par le grade de bachelier (article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013). Les cursus initiaux de type long sont organisés en deux cycles d'études, le premier étant « sanctionné » par le grade de bachelier et le second par le grade de master, de médecin ou de médecin vétérinaire (article 70, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013).

B.110.4.3. Enfin, le Gouvernement ne peut imposer une telle obligation qu'après avoir pris l'avis de l'ARES, organisme d'intérêt public chargé de garantir l'exercice des différentes missions d'enseignement supérieur « sans porter préjudice à l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur » (article 20 du décret du 7 novembre 2013). Le Gouvernement ne peut s'écarter de l'avis de l'ARES qu'en motivant spécialement sa décision (article 21, alinéa 3, du même décret).

B.110.5. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 125 du décret du 7 novembre 2013

B.111. Avant sa modification par l'article 54 du décret du 25 juin 2015, l'article 125 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« § 1^{er}. Afin d'assurer une harmonisation des formations nécessaire à la poursuite d'études au sein de la Communauté française et de l'Union européenne, ainsi que pour garantir les acquis d'apprentissage et compétences transversales certifiés par les grades académiques, le Gouvernement peut établir des contenus minimaux imposés aux programmes des cursus initiaux, sur proposition de l'ARES.

§ 2. Les programmes des études de bachelier doivent comporter, pour chaque cursus de type long, au moins 60 % d'enseignements communs – correspondant à 108 crédits – et, pour chaque cursus de type court, au moins 80 % communs – correspondant à 144 crédits.

L'ARES certifie le respect des dispositions prévues à l'alinéa précédent; elle établit le contenu commun minimal de ces cursus ».

B.112.1. Dans l'affaire n° 5928, la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de cette disposition avec l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Constitution, en ce que les termes « établir des contenus minimaux », « au moins 60 % d'enseignements communs » et « au moins 80 % communs » utilisés par l'article 125 du décret du 7 novembre 2013 ne seraient pas définis avec suffisamment de précision.

B.112.2. La liberté de l'enseignement invoquée par les parties requérantes n'implique pas que le législateur compétent indique dans les dispositions qu'il adopte l'ensemble des éléments que suppose leur mise en œuvre.

B.112.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 134 du décret du 7 novembre 2013

B.113. L'article 134 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur fixent le règlement des études, ainsi que les règles particulières de fonctionnement des jurys. Ces dispositions sont annexées au règlement des études.

Sous réserve des autres dispositions légales, ce règlement de jury fixe notamment :

1° la procédure d'inscription aux épreuves; à défaut de procédure définie, les étudiants sont réputés inscrits à toutes les épreuves de fin de quadrimestre pour l'ensemble des unités d'enseignements organisées durant ce quadrimestre auxquelles ils s'étaient inscrits pour l'année académique;

2° la composition exacte du jury, son mode de fonctionnement et de publication des décisions;

3° l'organisation des délibérations et d'octroi de crédits;

4° la procédure d'admission aux études et de valorisation des acquis, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;

5° les modalités de la procédure d'équivalence, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;

6° les périodes d'évaluation et les modalités de l'organisation et du déroulement des épreuves;

7° les sanctions liées aux fraudes avérées dans le déroulement des évaluations ou de la constitution des dossiers d'admission ou d'équivalence qui lui sont soumis;

8° les modes d'introduction, d'instruction et de règlement des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des évaluations ou du traitement des dossiers.

Pour les jurys chargés de conférer le grade de docteur, un règlement unique est fixé par l'ARES.

Les autorités académiques fixent l'horaire des épreuves en préservant des délais suffisants entre les épreuves successives au cours d'une même période d'évaluation ».

B.114.1. Un jury est une « instance académique chargée, à titre principal, de l'admission aux études, du suivi des étudiants, de l'évaluation des acquis d'apprentissage, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 45°, du décret du 7 novembre 2013).

Le grade de « Docteur (DOC) » est le « grade académique de niveau 8 sanctionnant des études de troisième cycle, délivré par une Université et obtenu après soutenance d'une thèse conformément à l'article 71, § 2 » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 29°, du même décret).

B.114.2. Tout comme l'article 21, alinéa 1^{er}, 12°, du décret du 7 novembre 2013, l'article 134, alinéa 3, du même décret attribue à l'ARES la mission d'adopter les règles de fonctionnement des jurys chargés de conférer le grade de docteur.

B.114.3. Pour des motifs similaires à ceux qui sont exposés en B.18.3.1 et B.18.3.2, en ce qu'ils portent sur l'article 134, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013, les griefs ne sont pas fondés.

B.115.1. L'article 134, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013 oblige les « autorités académiques » à s'assurer que le temps séparant les épreuves qui se succèdent au cours d'une période d'évaluation est suffisant.

Lorsque, par exemple, plusieurs épreuves d'une même période d'évaluation sont organisées sous la forme d'un examen oral, et lorsque le nombre d'étudiants inscrits à ces examens est relativement élevé, cette obligation pourrait avoir pour effet d'allonger, de réduire ou de diviser la période durant laquelle les professeurs concernés devraient interroger ces étudiants.

La règle précitée est donc susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation des professeurs d'université.

B.115.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 ont intérêt à demander l'annulation de l'article 134, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013.

B.116.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n° 5933, l'article 134, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution, parce qu'en étant de nature à obliger un professeur d'université à organiser certaines épreuves presque tous les jours d'une période d'évaluation, cette disposition législative porterait atteinte au droit de ce professeur à des conditions de travail équitables.

B.116.2. L'article 23, alinéas 1^{er}, 2 et 3, 1^o, de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1^o le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective; ».

Pour être équitables, les conditions de travail « doivent être telles que le travail procure en soi une satisfaction au travailleur, lui offre la possibilité de s'épanouir pleinement, protège sa santé et lui donne, à lui et à sa famille, la possibilité de mener une existence indépendante et décente » (*Doc. parl.*, Sénat, 1991-1992, n^o 100-2/3^o, p. 16). Ces conditions de travail « comprennent notamment » la « durée du travail », les « jours fériés payés », la « réduction de la durée du travail pour les travailleurs effectuant un travail dangereux ou malsain », le « repos hebdomadaire », la « sécurité et la santé », les « conditions de licenciement », la « promotion sociale », l'« orientation et la formation professionnelles » (*ibid.*).

B.116.3. Même si l'application de la disposition attaquée devait avoir pour effet d'obliger un professeur d'université à interroger des étudiants chaque jour ouvrable de la période d'évaluation, elle n'aurait pas pour effet d'affecter les conditions de travail de ce professeur au point de porter atteinte même indirectement au caractère équitable de ses conditions de travail.

B.116.4. En ce qu'il porte sur l'article 134, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013, le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 140 du décret du 7 novembre 2013

B.117.1. Avant sa modification par l'article 56 du décret du 25 juin 2015, l'article 140 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« En fin de deuxième et troisième quadrimestre, sur base des épreuves présentées par l'étudiant au cours de l'année académique et de leur moyenne, le jury octroie les crédits pour les unités d'enseignement dont l'évaluation est suffisante ou pour lesquelles le déficit est acceptable au vu de l'ensemble de ses résultats.

Le jury peut ainsi souverainement proclamer la réussite d'une unité d'enseignement, de l'ensemble des unités suivies durant une année académique ou d'un cycle d'études, même si les critères visés à l'article 139 ne sont pas satisfaits.

Dans ce cas, il octroie définitivement les crédits correspondants, quelle que soit la moyenne ou la note obtenue; celle-ci est alors considérée comme ayant atteint le seuil de réussite et modifiée en ce sens en suivi de délibération, si nécessaire ».

Avant sa modification par l'article 55 du décret du 25 juin 2015, l'article 139 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« L'évaluation finale d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés étant 10/20. Les crédits sont acquis de manière définitive. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint ce seuil de réussite, quelle que soit la moyenne globale obtenue.

L'évaluation globale de l'ensemble des unités suivies durant une année académique ou d'un cycle d'études s'exprime de la même façon, le seuil de réussite étant de 10/20 de moyenne pour autant que les crédits des unités d'enseignements visées aient été octroyés ».

B.117.2. L'article 55 du décret du 25 juin 2015 abroge, à l'article 139 du décret du 7 novembre 2013, l'alinéa 2 et les mots « quelle que soit la moyenne globale obtenue » du premier alinéa.

L'article 56 du décret du 25 juin 2015 abroge, à l'article 140, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013, les mots « la moyenne ou ».

B.118.1. L'article 140, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 autorise le jury à modifier une note attribuée par un professeur au terme de son évaluation de l'étudiant, lorsque le jury a décidé de proclamer la réussite d'un étudiant, en dépit du fait que cette note n'atteint pas le seuil de réussite prévu par le décret.

Cette règle est susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation du professeur d'université qui a donné la note modifiée par le jury.

B.118.2. Les parties requérantes dans l'affaire n^o 5933 ont donc intérêt à l'annulation de l'article 140, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013.

B.119.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n^o 5933, l'article 140, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec l'article 23, alinéa 3, 1^o, de la Constitution, parce qu'en autorisant le jury à augmenter une note inférieure au seuil de réussite qui a été attribuée par un professeur d'université à l'issue de l'évaluation d'une unité d'enseignement, dans le but de porter cette note au niveau du seuil de réussite, cette disposition décrétole porterait atteinte au droit de ce professeur à des conditions de travail équitables.

B.119.2. Le jury ne peut relever la note inférieure au seuil de réussite qu'un étudiant a obtenue à l'issue de l'évaluation d'une unité d'enseignement que lorsque le « déficit est acceptable au vu de l'ensemble de ses résultats » (article 140, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013).

En outre, le jury comprend « notamment l'ensemble des enseignants qui, au sein de l'établissement d'enseignement supérieur, sont responsables d'une unité d'enseignement [du] programme d'études qui n'est pas au choix individuel de l'étudiant » (article 131, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013) et les « responsables des autres unités d'enseignement du programme suivies au cours de l'année académique par au moins un étudiant régulièrement inscrit participent de droit à la délibération » (article 131, § 2, alinéa 2, du même décret). Tous les enseignants responsables d'une des unités d'enseignement concernées ont le droit de prendre part à la délibération du jury (article 132, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret). Le professeur dont la note est modifiée en application de la disposition attaquée est donc invité à participer à la délibération du jury.

Dans ce contexte, la disposition attaquée n'a pas pour effet d'influencer les conditions de travail d'un professeur d'université.

B.119.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 148 du décret du 7 novembre 2013

B.120. L'article 148 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Les établissements d'enseignement supérieur organisent l'aide à la réussite des étudiants, au sein de leur établissement ou en collaboration avec d'autres établissements.

Ces activités sont destinées prioritairement à la promotion de la réussite des étudiants de première année de premier cycle qu'ils accueillent. Sans que la liste soit exhaustive, celle-ci consiste entre autres en les mesures suivantes :

1° la mise sur pied au sein du Pôle académique d'un centre de didactique de l'enseignement supérieur. Ce centre a pour mission de conseiller, former et encadrer les enseignants principalement en charge de ces étudiants;

2° l'offre d'activités spécifiques pour les étudiants visant à leur faire acquérir les méthodes et techniques propres à accroître leurs chances de réussite;

3° la mise à disposition d'outils d'autoévaluation et de services de conseil permettant de déceler les compétences des étudiants ou leurs lacunes éventuelles;

4° l'organisation d'activités de remédiation destinées à combler les lacunes éventuelles d'étudiants dans l'une ou l'autre matière ou, plus généralement, à les aider à vaincre les difficultés rencontrées lors de leur début dans l'enseignement supérieur et les préparer au mieux à aborder l'année académique suivante avec de meilleures chances de succès;

5° l'accompagnement des étudiants visant notamment à les guider dans le choix de leur programme d'études et des activités de remédiation ou plus généralement d'aide à la réussite et les aider dans l'interprétation de leurs résultats;

6° l'offre d'activités d'apprentissage en petits groupes et consacrées à des exercices pratiques dans au moins une discipline caractéristique du domaine d'études choisi, afin de s'assurer rapidement de la bonne orientation de l'étudiant;

7° le développement de méthodes didactiques innovantes ciblées sur le profil d'étudiants de première année dans un domaine d'études particulier.

Ces diverses activités peuvent être organisées partiellement ou complètement durant le troisième quadrimestre de l'année académique.

Sur base d'une demande conjointe transmise par l'ARES, le Gouvernement peut allouer des moyens supplémentaires à cet effet.

Aux conditions fixées par les autorités académiques, la participation active d'un étudiant de première année à une de ces activités peut être valorisée par le jury au cours du cycle d'études, si elle a également fait l'objet d'une épreuve ou évaluation spécifique; cette valorisation ne peut dépasser 5 crédits. Cette épreuve éventuelle n'est organisée qu'une seule fois pendant le quadrimestre durant lequel ces activités se sont déroulées.

Sont considérés comme étudiants de première année de premier cycle ceux n'ayant pas encore acquis ou valorisé 45 crédits au moins parmi les 60 premiers crédits d'un premier cycle ».

B.121.1. Comme il a déjà été dit, un « Pôle académique » est une association d'établissements d'enseignement supérieur comptant au moins une université en son sein (article 52, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013), étant entendu que toute université établie en Communauté française fait partie d'une telle association (article 52, alinéa 2, du même décret).

L'article 148, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 novembre 2013 oblige des établissements d'enseignement supérieur à prendre, dans le cadre d'une association, des mesures destinées à favoriser la réussite des étudiants.

Même si l'application de cette disposition pouvait avoir des répercussions sur la situation de l'une ou l'autre partie requérante en sa qualité d'enseignant, elle ne pourrait directement et défavorablement l'affecter.

B.121.2. Au surplus, les deuxième, quatrième et cinquième parties requérantes dans l'affaire n° 5933 ne précisent pas en quoi la règle précitée est susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation d'un professeur d'université qui est responsable d'un programme au sein de l'établissement qui l'emploie ou celle d'un professeur qui organise, au profit d'étudiants diplômés, un séminaire relatif à la recherche d'un emploi.

B.121.3. Compte tenu de ce qui précède et de ce qui est dit en B.12.3.2, les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à l'annulation de l'article 148, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 novembre 2013.

B.122.1. Selon les première, deuxième et cinquième parties requérantes dans l'affaire n° 5927, l'article 148, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013 est incompatible avec les articles 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 27 de la Constitution, parce que, en attribuant à l'ARES la mission d'intervenir dans l'organisation de l'« aide à la réussite », cette disposition décrétole porterait atteinte à la liberté de l'enseignement et à la liberté d'association des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts dont le pouvoir organisateur est privé et subventionné par la Communauté française.

B.122.2. La disposition attaquée n'attribue à l'ARES qu'un rôle très limité. Elle charge cet organisme d'intérêt public de transmettre au Gouvernement de la Communauté française une demande de moyens supplémentaires, présentée conjointement par plusieurs établissements d'enseignement supérieur.

Cette disposition ne retire donc nullement aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts le droit, qui est même un devoir, d'organiser l'« aide à la réussite » en prenant, entre autres, les mesures énoncées par l'article 148, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013.

La disposition attaquée n'a donc pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.122.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 149 du décret du 7 novembre 2013

B.123. L'article 149 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« En outre, les Pôles académiques peuvent coorganiser, sous la coordination de leurs centres de didactique de l'enseignement supérieur, des activités de préparation aux études supérieures. Ils peuvent conclure des conventions de collaboration à ce propos avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, des établissements de promotion sociale ou des établissements d'enseignement secondaire organisés, subventionnés ou reconnus en Communauté française.

Sur base d'une demande conjointe des établissements concernés, approuvée et transmise par l'ARES, le Gouvernement peut leur allouer des moyens supplémentaires à cet effet ».

B.124.1. Selon les première, deuxième et cinquième parties requérantes dans l'affaire n° 5927, tant la première phrase de l'article 149 du décret du 7 novembre 2013 que le deuxième alinéa de cette disposition sont incompatibles avec les articles 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 27 de la Constitution, parce que, en attribuant à l'ARES la mission d'intervenir dans la conception et l'organisation des activités de préparation aux études supérieures, ils portent atteinte à la liberté de l'enseignement et à la liberté d'association des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts dont le pouvoir organisateur est privé et subventionné par la Communauté française.

B.124.2. La première phrase de l'article 149, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 habilite les Pôles académiques à organiser des activités de préparation aux études supérieures sans nullement faire mention de l'ARES.

L'article 149, alinéa 2, n'attribue à l'ARES qu'un rôle limité. Il charge cet organisme d'intérêt public d'approuver et de transmettre au Gouvernement de la Communauté française une demande de moyens supplémentaires, présentée conjointement par plusieurs établissements d'enseignement concernés par des activités de préparation aux études supérieures. Cette disposition ne donne nullement à l'ARES le pouvoir de participer à la conception ou à l'organisation de ce type d'activités.

La disposition attaquée n'a donc pas la portée que les parties requérantes lui attribuent.

B.124.3. Le grief n'est pas fondé.

Quant à l'article 160 du décret du 7 novembre 2013

B.125. Avant sa modification par l'article 2 du décret du 18 décembre 2014 « portant dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur et de protection de la jeunesse », l'article 160, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« Dès l'approbation par le Gouvernement des statuts des Pôles académiques auxquels les universités concernées appartiennent, l'Académie universitaire qui les rassemble est dissoute. Son patrimoine est réparti entre les universités membres, ainsi que ses droits et obligations, selon la convention statutaire de cette académie universitaire ou, à défaut de dispositions en ce sens dans cette convention, selon la décision de son conseil ».

B.126.1. L'article 160, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 porte sur la dissolution des académies universitaires dont la création était prévue par l'article 90 du décret du 31 mars 2004 « définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités ». Ces académies étaient des associations liant au moins deux universités (article 90, alinéa 1^{er}, du décret du 31 mars 2004) et qui disposaient en principe d'une personnalité juridique distincte de celle de ces universités (article 91, alinéa 1^{er}, du même décret).

L'application de l'article 160, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 peut avoir des répercussions sur la situation des professeurs employés par les universités qui étaient membres d'une telle académie. Elle ne pourrait cependant l'affecter défavorablement que de manière indirecte.

Au surplus, il y a lieu d'observer que le décret du 7 novembre 2013 autorise la collaboration entre universités (article 82) et n'interdit pas à la deuxième partie requérante dans l'affaire n° 5933 de continuer à exercer ses fonctions de professeur dans les deux universités qui étaient associées dans l'Académie universitaire Louvain (article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mars 2005 « rendant publique la liste des académies universitaires et leur composition », *Moniteur belge*, 26 mai 2005), aujourd'hui dissoute, et qui sont désormais membres de deux Pôles académiques distincts (arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} octobre 2014 « approuvant les statuts des ASBL ' Le Pôle Hainuyer ', ' Pôle Académique Louvain ', ' Pôle Académique de Namur ASBL ', ' Pôle académique Liège-Luxembourg, ASBL ', ' Pôle académique de Bruxelles ' », *Moniteur belge*, 25 novembre 2014).

B.126.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à demander l'annulation de l'article 160, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013.

Quant à l'article 169 du décret du 7 novembre 2013

B.127. L'article 169 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« L'alinéa 3 de l'article 45 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale tel que modifié est supprimé.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2011 fixant les règles relatives aux habilitations octroyées aux établissements de l'enseignement de promotion sociale pour l'organisation des sections sanctionnées par les grades de bachelier, de spécialisation ou de master et par le brevet de l'enseignement supérieur est abrogé ».

B.128.1. L'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle exige, entre autres, que la requête portant un recours en annulation expose, pour chaque disposition attaquée, quelles sont les règles dont la violation est alléguée.

B.128.2. La requête dans l'affaire n° 5927 n'indique pas quelles sont, parmi les règles dont la Cour peut sanctionner le non-respect, celles qui auraient été violées par la disposition attaquée.

B.128.3. Le grief est irrecevable.

Quant à l'article 171 du décret du 7 novembre 2013

B.129. Avant sa modification par l'article 61 du décret du 25 juin 2015, l'article 171 du décret du 7 novembre 2013 disposait :

« Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception des dispositions du TITRE III qui entrent en vigueur pour l'année académique 2014 -2015.

L'entrée en vigueur de la disposition du 2^e alinéa de l'article 105, § 1^{er}, est fixée à la modification par décret du montant des droits d'inscription.

Les cohabilitations conditionnelles marquées d'un astérisque à l'annexe IV de ce décret entrent en vigueur au plus tôt pour l'année académique 2016-2017, à une date fixée par le Gouvernement ».

B.130.1. L'annexe IV du même décret contient une « liste des cohabilitations conditionnelles ».

L'article 171, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 n'a d'autre objet que de régler l'entrée en vigueur de certaines de ces « cohabilitations conditionnelles ».

Une cohabilitation conditionnelle est une habilitation « soumise à la condition qu'une convention de codiplômation [...] soit conclue entre les établissements auxquels cette cohabilitation est accordée » (article 87, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013). Une « habilitation » est la « capacité accordée par décret à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser un programme d'études sur un territoire géographique déterminé, de conférer un grade académique et de délivrer les certificats et diplômes associés » (article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42^o, du même décret).

B.130.2. Même si l'application de la disposition attaquée peut avoir des répercussions sur le travail de certains professeurs d'université, celle-ci ne porte nullement sur leur statut et n'est pas susceptible d'affecter directement et défavorablement leur situation.

B.130.3. Au surplus, la troisième partie requérante dans l'affaire n° 5933 n'expose pas en quoi la disposition attaquée est susceptible d'affecter directement et défavorablement les « négociations de codiplômation », non autrement précisées, qu'elle évoque.

B.130.4. Les parties requérantes dans l'affaire n° 5933 n'ont dès lors pas intérêt à l'annulation de l'article 171, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les mots « et formations » dans l'article 21, alinéa 1^{er}, 14^o, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 21 avril 2016.

Le greffier,
F. Meersschaut

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/202283]

Uittreksel uit arrest nr. 53/2016 van 21 april 2016

Rolnummers : 5927, 5928, 5929 en 5933

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, ingesteld door de vzw « Ecole pratique des hautes études commerciales » en anderen, door de vzw « Haute Ecole Léonard de Vinci », door de vzw « Centre d'Enseignement Saint-Laurent, Liège » en de vzw « CPSE » en door Henri Bouillon en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 16 juni 2014 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 18 juni 2014, zijn beroepen tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 december 2013), respectievelijk door de vzw « Ecole pratique des hautes études commerciales », de vzw « Comité organisateur des Instituts Saint-Luc et Instituts Associés à Saint-Gilles », de vzw « Institut technique supérieur Cardinal Mercier », de vzw « Centre de formation pour les secteurs infirmier et de Santé de l'ACN » en de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », door de vzw « Haute Ecole Léonard de Vinci » en door de vzw « Centre d'Enseignement Saint-Laurent, Liège » en de vzw « CPSE », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Drion, advocaat bij de balie te Luik.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 18 juni 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 19 juni 2014, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van hetzelfde decreet door Henri Bouillon, Nathalie Burnay, Michel De Wolf, Isabelle Schuiling en Olivier Servais, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Bogaert, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5927, 5928, 5929 en 5933 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(...)

B.1. De artikelen 1 tot 16 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 « tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies » vormen de eerste titel ervan (« Gemeenschappelijke bepalingen »).

De artikelen 17 tot 65 van het decreet vormen de tweede titel (« Structuur en landschap van het hoger onderwijs »). De artikelen 66 tot 151 vormen de derde titel (« Organisatie van de studies en statuut van de student »).

Ten slotte zijn de artikelen 152 tot 175 van het decreet samengebracht onder de vierde titel (« Wijzigings-, overgangs-, opheffings- en slotbepalingen »).

Ten aanzien van de artikelen 2 en 3 van het decreet van 7 november 2013

B.2.1. Artikel 2 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap is een openbare dienst van algemeen nut. Alleen de instellingen die bij dit decreet bedoeld zijn, worden ertoe gemachtigd de opdrachten uit te oefenen die hun wettelijk worden toevertrouwd, inzonderheid : de academische bekwaamheidsbewijzen en graden die de hogere studies bekrachtigen, toekennen, en de overeenstemmende diploma's en getuigschriften uitreiken.

Die instellingen, met hun personeel, oefenen, naargelang van hun vakken, middelen en specificiteit, maar altijd met het oog op uitstekende resultaten en kwaliteitsvolle dienstverlening aan de samenleving, de drie aanvullende opdrachten uit :

1° onderwijs cursussen en initiële en voortgezette hogere opleidingen, overeenstemmend met de niveaus 5 tot 8 van het Franstalige kwalificatiekader, aanbieden, en de overeenstemmende verworven kennis en competenties bekrachtigen, op het einde van de studiecyclussen of door persoonlijke, beroeps- en opleidingsverworvenheden in aanmerking te nemen;

2° deelnemen aan individuele of collectieve activiteiten inzake onderzoek, innovatie of creatie, en zo zorgen voor de ontwikkeling, de bewaring en de overdracht van de kennis en het cultureel, artistiek en wetenschappelijk erfgoed;

3° zorgen voor de dienstverlening aan de samenleving, dank zij hun deskundigheid en hun onafhankelijkheidsplicht, hun antwoord op de maatschappelijke behoeften, in medewerking of dialoog met de educatieve, sociale, culturele, economische en politieke wereld.

Die verschillende opdrachten worden uitgeoefend in het kader van samenwerkingsverbanden en internationale uitwisselingen met federale, regionale of andere Belgische gemeenschappen of binnen de Franse Gemeenschap ».

B.2.2. Artikel 3 van hetzelfde decreet bepaalt :

« § 1. Voor de uitoefening van hun onderwijsopdracht, streven de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, gelijktijdig en zonder hiërarchie, inzonderheid de volgende algemene doelstellingen na :

1° studenten begeleiden in hun rol als verantwoordelijke burgers, die kunnen bijdragen tot de ontwikkeling van een democratische, pluralistische en solidaire maatschappij;

2° de zelfstandigheid en de ontplooiing van studenten bevorderen, inzonderheid door hun wetenschappelijke en artistieke nieuwsgierigheid op te wekken, hun kritische zin, hun verantwoordelijkheidszin en hun individuele en collectieve plichtsbesef te ontwikkelen;

3° zowel via de inhoud van het verstrekte onderwijs als door de andere activiteiten die door de instelling worden georganiseerd, de humanistische waarden, de [creërende] en innoverende tradities, alsook het artistieke, wetenschappelijke, filosofische en politieke culturele erfgoed, dat de historische grondslag van dat onderwijs uitmaakt, overdragen, met inachtneming van de specificiteit van iedereen;

4° een algemene en gespecialiseerde, zowel fundamentele en conceptuele als praktische opleiding op het hoogste niveau verstrekken, om studenten de mogelijkheid te verschaffen om een actieve rol in het beroeps-, sociale, economische en culturele leven te spelen, en gelijke kansen inzake maatschappelijke emancipatie te bieden;

5° duurzame nauwkeurige competenties ontwikkelen, waarbij studenten de mogelijkheid wordt geboden om er de relevantie van te behouden, op autonome wijze of in het kader van een leven lang leren;

6° die initiële en aanvullende opleidingen verstrekken ter bevordering van wetenschappelijke, artistieke, beroeps en culturele opening, waarbij leerkrachten, studenten en afgestudeerden aangezet worden tot mobiliteit en medewerking tussen de Gemeenschappen en op internationaal vlak.

Het hoger onderwijs past aan de verschillende vakken aangepaste methoden en middelen toe om de bedoelde algemene doelstellingen te bereiken, om dit onderwijs toegankelijk te maken voor iedereen volgens zijn eigen vaardigheden.

§ 2. Het hoger onderwijs is bestemd voor een volwassen en vrijwillig publiek. Het past didactische methoden toe die aan die karakteristiek aangepast zijn en die aan zijn doelstellingen beantwoorden. Die pedagogie steunt inzonderheid op collectieve of individuele activiteiten, onder de rechtstreekse of onrechtstreekse leiding van leerkrachten, maar ook op persoonlijke werken van studenten die zij autonoom hebben uitgevoerd. Die methoden rusten logischerwijs op de eindcompetenties en gemeenschappelijke kennis die vereist zijn op het einde van het onderwijs dat er toegang toe geeft.

De instellingen, hun personeel en de studenten moeten elk bijdragen tot het nastreven van die doelstellingen in deze context.

§ 3. De onderwijsopdrachten betreffen zowel de initiële cursussen als het levenslange leren, ongeacht of het gaat om onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie. De instellingen voor hoger onderwijs zorgen voor de voortgezette opleiding van afgestudeerden en waarborgen de voorwaarden voor het voortzetten of hervatten van hogere studies gedurende het hele leven. Zij alleen worden ertoe gemachtigd de bekwaamheidsbewijzen, academische graden, diploma's en getuigschriften uit te reiken die met de niveaus 5 tot 8 van het Franstalige kwalificatiekader overeenstemmen.

§ 4. De Franse Gemeenschap accrediteert als hogere studies alleen zij die door de bij dit decreet bedoelde instellingen voor hoger onderwijs worden georganiseerd en maakt de financiering van de instellingen die deze organiseren afhankelijk van de naleving van die doelstellingen en de wettelijke bepalingen die het hoger onderwijs als doel hebben ».

B.3.1.1. Artikel 142, derde lid, van de Grondwet en artikel 2, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat iedere natuurlijke of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang.

Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.1.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, een beroep tot vernietiging instelt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.3.2. De eerste vier verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 vorderen de vernietiging van artikel 2, eerste lid, van het decreet, in zoverre die bepaling aangeeft dat alleen de bij dat decreet beoogde instellingen ertoe gemachtigd worden de opdrachten uit te voeren die hun wettelijk worden toevertrouwd.

Die verzoekende partijen hebben alleen belang bij het vorderen van de vernietiging van die bepaling in zoverre die laatste van toepassing is op de opdrachten die zijn toevertrouwd aan de door hen ingerichte onderwijsinstellingen, namelijk die welke worden beoogd bij artikel 11, 8°, bij artikel 12, 7° en 9°, en bij artikel 13, eerste lid, 9°, 12°, 13°, 25° en 31°, van het decreet.

B.4. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 zijn de tweede zin van artikel 2, eerste lid, en de eerste deelzin van artikel 3, § 4, van het decreet van 7 november 2013 onverenigbaar met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, omdat die bepalingen de oprichting van nieuwe scholen of de herstructurering van bestaande scholen zouden verbieden en bovendien de subsidiëring van die instellingen zouden beletten.

B.5.1. De tweede zin van artikel 2, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 behoudt aan de in het decreet beoogde instellingen het recht voor om de opdrachten uit te voeren die hun wettelijk worden toevertrouwd. Zij verbiedt dus dat die opdrachten door andere instellingen worden uitgevoerd.

De eerste deelzin van artikel 3, § 4, van hetzelfde decreet belet de Franse Gemeenschap de hogere studies te « accrediteren » die niet zijn ingericht door de bij dat decreet beoogde instellingen, zonder daarom de inrichting van die studies te verbieden.

In de parlementaire voorbereiding van het decreet wordt aangegeven :

« de ' ARES ' [Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur] zal ook een stuwende rol hebben in de ontwikkeling van het onderwijsaanbod : beschrijving van de toegekende academische graden en van de daaraan verbonden competentiereferentiesystemen, maar eveneens de machtigingen om de aan de instellingen toegekende overeenstemmende studies te organiseren. De ' ARES ' zal de voorstellen doen, maar de eindbeslissing ter zake zal toekomen aan het Parlement. Daarbij harmoniseert het ontwerp de verschillende praktijken volgens het type studies of instelling.

Elke instelling zal vanzelfsprekend beschikken over machtigingen in eigen naam, met name alle huidige machtigingen die worden behouden. Maar het model bevoorrecht de samenwerking onder instellingen en, voor de nieuwe studierichtingen, de gezamenlijke invulling van de daaraan verbonden specifieke deskundigheid, de middelen en de infrastructuur binnen gezamenlijke programma's. Een mechanisme van voorwaardelijke gezamenlijke machtigingen wordt aldus voorgesteld. Het heeft reeds toegelaten om, in die tekst en met de rechtstreekse betrokkenen, innoverende samenwerkingsprocedures voor te stellen die situaties oplossen die sinds jaren in het Brusselse Gewest zijn geblokkeerd » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/3, p. 10).

B.5.2. De bestreden bepalingen hebben niet de draagwijdte die de verzoekende partijen daaraan toekennen.

B.6. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 20 van het decreet van 7 november 2013

B.7. Artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Er wordt een instelling van openbaar nut van categorie B opgericht in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, ' Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ' genoemd, ook ' ARES ' genoemd.

De ARES is een federatie van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, ermee belast de uitoefening te waarborgen van de verschillende opdrachten inzake hoger onderwijs, onderzoek en dienstverlening aan de samenleving, overeenkomstig de algemene doelstellingen, en samenwerkingsverbanden tussen de instellingen aan te moedigen. De ARES oefent haar verschillende opdrachten uit zonder de autonomie van de instellingen voor hoger onderwijs in het gedrang te brengen ».

B.8.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is artikel 20, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013, door te bepalen dat de « ARES » « een federatie van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap » is, onverenigbaar met de tweede zin van het tweede lid van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, omdat de bestreden decretale bepaling niet de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid, de werking van en het toezicht op dat orgaan zou regelen.

B.8.2. Artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalde, vóór de wijziging ervan bij artikel 37 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 « met betrekking tot de Zesde Staatshervorming » :

« In de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, kunnen de Gemeenschappen en de Gewesten gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen oprichten of kapitaalsparticipaties nemen.

Het decreet kan aan voornoemde organismen rechtspersoonlijkheid toekennen en hun toelaten kapitaalsparticipaties te nemen. Onverminderd artikel 87, § 4, regelt het hun oprichting, samenstelling, bevoegdheid, werking en toezicht ».

B.8.3. De « ARES » is een instelling van openbaar nut van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 en moet bijgevolg worden beschouwd als een dienst, een instelling of een onderneming in de zin van het eerste lid van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Het staat aan de decreetgever de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid, de werking van en het toezicht op dat orgaan te regelen.

De loutere omstandigheid dat dat orgaan door de decreetgever wordt gekwalificeerd als een « federatie van de instellingen voor hoger onderwijs », volstaat niet om aan te tonen dat hij de voorschriften van artikel 9, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet in acht neemt. Bovendien bevat het decreet van 7 november 2013 tal van bepalingen inzake de – vaak gedetailleerde – regeling van de oprichting (artikelen 18 en 20), de samenstelling (artikel 20, tweede lid), de bevoegdheid (artikelen 7 en 18; artikel 20, tweede lid; artikel 21, eerste lid; artikel 70, § 2, tweede lid; artikel 70, § 3, tweede lid; artikel 71, § 2, eerste lid; artikel 73, derde lid; artikel 74, vierde tot zesde lid; artikel 75, § 2, vijfde lid; artikelen 86 tot 91; artikel 97; artikel 105, § 1, vierde lid; artikelen 106, 108, 114, 118 tot 120, 121, 123, 125; artikel 134, derde lid; artikel 136, derde lid; artikel 148, vierde lid; artikel 149, tweede lid; artikelen 152 tot 159), de werking (artikel 21, tweede lid; artikelen 22 tot 34; artikelen 152 tot 159) en het toezicht (artikelen 35, 36, 37 tot 43 en 44 tot 51) op de « ARES ».

B.9.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is artikel 20, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013, door te bepalen dat de « ARES » een « federatie van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap » is, niet bestaanbaar met artikel 27 van de Grondwet, omdat die decretale bepaling met name de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie ertoe verplicht lid te zijn van de « ARES ».

B.9.2. Artikel 27 van de Grondwet bepaalt :

« De Belgen hebben het recht van vereniging; dit recht kan niet aan enige preventieve maatregel worden onderworpen ».

De vrijheid van vereniging waarin artikel 27 van de Grondwet voorziet, heeft tot doel de oprichting van private verenigingen en de deelname aan hun activiteiten te waarborgen. Zij impliceert het recht om zich te verenigen en de interne organisatie van de vereniging vrij te bepalen, maar ook het recht om zich niet te verenigen.

In artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en in artikel 22 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten ligt eveneens het recht van eenieder besloten om verenigingen op te richten, om zich aan te sluiten bij bestaande verenigingen en om hun interne organisatie te bepalen teneinde de beide voormelde rechten te kunnen uitoefenen.

B.9.3. Ondanks het gebruik van de term « federatie » in de bestreden bepaling is de « ARES » geen vereniging waarvan de instellingen voor hoger onderwijs, vrijwillig of gedwongen, lid zouden zijn, maar een publiekrechtelijk rechtspersoon waarin de voormelde onderwijsinstellingen vertegenwoordigd zijn.

B.10. In zoverre de grief betrekking heeft op de woorden « federatie van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap » van artikel 20, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 is hij niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 21 van het decreet van 7 november 2013

B.11. Artikel 21 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De ARES heeft als opdracht :

1° voor de Regering, op eigen initiatief of op aanvraag van deze, een advies van een instelling voor hoger onderwijs of van een academische pool uit te brengen over elk vraagstuk betreffende één van de opdrachten van de instellingen voor hoger onderwijs;

2° door een met redenen omkleed advies een antwoord te brengen op elk voorstel van een pooloverschrijdende academische zone betreffende het aanbod van hoger onderwijs van het korte type, en de Regering machtigingen voor te stellen, waarbij de concurrentie tussen de instellingen, de onderwijsvormen en de academische polen dient te worden beperkt;

3° voor het overige, de Regering voor te stellen het onderwijsaanbod te laten evolueren, na het advies van de betrokken thematische kamers te hebben ingewonnen, op aanvraag van één of meer instellingen of om het advies van de oriëntatieraad gevolg te geven;

4° in haar adviezen te zorgen voor de samenhang van het aanbod en de inhoud van de studies en de opleidingen, waarbij elke onverantwoorde herhaling, optie of specialisatie wordt vermeden;

5° te zorgen voor de materiële organisatie van de gemeenschappelijke toelatingstests, -proeven of -examens;

6° het overleg te organiseren over elk vraagstuk betreffende haar opdrachten en de samenwerkingsverbanden te bevorderen tussen de instellingen voor hoger onderwijs of academische polen, en met andere instellingen of verenigingen van instellingen voor hoger onderwijs of onderzoekinstellingen buiten de Franse Gemeenschap, inzonderheid met federale instellingen en andere Belgische deelstaten;

7° de verbinding te zijn tussen die polen en instellingen en de gemeenschaps-, gewest of federale instellingen of organen, inzonderheid het 'Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur' (AEQES) (Agentschap voor de Evaluatie van het Hoger Onderwijs), de 'Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM)' (Hoge Raad voor Studentenmobiliteit), de 'Conseils de la politique scientifique' (CPS) (Raden voor het wetenschapsbeleid), het 'Fonds de la Recherche scientifique' (FRS-FNRS);

8° in samenwerking met de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de vertegenwoordiging van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap te coördineren in het kader van opdrachten en betrekkingen tussen de Gemeenschappen en op internationaal vlak;

9° de internationale zichtbaarheid van het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap te bevorderen en de internationale betrekkingen van de polen en instellingen te coördineren, inzonderheid inzake onderwijsaanbod en gezamenlijke diplomering;

10° de deelneming van polen en instellingen aan de academische ontwikkelingssamenwerking en alle gelijkaardige en humanitaire projecten te verdelen;

11° de gezamenlijke onderzoeksactiviteiten te bevorderen en adviezen en aanbevelingen uit te brengen over de oriëntering van het wetenschapsbeleid, de aan te wenden middelen ter bevordering van de ontwikkeling en de verbetering van het wetenschappelijk of artistiek onderzoek, en over de deelneming van de Franse Gemeenschap en de instellingen die eronder ressorteren aan nationale of internationale onderzoeksprogramma's of -projecten;

12° in overleg met de doctoraatsscholen bij het FRS-FNRS, de thematische doctoraatsscholen en de doctoraatsopleidingen te organiseren en het reglement op te stellen van de examencommissies belast met het uitreiken, binnen de universiteiten, van de graad van doctor;

13° de studies inzake voortgezette opleiding die leiden tot de toekenning van studiepunten;

14° de bedragen vast te leggen van de inschrijvingsrechten voor de studies en opleidingen die niet bij de wetgeving worden geregeld;

15° de collectieve structuren voor de activiteiten inzake een leven lang leren van het hoger onderwijs te ontwikkelen en te coördineren;

16° op voorstel van daartoe door de ARES opgerichte commissies en van de betrokken instellingen, de referentiesystemen voor de competenties die met de uitgereikte academische graden overeenstemmen, te bepalen, en te bevestigen dat de door de instellingen voorgestelde studieprogramma's worden nageleefd en dat ze in overeenstemming zijn met de andere bepalingen inzake toegang tot het arbeidsproces voor de afgestudeerden;

17° een volledige en objectieve informatie te verstrekken en te verspreiden over de hogere studies in de Franse Gemeenschap, over de uitgereikte bekwaamheidsbewijzen en over de beroepen waartoe ze leiden, en over de competentie- en kwalificatieprofielen op het einde van die studies;

18° een systeem voor de inzameling van statistische gegevens betreffende alle opdrachten van het hoger onderwijs en de toekomst van zijn afgestudeerden te beheren, de syntheseanalyses en een gedetailleerde boardtabel ervan bekend te maken, betreffende zowel de studenten als de personeelsleden, en te zorgen voor de interoperabiliteit van de systemen die een permanent betrouwbaar opvolgen van het persoonlijke traject van de studenten binnen de instelling voor hoger onderwijs mogelijk maken;

19° de inlichtingen in te zamelen betreffende de sociale toestand en het welzijn van de studenten, de diensten en steun die hun worden verleend, de studietoelagen en -leningen en de activiteiten voor steunverlening ter verbetering van de slaagkansen, remediëring, pedagogisch opvolgen, en raadgeving en begeleiding van de persoonlijke studietrajecten;

20° de doeltreffendste maatregelen en de goede praktijken inzake steunverlening ter verbetering van de slaagkansen van studenten en pedagogische ondersteuning van leerkrachten, te bepalen, en de toepassing ervan te bevorderen binnen de academische polen en de instellingen;

21° als informatiebron te dienen voor het 'Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur' (AEQES) (Agentschap voor de Evaluatie van het Hoger Onderwijs), de 'Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM)' (Hoge Raad voor Studentenmobiliteit), de instellingen voor hoger onderwijs, alsook voor de commissarissen en afgevaardigden van de Regering bij die instellingen;

22° voor de materie hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap en in samenwerking met de administratie ervan, de bepalingen vervat in de Verordening (EG) nr. 452/2008 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de productie en ontwikkeling van statistieken over onderwijs en een leven lang leren toe te passen;

23° studies en wetenschappelijk onderzoek uit te voeren of te laten uitvoeren betreffende het hoger onderwijs, meer bepaald de studentenbevolking, de studietrajecten, de voorwaarden voor het slagen en de uitgereikte diploma's, op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

24° meer in het algemeen, bij te dragen tot de ontwikkeling van instrumenten voor de analyse en de evaluatie van het hoger onderwijs, een inventaris op te zetten en bij te houden van de studies en het wetenschappelijk onderzoek op dat gebied en te waken over de goede werking van die instrumenten die in de Franse Gemeenschap, op Europees of internationaal niveau worden ontwikkeld;

25° een administratieve en logistieke steun te verlenen voor elke opdracht van de instellingen voor hoger onderwijs of de academische polen, op hun aanvraag en met de instemming van haar raad van bestuur, of die haar bij de wetgeving wordt toevertrouwd.

Elke aanvraag om advies of voorstel die krachtens die bepalingen wordt ingediend, moet worden onderzocht en moet het advies worden gezet op de agenda van de eerstvolgende vergadering van de raad van bestuur van de ARES die met ten minste veertien dagen volgt op de datum van de ontvangst van de aanvraag. Om gemotiveerde dringende redenen, kan de Regering een advies van de ARES binnen een kortere termijn aanvragen; het uitvoerend bureau moet dan dringend eraan gevolg geven.

De Regering geeft een bijzondere motivatie van haar beslissing, wanneer ze van het advies van de ARES afwijkt ».

Wat artikel 21, eerste lid, 2°, betreft

B.12.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 vorderen de vernietiging van artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet van 7 november 2013 in zoverre het de « ARES » ertoe verplicht erover te waken de concurrentie tussen de instellingen en de onderwijsvormen te beperken, wanneer zij machtigingen aan de Franse Gemeenschapsregering voorstelt.

B.12.2. De « onderwijsvorm » wordt gedefinieerd als de « specificiteit in de organisatie van studies in verband met het type onthaalinstelling; universiteit, hogeschool, hogere kunstschool of instelling voor sociale promotie » (artikel 15, § 1, eerste lid, 39°, van hetzelfde decreet).

Een machtiging is de « bevoegdheid die bij decreet aan een instelling voor hoger onderwijs toegekend wordt op een bepaald grondgebied een studieprogramma te organiseren, een academische graad toe te kennen en de ermee gepaard gaande getuigschriften en diploma's uit te reiken » (artikel 15, § 1, eerste lid, 42°, van hetzelfde decreet).

B.12.3.1. Artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet van 7 november 2013 regelt geenszins het statuut van de hoogleraren.

Ook al zou de toepassing ervan gevolgen kunnen hebben voor de situatie van de ene of de andere verzoekende partij in de zaak nr. 5933, dan nog zou die bepaling haar situatie niet rechtstreeks kunnen raken, omdat zij enkel een algemene institutionele regel in verband met de organisatie van het hoger onderwijs vaststelt.

B.12.3.2. Aangezien artikel 2 van dat decreet, aangehaald in B.2.1, niet tot doel heeft het personele toepassingsgebied van alle bepalingen van het decreet van 7 november 2013 te definiëren, kan het niet worden gebruikt om het personele toepassingsgebied van rechten en verplichtingen die zijn vervat in andere decretale bepalingen die geenszins tot doel hebben de situatie van de hoogleraar aan een universiteit te regelen, uit te breiden tot die hoogleraar.

De verzoekende partijen zetten niet uiteen hoe een wijziging van de regels inzake de organisatie van het hoger onderwijs door de decreetgever hun eigen reputatie of geloofwaardigheid bij hun buitenlandse collega's rechtstreeks zou kunnen raken.

B.12.4. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben geen belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet van 7 november 2013.

Wat artikel 21, eerste lid, 4°, betreft

B.13.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet artikel 21, eerste lid, 4°, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs omdat die decretale bepaling aan de « ARES » de bevoegdheid zou overdragen van de inrichtende machten van het katholiek onderwijs om het aanbod van de door hun instellingen aan de studenten voorgestelde studies en opleidingen te organiseren en de inhoud ervan te bepalen.

B.13.2.1. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om « in haar adviezen » rekening te houden met de wens van de decreetgever om te zorgen voor de « samenhang » van het aanbod van de studies en de opleidingen in de Franse Gemeenschap, alsook voor de « samenhang » van de inhoud van die studies en van die opleidingen, « waarbij elke onverantwoorde herhaling, optie of specialisatie wordt vermeden ».

B.13.2.2. Uit artikel 21 blijkt dat de « ARES » als opdracht heeft adviezen uit te brengen over « elk vraagstuk betreffende één van de opdrachten van de instellingen voor hoger onderwijs » (artikel 21, eerste lid, 1°, van het decreet van 7 november 2013), over « elk voorstel van een pooloverschrijdende academische zone betreffende het aanbod van hoger onderwijs van het korte type » (artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet van 7 november 2013) en over « de oriëntering van het wetenschapsbeleid, de aan te wenden middelen ter bevordering van de ontwikkeling en de verbetering van het wetenschappelijk of artistiek onderzoek, en over de deelneming van de Franse Gemeenschap en de instellingen die eronder ressorteren aan nationale of internationale onderzoeksprogramma's of -projecten » (artikel 21, eerste lid, 11°, van hetzelfde decreet).

B.13.2.3. Artikel 21, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 bepaalt dat de Franse Gemeenschapsregering een bijzondere motivering voor haar beslissing geeft wanneer zij afwijkt van de adviezen van de « ARES » die op grond van die bepaling zijn gegeven.

B.13.2.4. De instellingen voor hoger onderwijs zijn « autonoom ten opzichte van [...] de ARES » (artikel 19, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013), die haar opdrachten uitvoert « zonder de autonomie van de instellingen voor hoger onderwijs in het gedrang te brengen » (artikel 20, tweede lid, van hetzelfde decreet).

B.13.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling aan de « ARES » geen enkele beslissingsbevoegdheid toekent.

Zij kent haar evenmin de bevoegdheid toe om het onderwijsaanbod van sommige instellingen of de inhoud van de door die laatste georganiseerde studies en opleidingen te bepalen.

De bestreden bepaling heeft niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.13.4. De grief is niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 5°, van het decreet betreft

B.14.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5927, 5928 en 5929 doet artikel 21, eerste lid, 5°, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat het de hogescholen, hogere kunstscholen en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie zou beletten de inhoud te bepalen van de toelatingsproeven die gemeenschappelijk zijn voor de betrokken onderwijsinstellingen en om het ogenblik van de organisatie ervan te kiezen, of omdat de bestreden bepaling sommige regels inzake de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie zou tegenspreken of daarmee onverenigbaar zou zijn.

B.14.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om te zorgen voor de « materiële organisatie » van de « toelatingsproeven » die gemeenschappelijk zijn voor alle instellingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap die bij die proeven betrokken zijn.

De « toelating » is het « administratief en academisch proces dat tot doel heeft na te gaan of een student voldoet aan de criteria op grond waarvan hij ertoe wordt toegelaten een bepaalde studiecycclus te ondernemen en er de eventuele aanvullende voorwaarden van te bepalen » (artikel 15, § 1, eerste lid, 4°, van het decreet van 7 november 2013).

B.14.3.1. De bestreden bepaling heeft niet tot doel een toelatingsproef in te voeren.

Een dergelijke proef heeft tot doel na te gaan of de personen bekwaam zijn om de studies te volgen die zij wensen aan te vatten.

Noch de keuze van het ogenblik van die proef, noch de bepaling van de inhoud ervan, maken deel uit van de « materiële organisatie » ervan.

B.14.3.2. Artikel 31 van het decreet van 16 april 1991 « houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie » bepaalt :

« In elke inrichting treft de Studieraad binnen de perken en de voorwaarden vastgelegd door de referatdossiers en de algemene regeling van de studies, de beslissingen aangaande :

1° het toelaten van de leerlingen;

2° de pedagogische begeleiding van de leerlingen;

3° de bekrachtiging van de studies;

4° het uitreiken van het diploma dat overeenstemt met het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs ».

Het gegeven dat die bepaling zou kunnen worden tegengesproken door de bestreden bepaling of dat andere regels inzake de inrichting van het onderwijs voor sociale promotie onbestaanbaar kunnen zijn met de bestreden bepaling, volstaat niet om aan te tonen dat die laatste afbreuk doet aan de vrijheid van onderwijs.

Bovendien maakt artikel 31 van het decreet van 16 april 1991 deel uit van de bepalingen van het decreet die de organisatie van het secundair onderwijs voor sociale promotie regelen.

B.14.3.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.14.4. De grieven zijn niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 6°, van het decreet betreft

B.15.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet artikel 21, eerste lid, 6°, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat die decretale bepaling - door aan de « ARES » de opdracht toe te kennen de samenwerkingsverbanden te bevorderen tussen de instellingen voor hoger onderwijs of tussen de academische polen, alsook met de instellingen buiten de Franse Gemeenschap - de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, zou beletten een samenwerking met andere onderwijsinstellingen te overwegen of uit te voeren zonder vooraf de instemming van de « ARES » te hebben verkregen.

B.15.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » onder meer de opdracht toe om « de samenwerkingsverbanden te bevorderen » tussen de instellingen voor hoger onderwijs of de academische polen, alsook met andere instellingen voor hoger onderwijs buiten de Franse Gemeenschap, zoals federale instellingen of instellingen die vallen onder andere deelentiteiten.

Die opdracht inzake het bevorderen van de samenwerkingsverbanden tussen de instellingen voor hoger onderwijs of tussen academische polen belet de betrokken onderwijsinstellingen geenszins om daarnaast de samenwerking met andere instellingen na te streven of die te onderhouden. Zij kent aan de « ARES » noch de bevoegdheid toe om dergelijke gemeenschappelijke acties toe te staan of te controleren, noch de bevoegdheid om de instellingen voor hoger onderwijs ertoe te verplichten tegen hun wil samen te werken.

B.15.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.15.4. De grief is niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 8°, van het decreet betreft

B.16.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet artikel 21, eerste lid, 8°, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat het, door aan de « ARES » de opdracht toe te kennen om de instellingen voor hoger onderwijs op internationaal vlak te vertegenwoordigen, de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie zou beletten hun partners in andere lidstaten van de Europese Unie vrij te kiezen en de mobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs zou belemmeren.

B.16.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om onder meer « de vertegenwoordiging van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap te coördineren », in het kader van internationale « opdrachten » en internationale « betrekkingen ».

De coördinatie van de vertegenwoordiging van instellingen voor hoger onderwijs in het kader van internationale opdrachten of betrekkingen kent aan de « ARES » niet de bevoegdheid toe om die instellingen op internationaal vlak te vertegenwoordigen.

B.16.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.16.4. De grief is niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 9°, van het decreet betreft

B.17.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet artikel 21, eerste lid, 9°, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat het de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie zou beletten nieuwe bevoorrechte internationale betrekkingen aan te gaan of reeds bestaande te onderhouden, en omdat het een « mechanisme van voorwaardelijke machtiging » invoert.

B.17.2.1. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » onder meer de opdracht toe om « de internationale zichtbaarheid van het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap te bevorderen » en « de internationale betrekkingen » van de instellingen voor hoger onderwijs « te coördineren, inzonderheid inzake onderwijsaanbod en gezamenlijke diplomering ».

De « gezamenlijke diplomering » is een « bijzondere vorm van co-organisatie van gezamenlijke studies waarvoor alle partners in de Franse Gemeenschap die aan gezamenlijke diplomering doen voor die studies daartoe gemachtigd of samen gemachtigd zijn, waarvan de leeractiviteiten gezamenlijk worden georganiseerd, beheerd en verstrekt, en waarvoor een collegiale bekrachtiging voor het slagen ervoor wordt verleend, leidend tot het uitreiken van een uniek diploma of van diploma's die worden uitgereikt volgens de wetgeving die elke partner eigen is » (artikel 15, § 1, eerste lid, 18°, van het decreet van 7 november 2013). De « co-organisatie » is een « partnerschap tussen twee of meer instellingen die zich, door middel van een overeenkomst, bereid verklaren om werkelijk deel te nemen aan de administratieve en academische organisatie van de leeractiviteiten van een opleiding of van een gezamenlijk studieprogramma waartoe ten minste één [instelling] gemachtigd is; een dergelijke overeenkomst kan betrekking hebben op het aanbod en de organisatie van cursussen, de uitwisseling van personeelsleden of van infrastructuur » (artikel 15, § 1, eerste lid, 22°, van hetzelfde decreet).

Voor haar opdrachten inzake internationale betrekkingen werkt de « ARES » onder meer samen met de instellingen voor hoger onderwijs (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 17).

B.17.2.2. De bevordering, door de « ARES », van de « internationale zichtbaarheid » van het in de Franse Gemeenschap ingerichte hoger onderwijs en de coördinatie, door hetzelfde publieke orgaan, van de internationale betrekkingen van de instellingen voor hoger onderwijs belet die laatstgenoemde niet nieuwe bevoorrechte internationale betrekkingen aan te gaan of de reeds bestaande te onderhouden.

Het decreet van 7 november 2013 « houdt rekening met de voorgeschiedenis van de instellingen voor hoger onderwijs, met hun autonomie en met hun legitieme streven om hun samenwerkingen, die soms decennia geleden zijn aangegaan, vrij te kunnen voortzetten » (*ibid.*, p. 9; *ibid.*, nr. 537/3, p. 8). De instellingen voor hoger onderwijs waarop dat decreet van toepassing is, kunnen met buiten de Franse Gemeenschap gevestigde instellingen overeenkomsten sluiten met betrekking tot de organisatie van sommige cursussen en werkzaamheden (artikel 81 van het decreet van 7 november 2013), een « partnerschap » aangaan met buitenlandse instellingen of instellingen die buiten de Gemeenschap zijn gevestigd, en in voorkomend geval met hen « samenwerkingsovereenkomsten » sluiten over de « gezamenlijke organisatie » van « leeractiviteiten » of van een gezamenlijk studieprogramma dat kan leiden tot een « gezamenlijke diplomering » (artikel 82 van hetzelfde decreet).

De bestreden bepaling voert evenwel noch rechtstreeks, noch indirect een « mechanisme van voorwaardelijke machtiging » in.

B.17.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.17.4. De grief is niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 12°, van het decreet betreft

B.18.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 vorderen de vernietiging van artikel 21, eerste lid, 12°, van het decreet van 7 november 2013 in zoverre het aan de « ARES » de opdracht toekent thematische doctoraatscholen en doctoraatsopleidingen te organiseren.

B.18.2. Een doctoraatschool is een « coördinatiestructuur die als opdracht heeft de oprichting van thematische doctoraatscholen op haar gebied toe te laten, te bevorderen en te stimuleren » (artikel 15, § 1, eerste lid, 30°, van het decreet van 7 november 2013), terwijl een « thematische doctoraatschool » een « onderzoeks- en onderwijsstructuur [is], belast met het verstrekken van de doctoraatsopleiding op de studiegebieden van de doctoraatscholen waaronder ze ressorteert » (artikel 15, § 1, eerste lid, 31°, van hetzelfde decreet).

De « FRS-FNRS » is het « ' Fonds de la Recherche scientifique ' bedoeld bij het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het onderzoek door het ' Fonds national de la Recherche scientifique ' » (artikel 15, § 1, eerste lid, 40°, van hetzelfde decreet).

De graad van « doctor (DOC) » is de « academische graad van niveau 8 die de studies van de derde cyclus bekrachtigt, uitgereikt door een universiteit en behaald na verdediging van een proefschrift overeenkomstig artikel 71-§ 2 » (artikel 15, § 1, eerste lid, 29°, van hetzelfde decreet).

B.18.3.1. De door artikel 24, § 1, van de Grondwet gewaarborgde vrijheid van onderwijs is niet onbegrensd en verzet zich niet ertegen dat de decreetgever, met het oog op het verzekeren van de kwaliteit van het met overheidsmiddelen verstrekte onderwijs, maatregelen neemt die op de onderwijsinstellingen van algemene toepassing zijn.

B.18.3.2. In de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet wordt aangegeven :

« om die samenhang en de naleving van de opdrachten van het hoger onderwijs in zijn geheel te waarborgen, verkrijgt [de ARES] bepaalde verantwoordelijkheden voor eigen acties, inzake regulering en controle van het systeem. De ARES zal aldus met name worden belast met de competentiereferentiesystemen voor het hoger onderwijs, met de erkenning van de gecertificeerde voortgezette opleidingen, met de thematische doctorale scholen of met de organisatie van de gemeenschappelijke proeven » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/3, p. 10).

De aan de « ARES » toevertrouwde opdracht is een opdracht inzake de inrichting van de thematische doctorale scholen en van de doctorale opleidingen die moet gebeuren in overleg met de doctorale scholen bij het « FRS-FNRS », waarbij de machtiging om de graad van doctor uit te reiken, voorbehouden blijft aan elke universiteit luidens artikel 91, tweede lid, van het bestreden decreet. Zij kan niet worden geacht een onverantwoorde aantasting van de vrijheid van onderwijs te zijn.

B.18.4. De grieven zijn niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 13°, van het decreet betreft

B.19. De « studies inzake voortgezette opleiding » waarvan sprake is in die bepaling, zijn een « gestructureerd geheel van leeractiviteiten die door een instelling voor hoger onderwijs worden georganiseerd, maar die niet leiden tot een bekwaamheidsbewijs of een academische graad, met uitzondering van sommige studies voor sociale promotie, dat tot doel heeft de verworven competenties en kennis van de gediplomeerden van het hoger onderwijs of van personen die gelijkaardige professionele of persoonlijke verworven competenties en kennis kunnen laten gelden, aan te vullen, uit te breiden, te verbeteren, bij te werken of te vervolmaken » (artikel 15, § 1, eerste lid, 34°, van het decreet van 7 november 2013).

Vóór de wijziging ervan bij artikel 34 van het decreet van 25 juni 2015 « tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het hoger onderwijs » bepaalde artikel 66 van het decreet van 7 november 2013 :

« [...] »

§ 2. De studies van voortgezette opleiding bieden aan de gediplomeerden van het hoger onderwijs en de personen die de verworven kennis en vaardigheden op professioneel of persoonlijk niveau in aanmerking kunnen laten nemen of gelijkwaardig personeel, op het einde van hun initiële opleiding of levenslang en met een persoonlijk, maatschappelijk of beroepsdoel, gestructureerde gehelen van leeractiviteiten met als doel het vervolledigen, uitbreiden, verbeteren, actualiseren of de vervolmaking van hun kennis, knowhow, vaardigheden en kwalificaties, verworven zowel tijdens hun vorige studies als door hun persoonlijke of beroepservaring.

Deze studies kunnen tot de uitreiking leiden van diploma's, bekwaamheidsbewijzen, getuigschriften of attesten, naargelang hun inhoud en hun statuut. Het gaat om studies van de eerste of tweede cyclus naargelang van het niveau van de leeractiviteiten die ze bevatten.

[...]

§ 4. Voor de studies en de opleidingen bedoeld bij de paragrafen 2 en 3, dragen het inschrijvingsgeld gevegd van de studenten, de mogelijke specifieke financiering en de eigen vermogensmiddelen bestemd door de instelling bij tot de dekking van de kosten die gepaard gaan met de organisatie van dit onderwijs. Deze bepaling is niet van toepassing op de opleiding van het CAPAES noch op de opleidingen ingericht door de Instellingen voor sociale promotie ».

B.20.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5927, 5928, 5929 en 5933 doet artikel 21, eerste lid, 13°, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat het zou beletten studies inzake voortgezette opleiding vrij te organiseren.

B.20.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om « de studies inzake voortgezette opleiding [te erkennen] die leiden tot de toekenning van studiepunten ».

Artikel 74, vijfde lid, van het decreet van 7 november 2013 bepaalt, in verband met die studies :

« Het slagen voor deze studies wordt niet met een academische graad bekrachtigd. Ze kunnen het uitreiken toelaten van sommige getuigschriften en de toekenning van studiepunten aan de studenten die overeenstemmen met de met succes gevolgde studies, indien ze minstens betrekking hebben op 10 studiepunten en dezelfde criteria in acht nemen inzake organisatie, toegang, inhoud en kwaliteit als de studies die tot academische graden leiden. Deze overeenstemming wordt door de ARES bevestigd ».

Uit die tekst, in samenhang gelezen met de bestreden bepaling, blijkt dat die laatste aan de « ARES » niet de opdracht toekent om alle studies inzake voortgezette opleiding te erkennen.

De erkenning waarvan sprake is in de bestreden bepaling is alleen vereist om de toekenning van studiepunten mogelijk te maken in geval van het slagen voor de studies, waarvan de organisatie zelf door die bepaling niet afhankelijk is gemaakt van een goedkeuring van de « ARES ».

B.20.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.20.4. De grieven zijn niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 14°, van het decreet betreft

B.21.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 vorderen de vernietiging van artikel 21, eerste lid, 14°, van het decreet.

B.21.2. Artikel 21, eerste lid, 14°, van het decreet van 7 november 2013 regelt niet het statuut van de hoogleraren.

Bovendien, zelfs indien de toepassing ervan gevolgen kon hebben voor de situatie van de ene of de andere verzoekende partij, dan nog zou die bepaling hun situatie niet rechtstreeks kunnen aantasten, omdat zij alleen een algemene regel vaststelt inzake de financiering van de « studies » en « opleidingen ».

B.21.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben derhalve geen belang erbij de vernietiging te vorderen van artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van 7 november 2013.

B.22.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5927 en 5928 zou artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van 7 november 2013, door aan de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende macht van een hogeschool of van een hogere kunstschool het recht te ontnemen om het bedrag van de inschrijvingsrechten voor de door die instellingen ingerichte studies en opleidingen te bepalen, afbreuk doen aan de vrijheid van onderwijs die is gewaarborgd bij artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet.

B.22.2. Artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet bepaalt :

« Het onderwijs is vrij; elke preventieve maatregel is verboden; [...] ».

B.22.3.1. De bij artikel 24, § 1, van de Grondwet gewaarborgde vrijheid van onderwijs impliceert voor privépersonen de mogelijkheid om, zonder voorafgaande toestemming en onder voorbehoud van de inachtneming van de fundamentele rechten en vrijheden, naar eigen inzicht onderwijs in te richten en te laten verstrekken, zowel naar de vorm als naar de inhoud, bijvoorbeeld door scholen op te richten die hun eigenheid vinden in bepaalde pedagogische of onderwijskundige opvattingen. Die vrijheid impliceert onder meer de vrijheid voor de inrichtende macht van een instelling voor hoger onderwijs die niet door een overheid is ingericht, haar eigen inschrijvingsbeleid te voeren.

Die vrijheid belet evenwel niet dat de bevoegde wetgever, teneinde de kwaliteit en de gelijkwaardigheid te verzekeren van het verplichte onderwijs of van het onderwijs dat met overheidsmiddelen wordt verstrekt, maatregelen vermag te nemen die op de onderwijsinstellingen in het algemeen van toepassing zijn, ongeacht de eigenheid van het door hen verstrekte onderwijs.

B.22.3.2. De in artikel 24, § 1, van de Grondwet gedefinieerde vrijheid van onderwijs veronderstelt dat de inrichtende machten die niet rechtstreeks van de gemeenschap afhangen, onder bepaalde voorwaarden aanspraak kunnen maken op subsidiëring vanwege de gemeenschap.

Het recht op subsidiëring wordt beperkt, enerzijds, door de mogelijkheid voor de gemeenschap om de subsidies te verbinden aan vereisten die te maken hebben met het algemeen belang, onder andere die van een kwaliteits-onderwijs, de inachtneming van normen in verband met de schoolbevolking en de gelijke toegang tot het onderwijs en, anderzijds, door de noodzaak om de beschikbare financiële middelen te verdelen onder de verschillende opdrachten van de gemeenschap.

De vrijheid van onderwijs kent bijgevolg beperkingen en verhindert niet dat de decreetgever voorwaarden van financiering en subsidiëring oplegt die de uitoefening van die vrijheid beperken.

Dergelijke maatregelen kunnen als dusdanig niet worden beschouwd als een inbreuk op de vrijheid van onderwijs. Dit zou wel het geval zijn wanneer zou blijken dat de concrete beperkingen die daardoor aan die vrijheid worden gesteld, niet adequaat of onevenredig zouden zijn ten aanzien van het nagestreefde doel.

B.22.3.3. Een bepaling die het inschrijvingsgeld voor de voortgezette academische opleidingen betreft, behoort tot de inrichting van het onderwijs.

B.22.4. De bevoegdheid om het bedrag van de « inschrijvingsrechten voor de studies en opleidingen » vast te stellen, die artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van 7 november 2013 aan de « ARES » toekent, is beperkt tot de bedragen « die niet bij de wetgeving worden geregeld ».

B.22.5.1. Ten aanzien van de studies bepaalt artikel 105, § 1, van hetzelfde decreet :

« Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de studies wordt bij decreet bepaald.

Deze bedragen omvatten de inschrijving op de rol, de inschrijving voor het academiejaar en de inschrijving voor de proeven en examens ingericht gedurende dit academiejaar. Geen enkel aanvullend geld kan gevraagd worden.

In iedere instelling voor hoger onderwijs wordt een overlegcommissie belast met het opstellen van de lijst van de kosten geraamd in functie van de werkelijke kosten van de goederen en diensten geleverd aan de studenten en die niet beschouwd worden als inning van een aanvullend inschrijvingsgeld. Deze kosten worden in het studiereglement vermeld van elke instelling. Deze commissie wordt samengesteld, in gelijke delen, uit vertegenwoordigers van de academische autoriteiten, de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de instelling en de vertegenwoordigers van de studenten. In de Hogere Kunstschoolen en de hogescholen, komen de vertegenwoordigers van de studenten uit de Studententraad. De Commissaris of Afgevaardigde van de Regering woont de werkzaamheden van deze commissie bij.

Voor de studenten die niet in aanmerking komen voor een financiering, met uitzondering van deze die afkomstig zijn uit landen van de Europese Unie, uit minder gevorderde landen - opgenomen op de LDC (Least Developed Countries) lijst van de UNO - of uit landen waarmee de Franse Gemeenschap een overeenkomst heeft gesloten ertoe strekkend de gelijkheid te verklaren van het inschrijvingsgeld van die studenten met dat van studenten die voor financiering in aanmerking komen, bepaalt de ARES de bedragen van het inschrijvingsgeld, zonder dat dit geld vijf keer het bedrag van het inschrijvingsgeld bedoeld bij het eerste lid mag overschrijden.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de studies die tot een gezamenlijke diplomering leiden ingericht in het kader van bijzondere cursussen bepaald door de Europese Unie ».

B.22.5.2. De toekenning, aan de « ARES », van de opdracht om, in de voormelde mate, het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de studies vast te stellen, beperkt de vrijheid van onderwijs van de inrichtende macht van een hogeschool of van een hogere kunstschool die afhangt van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs.

Die bevoegdheidsdelegatie aan de « ARES » is verantwoord door de wil om « een homogeniteit te verzekeren van de bedragen die worden gevorderd van alleen de studenten voor wie zij niet bij de wetgeving zijn vastgesteld » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 17).

B.22.5.3. Uit het voormelde artikel 105, § 1, in samenhang gelezen met de bestreden bepaling, blijkt dat de « ARES » het bedrag van het inschrijvingsgeld alleen vaststelt voor sommige categorieën van « studenten die niet in aanmerking komen voor een financiering », waarbij het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de studenten in de regel bij decreet is vastgesteld.

Gelet op die grenzen is de beperking van de vrijheid van onderwijs door de bestreden bepaling niet onevenredig met het nagestreefde doel.

B.22.5.4. In zoverre zij betrekking hebben op de machtiging die artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van 7 november 2013 aan de « ARES » toekent om « de bedragen vast te leggen van de inschrijvingsrechten voor de studies [...] die niet bij de wetgeving worden geregeld », zijn de grieven niet gegrond.

B.22.6.1. In verband met de opleidingen bepaalt artikel 66, § 3, van het decreet van 7 november 2013 :

« De instellingen voor hoger onderwijs kunnen ook *andere* activiteiten inrichten of opleidingen die tot geen van deze categorieën behoren [' hogere studies [ingericht] in drie cyclussen ' (§ 1) en ' studies van voortgezette opleiding ' (§ 2)]; deze worden niet door een bekwaamheidsbewijs of een academische graad bekrachtigd en leiden niet tot de uitreiking van een diploma of een getuigschrift ».

Noch de « doctorale opleidingen », die behoren tot de derde cyclus, noch de « studies van voortgezette opleiding », uitdrukkelijk van de categorie van de opleidingen uitgesloten bij het voormelde artikel 66, § 3, van het decreet, noch de « theoretische vorming en praktische vorming die aan de kandidaten voor het GPBHO worden verstrekt door de verantwoordelijken voor de vorming » van het GPBHO (artikel 2, 2^o, van een decreet van 17 juli 2002) (getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs) behoren dus tot de categorie van de opleidingen beoogd door artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van 7 november 2013. Alleen de niet-gesubsidieerde opleidingen zonder getuigschrift blijven over.

B.22.6.2. Het inschrijvingsgeld voor die opleidingen verstrekt door de instellingen voor hoger onderwijs draagt bij tot « de dekking van de kosten die gepaard gaan met de organisatie van dit onderwijs », naast « de mogelijke specifieke financiering » en « de eigen vermogensmiddelen bestemd door de instelling » (artikel 66, § 4, van het decreet van 7 november 2013).

Het decreet van 7 november 2013 preciseert niet of dat inschrijvingsgeld integraal of gedeeltelijk wordt vastgesteld « bij de wetgeving ».

B.22.6.3. De toekenning, aan de « ARES », van de opdracht om, in de voormelde mate, het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de opleidingen vast te stellen, beperkt de vrijheid van onderwijs van de instellingen voor hoger onderwijs.

B.22.6.4. Uit artikel 66, § 4, in samenhang gelezen met de bestreden bepaling, blijkt dat de beoogde opleidingen niet vallen onder de studies en opleidingen die overheidsmiddelen genieten en leiden tot het uitreiken van een diploma of getuigschrift.

Aldus worden opleidingen beoogd zoals studiedagen, colloquia, bijscholingen of programma's gefinancierd met eigen middelen, door middel van sponsoring of het innen van inschrijvingsgeld.

Hieruit vloeit voort dat de verantwoordingen die het Hof heeft aanvaard en in herinnering zijn gebracht in B.22.3.1 en B.22.3.2 voor de beperking van de vrijheid van onderwijs, niet bestaan voor die opleidingen.

B.22.6.5. Gelet op die kenmerken is de beperking van de vrijheid van onderwijs door de bestreden bepaling niet evenredig met het nagestreefde doel.

B.22.6.6. In zoverre zij betrekking hebben op de machtiging die artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van 7 november 2013 aan de « ARES » toekent om « de bedragen vast te leggen van de inschrijvingsrechten voor de [...] opleidingen die niet bij de wetgeving worden geregeld », zijn de grieven gegrond. De woorden « en opleidingen » in artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van 7 november 2013 dienen te worden vernietigd.

Wat artikel 21, eerste lid, 15^o, van het decreet betreft

B.23.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet artikel 21, eerste lid, 15^o, van het decreet van 7 november 2013, door de « ARES » verantwoordelijk te maken voor de oprichting, de ontwikkeling en de coördinatie van collectieve structuren van het hoger onderwijs, afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat het de inrichtende machten, met uitzondering van de overheden, van hogescholen, van hogere kunstscholen of van instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie ertoe zou verplichten leeractiviteiten voor te stellen die plaatshebben in het kader van die collectieve structuren.

B.23.2.1. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om « de collectieve structuren voor de activiteiten inzake een leven lang leren van het hoger onderwijs te ontwikkelen en te coördineren ».

B.23.2.2. De leeractiviteiten omvatten « lessen ingericht door de instelling, inzonderheid meesterlessen, begeleidde oefeningen, praktische werkzaamheden, laboratoriumwerkzaamheden, seminars, creatieoefeningen en onderzoek in ateliers, uitstapjes, bezoekuitstapjes en stages », « individuele of groepsactiviteiten, inzonderheid voorbereidings-sessies, werkzaamheden, informatieopzoeking, eindstudiewerk, projecten en activiteiten ter beroepsinschakeling », « studie, zelfopleidingsactiviteiten en activiteiten voor de persoonlijke verrijking », alsook « het verwerven van competenties in een onderneming in het kader van het alternerend onderwijs » (artikel 76, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013, gewijzigd bij artikel 85 van het decreet van 11 april 2014 « houdende wijziging van verschillende bepalingen inzake hoger onderwijs »).

B.23.2.3. Op 13 maart 2014 hebben het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap een samenwerkingsakkoord gesloten « betreffende de oprichting en de ontwikkeling van collectieve structuren van het hoger onderwijs voor de activiteiten inzake een voortgezette vorming en een leven lang leren ». Dat akkoord, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een instemming bij een decreet van de Franse Gemeenschap van 11 april 2014 en bij een decreet van het Waalse Gewest van 24 april 2014, is in werking getreden op 24 juli 2014.

Een « collectieve structuur van het hoger onderwijs voor de activiteiten inzake een voortgezette vorming en een leven lang leren » is een « platform dat kwaliteitsvolle infrastructuren en uitrustingen aanbiedt ten behoeve van de inrichtingen van het hoger onderwijs om, in co-organisatie en/of met gezamenlijke diplomering, een voortgezet opleidingsaanbod te ontwikkelen ten einde op de plaatselijke sociaal-economische behoeften in te spelen » (artikel 2, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 13 maart 2014). Dat aanbod « moet [...] het opleidingsaanbod van de inrichtingen van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs [...] aanvullen en niet met laatstgenoemd aanbod concurreren » (artikel 2, vierde lid, van hetzelfde samenwerkingsakkoord).

De opdracht van die collectieve structuren, die wordt gedefinieerd om het voormelde aanbod inzake voortgezette opleiding te verzekeren, bestaat in « de organisatie van de ontmoeting en het overleg tussen inrichtingen van het hoger onderwijs (universiteiten, hogescholen, inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie), de FOREm en het IFAPME, alsook met de ondernemingen of groepen van plaatselijke ondernemingen, de beroepssectoren en de intercommunales voor economische ontwikkeling », in « de bevordering van de opmaking en de planificatie in co-organisatie en/of met gezamenlijke diplomering door de inrichtingen van het hoger onderwijs van een voortgezette buurtopleiding die inspeelt op de plaatselijke socio-economische behoeften », in « de terbeschikkingstelling van de aangepaste infrastructuren en uitrusting van de inrichtingen van het hoger onderwijs, en van de partneroperatoren om die voortgezette opleiding te ontwikkelen », in « het opmaken van een catalogus van de opleidingen georganiseerd binnen de collectieve structuur van het hoger onderwijs » en in « de ontwikkeling van proef- en innoverende acties op het gebied van de voortgezette opleiding en het leven lang leren » (artikel 3, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord).

De oprichting van een collectieve structuur van het hoger onderwijs vloeit voort uit de uitoefening van de vrijheid van vereniging door de instellingen voor hoger onderwijs (artikel 4, tweede lid, a), van het samenwerkingsakkoord van 13 maart 2014 en artikel 5, eerste lid, van hetzelfde akkoord).

B.23.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat noch de « ARES », noch de collectieve onderwijsstructuren die die openbare instelling uitsluitend moet « ontwikkelen » of « coördineren », leeractiviteiten inrichten die de instellingen voor hoger onderwijs, die niet vrij ervoor hebben gekozen om lid te worden van dergelijke structuren, zouden moeten voorstellen.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.23.4. De grief is niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 16^o, van het decreet betreft

B.24.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5927 en 5929, doet artikel 21, eerste lid, 16^o, van het decreet van 7 november 2013, door aan de « ARES » de opdracht toe te vertrouwen om te bevestigen dat de studieprogramma's in overeenstemming zijn met de referentiesystemen voor de competenties, afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat het van de « ARES » rechter en partij maakt en de « ARES » niet zou toelaten een « globale samenhang » te verzekeren.

B.24.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om, enerzijds, de « naleving » te « bevestigen » van de « referentiesystemen voor de competenties » door de door de instellingen voorgestelde studieprogramma's en, anderzijds, de « overeenstemming » te « bevestigen » van die referentiesystemen « met de andere bepalingen inzake toegang tot het arbeidsproces voor de afgestudeerden ».

Een « referentiesysteem voor de competenties » is een « gestructureerd geheel van competenties eigen aan een academische graad, een bekwaamheidsbewijs of een kwalificatie » (artikel 15, § 1, eerste lid, 60^o, van het decreet van 7 november 2013). Een « studieprogramma » is het « geheel van de leeractiviteiten, gegroepeerd in onderwijseenheden, waarvan sommige verplicht zijn, andere naar keuze van elke ingeschreven leerling, dat in overeenstemming is met het referentiesysteem voor de competenties van een studiecyclus », met dien verstande dat « het programma [...] de ermee gepaard gaande studiepunten en de organisatie van het tijdschema en van het voorvereiste of medevereiste van de verschillende onderwijseenheden [bepaalt] » (artikel 15, § 1, eerste lid, 58^o, van hetzelfde decreet).

B.24.3. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever heeft gewenst om aan een « transparant publiek orgaan dat wordt beheerd door de spelers » van het onderwijs opdrachten toe te kennen die tot dan toe niet werden uitgevoerd door het ministerie van de Franse Gemeenschap wegens een « lacune in de aan de administratie toegekende opdrachten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/3, p. 39).

De vrijheid van onderwijs belet niet dat de bevoegde wetgever, teneinde de kwaliteit en de gelijkwaardigheid van het onderwijs te waarborgen, aan een instelling van openbaar nut controleopdrachten toevertrouwt die gewoonlijk aan de administratie worden toegekend.

B.24.4. De grieven zijn niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 20^o, van het decreet betreft

B.25.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet artikel 21, eerste lid, 20^o, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat het aan de « ARES » de bevoegdheid zou toekennen om de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie ertoe te verplichten maatregelen inzake steunverlening toe te passen ter verbetering van de slaagkansen van de studenten of de pedagogische ondersteuning van de leerkrachten.

B.25.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om « de toepassing [...] te bevorderen binnen de academische polen en de instellingen » van de « doeltreffendste maatregelen » en de « goede praktijken inzake steunverlening ter verbetering van de slaagkansen van studenten en pedagogische ondersteuning van leerkrachten » die die instelling van openbaar nut vooraf heeft bepaald.

B.25.3. Het zijn in de eerste plaats « de instellingen voor hoger onderwijs [die] de hulp [organiseren] voor het slagen van de studenten [...] binnen hun instelling of in samenwerking met andere instellingen » (artikel 148, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013). De Regering kan, « op basis van een gezamenlijke aanvraag ingediend door de 'ARES' », « bijkomende middelen » toekennen voor diverse in dat kader georganiseerde activiteiten (artikel 148, vierde lid). Zij kan ook bijkomende middelen toekennen voor de « voorbereidende activiteiten voor hogere studies » die gezamenlijk worden georganiseerd door de academische pools (« onder de coördinatie van hun didactische centra voor hoger onderwijs »), op basis van een « gezamenlijke aanvraag van de betrokken instellingen die goedgekeurd en bezorgd wordt door de 'ARES' » (artikel 149, tweede lid).

De ARES heeft als opdracht alle bevoegdheden van onderwijsinstellingen, academische polen en academische zones te « sturen » inzake steunverlening ter verbetering van de slaagkansen, « de goede praktijken ter zake uit te bouwen en de transversale projecten inzake slaagkansen voor te stellen of te steunen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/3, p. 17). Die opdracht sluit aan bij haar rol van « coördinatie van het studentenleven in zijn transversale aspecten » en het definiëren van het « statuut van de student in het algemeen (voortgangscontrole en voorstellen inzake steunverlening ter verbetering van de slaagkansen) » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 10).

Die opdracht van bevordering staat de « ARES » niet toe een instelling voor hoger onderwijs ertoe te verplichten maatregelen inzake steunverlening aan de studenten of ondersteuning van de leerkrachten te nemen of ter zake een of andere praktijk in te voeren.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.25.4. De grief is niet gegrond.

Wat artikel 21, eerste lid, 25^o, van het decreet betreft

B.26.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet artikel 21, eerste lid, 25^o, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk aan de vrijheid van onderwijs, omdat de laatste zeven woorden van die decretale bepaling zowel de wetgevende macht als de uitvoerende macht van de Franse Gemeenschap zouden toestaan om aan de « ARES » opdrachten toe te vertrouwen inzake administratieve en logistieke steun voor de opdrachten van de instellingen voor hoger onderwijs en de academische polen, met uitzondering van de ondersteunende opdracht die de voorgaande woorden van de bestreden bepaling uitdrukkelijk toekennen aan de « ARES ».

B.26.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » de opdracht toe om « een administratieve en logistieke steun te verlenen voor elke opdracht [...] die haar bij de wetgeving wordt toevertrouwd ».

De laatste zeven woorden van die bepaling kennen aan de « ARES » uitsluitend de opdracht toe om « een administratieve en logistieke steun te verlenen » voor toekomstige opdrachten die nog niet bepaald zijn. Zij hebben dus geenszins tot doel aan de « ARES » een opdracht toe te kennen ter ondersteuning van de opdrachten die zijn toegekend aan de instellingen voor hoger onderwijs en aan de academische polen.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

Voor het overige zetten de verzoekende partijen niet uiteen hoe een opdracht van administratieve en logistieke ondersteuning de vrijheid van onderwijs van de inrichtende machten in het gedrang zou brengen.

B.26.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 28 van het decreet van 7 november 2013

B.27. Artikel 28, § 1, van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. De raad van bestuur van de ARES bestaat uit 29 leden, die alle stemgerechtigd zijn. Ze worden door de Regering benoemd, met uitzondering van deze die bedoeld zijn bij 2° hieronder, verdeeld als volgt :

1° een voorzitter;

2° de zes rectoren van de universiteiten;

3° zes vertegenwoordigers van de hogescholen, waarvan ten minste vier directeurs-voorzitters die de hogescholen vertegenwoordigen, voorgedragen door de meerderheid van de directeurs-voorzitters van de hogescholen, opdat elk pool, en elk net (georganiseerd door de Franse Gemeenschap, officieel gesubsidieerd en vrij gesubsidieerd) zou worden vertegenwoordigd;

4° twee directeurs die de hogere kunstschole vertegenwoordigen, voorgedragen door de meerderheid van de directeurs van de hogere kunstschole;

5° twee vertegenwoordigers van het hoger onderwijs voor sociale promotie, voorgedragen door de Hoge Raad voor het Onderwijs voor Sociale promotie, bedoeld in artikel 78 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

6° zes vertegenwoordigers van het personeel, voorgedragen door de vakorganisaties, aangesloten bij de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in de Nationale Arbeidsraad, en die in het hoger onderwijs aansluiting bieden;

7° zes studenten, waarvan een vertegenwoordiger voor elke academische pool, voorgedragen door de representatieve studentenorganisaties die op gemeenschapsvlak erkend zijn.

Voor elke categorie bedoeld bij 3° tot 5°, kunnen de voorgedragen vertegenwoordigers niet afkomstig zijn uit dezelfde instellingen als die waaruit de aftredende leden afkomstig waren; dit geldt ook voor de vertegenwoordigers van de studenten bedoeld in 7° na vier opeenvolgende jaarlijkse hernieuwingen. Onder alle leden bedoeld in 7° moet overigens ten minste één lid afkomstig zijn uit een universiteit, één uit een hogeschool, één uit een hogere kunstschole en één uit een instelling voor sociale promotie.

Met uitzondering van het lid bedoeld in 1°, heeft elk lid een plaatsvervanger, voorgedragen volgens dezelfde nadere regels; de plaatsvervanger van een rector is er de eerste vicerector van zijn universiteit of, indien die functie niet binnen de betrokken universiteit bestaat, een andere vicerector die door haar voor die functie wordt aangewezen. Het plaatsvervangende lid heeft alleen bij afwezigheid van het werkend lid zitting.

Met uitzondering van de leden bedoeld in 1°, 2° en 7°, worden de leden van de raad van bestuur van de ARES voor een periode van vijf jaar benoemd. De vertegenwoordigers van de studenten bedoeld in 7° worden benoemd voor een hernieuwbaar mandaat van één jaar, zonder vijf opeenvolgende mandaten te kunnen overschrijden.

De voorzitter van de ARES wordt door de Regering voor een periode van drie jaar benoemd, op eensluidend advies van de andere leden van de raad; de voorzitter wordt niet gekozen uit de andere leden van de raad van bestuur van de ARES.

Met uitzondering van de leden bedoeld in 1° en 2°, moet minstens één derde, afgerond naar de hogere eenheid, van het aantal voorgedragen personen, personen van verschillend geslacht zijn als de andere voor die categorie voorgedragen personen, behalve als het behoorlijk wordt bewezen dat die verhouding onmogelijk is.

Elk lid dat de hoedanigheid heeft verloren waarvoor het aangewezen werd, wordt als ontslagnemend beschouwd. Wanneer een lid ontslag neemt of overlijdt gedurende zijn mandaat, wordt het gedurende het jaar vervangen voor de voleindiging van zijn mandaat volgens dezelfde nadere regels. Zijn plaatsvervanger neemt het interim waar ».

Wat het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 betreft

B.28.1. Artikel 28, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 7 november 2013 vereist dat de vertegenwoordigers van het personeel van alle instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschapsregering moeten worden aangewezen om deel uit te maken van de raad van bestuur van de « ARES », worden voorgesteld door vakorganisaties.

Die bepaling, die de wijze regelt waarop die vertegenwoordigers van het personeel worden aangewezen, kan de situatie van de derde verzoekende partij, die hoogleraar is aan de « Université catholique de Louvain » en dus lid is van het personeel van een instelling voor hoger onderwijs, rechtstreeks aantasten.

B.28.2. Die verzoekende partij heeft belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 28, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 7 november 2013.

Er dient niet te worden nagegaan of de andere verzoekende partijen eveneens doen blijken van dat belang.

Wat de middelen in de zaak nr. 5927 betreft

B.29.1. In hun memorie van antwoord voeren de verzoekende partijen, voor het eerst, aan dat artikel 28, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet van 7 november 2013 discriminerende verschillen in behandeling zou invoeren tussen de directeurs van instellingen die zitting hebben in de raad van bestuur van de « ARES » en diegenen die daarin geen zitting hebben, onder de directeurs-voorzitters van hogescholen, tussen de universiteitsrectoren en de directeurs van andere instellingen, alsook tussen de directeurs-voorzitters van hogescholen en de vertegenwoordigers van de personeelsleden en de studenten.

Zij voeren ook, voor het eerst in die memorie, aan dat artikel 28, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet van 7 november 2013 in strijd zou zijn met het « beginsel van het charter met het verenigingsleven ».

B.29.2. Een verzoekende partij mag in haar memorie van antwoord geen nieuwe middelen formuleren.

B.29.3. Zowel de argumenten die zijn afgeleid uit de verschillen in behandeling bedoeld in B.29.1 als het aanvoeren van een schending van het voormelde « beginsel » zijn nieuwe middelen en zijn bijgevolg niet ontvankelijk.

B.30.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 beperkt artikel 28, § 1, van het decreet van 7 november 2013 de vrijheid van onderwijs van de andere inrichtende machten dan de overheden, van hogescholen, van hogere kunstschole en van instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, omdat het die inrichtende machten, alsook de vertegenwoordigingsorganen ervan zou uitsluiten van de raad van bestuur van de « ARES ».

B.30.2.1. De raad van bestuur van de « ARES » omvat, naast andere leden, « zes vertegenwoordigers van de Hogescholen, waarvan tenminste vier directeurs-voorzitters die de hogescholen vertegenwoordigen », « twee directeurs die de hogere kunstschole vertegenwoordigen » en « twee vertegenwoordigers van het hoger onderwijs voor sociale promotie » (artikel 28, § 1, 3°, 4° en 5°, van het decreet van 7 november 2013).

De vertegenwoordigers van de hogescholen die geen « directeur-voorzitter » zijn, kunnen afkomstig zijn van « vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 17).

Vertegenwoordigers van de « Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné – Enseignement organisé par les Provinces, les Communes et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale » (« C.P.E.O.N.S. ») en de « Fédération de l'Enseignement Supérieur Catholique (FédESuC) » kunnen zitting hebben in de raad van bestuur van de « ARES » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/3, p. 41).

B.30.2.2. De bestreden bepaling sluit niet uit dat de vertegenwoordigers van de hogescholen en van het « hoger onderwijs voor sociale promotie » binnen de raad van bestuur van de « ARES » andere inrichtende machten van dergelijke instellingen dan de overheden of vertegenwoordigingsorganen van die inrichtende machten zijn.

Zij heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven, aangezien alleen de hogere kunstschole niet kunnen worden vertegenwoordigd door inrichtende machten of vertegenwoordigingsorganen ervan.

B.30.3. De vrijheid van onderwijs, erkend bij artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, waarborgt dat iedere private persoon het recht heeft om een school op te richten en te organiseren en zowel de inhoud als de vorm van het daarin verstrekte onderwijs te bepalen, zonder vooraf de toestemming van de overheid te moeten verkrijgen.

B.30.4. Artikel 28, § 1, van het decreet van 7 november 2013 heeft enkel tot doel de regels inzake de samenstelling van de raad van bestuur van de « ARES » te bepalen.

Die regels belemmeren geenszins het recht van de inrichtende machten die geen overheden zijn, om een hogere kunstschole op te richten, te organiseren of de inhoud en de vorm van het daarin verstrekte onderwijs te bepalen.

De bestreden bepaling beperkt de vrijheid van onderwijs niet ten aanzien van de hogere kunstschole.

B.30.5. Het eerste middel in de zaak nr. 5927, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, is niet gegrond.

B.31.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 schendt artikel 28, § 1, van het decreet van 27 november 2013 artikel 24, § 4, van de Grondwet omdat het, door het aantal vast te stellen en de manier van aanwijzing te bepalen van de vertegenwoordigers van de instellingen voor hoger onderwijs die de raad van bestuur van de « ARES » uitmaken, de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie verschillend zou behandelen.

B.31.2. Artikel 24, § 4, van de Grondwet bepaalt :

« Alle leerlingen of studenten, ouders, personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoordt ».

Die bepaling vestigt, op het vlak van onderwijs, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie dat is afgeleid uit de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.31.3. De twintig hogescholen (artikel 11 van het decreet van 7 november 2013) zijn vertegenwoordigd in de raad van bestuur van de « ARES » door zes personen, terwijl zowel de zestien hogere kunstschole (artikel 12 van hetzelfde decreet) als het honderdtal instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie (artikel 13, eerste lid, van hetzelfde decreet) vertegenwoordigd zijn door twee leden van die raad.

De universiteiten, de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie worden, binnen de raad van bestuur van de « ARES », vertegenwoordigd « volgens een verdeling [...] die overeenstemt met het aandeel studenten betrokken bij elk van de onderwijsvormen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 10; *ibid.*, nr. 537/3, p. 11). Het aantal vertegenwoordigers van de hogescholen is afgestemd op dat van de vertegenwoordigers van de universiteiten (*ibid.*, nr. 537/3, p. 41).

Tussen de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie bestaat dus een objectief onderscheid dat het verschil in gewicht, binnen de raad van bestuur van de « ARES », van de vertegenwoordigers van die drie categorieën van onderwijsinstellingen redelijk verantwoordt.

B.31.4.1. De vertegenwoordigers van de hogescholen, de hogere kunstschole en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie worden allen aangewezen door de Franse Gemeenschapsregering (artikel 28, § 1, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013) voor een mandaat van vijf jaar (artikel 28, § 1, vierde lid, van hetzelfde decreet).

Voor die drie categorieën van vertegenwoordigers heeft die aanwijzing enkel plaats op voordracht. De voorgedragen personen kunnen « niet afkomstig zijn uit dezelfde instellingen als die waaruit de aftredende leden afkomstig waren » (artikel 28, § 1, tweede lid, eerste zin, van het decreet van 7 november 2013) en minstens een derde ervan moet in beginsel « van verschillend geslacht zijn als de andere voor die categorie voorgedragen personen » (artikel 28, § 1, zesde lid, van hetzelfde decreet).

B.31.4.2. De oorsprong van die voordracht varieert niettemin naar gelang van de categorie van instellingen.

De procedure is vergelijkbaar voor de vertegenwoordigers van de hogescholen en voor die van de hogere kunstschole. De eerstgenoemde worden voorgedragen door de meerderheid van de directeurs-voorzitters van de hogescholen, terwijl de anderen dat zijn door de meerderheid van de directeurs van de hogere kunstschole.

De « vertegenwoordigers van het hoger onderwijs voor sociale promotie » worden daarentegen niet voorgedragen door de meerderheid van de hoofden van de betrokken instellingen, maar door de Algemene raad van het onderwijs voor sociale promotie.

B.31.4.3. De Algemene Raad van het onderwijs voor sociale promotie heeft met name de opdracht « de Regering [...] een advies voor te leggen omtrent elke vraag in verband met de sturing, de verbetering, de ontwikkeling en bevordering van het onderwijs voor sociale promotie », « de ontwikkeling van het onderwijs voor sociale promotie te volgen en te vergemakkelijken », « op de voordracht van de sturingscel de prioritaire thematiek te bepalen [die] het zal moeten behandelen over de twee komende jaren », « de evolutie van het aanbod inzake onderwijs te bevorderen en de referentiesystemen van het onderwijs voor sociale promotie uit te werken » en « de onderwijsprofielen voor de afdelingen die onder het hoger onderwijs ressorteren [uit te werken] » waarvan de « ARES » op de hoogte moet worden gebracht (artikel 79, §§ 1 en 5, van het decreet van 16 april 1991 « houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie »).

De Algemene Raad van het onderwijs voor sociale promotie is samengesteld uit tweëndertig werkende leden die de Franse Gemeenschapsregering voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar aanwijst (artikel 80, eerste en tweede lid, van het decreet van 16 april 1991). Zes onder hen vertegenwoordigen de onderwijsnetten en zes anderen vertegenwoordigen het bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie. Elk van die twee groepen moet twee personen tellen voor het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs, twee personen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en twee anderen voor het gesubsidieerd vrij onderwijs « verdeeld volgens de aard » (artikel 80, derde lid, 1^o en 2^o, van het decreet van 16 april 1991). De Algemene Raad van het onderwijs voor sociale promotie telt ook vier studenten in het onderwijs voor sociale promotie, onder wie één « per net en aard » (artikel 80, derde lid, 3^o, van het decreet van 16 april 1991). Alle voormelde leden worden voorgedragen door de verenigingen die de betrokken inrichtende machten vertegenwoordigen (artikel 80, vijfde lid, van het decreet van 16 april 1991). De Raad telt daarnaast drie leden die de verenigingen vertegenwoordigen die zijn erkend bij de wet van 19 december 1974 « tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel », »

vijf personen die « economische en maatschappelijke kringen » vertegenwoordigen « die belang hebben voor het onderwijs voor sociale promotie, of andere belanghebbende kringen », alsook de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek en diens afgevaardigde, en de inspecteur die belast is met de coördinatie van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs en diens afgevaardigde (artikel 80, derde lid, 4^o tot 7^o, van het decreet van 16 april 1991). Ten slotte zijn er nog een voorzitter en drie ondervoorzitters (artikel 80, eerste lid, van het decreet van 16 april 1991).

B.31.4.4. Het aanzienlijk groter aantal instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie en de daaruit voortvloeiende grotere moeilijkheid om hun hoofden te raadplegen, alsook de functie en de samenstelling van de Algemene Raad van het onderwijs voor sociale promotie, vormen evenveel objectieve elementen die redelijk verantwoordend dat het voorstel tot aanwijzing van de leden van de raad van bestuur van de « ARES » die het onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigen, uitgaat van een andere instantie dan die van de voorstellen tot aanwijzing van de leden die de hogescholen en de hogere kunstscholen binnen dat beheersorgaan vertegenwoordigen.

B.31.5. Het eerste middel in de zaak nr. 5927, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 24, § 4, van de Grondwet, is niet gegrond.

B.32.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 schendt artikel 28, § 1, van het decreet van 7 november 2013 ook artikel 24, § 4, van de Grondwet, in zoverre het in de raad van bestuur van de « ARES » de aanwezigheid zou waarborgen van de vertegenwoordigingsorganen van alle universiteiten en de vertegenwoordigingsorganen van het personeel en de studenten, en niet die van de vertegenwoordigingsorganen van de hogescholen, de hogere kunstscholen en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie.

B.32.2. Zoals in B.31.3 is vermeld, worden de universiteiten, de hogescholen, de hogere kunstscholen en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie in de raad van bestuur van de « ARES » vertegenwoordigd in overeenstemming met het aandeel studenten betrokken bij elk van de onderwijsvormen.

De zes vertegenwoordigers van de hogescholen moeten worden voorgedragen door de meerderheid van de directeurs-voorzitters van de hogescholen, de twee vertegenwoordigers van de hogere kunstscholen moeten eveneens worden voorgedragen door de meerderheid van de directeurs van die scholen en de twee vertegenwoordigers van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie moeten worden voorgedragen door de Algemene Raad van het onderwijs voor sociale promotie.

Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat, gelet op de specifieke kenmerken ervan, alle onderwijsvormen op soortgelijke wijze worden behandeld.

B.32.3. Het tweede middel in de zaak nr. 5927 is niet gegrond.

Wat het middel in de zaak nr. 5933 betreft

B.33.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 zou artikel 28, § 1, eerste lid, 6^o, van het decreet van 7 november 2013 afbreuk doen aan de vrijheid van vertegenwoordiging van de leden van het academisch personeel – die erkend zou zijn bij de artikelen 10, 11, 23, derde lid, 1^o, 26 en 27 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens –, in zoverre die decretale bepaling de vertegenwoordiging van het academisch personeel van de universiteiten zou voorbehouden aan de vertegenwoordigers van de vakorganisaties en derhalve een hoogleraar aan een universiteit zou beletten om vertegenwoordigd te zijn in de raad van bestuur van de « ARES » door een persoon die niet wordt voorgedragen door een vakorganisatie.

B.33.2. Volgens de tekst van de bestreden bepaling zijn de vertegenwoordigers, in de raad van bestuur van de « ARES », van het volledige personeel van de instellingen voor hoger onderwijs die betrokken zijn bij die instelling van openbaar nut, aangewezen door de Franse Gemeenschapsregering, op voordracht van de vakorganisaties.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van die tekst is verklaard dat die vertegenwoordigers van het personeel « de verschillende centrales en de verschillende soorten hoger onderwijs vertegenwoordigen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/3, p. 41).

Hieruit vloeit voort dat onder de vertegenwoordigers van het personeel een hoogleraar aan een universiteit alleen binnen de raad van bestuur van de « ARES » kan worden vertegenwoordigd door een persoon die wordt voorgedragen door een vakorganisatie.

B.33.3. Artikel 10 van de Grondwet bepaalt :

« Er is in de Staat geen onderscheid van standen.

De Belgen zijn gelijk voor de wet; zij alleen zijn tot de burgerlijke en militaire bedieningen benoembaar, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door een wet kunnen worden gesteld.

De gelijkheid van vrouwen en mannen is gewaarborgd ».

Artikel 11 van de Grondwet bepaalt :

« Het genot van de rechten en vrijheden aan de Belgen toegekend moet zonder discriminatie verzekerd worden. Te dien einde waarborgen de wet en het decreet inzonderheid de rechten en vrijheden van de ideologische en filosofische minderheden ».

Artikel 23, eerste lid, tweede lid en derde lid, 1^o, van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1^o het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen; ».

Artikel 26 van de Grondwet bepaalt :

« De Belgen hebben het recht vreedzaam en ongewapend te vergaderen, mits zij zich gedragen naar de wetten, die het uitoefenen van dit recht kunnen regelen zonder het echter aan een voorafgaand verlot te onderwerpen.

Deze bepaling is niet van toepassing op bijeenkomsten in de open lucht, die ten volle aan de politiewetten onderworpen blijven ».

Artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op vrijheid van vreedzame vergadering en op vrijheid van vereniging, met inbegrip van het recht om vakverenigingen op te richten en zich bij vakverenigingen aan te sluiten voor de bescherming van zijn belangen.

2. De uitoefening van deze rechten kan aan geen andere beperkingen worden onderworpen dan die welke bij de wet zijn voorzien en die in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, voor de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. Dit artikel verbiedt niet, dat wettige beperkingen worden aangebracht in de uitoefening van deze rechten door leden van de gewapende macht, van de politie of van het ambtelijk apparaat van de Staat ».

B.33.4. Geen enkele van de aangevoerde bepalingen waarborgt een hoogleraar aan een universiteit het recht om zijn vertegenwoordiger binnen een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut, zoals de « ARES », vrij te kiezen.

Voor het overige is het niet onredelijk aan te nemen dat de decreetgever een vertegenwoordiging van het personeel heeft gewenst die toelaat rekening te houden met de belangen van alle personeelscategorieën.

B.33.5. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 29 van het decreet van 7 november 2013

B.34. Artikel 29 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De raad van bestuur van de ARES vergadert ten minste zes keer per academiejaar, als de voorzitter de bijeenroeping organiseert, of op aanvraag van ten minste één vijfde van zijn leden.

Zijn beslissingen worden met een quorum van 50 % van de aanwezige werkende of plaatsvervangende leden genomen, met uitzondering van de aangelegenheden bedoeld in artikel 21, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 13^o, 14^o, 15^o en 16^o, waarvoor een gekwalificeerde tweederdemeerderheid vereist is; zijn huishoudelijk reglement kan andere regels vaststellen inzake quorum van de aanwezige leden en versterkte meerderheden dan deze bepaling.

De beraadslagingen verlopen achter gesloten deuren, maar de beslissingen worden bekendgemaakt. De leden van de raad van bestuur zijn ertoe gehouden die vertrouwelijkheid in acht te nemen, te zorgen voor de collegialiteit van de beslissingen van die Raad en zich te onthouden van elke actie die in strijd zou zijn met de opdrachten van de ARES, op straffe van ontslagverlening of schorsing door de Regering.

[...] ».

B.35.1. Artikel 29, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 stelt verschillende regels vast betreffende de werking van de raad van bestuur van de « ARES », waarvan geen enkele van de vijf verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 lid is.

Die regels zijn niet van dien aard dat ze de situatie van hoogleraren die geen deel uitmaken van dat beheersorgaan van de « ARES » rechtstreeks en ongunstig raken.

B.35.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben geen belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 29, derde lid, van het bestreden decreet.

Ten aanzien van artikel 39 van het decreet van 7 november 2013

B.36. Artikel 39 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De thematische kamers zijn, naast uit de leden van het bureau van de ARES, samengesteld uit de volgende leden :

1^o voor de kamer van de universiteiten : de rectoren van de universiteiten;

2^o voor de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie : de directeurs-voorzitters van de hogescholen en een vertegenwoordiger, afkomstig uit de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie van elke academische pool, door deze voorgedragen;

3^o voor de kamer van de hogere kunstscholen : de directeurs van de hogere kunstscholen.

Aan die leden worden personeelsleden en studenten toegevoegd, afkomstig uit de instellingen waarop elke thematische kamer betrekking heeft, zodat ze in totaal uit minstens 20 % vertegenwoordigers van het personeel en 20 % studenten zou bestaan, onder wie, voor de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie, minstens één personeelslid en één student, afkomstig uit een instelling voor sociale promotie, voorgedragen door de leden van de raad van bestuur van de ARES respectievelijk bedoeld bij 6^o en 7^o.

Een lid van een thematische kamer die verhinderd is, kan zich laten vertegenwoordigen door een plaatsvervanger, die volgens de in artikel 28 nader bepaalde regels wordt aangewezen.

De leden van het bureau van de ARES die niet afkomstig zijn uit de instellingen waarop de thematische kamer betrekking heeft, hebben daar alleen met raadgevend stem zitting.

In de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie, voor alle materies betreffende de overeenstemming of de gelijkwaardigheid van bekwaamheidsbewijzen tussen beide vormen van onderwijs, zorgt de weging van de stemmen voor een gelijk aantal leden afkomstig uit de hogescholen en deze die afkomstig zijn uit de instellingen voor sociale promotie.

De raad van bestuur van de ARES wijst de leden van de thematische kamers aan.

De mandaten van de leden van de kamers worden in overeenstemming gebracht met die van de raad van bestuur van de ARES, volgens dezelfde nadere regels.

De ARES zendt de Regering de samenstelling van de thematische kamers over ».

B.37.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 beperkt artikel 39 van het decreet van 7 november 2013 de vrijheid van onderwijs van de andere inrichtende machten dan de overheden, van hogescholen, hogere kunstscholen en instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, waarbij die inrichtende machten, alsook hun vertegenwoordigingsorganen worden uitgesloten van de thematische kamers van de « ARES ».

B.37.2. De « ARES » bevat drie thematische kamers (artikel 22 van het decreet van 7 november 2013) : de « kamer van de universiteiten », de « kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie » en de « kamer van de hogere kunstscholen » (artikel 37, tweede lid, van hetzelfde decreet).

De leden van het bureau van de « ARES » zijn van rechtswege lid van die kamers (artikel 38, eerste lid, van hetzelfde decreet). Dat bureau omvat met name de vier « ondervoorzitters » van de raad van bestuur (artikel 32, eerste lid, in samenhang gelezen met artikel 28, § 2). Eén van die ondervoorzitters wordt verkozen onder de vertegenwoordigers van de hogescholen die lid zijn van die raad (artikel 28, § 2, eerste lid, 2^o) en een andere onder de vertegenwoordigers van het « hoger onderwijs voor sociale promotie » die zitting heeft in dat beheersorgaan (artikel 28, § 2, eerste lid, 4^o).

Zoals in B.30.2.2 is vermeld, kunnen die twee soorten vertegenwoordigers inrichtende machten van een hogeschool of van een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie zijn die geen overheid zijn, of vertegenwoordigingsorganen van die inrichtende machten.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven, aangezien alleen de hogere kunstscholen in de kamer van de hogere kunstscholen niet kunnen worden vertegenwoordigd door inrichtende machten of door vertegenwoordigingsorganen ervan.

B.37.3. Artikel 39 van het decreet van 7 november 2013 heeft enkel tot doel de regels vast te stellen in verband met de samenstelling van de thematische kamers van de « ARES », waaronder de kamer van de hogere kunstschoolen.

De regels inzake de samenstelling van die kamer staan geenszins het recht van inrichtende machten die geen overheden zijn in de weg om een hogere kunstschool op te richten, te organiseren of de inhoud en de vorm van het daarin verstrekte onderwijs te bepalen.

Die regels preciseren bovendien dat de directeurs van de zestien hogere kunstschoolen lid zijn van die kamer. De directeur van een dergelijke instelling is de « afgevaardigde van de inrichtende macht » en voert haar beslissingen uit (artikelen 72, § 5, eerste lid, en 78, § 3, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001 « tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) »).

In zoverre zij betrekking heeft op de samenstelling van de kamer van de hogere kunstschoolen beperkt de bestreden bepaling de vrijheid van onderwijs niet.

B.37.4. Het middel in de zaak nr. 5927, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, door artikel 39 van het decreet van 7 november 2013, is niet gegrond.

B.38.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 schendt artikel 39 van het decreet van 7 november 2013 artikel 24, § 4, van de Grondwet, in zoverre het, door het aantal vast te stellen en de manier van aanwijzing te bepalen van de vertegenwoordigers van de instellingen voor hoger onderwijs binnen de thematische kamers van de « ARES », de hogescholen, de hogere kunstschoolen en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, verschillend zou behandelen.

B.38.2. De zes in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013 opgesomde universiteiten worden door hun rector vertegenwoordigd in de kamer van de universiteiten. De twintig in artikel 11 van het decreet van 7 november 2013 opgesomde hogescholen worden door hun directeur-voorzitter vertegenwoordigd in de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie. De zestien in artikel 12 van het decreet van 7 november 2013 opgesomde hogere kunstschoolen worden door hun directeur vertegenwoordigd binnen de kamer van de hogere kunstschoolen.

Het honderdtal instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie opgesomd in artikel 13 van het decreet van 7 november 2013 worden daarentegen niet allemaal rechtstreeks vertegenwoordigd binnen de kamer van de hogescholen en het onderwijs voor sociale promotie. Zij worden er slechts vertegenwoordigd door vijf of zes personen, namelijk een persoon die wordt voorgedragen door elk van de vijf academische polen (artikel 62 van het decreet van 7 november 2013) en, wanneer het gaat om een verschillende persoon, door de ondervoorzitter van de raad van bestuur van de « ARES » aangewezen onder de twee leden van dat beheersorgaan die het onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigen, om deel uit te maken van het bureau van de « ARES » (artikel 28, § 2, eerste lid, 4^o, in samenhang gelezen met artikel 32, eerste lid, en met artikel 38, eerste zin, van het decreet van 7 november 2013).

B.38.3.1. Aanvankelijk werd overwogen dat elke instelling voor hoger onderwijs aanwezig zou zijn in de thematische kamers (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 10, en nr. 537/3, p. 11).

De omstandigheid dat de universiteiten, de hogescholen en de hogere kunstschoolen worden vertegenwoordigd door een verschillend aantal personen binnen de thematische kamers die daarop betrekking hebben, vloeit voort uit het feit dat, los van de regel die in de bestreden bepaling is vervat, het aantal instellingen dat tot elk van die categorieën behoort, niet hetzelfde is.

Evenwel werd het niet wenselijk geacht dat alle instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie aanwezig zouden zijn in de kamer van de hogescholen en het onderwijs voor sociale promotie om te voorkomen dat die instellingen « in verhouding oververtegenwoordigd » zouden zijn (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 10, en nr. 537/3, p. 11).

Het verschil in behandeling tussen, enerzijds, de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie en, anderzijds, de universiteiten, de hogescholen en de hogere kunstschoolen, is dus redelijk verantwoord.

B.38.3.2. Gelet op het feit dat alle universiteiten, alle hogescholen en alle hogere kunstschoolen krachtens de bestreden bepaling vertegenwoordigd worden door hun hoofd in de thematische kamers van de « ARES » die op hen betrekking hebben, is het niet nodig te voorzien in een manier van aanwijzing van de vertegenwoordigers van die categorieën van instellingen.

De bestreden bepaling regelt dus enkel de manier van aanwijzing van de vertegenwoordigers van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, zodat die bepaling, voor dat aspect van de vertegenwoordiging van de instellingen voor hoger onderwijs in de thematische kamers van de « ARES », geen verschil in behandeling invoert onder de voormelde categorieën van instellingen.

B.38.4. Het eerste middel in de zaak nr. 5927, in zoverre het is afgeleid uit de schending, door artikel 39 van het decreet van 7 november 2013, van artikel 24, § 4, van de Grondwet, is niet gegrond.

B.39.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 schendt artikel 39 van het decreet van 7 november 2013 ook artikel 24, § 4, van de Grondwet in zoverre het in de thematische kamers van de « ARES » de aanwezigheid zou waarborgen van de rectoren van alle universiteiten en van de organen die het personeel en de studenten vertegenwoordigen, en niet die van de vertegenwoordigingsorganen van de hogescholen, van de hogere kunstschoolen en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie.

B.39.2. Om dezelfde redenen zoals die welke in B.32.2 zijn vermeld, blijkt uit de bestreden bepaling dat, gelet op de specifieke kenmerken ervan, alle onderwijsvormen op soortgelijke wijze worden behandeld.

B.39.3. Het tweede middel in de zaak nr. 5927, in zoverre het is afgeleid uit de schending, door artikel 39 van het decreet van 7 november 2013, van artikel 24, § 4, van de Grondwet, is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 40 van het decreet van 7 november 2013

B.40. Artikel 40 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De ARES stelt de volgende vaste commissies samen, die, op haar aanvraag, worden belast met het voorbereiden van haar beraadslagingen en beslissingen :

1^o de ' Commission de la Mobilité des étudiants et du personnel (CoM) ' (Commissie voor de mobiliteit van studenten en personeel);

2^o de ' Commission de l'Information sur les Etudes (CIE) ' (Commissie voor de informatie over de studies);

3^o de ' Commission de l'aide à la réussite (CAR) ' (Commissie voor de verbetering van de slaagkansen);

4^o de ' Commission de la Coopération au Développement (CCD) ' (Commissie voor ontwikkelings samenwerking);

5^o de ' Commission des Relations internationales ' (CRI) (Commissie voor internationale betrekkingen);

6^o de ' Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales (CoVEDAS) ' (Commissie voor studentenleven, democratisering en sociale zaken);

7^o de ' Commission Développement Durable (CDD) ' (Commissie voor duurzame ontwikkeling);

8^o de ' Commission pour la Qualité de l'Enseignement et de la Recherche (CoQER) ' (Commissie voor de kwaliteit van onderwijs en onderzoek);

9° de ' Commission de la Valorisation de la Recherche et de la Recherche interuniversitaire (CoVRI) ' (Commissie voor herwaardering van onderzoek en interuniversitair onderzoek);

10° de ' Commission Observatoire et Statistiques (COS) ' (Commissie waarnemingscentrum en statistiek);

11° de ' Commission des Bibliothèques et Services académiques collectifs (CBS) ' (Commissie bibliotheken en collectieve academische dienstverlening);

12° de ' Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC) ' (Commissie voortgezette opleiding en leven lang leren).

De ARES omvat ook de commissie belast met het ontvangen van de klachten van de studenten betreffende de weigering van een inschrijving, bedoeld in artikel 97, waarvan ze de griffie waarneemt ».

B.41.1. In de zaken nrs. 5927 en 5928 wordt de grondwettigheid van artikel 40, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 betwist wegens de bevoegdheid van de « commissie belast met het ontvangen van de klachten van de studenten betreffende de weigering van een inschrijving ».

B.41.2. De bestreden bepaling heeft evenwel enkel tot doel de « ARES » ertoe te verplichten de griffie te verzekeren van die commissie opgericht bij artikel 97 van het decreet van 7 november 2013, geciteerd in B.90.

Het is ook die laatste bepaling die de bevoegdheid van die commissie regelt.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.41.3. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van de artikelen 52, 58, 59 en 61 van het decreet van 7 november 2013

B.42. Artikel 52 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Een academische pool is een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de leden instellingen voor hoger onderwijs zijn, waaronder minstens een Universiteit, vereniging die op de geografische nabijheid van hun vestigingen steunt.

Elke instelling voor hoger onderwijs behoort tot een of meerdere Academische polen, naargelang de plaats van de vestigingen. Het behoren tot een pool wordt door de lijst van de machtigingen om initiële studies van de eerste en de tweede cyclussen in te richten bedoeld bij artikel 88, § 1 bepaald ».

Artikel 58 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De Algemene vergadering van de lidinstellingen van een Academische pool stelt de statuten ervan vast. Ze is ook als enige bevoegd voor elke wijziging van deze. Binnen de Algemene vergadering, beschikt elke instelling over een aantal stemmen dat evenredig is met het aantal gediplomeerden van de initiële BES-opleiding, bachelor en master voortkomend uit studies gevolgd op het grondgebied van de Pool krachtens een machtiging verkregen door de instelling op dit grondgebied. De Algemene vergadering beslist bij de eenvoudige meerderheid, met een eenvoudige meerderheid onder de vertegenwoordigers van respectief de Universiteiten, de hogescholen, de Hogere kunstschole en de Instellingen voor sociale promotie.

De statuten alsook elke wijziging in verband ermee worden zonder verwijl ter goedkeuring aan de Regering overgezonden. De Regering bepaalt de statuten van de Academische pool bij gebreke aan beslissing van de Algemene vergadering binnen de zes maanden van de inwerkingtreding van dit decreet.

Deze statuten bepalen inzonderheid :

1° het implementeren van de opdrachten bepaald bij artikel 53, tweede lid, alsook de bijzondere opdrachten toevertrouwd aan de Pool door zijn leden;

2° de werkwijze van de Pool;

3° de maatschappelijke zetel ervan;

4° de competenties, de samenstelling, de mode voor de aanwijzing van de leden en de werkwijze van zijn Raad van bestuur, alsook van de andere beheers- of adviesorganen bestaande binnen de Pool om de opdrachten ervan te verwezenlijken ».

Artikel 59 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Met doeltreffendheid als doel, inzonderheid om zijn opdrachten bedoeld bij artikel 53, 2° en 8°, te vervullen, kan een Academische pool organen oprichten meer specifiek belast met een deel van zijn grondgebied.

Wanneer de Algemene vergadering van een Academische pool de statuten ervan vaststelt, zoals bepaald bij artikel 58, brengt ze een advies uit over de oprichting ervan. De beslissing om er al dan niet één op te richten wordt bij consensus genomen. De samenstelling en de opdrachten van deze organen worden ook tijdens een beraadslaging met consensusprocedure vastgelegd. Bij gebreke aan een consensus onder de leden, kan de Academische pool de zaak bij de Regering aanhangig maken, die dan definitief de statuten van deze organen bepaalt ».

Artikel 61 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Voor het financiële beheer van de Academische polen wordt gezorgd overeenkomstig de bepalingen betreffende de instellingen van openbaar nut van categorie B van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsbesluiten ervan.

In zijn financiële beheer wordt een Academische pool ertoe gemachtigd elk mogelijk saldo van zijn rekeningen naar het volgende begrotingsjaar over te dragen ».

B.43.1. In de zaken nrs. 5927 en 5928 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van artikel 52 van het decreet van 7 november 2013 met artikel 27 van de Grondwet, in zoverre de verplichting om deel uit te maken van een academische pool in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk afbreuk zou doen aan de vrijheid van vereniging van de hogescholen, van de hogere kunstschole en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de inrichtende macht niet openbaar is.

Volgens dezelfde verzoekende partijen zijn artikel 58, eerste lid, derde zin, artikel 58, tweede lid, eerste zin, artikel 59, tweede lid, en artikel 61, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 27 van de Grondwet, omdat zij, door het beheer van de polen te regelen met schending van de wet van 27 juni 1921 « betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen », afbreuk doen aan de vrijheid van vereniging van de hogescholen, van de hogere kunstschole en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de inrichtende macht geen openbare overheid is.

B.43.2. Een academische pool is een publiekrechtelijke rechtspersoon die de vorm heeft van een vereniging zonder winstoogmerk (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, pp. 9, 13 en 18, en nr. 537/3, pp. 11 en 46).

Krachtens artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is de decreetgever bevoegd om, in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoren, gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen op te richten, zonder daarbij gebonden te zijn aan vooraf bestaande organisatievormen. De decreetgever kan daarbij gebruik maken van zowel publiekrechtelijke als privaatrechtelijke technieken, zij het dat het hem daarbij verboden is, behoudens met een beroep op artikel 10 van de voormelde bijzondere wet, op algemene wijze af te wijken van het rechtspersonenrecht, dat tot de residuaire bevoegdheid van de federale overheid behoort.

Door academische polen als rechtspersonen van publiek recht op te richten en zelf de regels vast te stellen met betrekking tot hun opdrachten (artikel 53), hun algemene vergadering (artikelen 52, 58 en 59), hun middelen (artikelen 55 en 56), hun raad van bestuur (artikel 57), hun statuten (artikel 58), hun controle (artikel 60), hun financieel beheer (artikel 61) en, voor het overige, door hen de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk te geven, heeft de decreetgever de bevoegdheid uitgeoefend die artikel 9 van de voormelde bijzondere wet hem toekent.

Aldus heeft de decreetgever artikel 27 van de Grondwet niet geschonden.

B.43.3. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 53 van het decreet van 7 november 2013

B.44. Vóór de wijziging ervan bij artikel 35 van het decreet van 30 januari 2014 « betreffende het inclusief hoger onderwijs » bepaalde artikel 53 van het decreet van 7 november 2013 :

« Een Academische pool is een overleg- of dialoogplaats tussen instellingen voor hoger onderwijs. Hij heeft tot hoofdplicht de promotie van alle vormen van samenwerking tussen de leden en het steunen ervan alsook het bevorderen van de samenwerking om de studenten kwaliteitsdiensten aan te bieden.

Dus, onverminderd de opdrachten van de ARES en de academische zones, zorgt een Academische pool voor :

1° de promotie en de begeleiding van de mobiliteit van de studenten en de leden van het personeel, mits inachtneming van hun statuut en op vrijwillige basis, tussen de verschillende vestigingen en de instellingen, met inbegrip van de nadere praktische en financiële regels;

2° het aanbod van collectieve diensten bestemd voor het personeel en de studenten van zijn leden, inzonderheid van de bibliotheken en studiezalen, de restaurants en leefvriendelijke plaatsen, medische, sociale diensten en diensten voor psychologische begeleiding, sport- en culturele activiteiten, en het beheren van de ermee gepaard gaande ontvangsten en uitgaven;

3° het federeren en inrichten van de raadgeving en begeleiding voor persoonlijke studiegangen alsook de pedagogische steun voor de leerkrachten;

4° de coördinatie van het informeren en het oriënteren van de toekomstige studenten omtrent de verschillende ingerichte studies en de vertegenwoordiging van zijn leden bij elke informatieactiviteit in verband met de hogere studies of in verband met het leerplichtonderwijs;

5° de coördinatie van de opleidingen die op de hogere studies voorbereiden en elke andere activiteit die de overgang tussen het leerplichtonderwijs en het hoger onderwijs kan bevorderen;

6° het behartigen van de relaties tussen alle lidinstellingen, hun personeel en hun studenten met de plaatselijke actoren, of ze privé of openbaar zijn;

7° het bevorderen van de creatie op zijn niveau van gefedereerde centra betreffende de disciplines voor onderzoek, onderwijs of diensten, die de competenties en teams van lidinstellingen van de Pool samenbrengen;

8° het behartigen van een gedeeld gebruik van de infrastructures, uitrustingen en roerende en onroerende goederen prioritair bestemd voor de opdrachten inzake onderwijs, onderzoek en dienst ten bate van de collectiviteit;

9° en, meer algemeen, het aanbieden van een bevoorrechte plaats voor dialoog en reflectie onder leden.

De statuten van elke Academische pool vermelden hoe deze opdrachten verwezenlijkt moeten worden ».

B.45. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5927, 5928 en 5933 is artikel 53, tweede lid, 3° en 4°, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, in zoverre het afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs van de hogescholen, van de hogere kunstschoolen en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de inrichtende macht niet openbaar is.

B.46.1. De toetreding tot een structuur voor de pedagogische ondersteuning van de leerkrachten en de coördinatie van het informeren en oriënteren van de studenten doen geen afbreuk aan de vrijheid van onderwijs gewaarborgd bij artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet.

Luidens artikel 53, eerste lid, van het bestreden decreet is een academische pool een « overleg- of dialoogplaats tussen instellingen voor hoger onderwijs » en heeft die dus geen enkele beslissingsbevoegdheid. De bestreden bepaling verplicht geen enkele instelling voor hoger onderwijs een beroep te doen op de « pedagogische ondersteuning van de leerkrachten » georganiseerd door de pool en gecoördineerd door een « didactisch centrum voor hoger onderwijs » beoogd in artikel 148, tweede lid, 1°, van het decreet (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 19). Dat type van instelling is overigens « autonoom » ten opzichte van de polen (artikel 19, eerste lid, van het bestreden decreet). De « aan de polen toegekende opdrachten [...] interfereren niet met de inrichting zelf van het onderwijs, dat een exclusieve bevoegdheid van de instellingen blijft » (*ibid.*, nr. 537/3, p. 11). « Wat de informatie over de studies betreft, behouden de instellingen hun individuele capaciteiten boven de polen » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 19).

B.46.2. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 57 van het decreet van 7 november 2013

B.47. Artikel 57 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Een Academische pool wordt beheerd door een Raad van bestuur samengesteld uit 30 leden maximum komend uit de lidinstellingen. Hij is bevoegd voor alle aangelegenheden, met uitzondering van deze die uitdrukkelijk onder de bevoegdheid vallen van zijn Algemene vergadering, krachtens artikel 58.

Hij wordt voorgezeten door de Rectoren van Universiteiten die hun maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van de Pool en door een Directeur-Voorzitter van een hogeschool die haar maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van de Pool, als die bestaat. Deze laatste wordt beurtelings door de Raad van bestuur van de Pool aangewezen onder de Directeurs-Voorzitters van één van de beoelde hogescholen. De Raad stelt ook twee Ondervoorzitters aan : één onder de Directeurs van de Hogere kunstschoolen die hun maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van de Pool, één ander onder de Directeurs van de Instellingen voor sociale promotie die hun maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van de Pool.

De samenstelling van de Raad van bestuur van een Academische pool is een weerspiegeling van de relatieve omvang van de instellingen inzake aantal gediplomeerden van de initiële BES-opleiding, bachelor en master voortkomend uit studies gevolgd op het grondgebied van de Pool krachtens een machtiging verkregen door de instelling op dat grondgebied, met een minimale vertegenwoordiging, mogelijk onrechtstreeks, van de instellingen met gereduceerde omvang. Ze zorgt voor de aanwezigheid van elke vorm van onderwijs en van de verscheidene categorieën van de academische gemeenschap ervan, waaronder minstens 20 % van vertegenwoordigers van het personeel en minstens 20 % van studenten. Met uitsluiting van de leden *ex officio*, moet minstens een derde, afgerond naar de hogere eenheid, van de leden van de Raad van bestuur personen zijn van het ander geslacht, behoudens met redenen omklede onmogelijkheid.

Binnen deze raad, voor de aangelegenheden die betrekking hebben op het onderwijsaanbod op het grondgebied van de Pool, zijn de vertegenwoordigers van de instellingen die over geen machtiging beschikken in een vestiging van de Pool voor studies van de eerste of tweede cyclus van het studiegebied niet stemgerechtigd ».

Wat het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 betreft

B.48.1. Artikel 57, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013 bepaalt dat, voor bepaalde aangelegenheden die vallen onder de bevoegdheid van de academische pool, sommige leden van de raad van bestuur ervan niet stemgerechtigd zijn.

Aangezien die bepaling een institutionele regel is die de organisatie van het hoger onderwijs betreft, is zij niet van dien aard dat zij de situatie van de hoogleraren rechtstreeks en ongunstig kan raken.

B.48.2. Bijgevolg hebben de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 geen belang bij de vernietiging van artikel 57, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013.

Wat de middelen in de zaken nrs. 5927 en 5928 betreft

B.49. In de zaken nrs. 5927 en 5928 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van artikel 57 van het decreet van 7 november 2013 met artikel 27 van de Grondwet, in zoverre de plaats van de universiteitsrectoren binnen een academische pool en in het bijzonder in de raad van bestuur ervan, afbreuk zou doen aan de vrijheid van vereniging van de hogescholen, van de hogere kunstschole en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de inrichtende macht geen publieke overheid is.

B.50. Zoals in B.43.2 is vermeld, is een academische pool een publiekrechtelijke rechtspersoon en heeft de vrijheid van vereniging gewaarborgd bij artikel 27 van de Grondwet alleen betrekking op de privaatrechtelijke verenigingen.

B.51. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 62 van het decreet van 7 november 2013

B.52. Artikel 62 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Er worden vijf Academische polen opgericht, verdeeld als volgt :

1° de Pool Luik-Luxemburg, op het grondgebied van de Provincies Luik en Luxemburg;

2° de Pool ' Louvain ', op het grondgebied van de Provincie Waals Brabant;

3° de Pool Brussel, op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

4° de Pool Henegouwen, op het grondgebied van de Provincie Henegouwen;

5° de Pool Namen, op het grondgebied van de Provincie Namen ».

B.53.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is artikel 62 van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 27 van de Grondwet, omdat de oprichting van academische polen afbreuk zou doen aan de vrijheid van vereniging van de hogescholen, van de hogere kunstschole en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de inrichtende macht geen overheid is.

B.53.2. Om dezelfde redenen als vermeld in B.43.2 is de grief niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 63 van het decreet van 7 november 2013

B.54. Artikel 63 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Een academische zone tussen verscheidene polen is een adviesinstantie bestaande uit de leden van de Raden van bestuur van de Academische polen ervan.

Een academische zone tussen verscheidene polen heeft enkel als opdrachten de ARES een evolutie van het aanbod aan hoger onderwijs van het korte type voor te stellen en projecten aan te moedigen of te coördineren inzake steun tot het slagen van studenten ».

B.55.1. In de zaak nr. 5927 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, van artikel 63, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013, in zoverre die bepaling afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs van de niet-publieke inrichtende machten van hogescholen, van hogere kunstschole en van instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, door die machten elke bevoegdheid inzake het onderwijsaanbod te ontzeggen.

B.55.2. De bestreden bepaling kent aan elke academische zone tussen verscheidene polen, die slechts een « adviesinstantie » is, de opdracht toe om « de ARES een evolutie van aanbod aan hoger onderwijs van het korte type voor te stellen ».

De « ARES » heeft met name de opdracht om « door een met redenen omkleed advies een antwoord te brengen op elk voorstel van een pooloverschrijdende academische zone betreffende het aanbod van hoger onderwijs van het korte type, en de Regering machtigingen voor te stellen, waarbij de concurrentie tussen de instellingen, de onderwijsvormen en de academische polen dient te worden beperkt » (artikel 21, eerste lid, 2°, van het decreet van 7 november 2013), alsook om « de Regering voor te stellen het onderwijsaanbod te laten evolueren, na het advies van de betrokken thematische Kamers te hebben ingewonnen, op aanvraag van één of meer instellingen of om aan het advies van de Oriëntatieraad gevolg te geven » (artikel 21, eerste lid, 3°, van hetzelfde decreet). De « ARES » moet ook « het overleg [...] organiseren over elk vraagstuk betreffende haar opdrachten » (artikel 21, eerste lid, 6°, van hetzelfde decreet).

De bestreden bepaling verbiedt de inrichtende machten van de hogescholen, van de hogere kunstschole en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie niet advies uit te brengen of voorstellen te formuleren in verband met het onderwijsaanbod. Zij ontzegt hun niet elke bevoegdheid ter zake.

Die bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.55.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 65 van het decreet van 7 november 2013

B.56. Artikel 65 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Er bestaan drie academische zones tussen verscheidene polen, verdeeld als volgt :

1° de zone Luik-Luxemburg-Namen die de Academische polen samenbrengt bedoeld bij artikel 62, 1° en 5°;

2° de zone Brussel-Waals Brabant die de Academische polen bedoeld bij artikel 62, 3° en 2°, bijeenbrengt;

3° de zone Henegouwen die met de Academische pool bedoeld bij artikel 62, 4°, overeenstemt ».

B.57.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 doet die bepaling afbreuk aan de vrijheid van vereniging, gewaarborgd bij artikel 27 van de Grondwet.

B.57.2. Een academische zone tussen verscheidene polen verenigt de leden van een of twee raden van bestuur van een academische pool.

Zoals in B.43.2 is vermeld, is een academische pool een publiekrechtelijk rechtspersoon.

Een vereniging die uitsluitend bestaat uit publiekrechtelijke rechtspersonen zou niet kunnen worden beschouwd als een private vereniging waarop artikel 27 van de Grondwet van toepassing is.

B.57.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 70 van het decreet van 7 november 2013

B.58. Artikel 70 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. De initiële cursussen van het lange type worden in twee studiecyclussen ingericht :

1° een eerste cyclus bekrachtigd met de graad van bachelor die 180 studiepunten telt;

2° een tweede cyclus bekrachtigd met de graad van master die 60 studiepunten bevat of, als het een bijzondere finaliteit heeft, 120 studiepunten.

Sommige studiecyclussen kunnen deel uitmaken van meerdere verschillende cursussen van het lange type.

Bij uitzondering daarop, omvatten de tweede cyclussen in de geneeskunde en de diergeneeskunde 180 studiepunten. De tweede studiecycclus in de geneeskunde wordt bekrachtigd met de graad van arts; de tweede studiecycclus in de diergeneeskunde wordt bekrachtigd met de graad van dierenarts.

§ 2. De studies van master in minstens 120 studiepunten kunnen één of meerdere keuzen bevatten van 30 specifieke studiepunten die aan deze studies één van de volgende finaliteiten geven :

1° De didactische finaliteit die de specifieke pedagogische opleiding omvat met toepassing van het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs of van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs; ze wordt enkel voor de academische graden ingericht die overeenstemmen met de vereiste bekwaamheidsbewijzen in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De Regering bepaalt deze overeenstemming.

2° De grondige finaliteit die tot wetenschappelijk of artistiek onderzoek leidt. Ze bevat tezelfdertijd grondig onderwijs in een bijzonder vak en een algemene opleiding voor het beroep navorser. Ze wordt exclusief in de universiteit of, voor kunststudies, in Hogere Kunstschole in medeorganisatie met een gemeenschappelijk programma ingericht met een universiteit die deel neemt aan een overeenstemmende thematische doctorale school.

3° Een gespecialiseerde finaliteit in een bijzonder vak van het gebied waartoe de cursus die bijzondere beroepscompetenties of bijzondere artistieke competenties beoogt, behoort. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen één of meerdere verschillende gespecialiseerde finaliteiten inrichten voor eenzelfde master.

De ARES zorgt voor de coherentie van het aanbod aan dergelijke finaliteiten en vermijdt elke onverantwoorde verbodige herhaling.

§ 3. De studies van master die reeds bestonden vóór de inwerkingtreding van dit decreet mogen enkel 60 studiepunten bevatten binnen een cursus van het lange type van 240 studiepunten. Ze bevatten geen finaliteit. De lijst van deze studies wordt als bijlage III bij dit decreet opgenomen.

Om de twee jaar brengt de ARES voor de Regering een evaluatie uit over deze cursussen ».

B.59.1. Een cursus is een « samenhangend geheel van één of meer studiecyclussen dat een bepaalde initiële opleiding uitmaakt; binnen een cursus kunnen de tussengraden overgangsgaden zijn, die dus de voorbereiding tot de volgende cyclus als hoofddoel hebben, en is de eindgraad ' beroepsgericht ' » (artikel 15, § 1, eerste lid, 25°, van het decreet van 7 november 2013).

Het hoger onderwijs « wordt in drie cyclussen georganiseerd », waarbij een cyclus overeenstemt met « studies die leiden tot het behalen van een academische graad » (artikel 15, § 1, eerste lid, 26°, van hetzelfde decreet).

De « master » is de « academische graad van niveau 7 ter bekrachtiging van de studies van de tweede cyclus die minstens 60 studiepunten tellen en, als zij een bijzondere finaliteit nastreven, minstens 120 studiepunten tellen » (artikel 15, § 1, eerste lid, 46°, van het decreet van 7 november 2013). Het « studiepunt » is een « eenheid die overeenstemt met de tijd die door de student, binnen een studieprogramma, besteed wordt aan een leeractiviteit » (artikel 15, § 1, eerste lid, 24°, van datzelfde decreet). De « finaliteit » is het « samenhangend geheel van onderwijsseenheden dat 30 studiepunten vertegenwoordigt van een studieprogramma voor master dat minstens 120 studiepunten telt, leidend tot aanvullende gespecialiseerde competenties die door een afzonderlijke academische graad worden bekrachtigd » (artikel 15, eerste lid, 37°, van datzelfde decreet).

B.59.2. Artikel 70, § 2, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 kent aan de « ARES » een algemene taak toe met betrekking tot de organisatie van sommige studies in de Franse Gemeenschap.

Zelfs indien de toepassing van die regel gevolgen zou kunnen hebben voor het werk van de ene of de andere hoogleraar aan een universiteit, dan nog betreft hij geenszins hun statuut en kan hij hun situatie niet rechtstreeks en ongunstig raken.

B.59.3. Bovendien zetten de derde en de vijfde verzoekende partij in de zaak nr. 5933 niet concreet uiteen hoe die bepaling de situatie van de cursussen die zij verstrekken in het kader van de masterstudies die op hen betrekking hebben of de niet anders gepreciseerde « initiatieven » van de derde verzoekende partij rechtstreeks en ongunstig kan aantasten.

B.59.4. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij de vernietiging van artikel 70, § 2, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013.

Ten aanzien van artikel 73 van het decreet van 7 november 2013

B.60. Artikel 73 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Op het einde van een initiële opleiding bekrachtigd door een academische graad van master in minstens 120 studiepunten of van gelijkwaardig niveau, kunnen specialisatiestudies van de tweede cyclus tot een andere academische graad van master leiden, na het slagen, volgens het studieprogramma, voor minstens 60 bijkomende studiepunten.

Deze studies hebben tot doel een gespecialiseerde beroepskwalificatie te verlenen die overeenstemt met minstens één van de volgende doelstellingen :

1° de uitoefening van sommige beroepen toe te laten, met inachtneming van de overeenstemmende wetsbepalingen, inzonderheid in de gezondheidssector;

2° een antwoord te geven aan de behoeften inzake specifieke opleidingen in het kader van programma's voor ontwikkelings samenwerking;

3° toegang te verlenen tot de bijzondere bekwaamheidsbewijzen en graden vereist door de wet of tot de bijzondere competenties erkend door de onderzoeks- en onderwijsteams, die gericht zijn op originaliteit, uniciteit en wetenschappelijke of artistieke specificiteit in de Franse Gemeenschap.

De ARES zorgt voor de coherentie van deze studies en waarborgt er de overeenstemming van in verband met deze criteria ».

B.61.1. In de zaken nrs. 5927 en 5929 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, van artikel 73, derde lid, van het decreet van 7 november 2013.

B.61.2. Door aan de « ARES » de opdracht toe te kennen om de overeenstemming van de specialisatiestudies van de tweede cyclus met de beoogde criteria te waarborgen, doet de bestreden bepaling geen afbreuk aan de vrijheid van onderwijs gewaarborgd bij artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet.

Zoals is vermeld in B.13.2.4, zijn de instellingen voor hoger onderwijs inderdaad autonoom ten opzichte van de « ARES », die haar opdrachten moet uitvoeren zonder afbreuk te doen aan de autonomie van die instellingen.

B.61.3. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 74 van het decreet van 7 november 2013

B.62. Artikel 74 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De instellingen voor hoger onderwijs kunnen studies van voortgezette opleiding inrichten ter bestemming van gediplomeerden van het hoger onderwijs of houders van gelijkwaardige bekwaamheidsbewijzen.

Deze studies hebben één of meerdere doelstellingen :

1° het actualiseren van de kennis van de gediplomeerden, inzonderheid in functie van het bijzondere beroepsprofiel van de studenten;

2° het perfectioneren of specialiseren van hun kennis en competenties in een of ander bijzonder vak, in hetzelfde studiegebied als hun initiële diploma of in een verschillend gebied. Tot deze categorie behoren inzonderheid de opleiding van wederinschakeling in het arbeidsproces of heroriëntatie;

3° het aanvullen en perfectioneren van hun opleiding, in rechtstreeks verband met hun huidige of komende beroepsactiviteit, met als doel de continuïteit van hun beroepstraject;

4° het uitbreiden en verrijken van hun persoonlijke opleiding, als actieve burger met kritische zin.

Voor deze studies van voortgezette opleiding, is uit essentie de professionele en persoonlijke inaanmerkingneming van toepassing en kadert in het levenslange leerproces.

De ARES, op advies van de Academische polen, zorgt voor de coherentie van het aanbod aan dergelijke studies en de voorwaarden voor de toegang ertoe en voor het vermijden van elke concurrentie.

Het slagen voor deze studies wordt niet met een academische graad bekrachtigd. Ze kunnen het uitreiken toelaten van sommige getuigschriften en de toekenning van studiepunten aan de studenten die overeenstemmen met de met succes gevolgde studies, indien ze minstens betrekking hebben op 10 studiepunten en dezelfde criteria in acht nemen inzake organisatie, toegang, inhoud en kwaliteit als de studies die tot academische graden leiden. Deze overeenstemming wordt door de ARES bevestigd.

Deze studies van voortgezette opleiding komen niet in aanmerking voor het algemene systeem van financiering van de hogere studies, met uitzondering van de studies ingericht door de Instellingen voor sociale promotie. Nochtans kan de Regering specifieke regels bepalen voor de financiering van sommige onder hen, na advies van de ARES ».

Wat het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 betreft

B.63.1. De « studies voor voortgezette opleiding » zijn een « gestructureerd geheel van leeractiviteiten die door een instelling voor hoger onderwijs worden georganiseerd, maar die niet leiden tot een bekwaamheidsbewijs of een academische graad, met uitzondering van sommige studies voor sociale promotie, dat tot doel heeft de verworven competenties en kennis van de gediplomeerden van het hoger onderwijs of van personen die gelijkaardige professionele of persoonlijke verworven competenties en kennis kunnen laten gelden, aan te vullen, uit te breiden, te verbeteren, bij te werken of te vervolmaken » (artikel 15, § 1, eerste lid, 34°, van het decreet van 7 november 2013).

Vóór de wijziging ervan bij artikel 34 van het decreet van 25 juni 2015 « tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het hoger onderwijs » bepaalde artikel 66 van het decreet van 7 november 2013 :

« [...] »

§ 2. De studies van voortgezette opleiding bieden aan de gediplomeerden van het hoger onderwijs en de personen die de verworven kennis en vaardigheden op professioneel of persoonlijk niveau in aanmerking kunnen laten nemen of gelijkwaardig personeel, op het einde van hun initiële opleiding of levenslang en met een persoonlijk, maatschappelijk of beroepsdoel, gestructureerde gehelen van leeractiviteiten met als doel het vervolledigen, uitbreiden, verbeteren, actualiseren of de vervolmaking van hun kennis, knowhow, vaardigheden en kwalificaties, verworven zowel tijdens hun vorige studies als door hun persoonlijke of beroepservaring.

Deze studies kunnen tot de uitreiking leiden van diploma's, bekwaamheidsbewijzen, getuigschriften of attesten, naargelang hun inhoud en hun statuut. Het gaat om studies van de eerste of tweede cyclus naargelang van het niveau van de leeractiviteiten die ze bevatten.

[...]

§ 4. Voor de studies en de opleidingen bedoeld bij de paragrafen 2 en 3, dragen het inschrijvingsgeld gevegd van de studenten, de mogelijke specifieke financiering en de eigen vermogensmiddelen bestemd door de instelling bij tot de dekking van de kosten die gepaard gaan met de organisatie van dit onderwijs. Deze bepaling is niet van toepassing op de opleiding van het CAPAES noch op de opleidingen ingericht door de Instellingen voor sociale promotie ».

B.63.2. Noch de laatste zeven woorden van het vierde lid van artikel 74 van het decreet van 7 november 2013, noch het zesde lid van hetzelfde artikel regelen het statuut van de hoogleraren.

Zelfs indien de toepassing ervan gevolgen zou kunnen hebben voor de situatie van de ene of de andere verzoekende partij in de zaak nr. 5933, dan nog zouden die bepalingen hun situatie niet rechtstreeks kunnen raken, vermits zij slechts enkele algemene regels vaststellen inzake de organisatie en de financiering met betrekking tot de « studies van voortgezette opleiding ».

B.63.3. Voor het overige volstaat het gegeven dat de tweede, de derde en de vijfde verzoekende partij « academische verantwoordelijken » zijn voor een programma van voortgezette opleiding, voorgesteld door de universitaire instelling die hen tewerkstelt, niet om aan te tonen dat de bestreden bepalingen hun situatie op ongunstige wijze rechtstreeks zouden kunnen raken.

Bovendien verduidelijkt de vierde verzoekende partij niet hoe de bestreden bepalingen haar ertoe zouden kunnen verplichten om ervan af te zien de erkenning van het studieprogramma dat zij naar eigen zeggen « leidt », voor rekening van de instelling die haar tewerkstelt te verkrijgen, of om de organisatie ervan grondig te wijzigen.

B.63.4. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij het vorderen van de vernietiging van de laatste zeven woorden van het vierde lid van artikel 74 van het decreet van 7 november 2013 en van het zesde lid van dat laatste artikel.

Wat de middelen in de zaken nrs. 5927, 5928 en 5929 betreft

B.64.1. In de zaken nrs. 5927, 5928 en 5929 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, van artikel 74 van het decreet van 7 november 2013, in zoverre die bepaling afbreuk zou doen aan de autonomie van de instellingen en dus aan de vrijheid van onderwijs van de hogescholen, van de hogere kunstscholen en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de inrichtende macht niet openbaar is.

B.64.2. Door aan de « ARES » de opdracht toe te kennen om de coherentie van het aanbod aan studies van voortgezette opleiding en de voorwaarden voor de toegang ertoe te verzekeren, waarbij elke concurrentie wordt vermeden (artikel 74, vierde lid) en om de overeenstemming te bevestigen van die studies met criteria inzake organisatie, toegang, inhoud en kwaliteit (artikel 74, vijfde lid, laatste zin) doet de bestreden bepaling geen afbreuk aan de vrijheid van onderwijs gewaarborgd bij artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet.

Zoals in B.13.2.4 is vermeld, zijn de instellingen voor hoger onderwijs inderdaad autonoom ten opzichte van de « ARES », die haar opdrachten moet uitvoeren zonder afbreuk te doen aan de autonomie van die instellingen.

B.64.3. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 75 van het decreet van 7 november 2013

B.65. Artikel 75 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. De administratieve taal van de instellingen voor hoger onderwijs is de Franse taal.

§ 2. De onderwijs- en evaluatietaal van de leeractiviteiten is het Frans.

Nochtans kunnen activiteiten in een andere taal ingericht en geëvalueerd worden :

1° in de eerste studiecycclus, naar rata van ten hoogste een vierde van de studiepunten;

2° voor de studies die leiden tot de academische graad van master, behoudens voor de studiepunten die specifiek zijn voor de didactische finaliteit, naar rata van de helft van de studiepunten;

3° voor de studies die gezamenlijk ingericht worden door meerdere instellingen voor hoger onderwijs overeenkomstig artikel 82, waaronder minstens één instelling buiten de Franse Gemeenschap;

4° voor de specialisatiestudies;

5° voor de studies van de derde cyclus;

6° voor de studies van voortgezette opleiding en andere opleidingen.

In het algemeen kan elke leeractiviteit van een cursus van de eerste of tweede cyclus gegeven of geëvalueerd worden in een andere taal indien ze ook in het Frans wordt ingericht; aan deze verplichting wordt voldaan voor de opties of de activiteiten op individuele keuze van de student, in de zin van artikel 127, als er minstens een andere keuze bestaat inzake optie of activiteit in het Frans.

Voor de toepassing van paragraaf 2 van het tweede lid, 1° en 2°, komen het onderwijs in vreemde talen, het eindstudiewerk, de activiteiten inzake beroepsintegratie alsook de leeractiviteiten die gezamenlijk ingericht worden door instellingen buiten de Franse Gemeenschap die erkend zijn door hun bevoegde overheid inzake hoger onderwijs, niet in aanmerking.

Voor de studies van de tweede cyclus, kan bovendien de Regering aan de instellingen voor hoger onderwijs afwijkingen toestaan wanneer de beoogde studies een internationale aard hebben voortvloeiend uit de excellentie van het wetenschappelijke of artistieke gebied, of van zijn bijzondere aard. De afwijkingen worden op de voordracht van de ARES toegestaan ».

B.66.1. Die decretale bepaling staat de instellingen voor hoger onderwijs toe een andere taal dan het Frans als onderwijstaal te gebruiken. Zij legt evenwel enkele voorwaarden vast met betrekking tot sommige studies van de eerste en van de tweede cyclus.

De vierde verzoekende partij in de zaak nr. 5933 geeft niet aan of de cursus die zij in het Engels verstrekt, is verbonden met die categorieën van studies, zodat niet kan worden nagegaan of de in de voormelde bepaling uiteengezette voorwaarden haar situatie rechtstreeks en ongunstig kunnen raken.

B.66.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij de vernietiging van artikel 75 van het decreet van 7 november 2013.

Ten aanzien van artikel 82 van het decreet van 7 november 2013 en artikel 15, § 1, eerste lid, 18°, van hetzelfde decreet

B.67.1. Artikel 82 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. In het kader van hun opdrachten ontwikkelen de instellingen voor hoger onderwijs partnerschappen onderling, alsook met andere instellingen of rechtspersonen uit de wereld van de wetenschappen, het onderwijs, uit het beroepsleven en de cultuur. De gekozen partners kunnen Belgisch zijn of uit het buitenland komen. Ze kunnen samenwerkingsovereenkomsten met deze partners sluiten.

Voor de overeenkomsten inzake onderwijs, moeten de partnerinstellingen door hun bevoegde overheid erkend worden inzake hoger onderwijs.

§ 2. Twee of meerdere instellingen voor hoger onderwijs, in de Franse Gemeenschap of buiten de Franse Gemeenschap, kunnen onderling samenwerkingsovereenkomsten in de zin van de vorige paragraaf sluiten voor de gezamenlijke administratieve en academische organisatie van leeractiviteiten van een opleiding of een gezamenlijk studieprogramma waartoe minstens één van ze gemachtigd is. Een dergelijke overeenkomst kan betrekking hebben op het aanbod en de organisatie van onderwijs, het uitwisselen van personeelsleden of het delen van infrastructuren.

De overeenkomst wijst, onder de instellingen die ertoe gemachtigd worden voor de bedoelde studies, de referentie-instelling aan die belast is met de centralisatie van het administratieve en academische beheer van het programma en de studenten. De Regering kan de minimale inhoud van een dergelijke overeenkomst aanvullen.

§ 3. Een gezamenlijk studieprogramma kan tot een gezamenlijke diploma-uitreiking leiden wanneer het gezamenlijk ingericht wordt in de zin van de vorige paragraaf, alle partners in de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd zijn of gezamenlijk gemachtigd zijn voor deze studies, de leeractiviteiten gezamenlijk ingericht, beheerd en verstrekt worden en het slagen daarvoor collegiaal bekrachtigd wordt en wanneer het leidt tot de gezamenlijke uitreiking van een enkel diploma, ondertekend door alle partners, ofwel diploma's uitgereikt door iedere instelling krachtens hun eigen machtiging en wetgeving.

Om een programma voor de gezamenlijke diplomering voor te dragen, moeten de partnerinstellingen in de Franse Gemeenschap, elk, in het kader van de overeenkomst, minstens 15 % ten laste nemen van de leeractiviteiten van het programma van de betrokken studiecycclus. Daarenboven, zal elke student effectief leeractiviteiten hebben gevolgd ingericht door minstens twee verschillende partners.

Dit laatste lid is niet van toepassing op de studies die aanleiding geven tot een gezamenlijke diplomering en die ingericht worden in het kader van de bijzondere programma's bepaald door de Europese Unie.

De overeenkomst inzake gezamenlijke diplomering bepaalt inzonderheid :

- 1° de bijzondere voorwaarden voor de toegang tot de studies;
- 2° de nadere regels voor de inschrijving;
- 3° de organisatie van leeractiviteiten;
- 4° de nadere regels voor de evaluatie, de beraadslaging en de bekrachtiging op het einde van de cyclus;
- 5° het opschrift van de graad (graden), bekwaamheidsbewijzen of diploma's die uitgereikt worden, alsook het model ervan;
- 6° de regels voor de herverdeling van de ontvangsten en de verdeling van de uitgaven over de partnerinstellingen;
- 7° de instelling voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap aangewezen als referentie in de Franse Gemeenschap;
- 8° de bepalingen met betrekking tot de verzekeringen aangegaan voor de studenten.

De nadere regels voor de evaluatie en de organisatie bepaald in de overeenkomst moeten overeenstemmen met de wetgeving die geldt in één van de partnerinstellingen.

[...] ».

B.67.2. Artikel 15, § 1, eerste lid, 18°, van hetzelfde decreet bepaalt :

« Voor de toepassing van dit decreet en de besluiten tot uitvoering ervan, wordt verstaan onder :

[...]

18° gezamenlijke diplomering : bijzondere vorm van co-organisatie van gezamenlijke studies waarvoor alle partners in de Franse Gemeenschap die aan gezamenlijke diplomering doen voor die studies daartoe gemachtigd of samen gemachtigd zijn, waarvan de leeractiviteiten gezamenlijk worden georganiseerd, beheerd en verstrekt, en waarvoor een collegiale bekrachtiging voor het slagen ervoor wordt verleend, leidend tot het uitreiken van een uniek diploma of van diploma's die worden uitgereikt volgens de wetgeving die elke partner eigen is; ».

B.68.1. Artikel 82, § 3, van het decreet van 7 november 2013 legt de voorwaarden vast waaronder een « gezamenlijk studieprogramma », gezamenlijk ingericht door instellingen voor hoger onderwijs gebonden door een « samenwerkingsovereenkomst », kan leiden tot een « gezamenlijke diploma-uitreiking ». Dezelfde bepaling legt ook de voorwaarden vast waaronder een « programma voor de gezamenlijke diplomering » kan worden voorgesteld en legt vereisten inzake inhoud op met betrekking tot elke « overeenkomst inzake gezamenlijke diplomering » gesloten tussen de voormelde instellingen.

B.68.2. Artikel 82, § 3, van het decreet van 7 november 2013 richt zich enkel tot de instellingen voor hoger onderwijs. Het regelt geenszins het statuut van de hoogleraren.

Ook al zou de toepassing ervan gevolgen kunnen hebben voor de situatie van de ene of de andere verzoekende partij in de zaak nr. 5933, dan nog zou die bepaling de situatie van die laatstgenoemden niet rechtstreeks kunnen raken.

Voor het overige tonen de verklaringen van de derde verzoekende partij in die zaak en de documenten die zij voorlegt niet aan dat artikel 82, § 3, van het decreet van 7 november 2013, dat tot doel heeft de aspecten van de samenwerking tussen de instellingen voor hoger onderwijs te regelen, haar situatie ongunstig zou kunnen raken.

B.68.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 15, § 1, eerste lid, 18°, en van artikel 82, § 3, van het decreet van 7 november 2013.

Ten aanzien van artikel 86 van het decreet van 7 november 2013 en van artikel 15, § 1, eerste lid, 42°, van hetzelfde decreet

B.69.1. Artikel 86 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. De machtiging om hogere studies te organiseren en om de academische graden toe te kennen die ze bekrachtigen, wordt aan een instelling voor hoger onderwijs bij decreet toevertrouwd of ingetrokken.

De machtiging heeft betrekking op de studies die leiden tot een bekwaamheidsbewijs, alsook op het geografische grondgebied waarop deze studies ingericht kunnen worden, met uitzondering van de werkzaamheden betreffende de voorbereiding van een doctoraatsthesis die niet in verband staan met een specifieke vestiging. Een machtiging wordt verleend voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest of, in het Waalse Gewest, voor één of meerdere bestuursarrondissementen.

Op eensluidend advies van de ARES kan een instelling voor hoger onderwijs een deel van de leeractiviteiten inrichten buiten de aldus bepaalde vestigingen, voor zover deze gedecentraliseerde activiteiten niet 15 studiepunten per studiecycclus overschrijden en nooit een dubbele onderwijsactiviteit zijn.

§ 2. Elke gezamenlijke instelling van een studiecycclus, met of zonder gezamenlijke diplomering, tussen meerdere instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap met toepassing van de bepalingen van artikel 82, § 2 of § 3, wordt eerst aan het gunstige advies van de ARES voorgelegd.

Deze bepaling betreft niet de reeds bestaande gezamenlijke organisaties bij de inwerkingtreding ervan ».

B.69.2. Artikel 15, § 1, eerste lid, 42°, van hetzelfde decreet bepaalt :

« Voor de toepassing van dit decreet en de besluiten tot uitvoering ervan, wordt verstaan onder :

[...]

42° machtiging : bevoegdheid die bij decreet aan een instelling voor hoger onderwijs toegekend wordt op een bepaald grondgebied een studieprogramma te organiseren, een academische graad toe te kennen en de ermee gepaard gaande getuigschriften en diploma's uit te reiken; ».

Wat het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 betreft

B.70.1. Artikel 86, § 1, tweede en derde lid, van het decreet van 7 november 2013 draagt bij tot de definitie van de inhoud van een « machtiging om hogere studies te organiseren en om de academische graden toe te kennen die ze bekrachtigen » die is verleend aan een instelling voor hoger onderwijs, en stelt de regels vast met betrekking tot de definitie van het grondgebied waarop die studies kunnen worden ingericht.

De definitie van de machtiging bij artikel 15, § 1, 42°, van hetzelfde decreet geeft aan dat die handeling alleen rechtstreeks betrekking heeft op de activiteiten van de instellingen voor hoger onderwijs.

B.70.2. Artikel 86, § 1, tweede en derde lid, van het decreet van 7 november 2013 richt zich enkel tot de instellingen voor hoger onderwijs. Het regelt geenszins het statuut van de hoogleraren.

Zelfs indien de toepassing ervan gevolgen zou kunnen hebben voor de situatie van de ene of de andere verzoekende partij in de zaak nr. 5933, dan nog zou die bepaling hun situatie niet rechtstreeks kunnen raken.

Voor het overige tonen de verklaringen van de eerste verzoekende partij en de documenten die zij voorlegt niet aan dat artikel 86, § 1, tweede en derde lid, haar activiteiten als hoogleraar aan een universiteit en bestuurder binnen een hogeschool ongunstig zou kunnen raken.

B.70.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5931 hebben bijgevolg geen belang bij de vernietiging van artikel 15, § 1, 42°, en van artikel 86, § 1, tweede en derde lid, van het decreet van 7 november 2013.

B.71.1. Artikel 86, § 2, van hetzelfde decreet maakt elke co-organisatie van een studiecycclus waartoe is besloten na de inwerkingtreding van die bepaling, afhankelijk van het gunstige advies van de « ARES ». Een « co-organisatie » is een « partnerschap tussen twee of meer instellingen die zich, door middel van een overeenkomst, bereid verklaren om werkelijk deel te nemen aan de administratieve en academische organisatie van de leeractiviteiten van een opleiding of van een gezamenlijk studieprogramma waartoe ten minste één onder die gemachtigd is; een dergelijke overeenkomst kan betrekking hebben op het aanbod en de organisatie van cursussen, de uitwisseling van personeelsleden of van infrastructuren » (artikel 15, § 1, eerste lid, 22°, van het decreet van 7 november 2013).

B.71.2. Die bepaling richt zich enkel tot de instellingen voor hoger onderwijs. Zij regelt geenszins het statuut van de hoogleraren.

Zelfs indien de toepassing ervan gevolgen zou kunnen hebben voor de situatie van de ene of de andere verzoekende partij in de zaak nr. 5933, dan nog zou die bepaling hun situatie niet rechtstreeks kunnen raken.

Voor het overige tonen de verklaringen van de derde verzoekende partij en de documenten die zij voorlegt niet aan dat de voormelde decretale bepaling, die tot doel heeft de aspecten van de samenwerking onder instellingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap te regelen, haar situatie ongunstig zou kunnen raken.

B.71.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 86, § 2, van het decreet van 7 november 2013.

Wat het middel in de zaak nr. 5927 betreft

B.72.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is artikel 86, § 1, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, omdat het, door een machtiging te vereisen voor de inrichting van de hogere studies en voor het uitreiken van de academische graden, afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs van de hogescholen, van de hogere kunstscholen en van de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de inrichtende macht privaats is en door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd.

B.72.2. De vrijheid van onderwijs erkend bij artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet kent iedere privépersoon het recht toe om onderwijs in te richten en te laten verstrekken zonder daarvoor vooraf de toestemming te moeten hebben.

De vrijheid van onderwijs is evenwel niet absoluut. Zij kan worden beperkt door een wetgevende maatregel op voorwaarde dat die niet onevenredig is met het daarmee nagestreefde doel.

Het recht op subsidies ten laste van de Gemeenschap, dat voortvloeit uit de vrijheid van onderwijs, is beperkt, enerzijds, door de mogelijkheid voor de Gemeenschap om die te koppelen aan vereisten in verband met het algemeen belang en, anderzijds, door de noodzaak de beschikbare financiële middelen te verdelen onder de verschillende opdrachten van de Gemeenschap.

B.72.3. De inrichting van hogere studies afhankelijk maken van het bezit van een machtiging beperkt de vrijheid van onderwijs.

B.72.4. Een van de doelstellingen van het decreet van 7 november 2013 bestaat erin « in het voordeel van alle spelers [...] de concurrentie te blijven verminderen onder de instellingen voor hoger onderwijs die dezelfde doelstellingen van algemeen belang beogen [...] en de overgang van een competitief model naar een samenwerkend model na te streven » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, pp. 6-7).

In de memorie van toelichting bij het ontwerpdecreet dat aan de oorsprong van het decreet van 7 november 2013 ligt, wordt in dat verband gepreciseerd :

« De concurrentiesituatie binnen ons systeem dat, in dit stadium, al te vaak, op het vlak van het studieaanbod, een beleid van vestiging in plaats van een samenhangend beheer bevoorrecht, zowel op plaatselijk niveau als voor ons hele systeem van hoger onderwijs is herhaaldelijk aan de kaak gesteld » (*ibid.*, p. 8).

Het decreet strekt ertoe « een logica van mededinging te overstijgen voor een samenhangend beheer dat steunt op de begrippen van uitmuntendheid, synergie, samenwerking en solidariteit onder de instellingen en hun teams » (*ibid.*, nr. 537/3, p. 8).

Het decreet, dat ook ertoe strekt « een antwoord te bieden op de noodzaak om naar behoren gebruik te maken van de publieke middelen » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 8), stelt een « model » voor dat onder meer tot doel heeft « de overbodige herhalingen onder instellingen weg te werken », « een beter beheer van de publieke middelen te verzekeren » en « de situaties van overbodige herhalingen te beperken die onder meer voortvloeien uit het bestaande systeem van openbare financiering en machtigingen » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 9).

Gelet op het feit dat de instellingen voor hoger onderwijs voornamelijk worden gefinancierd door middel van een « gesloten enveloppe » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 12; *ibid.*, nr. 537/3, p. 9), bestaat het zowel individuele als collectieve « belang » van die instellingen erin « de situaties van onverantwoorde concurrentie te beperken die structureel leiden tot een spreiding van de middelen voor die welke die studies inrichten » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 12; *ibid.*, nr. 537/3, p. 9).

B.72.5. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de vereiste van een machtiging voor de inrichting van hogere studies in hogescholen, hogere kunstscholen en instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie waarvan de private inrichtende machten worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, een maatregel is die niet alleen evenredig is met de wil om de concurrentie te beperken in het algemeen belang, maar ook met de noodzaak om rekening te houden met de beschikbare financiële middelen van de Franse Gemeenschap.

B.72.6. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 87 en bijlage IV van het decreet van 7 november 2013

B.73. Artikel 87 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Een machtiging wordt 'voorwaardelijk' genoemd wanneer ze onderworpen is aan de voorwaarde dat de instellingen aan wie deze gezamenlijke machtiging wordt toegekend, een overeenkomst van gezamenlijke diplomering met elkaar sluiten, in de zin van artikel 82, § 3.

Behoudens uitdrukkelijke verantwoording, is elke nieuwe machtiging voorgedragen door de ARES, ofwel een voorwaardelijke gezamenlijke machtiging, ofwel moet deze in een project kaderen van samenwerking of gezamenlijke organisatie tussen verschillende instellingen volgens de bepalingen van artikel 82.

De lijst van deze machtigingen wordt als bijlage IV bij dit decreet opgenomen ».

Bijlage IV van hetzelfde decreet bevat een « lijst van de voorwaardelijke gezamenlijke machtigingen ».

Wat het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 betreft

B.74.1. Artikel 87 van het decreet van 7 november 2013 stelt twee bijzondere regels vast met betrekking tot sommige machtigingen, die worden aangevuld in bijlage IV van dat decreet.

Zelfs indien de toepassing van die regels gevolgen kan hebben voor het werk van sommige hoogleraren, dan nog hebben zij geenszins betrekking op hun statuut en kunnen zij hun situatie niet rechtstreeks en ongunstig raken.

B.74.2. Bovendien zet de derde verzoekende partij in de zaak nr. 5933 niet concreet uiteen hoe de voormelde bepalingen de « initiatieven » waarnaar zij verwijst en die niet nader worden gepreciseerd, rechtstreeks en ongunstig kunnen raken.

B.74.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 87 en van bijlage IV van het decreet van 7 november 2013.

Wat het middel in de zaken nrs. 5927, 5928 en 5929 betreft

B.75.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5927, 5928 en 5929 is artikel 87, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, omdat het de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende machten van hogescholen, hogere kunstscholen en instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie hun initiatiefrecht zou ontnemen met betrekking tot de ontwikkeling van het onderwijsaanbod.

B.75.2.1. Een machtiging in de zin van artikel 87, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 wordt bij decreet verleend (artikel 86, § 1, van hetzelfde decreet).

De decreterende macht wordt gezamenlijk uitgeoefend door het Parlement en de Regering (artikel 17 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen), waarbij het initiatiefrecht zowel toekomt aan de Regering als aan de leden van het Parlement (artikel 132 van de Grondwet).

B.75.2.2. Een « nieuwe machtiging » in de zin van artikel 87, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 is een machtiging die niet bestond vóór de inwerkingtreding van dat decreet.

B.75.2.3. Die bepaling heeft alleen betrekking op de machtigingen die door de « ARES » aan de Franse Gemeenschapsregering worden voorgesteld (artikel 21, eerste lid, 2^o, van het decreet van 7 november 2013).

Zij ontnemt evenwel noch die Regering, noch de leden van het Parlement hun recht om andere machtigingen voor te stellen, bijvoorbeeld op verzoek van private inrichtende machten.

B.75.3. De instellingen voor hoger onderwijs zijn autonoom ten opzichte van de « ARES » (artikel 19, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013). Een onderwijsinstelling kan overigens alleen aan de « ARES » vragen het onderwijsaanbod te laten evolueren, evolutie die die instelling van openbaar nut kan voorstellen aan de Regering (artikel 21, eerste lid, 3^o, van hetzelfde decreet). Een academische zone tussen verscheidene polen kan eveneens aan de « ARES » voorstellen het onderwijsaanbod te laten evolueren (artikel 63, tweede lid, van hetzelfde decreet).

B.75.4. De in de bestreden bepaling vervatte regel ontnemt een private inrichtende macht evenmin het initiatiefrecht om een overeenkomst voor gezamenlijke diplomering te sluiten of een project van samenwerking op te stellen met het oog op het aanvragen van een nieuwe machtiging in de zin van die bepaling.

Bovendien kan de « ARES » ook, onder voorbehoud van een uitdrukkelijke motivering, een nieuwe machtiging voorstellen zonder dat een dergelijke overeenkomst of een dergelijk project bestaat, « met name om de vernieuwende initiatieven of de initiatieven die zijn verbonden aan een bijzondere bevoegdheid van een team te ondersteunen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 23).

B.75.5. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.75.6. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 88 en bijlage II van het decreet van 7 november 2013

B.76. Artikel 88 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. De machtigingen om initiële cursussen van de eerste en tweede cyclussen en van specialisatiebachelor kunnen herzien worden, op voorstel of na advies van de ARES, met uitwerking voor het academiejaar dat een aanvang neemt gedurende het jaar dat op het jaar van de aanneming van het decreet ter toekenning van deze machtigingen volgt. In zijn voorstellen verantwoordt de ARES en zorgt deze voor een collectief evenwicht, in harmonie met de lokale aanvragen en de menselijke, intellectuele, materiële en financiële middelen die beschikbaar zijn, en waarbij elke concurrentie of overbodige herhaling verijdend. Het advies van de ARES over de nieuwe machtigingen steunt inzonderheid op de bestaande specifieke competenties, op de opvangcapaciteiten voor studenten en de globale coherentie van het aanbod, daarbij steriele concurrentie tussen instellingen en Academische polen wordt belet.

De lijst van de machtigingen om de initiële studies van de eerste en de tweede cyclussen en de specialisatiebachelor in te richten wordt als bijlage II bij dit decreet opgenomen.

§ 2. Uiterlijk op het begin van het academiejaar 2020 moeten de studiecyclussen van het korte type, buiten specialisatiestudies, die leiden tot dezelfde academische graad ingericht in hetzelfde arrondissement en waarvan minstens één diploma's toekent aan minder dan 10 studenten per jaar en gemiddeld over de vijf academiejaren, gezamenlijk ingericht worden door de instellingen die gemachtigd zijn binnen de Academische pool van de betrokken vestigingen, op straffe van verlies van deze machtiging voor deze vestigingen. Deze bepaling betreft niet de studies ingericht een keer op het grondgebied van een Academische pool of die gezamenlijk als gezamenlijke diplomering door minstens drie gemachtigde instellingen worden ingericht. De ARES kan de wetgever uitzonderingen op deze bepaling, die degelijk met redenen omkleed moeten worden, voorstellen.

§ 3. De machtiging om de grondige finaliteit van een master in te richten wordt verleend aan de universiteiten die gemachtigd zijn voor deze master in 120 studiepunten en die aan een thematische doctoraatsschool deelnemen van het studiegebied. Bij uitzondering daarop wordt de machtiging om de grondige finaliteit in te richten ook toegekend aan de Hogere Kunstscholen als deze ook ingericht wordt in het kader van een gezamenlijk programma met een universiteit die aan de doctoraatsschool in de kunsten en kunstwetenschappen deelneemt ».

Bijlage II van hetzelfde decreet (« Machtigingen om de initiële studies van de eerste en de tweede cyclus in te richten ») omvat een tabel met als titel « lijst van de academische graden van beroepsgerichte bachelor, bachelor specialisatie, overgangsbachelor en master van minstens 120 studiepunten » en verschillende andere tabellen waarin de machtigingen worden opgesomd die worden verleend aan de universiteiten, de hogescholen en de hogere kunstscholen.

Wat het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 betreft

B.77.1. De « bachelor specialisatie » verwijst naar de « studies die leiden tot een academische graad van bijzondere bachelor (van niveau 6) tot bekrachtiging van de specifieke studies van de eerste cyclus van ten minste 60 studiepunten, die een voorafgaande opleiding van bachelor aanvullen » (artikel 15, § 1, eerste lid, 11^o, van het decreet van 7 november 2013).

Bijlage II van het decreet van 7 november 2013, waarnaar artikel 88, § 1, tweede lid, van het decreet verwijst, identificeert onder meer de studieprogramma's die de instellingen voor hoger onderwijs kunnen inrichten.

B.77.2. Zelfs indien de toepassing van die bijlage gevolgen kan hebben voor het werk van sommige hoogleraren, dan nog heeft zij geenszins betrekking op hun statuut en kan zij hun situatie niet rechtstreeks en ongunstig raken.

B.77.3. Bovendien zetten de derde en de vijfde verzoekende partij niet concreet uiteen hoe de voormelde bepalingen de situatie van de cursussen die zij verstreken in het kader van de hen betreffende studies of de niet anders gepreciseerde « initiatieven » van de derde verzoekende partij rechtstreeks kunnen raken.

B.77.4. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 88, § 1, tweede lid, en van bijlage II van het decreet van 7 november 2013.

Wat de middelen in de zaken nrs. 5927, 5928 en 5929 betreft

B.78.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is artikel 88, § 2, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaand met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet omdat het de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende machten van instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie hun vrijheid zou ontnemen om studies van voortgezette opleiding aan te bieden.

B.78.2. Artikel 88, § 2, van het decreet van 7 november 2013 heeft betrekking op de studiecyclussen die, in geval van slagen, leiden tot een academische graad.

Het slagen voor de studies van voortgezette opleiding leidt niet tot een academische graad (artikel 74, vijfde lid, van het decreet van 7 november 2013).

Daar de bestreden bepaling niet van toepassing is op de studies van voortgezette opleiding, heeft zij niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.79.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 5927, 5928 en 5929 is artikel 88, § 2, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaand met de artikelen 24, § 1, eerste lid, en 27 van de Grondwet omdat die decretale bepaling, door de co-organisatie te eisen van studiecyclussen door instellingen die ertoe gemachtigd zijn hogere studies in te richten, afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs en aan de vrijheid van vereniging van de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende machten van hogescholen, hogere kunstscholen en instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie.

B.79.2.1. De vrijheid van onderwijs kan worden beperkt door een wetgevende maatregel op voorwaarde dat die niet onevenredig is met het daarmee nagestreefde doel.

B.79.2.2. De vrijheid van vereniging erkend bij artikel 27 van de Grondwet impliceert onder meer het recht om zich niet te verenigen.

Artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht [...] op vrijheid van vereniging [...].

2. De uitoefening van deze rechten kan aan geen andere beperkingen worden onderworpen dan die welke bij de wet zijn voorzien en die in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, voor de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. [...] ».

Die bepaling erkent een « negatief recht van vereniging, met andere woorden een recht om niet ertoe te worden verplicht zich bij een vereniging aan te sluiten » (EHRM, 30 juni 1993, *Sigurður A. Sigurjónsson* t. IJsland, § 35; grote kamer, 29 april 1999, *Chassagnou en andere* t. Frankrijk, § 103; grote kamer, 11 januari 2006, *Sørensen en Rasmussen* t. Denemarken, § 54; 27 april 2010, *Vördur Ólafsson* t. IJsland, §§ 45-46).

B.79.3. De instellingen voor hoger onderwijs die individueel ertoe gemachtigd zijn studies in te richten, ertoe verplichten een cyclus van die studies gezamenlijk in te richten, op straffe van het verlies van hun machtiging, beperkt zowel de vrijheid van onderwijs als de vrijheid van vereniging van de inrichtende machten van die instellingen.

B.79.4. Artikel 88, § 2, van het decreet van 7 november 2013 strekte ertoe een einde te maken aan « situaties van overbodige overlappings met een te klein aantal studenten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 23).

Die bepaling maakt deel uit van een geheel van maatregelen dat ertoe strekt te voorkomen dat « sommige instellingen verdwijnen », hetgeen « zou leiden tot een verminderde kwaliteit en dichtheid van het lokaal aanbod van ons systeem van hoger onderwijs dat precies rijk is aan die verscheidenheid » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 6) en dat, zoals in B.72.4 is vermeld, ertoe strekt een einde te maken aan een overmatig onderwijsaanbod en aan de onverantwoorde concurrentie onder instellingen die kunnen leiden tot een spreiding van de middelen en, gelet op de wijze van publieke financiering van het onderwijs, tot een ondoeltreffend gebruik van overheidsgeld.

B.79.5. De draagwijdte van de verplichting tot co-organisatie die in de bestreden bepaling is opgenomen, is afgebakend door middel van « duidelijke en redelijke grensde » waarin met « een grote voorzichtigheid » is voorzien (*ibid.*, nr. 537/3, p. 55).

Die verplichting heeft alleen betrekking op de hogere studies van het korte type die worden ingericht door minstens twee instellingen voor hoger onderwijs in eenzelfde administratief arrondissement.

Alle instellingen die ertoe gemachtigd zijn die studies in te richten op het grondgebied van de academische pool waarvan dat administratief arrondissement deel uitmaakt, zijn enkel ertoe gehouden de voormelde studies gezamenlijk in te richten wanneer een van de in dat arrondissement gevestigde instellingen « minder dan 10 studenten per jaar en gemiddeld over de vijf academiejaren » diplomeert.

De « co-organisatie » is een « partnerschap tussen twee of meer instellingen die zich, door middel van een overeenkomst, bereid verklaren om werkelijk deel te nemen aan de administratieve en academische organisatie van de leeractiviteiten van een opleiding of van een gezamenlijk studieprogramma waartoe ten minste één onder die gemachtigd is; een dergelijke overeenkomst kan betrekking hebben op het aanbod en de organisatie van cursussen, de uitwisseling van personeelsleden of van infrastructuur » (artikel 15, § 1, eerste lid, 22^o, van het decreet van 7 november 2013).

B.79.6.1. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de verplichting die de bestreden bepaling oplegt aan de hogescholen, de hogere kunstscholen en de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, waarvan de private inrichtende machten door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd, en die erin bestaat studies van het korte type gezamenlijk in te richten waarvoor die instellingen voor hoger onderwijs ertoe gemachtigd zijn die in te richten, een maatregel is die niet alleen evenredig is met het doel om de concurrentie in het algemeen belang te beperken, maar tevens met de noodzaak om rekening te houden met de beschikbare financiële middelen van de Franse Gemeenschap.

Die bepaling is dus niet onbestaand met de vrijheid van onderwijs.

B.79.6.2. Voor zover de bestreden bepaling de voormelde onderwijsinstellingen zou verplichten tot een samenwerking in de vorm van een vereniging, doet zij om dezelfde redenen niet op onevenredige wijze afbreuk aan de vrijheid van vereniging.

B.80. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 89 van het decreet van 7 november 2013

B.81. Vóór de wijziging ervan bij artikel 39 van het decreet van 25 juni 2015 « tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het hoger onderwijs » bepaalde artikel 89 van het decreet van 7 november 2013 :

« De machtiging om specialisatiemasterstudies in te richten wordt enkel toegekend aan de instellingen die ertoe gemachtigd zijn een academische graad van het lange type van hetzelfde studiegebied toe te kennen. Deze studies worden noodzakelijkerwijze ofwel ingericht door een universiteit of een Hogere Kunstschool, ofwel gezamenlijk door meerdere instellingen waarvan minstens één universiteit. Nochtans, wordt een dergelijke machtiging verloren voor de instelling die de overeenstemmende studies inricht, ofwel het geheel van de instellingen die de overeenstemmende

studies gezamenlijk inrichten, indien ze gemiddeld niet minstens tien studenten een diploma hebben uitgereikt gedurende de drie vorige academiejaren, rekening houdend met het eerste organisatiejaar, behoudens als deze studies ingericht of gezamenlijk ingericht worden als enige in de Franse Gemeenschap. De ARES kan de wetgever uitzonderingen, degelijk met redenen omkleed, op deze bepaling voorstellen.

De lijst van de academische graden die de studies bedoeld bij artikel 73, 3^o, bekrachtigen, wordt als bijlage V bij dit decreet opgenomen; de Regering bepaalt de lijst van deze die bedoeld worden bij de categorieën 1^o en 2^o in coherentie met de andere wetgevingen en reglementeringen die ermee verband houden ».

B.82. Artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereist onder meer dat het verzoekschrift met betrekking tot een beroep tot vernietiging voor elk middel uiteenzet in welk opzicht de regels waarvan de schending voor het Hof wordt aangevoerd, door de bestreden wetsbepaling zouden zijn geschonden.

B.83. Het in de zaak nr. 5927 ingediende verzoekschrift zet niet uiteen hoe artikel 89 van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar zou zijn met de regels waarvan de niet-naleving door het Hof kan worden afgekeurd.

In zoverre daarin de vernietiging van die decretale bepaling wordt gevorderd, is het beroep in die zaak niet ontvankelijk.

Ten aanzien van artikel 90 van het decreet van 7 november 2013

B.84. Artikel 90 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De instellingen voor hoger onderwijs worden ertoe gemachtigd studies van voortgezette opleiding in te richten in de studiegebieden waarvoor ze gemachtigd worden studies te organiseren van de eerste of tweede cyclus. De ARES kan uitzonderingen, degelijk met redenen omkleed, toestaan op deze bepaling ».

B.85.1. In de zaken nrs. 5927 en 5929 wordt het Hof in de eerste plaats verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, van de eerste zin van artikel 90 van het decreet van 7 november 2013, in zoverre die decretale bepaling, door een instelling voor hoger onderwijs te verbieden om studies van voortgezette opleiding in te richten in andere studiegebieden dan die waarvoor zij ertoe gemachtigd is hogere studies van de eerste of de tweede cyclus in te richten, afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs van de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende machten van hogescholen, hogere kunstscholen en instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie.

B.85.2. De vrijheid van onderwijs kan worden beperkt door een wetgevende maatregel op voorwaarde dat die niet onevenredig is met het daarmee nagestreefde doel.

B.85.3. Artikel 90, eerste zin, van het decreet van 7 november 2013 behoudt de inrichting van de studies van voortgezette opleiding in elk studiegebied voor aan de instellingen voor hoger onderwijs die ertoe gemachtigd zijn hogere studies in dat studiegebied in te richten.

Die regel beperkt de vrijheid van onderwijs van de inrichtende macht van een instelling die studies van voortgezette opleiding wil aanbieden met betrekking tot een studiegebied waarvoor die instelling niet ertoe gemachtigd is hogere studies in te richten.

B.85.4.1. De studies van voortgezette opleiding bestaan in een gestructureerd geheel van leeractiviteiten die worden voorgesteld aan gediplomeerden van het hoger onderwijs of aan personen met een soortgelijke kennis en soortgelijke vaardigheden en competenties, verworven door hun persoonlijke of beroepservaring (artikel 15, § 1, eerste lid, 34^o, van het decreet van 7 november 2013; artikel 66, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet; artikel 74, eerste lid, van hetzelfde decreet).

Die studies hebben tot doel « de kennis van de gediplomeerden [te actualiseren] », de « kennis en competenties in een of ander bijzonder vak » van de student « in hetzelfde studiegebied als [het] initiële diploma of in een verschillend gebied » te « perfectioneren of specialiseren », de « [initiële] opleiding » van de student in « rechtstreeks verband met [zijn] huidige of komende beroepsactiviteit, met als doel de continuïteit van [zijn] beroepstraject [aan te vullen] en [te] perfectioneren » en zijn « persoonlijke opleiding, als actieve burger met kritische zin [uit te breiden] en [te] verrijken » (artikel 74, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013).

B.85.4.2. Een « studiegebied » is een « tak van de kennis die met één of meer cursussen overeenstemt » (artikel 15, § 1, eerste lid, 28^o, van het decreet van 7 november 2013). Een « cursus » is een « samenhangend geheel van één of meer studiecyclussen dat een bepaalde initiële opleiding uitmaakt; binnen een cursus kunnen de tussengraden *overgangsgraden* zijn, die dus de voorbereiding tot de volgende cyclus als hoofddoel hebben, en is de eindgraad ' beroepsgericht ' » (artikel 15, § 1, eerste lid, 25^o, van hetzelfde decreet).

De hogere studies worden ingericht in de volgende zesentwintig studiegebieden : « Filosofie », « Theologie », « Taal-, letterkunde en traductologie », « Geschiedenis, kunstgeschiedenis en archeologie », « Informatie en communicatie », « Politieke en sociale wetenschappen », « Rechtswetenschappen », « Criminologie », « Economische wetenschappen en beheerswetenschappen », « Psychologische en opvoedingswetenschappen », « Geneeskundige wetenschappen », « Diergeneeskundige wetenschappen », « Tandwetenschappen », « Biomedische en farmaceutische wetenschappen », « Wetenschappen van de volksgezondheid », « Wetenschappen van de motoriek », « Wetenschappen », « Landbouwkundige wetenschappen en biologische engineering », « Ingenieurwetenschappen en technologie », « Bouwkunst en stedenbouw », « Kunst en kunstwetenschappen », « Plastische, visuele en ruimtekunsten », « Muziek », « Theater en spreekkunsten », « Vertoningskunsten en techniek van de verspreiding en de communicatie » en « Dans » (artikel 83, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet).

De studies van voortgezette opleiding, die geen door de instellingen voor hoger onderwijs ingerichte « hogere studies » zijn (artikel 66, §§ 1 en 2, van hetzelfde decreet), behoren tot één of meer van die studiegebieden (artikel 83, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet).

B.85.5. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de studies van voortgezette opleiding de hogere studies in beginsel voortzetten. Het is niet zonder redelijke verantwoording dat de organisatie van dergelijke voortgezette opleiding in beginsel wordt voorbehouden aan instellingen die gemachtigd zijn hogere studies in hetzelfde studiegebied te organiseren.

B.86.1. In de zaken nrs. 5927 en 5929 wordt het Hof vervolgens verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, van de tweede zin van artikel 90 van het decreet van 7 november 2013, in zoverre de bestreden bepaling, door aan de « ARES » de bevoegdheid toe te kennen om af te wijken van de in de eerste zin van dat artikel vervatte regel, afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs van de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende machten van hogescholen, hogere kunstscholen en instellingen voor sociale promotie.

B.86.2. De tweede zin van artikel 90 van het decreet van 7 november 2013 kent aan de « ARES » de bevoegdheid toe om, onder voorbehoud van een behoorlijke motivering, te beslissen of aan een instelling voor hoger onderwijs een machtiging moet worden verleend om studies van voortgezette opleiding in te richten in een studiegebied waarvoor zij niet ertoe gemachtigd is hogere studies van de eerste of van de tweede cyclus in te richten.

De bestreden bepaling maakt het dus mogelijk om de draagwijdte van de inbreuk op de vrijheid van onderwijs vervat in de eerste zin van artikel 90 van hetzelfde decreet te beperken. Zij draagt dus ertoe bij de rechten van de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende machten van hogescholen, hogere kunstscholen of instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie uit te breiden en aldus de vrijheid van onderwijs te bevorderen.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.87. De grieven zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 91 van het decreet van 7 november 2013

B.88. Artikel 91, eerste lid, van hetzelfde decreet bepaalt :

« De machtiging om de doctorale opleiding in te richten wordt toegekend, per studiegebied of geheel van studiegebieden, gezamenlijk aan de Universiteiten die een thematische doctoraatsschool omvatten die erkend is door de ARES en die bij de overeenstemmende doctoraatsschool bij het FRS-FNRS hoort. Deze is de enige in de Franse Gemeenschap ».

B.89.1. Artikel 91, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 legt voorwaarden vast voor de machtiging van de universiteiten om een doctorale opleiding in te richten.

B.89.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij de vernietiging van artikel 91, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013.

Ten aanzien van artikel 97 van het decreet van 7 november 2013

B.90. Vóór de wijziging ervan bij artikel 44 van het decreet van 25 juni 2015 bepaalde artikel 97 van het decreet van 7 november 2013 :

« § 1. Er wordt een commissie belast met het ontvangen van de klachten van de studenten betreffende een weigering om inschrijving bedoeld bij artikel 96 opgericht. Voor deze wordt door de ARES gezorgd, die er de logistieke en administratieve steun aan geeft; een personeelslid van de ARES neemt het secretariaat waar.

§ 2. De Regering wijst de leden van deze commissie aan, op de voordracht van de ARES. Ze bestaat uit minstens vijf werkende leden en vijf plaatsvervangende leden. Deze leden worden gekozen onder de leden van het personeel en de studenten van de instellingen voor hoger onderwijs, waaronder minstens 20 % studenten. Daarenboven, moet minimum een derde, afgerond naar de hogere eenheid, van de leden van de commissie personen zijn van een verschillend geslacht als dat van de andere personen, behoudens onmogelijkheid, degelijk met redenen omkleed.

Deze commissie kan meerdere raden bevatten die samengesteld zijn en aangewezen op gelijkaardige wijze.

Het mandaat van de leden van de commissie bedraagt vijf jaar, met uitzondering van de leden studenten die voor één jaar aangewezen worden. De mandaten kunnen vernieuwd worden.

De leden kunnen hun ontslag indienen op elk ogenblik. De Regering kan enkel een lid ontslaan in geval van zware nalatigheid of onbetwistbaar wangedrag. De leden blijven hun ambt vervullen totdat ze vervangen worden, behoudens ontslag door de Regering.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van deze commissie. Noch de Regering noch enig lid van de ARES of van een instelling voor hoger onderwijs kan geenszins onderrichtingen geven aan de leden van de commissie over de wijze waarop ze hun bevoegdheid moeten uitoefenen.

Geen enkel lid van deze commissie kan aan het onderzoek van een klacht betreffende een weigering met betrekking tot een instelling waar hij aan gebonden is als personeelslid of als student, deelnemen.

Na de kennisgeving van de verwerping van het interne beroep bedoeld bij artikel 96, § 2, beschikt de student over veertien dagen om de beslissing te betwisten die genomen werd op het einde van deze procedure vóór genoemde commissie bij aangetekend schrijven. Dit verzoek vermeldt duidelijk de identiteit van de student en het precieze voorwerp van het beroep; het bevat alle elementen en alle documenten die hij nodig acht om zijn beroep met redenen te omkleeden.

De commissie is niet bevoegd om zich uit te spreken over de academische redenen die tot de beslissing hebben geleid, maar kan de weigering om inschrijving binnen de veertien dagen vanaf de ontvangst van de klacht invalideren indien elementen die de beslissing over de aanvraag om inschrijving gunstig hadden kunnen beïnvloeden niet in aanmerking werden genomen bij dit interne beroep. Indien, na het verstrijken van deze termijn, de commissie deze weigering niet heeft geïnvaledeerd, wordt de beslissing van de academische autoriteiten definitief ».

Na de wijzigingen aangebracht bij artikel 44 van het decreet van 25 juni 2015, in werking getreden « vanaf het academiejaar 2015-2016 » (artikel 76 van hetzelfde decreet), bepaalt artikel 97 van het decreet van 7 november 2013 :

« § 1. Er wordt een commissie belast met het ontvangen van de klachten van de studenten betreffende een weigering om inschrijving bedoeld bij artikel 96 opgericht. Voor deze wordt door de ARES gezorgd, die er de logistieke en administratieve steun aan geeft; een personeelslid van de ARES neemt het secretariaat waar. De klachten ingediend tegen een beslissing tot weigering van inschrijving gebaseerd op artikel 96, 3°, worden vooraf door de Commissaris of Afgevaardigde bij de instelling onderzocht. Deze brengt een advies uit aan de Commissie wat betreft de financiering van de student. De Regering bepaalt de termijnen en procedure betreffende dit advies.

§ 2. De Regering wijst de leden van deze commissie aan, op de voordracht van de ARES. Ze bestaat uit minstens vijf werkende leden en vijf plaatsvervangende leden. Deze leden worden gekozen onder de leden van het personeel en de studenten van de instellingen voor hoger onderwijs, waaronder minstens 20 % studenten. Daarenboven, moet minimum een derde, afgerond naar de hogere eenheid, van de leden van de commissie personen zijn van een verschillend geslacht als dat van de andere personen, behoudens onmogelijkheid, degelijk met redenen omkleed.

Deze commissie kan meerdere raden bevatten die samengesteld zijn en aangewezen op gelijkaardige wijze.

Het mandaat van de leden van de commissie bedraagt vijf jaar, met uitzondering van de leden studenten die voor één jaar aangewezen worden. De mandaten kunnen vernieuwd worden.

De leden kunnen hun ontslag indienen op elk ogenblik. De Regering kan enkel een lid ontslaan in geval van zware nalatigheid of onbetwistbaar wangedrag. De leden blijven hun ambt vervullen totdat ze vervangen worden, behoudens ontslag door de Regering.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van deze commissie. Noch de Regering noch enig lid van de ARES of van een instelling voor hoger onderwijs kan geenszins onderrichtingen geven aan de leden van de commissie over de wijze waarop ze hun bevoegdheid moeten uitoefenen.

Geen enkel lid van deze commissie kan aan het onderzoek van een klacht betreffende een weigering met betrekking tot een instelling waar hij aan gebonden is als personeelslid of als student, deelnemen.

Na de kennisgeving van de verwerping van het interne beroep bedoeld in artikel 96, § 2, beschikt de student over vijftien werkdagen om de beslissing te betwisten die genomen werd op het einde van deze procedure vóór genoemde commissie. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het verzoek via aangetekende brief ingediend, en vermeldt duidelijk de identiteit van de student en het precieze voorwerp van het beroep. Het bevat alle elementen en alle documenten die de student nodig acht om zijn beroep te motiveren.

De commissie is niet bevoegd om zich uit te spreken over de academische redenen die tot de beslissing hebben geleid, maar ze invalideert de weigering tot inschrijving binnen de vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van de klacht indien elementen die de beslissing over de aanvraag om inschrijving gunstig hadden kunnen beïnvloeden niet in aanmerking werden genomen bij dit interne beroep.

De termijnen van 15 werkdagen bedoeld in het tweede en vierde lid worden geschorst tussen 24 december en 1 januari, alsook tussen 15 juli en 15 augustus ».

B.91.1 In de zaken nrs. 5927 en 5928 wordt het Hof in de eerste plaats verzocht zich uit te spreken over een middel afgeleid uit de schending van de artikelen 146 en 161 van de Grondwet in zoverre die twee grondwetsbepalingen vereisen dat de bevoegde wetgever de regels vaststelt die essentieel zijn voor de oprichting van een rechtscollege.

B.91.2. Artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 bepaalt :

« Het Grondwettelijk Hof doet, bij wege van arrest, uitspraak op de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel wegens schending van :

1° de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten; of

2° de artikelen van titel II ' De Belgen en hun rechten ', en de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet;

3° artikel 143, § 1, van de Grondwet ».

Het Hof is niet bevoegd om een decreet van de Franse Gemeenschap rechtstreeks te toetsen aan het wettigheidsbeginsel vervat in de artikelen 146 en 161 van de Grondwet.

B.91.3. Het middel is bijgevolg niet ontvankelijk.

B.92.1 In de zaken nrs. 5927 en 5928 wordt ook aangevoerd dat artikel 97 van het decreet van 7 november 2013, in zoverre het een administratief rechtscollege opricht, niet bestaanbaar zou zijn met artikel 161 van de Grondwet, in zoverre het een regel bevat die de respectieve bevoegdheden van de federale overheid, van de gemeenschappen en van de gewesten bepaalt.

B.92.2.1. Vóór de wijziging ervan bij artikel 44 van het decreet van 25 juni 2015 bepaalde artikel 96 van het decreet van 7 november 2013, waarnaar in de bestreden bepaling wordt verwezen :

« § 1. Bij met redenen omklede beslissing kunnen de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs, volgens de procedure waarin wordt voorzien in het studiereglement, de inschrijving van een student weigeren :

1° wanneer deze student in de voorbije vijf jaar het voorwerp is geweest van een maatregel tot uitsluiting uit een instelling voor hoger onderwijs wegens fraude bij de inschrijving of zware fraude;

2° wanneer de inschrijvingsaanvraag betrekking heeft op studies die niet aanleiding geven tot een financiering;

3° wanneer deze student niet gefinancierd kan worden.

Van de beslissing tot weigering van de inschrijving moet aan de student via aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs ten laatste veertien dagen na de ontvangst van zijn eindaanvraag om effectieve inschrijving kennis worden gegeven.

De kennisgeving van de weigering om inschrijving moet de nadere regels vermelden voor de uitoefening van de rechten op beroep.

§ 2. Het studiereglement bepaalt een interne beroepsprocedure bij de academische autoriteiten van de instelling tegen de beslissingen tot weigering bedoeld in de vorige paragraaf ».

Na de wijzigingen aangebracht bij artikel 43 van het decreet van 25 juni 2015, in werking getreden « vanaf het academiejaar 2015-2016 » (artikel 76 van hetzelfde decreet), bepaalt artikel 96 van het decreet van 7 november 2013 :

« § 1. Bij met redenen omklede beslissing en volgens een procedure bedoeld in het studiereglement kunnen de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs :

1° de inschrijving van een student weigeren wanneer tegen deze student in de voorbije vijf academiejaren een maatregel tot uitsluiting uit een instelling voor hoger onderwijs werd genomen wegens fraude bij de inschrijving of fraude bij de evaluaties;

2° de inschrijving van een student weigeren wanneer de inschrijvingsaanvraag betrekking heeft op studies die geen aanleiding geven tot een financiering;

3° de inschrijving van een student weigeren wanneer deze student niet gefinancierd kan worden;

4° de inschrijving van een student weigeren wanneer tegen deze student in de voorbije vijf academiejaren een maatregel tot uitsluiting van een instelling voor hoger onderwijs werd genomen wegens fraude.

Van de beslissing tot weigering van de inschrijving moet aan de student via aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs ten laatste veertien dagen na de ontvangst van zijn eindaanvraag om effectieve inschrijving kennis worden gegeven.

De instellingen voor hoger onderwijs bezorgen de commissaris of de afgevaardigde van de Regering bij de instelling, de namen van de studenten tegen wie die in de voorbije vijf academiejaren een maatregel tot uitsluiting uit een instelling voor hoger onderwijs werd genomen wegens fraude bij de inschrijving of fraude bij de evaluaties. De commissaris of de afgevaardigde bezorgen deze namen aan ' ARES ' die belast is met de ontwikkeling van een databank beheerd met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De kennisgeving van de weigering om inschrijving moet de nadere regels vermelden voor de uitoefening van de rechten op beroep.

§ 2. Het studiereglement bepaalt een interne beroepsprocedure bij de academische autoriteiten van de instelling tegen de beslissingen tot weigering bedoeld in de vorige paragraaf.

De bekendmaking van de beslissing tot intern beroep wordt via aangetekende brief aan de student gericht ».

B.92.2.2. De bij de bestreden bepaling opgerichte commissie is ermee belast zich uit te spreken over het beroep dat is ingesteld tegen de beslissing van de academische autoriteiten van de instellingen voor hoger onderwijs waarmee het interne beroep tegen een eerdere beslissing tot weigering van inschrijving van een student bij die instelling wordt verworpen.

Die commissie is een administratief rechtscollege (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 14).

B.92.3. Artikel 161 van de Grondwet bepaalt :

« Geen administratief rechtscollege kan worden ingesteld dan krachtens een wet ».

Die tekst is in de Grondwet ingevoegd door een herziening van 18 juni 1993. De oprichting van een administratief rechtscollege is derhalve een aangelegenheid die de Grondwet voorbehoudt aan de federale overheid.

B.92.4. Artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De decreten kunnen rechtsbepalingen bevatten in aangelegenheden waarvoor de Parlementen niet bevoegd zijn, voor zover die bepalingen noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheid ».

Die bepaling staat de Franse Gemeenschap met name toe een decreet te nemen dat een federale aangelegenheid regelt op voorwaarde dat die bepaling noodzakelijk is voor de uitoefening van haar bevoegdheden, die aangelegenheid zich leent tot een gedifferentieerde regeling en de weerslag van die bepaling op de federale aangelegenheid slechts marginaal is.

B.92.5.1. Teneinde de academische organisatie van de studies te harmoniseren, strekken sommige bepalingen van het decreet van 7 november 2013 ertoe de procedures voor de inschrijving in de instellingen voor hoger onderwijs « eenvormig te maken » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, pp. 11 en 12).

De oprichting van de in artikel 97 van dat decreet bedoelde commissie beantwoordt aan de zorg om « het inschrijvingsproces en de daaraan verbonden controle te verduidelijken » en draagt bij tot het wegwerken van verschillen zoals dat wenselijk wordt geacht om een werkelijk « statuut van de student » in de Franse Gemeenschap in te voeren (*ibid.*, nr. 537/3, p. 14). Dat administratieve rechtscollege vervangt de commissies die « binnen elke gesubsidieerde instelling » bestonden of « de bevoegdheid die gedelegeerd was aan de minister van hoger onderwijs voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte instellingen » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 14). Het nagestreefde doel bestaat erin « een gelijke en billijke behandeling te verzekeren aan alle studenten, ongeacht de instelling voor hoger onderwijs waar zij zich willen inschrijven » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 14). Het optreden, in geval van een beroep, van een enkele instantie wordt zo voorgesteld dat het « alle studenten een gelijke behandeling kan waarborgen » (*ibid.*, nr. 537/3, p. 14).

Gelet op het door de decreetgever nagestreefde doel kan de bestreden bepaling noodzakelijk worden geacht voor de uitoefening van zijn bevoegdheid.

B.92.5.2. De bevoegdheid van de door de bestreden bepaling opgerichte commissie is beperkt tot het onderzoek van beroepen die zijn gericht tegen beslissingen genomen door de academische overheden van universiteiten, hogescholen of hogere kunstschoolen waarbij de interne beroepen worden verworpen die zijn uitgeoefend tegen sommige soorten weigeringen tot inschrijving van een student bij een instelling voor hoger onderwijs.

In die context leent de federale aangelegenheid van de oprichting van administratieve rechtscolleges zich tot een gedifferentieerde regeling en is de weerslag op die aangelegenheid marginaal.

B.92.5.3. De oprichting van de commissie belast met het in ontvangst nemen van de klachten van de studenten met betrekking tot een weigering tot inschrijving bedoeld in artikel 96 van het decreet van 7 november 2013, kan dus worden verantwoord op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.92.6. Artikel 97 van het decreet van 7 november 2013, in zoverre het een administratief rechtscollege opricht, is niet onbestaanbaar met artikel 161 van de Grondwet.

B.93.1. In de zaken nrs. 5927 en 5928 wordt ten slotte aangevoerd dat artikel 97 van het decreet van 7 november 2013 artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet zou schenden door afbreuk te doen aan de vrijheid van onderwijs van de hogescholen en van de hogere kunstschoolen die niet door de overheid zijn ingericht, in zoverre de door die decretale bepaling opgerichte commissie een van die instellingen ertoe zou kunnen verplichten een student in te schrijven die niet het voorwerp kan uitmaken van een financiering of die niet zou beschikken over de vereiste minimumopleiding en in zoverre zij ertoe gemachtigd zou zijn de relevantie te controleren van de motieven op basis waarvan een hogere kunstschool een inschrijving weigert wegens het niet slagen voor een door haar ingerichte toelatingsproef.

B.93.2. De bij artikel 97 van het decreet van 7 november 2013 opgerichte commissie « vervangt » met name de commissies die zijn opgericht binnen de gesubsidieerde instellingen voor hoger onderwijs (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, pp. 14 en 23).

B.93.3. De overheden van een instelling voor hoger onderwijs kunnen de inschrijving van een student weigeren wanneer zijn aanvraag tot inschrijving « betrekking heeft op studies die niet aanleiding geven tot een financiering » of wanneer « deze student niet gefinancierd kan worden » (artikel 96, § 1, eerste lid, 2^o en 3^o, van het decreet van 7 november 2013).

De academische overheden van die instelling kunnen een intern beroep tegen een weigering tot inschrijving gemotiveerd door een van die twee omstandigheden verwerpen (artikel 96, § 2, en artikel 97, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet).

De bij de bestreden bepaling opgerichte commissie kan, wanneer bij haar een beroep is ingesteld tegen een dergelijke beslissing van de academische overheden, dat beroep ongeldig verklaren (artikel 97, § 3, vierde lid, van hetzelfde decreet), indien bijvoorbeeld blijkt dat het motief in het voorliggende geval niet relevant is. De bestreden bepaling kent aan die commissie evenwel niet de bevoegdheid toe om de instelling waarvan de beslissing in het geding is, ertoe te verplichten een student in te schrijven die niet het voorwerp kan uitmaken van een financiering.

B.93.4. De bij de bestreden bepaling opgerichte commissie is alleen bevoegd om kennis te nemen van de klachten met betrekking tot een weigering tot inschrijving bedoeld in artikel 96 van het decreet van 7 november 2013 (artikel 97, § 1, eerste zin, van dat decreet).

Geen enkele van de categorieën van weigeringen tot inschrijving die in dat artikel worden omschreven, heeft betrekking op de vereisten inzake de opleiding van de persoon die zijn inschrijving aan een instelling voor hoger onderwijs aanvraagt of op het slagen voor een door een hogere kunstschool met toepassing van artikel 110 van hetzelfde decreet ingerichte toelatingsproef.

B.93.5. De bestreden bepaling heeft derhalve niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.94. De grieven zijn hetzij niet ontvankelijk, hetzij niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 105 van het decreet van 7 november 2013

B.95. Artikel 105, § 1, van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de studies wordt bij decreet bepaald.

Deze bedragen omvatten de inschrijving op de rol, de inschrijving voor het academiejaar en de inschrijving voor de proeven en examens ingericht gedurende dit academiejaar. Geen enkel aanvullend geld kan gevraagd worden.

In iedere instelling voor hoger onderwijs wordt een overlegcommissie belast met het opstellen van de lijst van de kosten geraamd in functie van de werkelijke kosten van de goederen en diensten geleverd aan de studenten en die niet beschouwd worden als inning van een aanvullend inschrijvingsgeld. Deze kosten worden in het studiereglement vermeld van elke instelling. Deze commissie wordt samengesteld, in gelijke delen, uit vertegenwoordigers van de academische autoriteiten, de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de instelling en de vertegenwoordigers van de studenten. In de Hogere Kunstschoolen en de hogescholen, komen de vertegenwoordigers van de studenten uit de Studentenraad. De Commissaris of Afgevaardigde van de Regering woont de werkzaamheden van deze commissie bij.

Voor de studenten die niet in aanmerking komen voor een financiering, met uitzondering van deze die afkomstig zijn uit landen van de Europese Unie, uit minder gevorderde landen - opgenomen op de LDC (Least Developed Countries) lijst van de UNO - of uit landen waarmee de Franse Gemeenschap een overeenkomst heeft gesloten ertoe strekkend de gelijkheid te verklaren van het inschrijvingsgeld van die studenten met dat van studenten die voor financiering in aanmerking komen, bepaalt de ARES de bedragen van het inschrijvingsgeld, zonder dat dit geld vijf keer het bedrag van het inschrijvingsgeld bedoeld bij het eerste lid mag overschrijden.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de studies die tot een gezamenlijke diplomering leiden ingericht in het kader van bijzondere cursussen bepaald door de Europese Unie ».

B.96.1. In de zaak nr. 5927 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, van artikel 105, § 1, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013 in zoverre die decretale bepaling, door aan de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende macht van een hogeschool of een hogere kunstschool het recht te ontnemen om het bedrag te bepalen van het inschrijvingsgeld voor de studies die zij in die instellingen inricht, afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs.

B.96.2. Zoals reeds in herinnering is gebracht, kan de vrijheid van onderwijs worden beperkt door een wetgevende maatregel op voorwaarde dat die niet onevenredig is met het daarmee nagestreefde doel.

B.96.3.1. Een « voor financiering in aanmerking komende student » is een « regelmatig ingeschreven student die, op grond van eigen karakteristieken, het type inschrijving of het studieprogramma waarvoor hij ingeschreven is, in aanmerking komt voor de financiering van de instelling voor hoger onderwijs die de studies organiseert » (artikel 15, § 1, eerste lid, 36°, van het decreet van 7 november 2013).

Het decreet van 11 april 2014 « tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies » « betreft de definitie van een voor financiering in aanmerking komende student, in de zin van het decreet van 7 november 2013 [...], die regelmatig ingeschreven is in een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan » (artikel 1 van het decreet van 11 april 2014).

B.96.3.2. Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de studies, die geen « opleidingen » zijn in de zin van artikel 21, eerste lid, 14°, van hetzelfde decreet, is in beginsel vastgesteld bij decreet (artikel 105, § 1, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013).

De bevoegdheid om het bedrag van het inschrijvingsgeld vast te stellen die de bestreden bepaling aan de « ARES » toekent, heeft alleen betrekking op die studies.

Die bevoegdheid betreft bovendien alleen de « studenten die niet in aanmerking komen voor een financiering » die niet « afkomstig » zijn uit lidstaten van de Europese Unie, uit de minst ontwikkelde landen (« Least Developed Countries ») geïdentificeerd door de Organisatie van de Verenigde Naties of Staten waarmee de Franse Gemeenschap een overeenkomst betreffende het bedrag van het inschrijvingsgeld heeft gesloten.

De door de bestreden bepaling aan de « ARES » toegekende bevoegdheid strekt zich evenmin uit tot de studenten die de studies volgen « die tot een gezamenlijk diplomering leiden ingericht in het kader van bijzondere cursussen bepaald door de Europese Unie » (artikel 105, § 1, vijfde lid, van het decreet van 7 november 2013).

B.96.4. De toekenning aan de « ARES » van de bevoegdheid om het bedrag van het inschrijvingsgeld vast te stellen, geeft de wil weer om « een homogeniteit te verzekeren van de bedragen » die de betrokken studenten moeten betalen (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 17).

Gelet op de grenzen van die bevoegdheid, vermeld in B.96.3, is de beperking die de bestreden bepaling aanbrengt ten aanzien van de vrijheid van onderwijs van de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende macht van een hogeschool of van een hogere kunstschool niet onevenredig met het nagestreefde doel.

B.96.5. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 108 van het decreet van 7 november 2013

B.97. Vóór de wijziging ervan bij artikel 48 van het decreet van 25 juni 2015 bepaalde artikel 108 van het decreet van 7 november 2013 :

« § 1. Met uitzondering van de studenten die een cursus volgen in een Koninklijke militaire school, kan iemand die de Franse taal niet voldoende beheerst, niet worden toegelaten tot de proeven van een studiejaar van de eerste cyclus.

§ 2. Dit bewijs kan worden aangebracht :

1° ofwel door het bezit van een diploma, bekwaamheidsbewijs of studiegetuigschrift vermeld in artikel 107 uitgereikt door de Franse Gemeenschap of als bekrachtiging van studies waarin voldoende cursussen worden onderwezen in de Franse taal; de Regering bepaalt de minimumvoorwaarden waaraan moet worden voldaan voor deze studies;

2° ofwel door het slagen voor een examen dat specifiek hiertoe wordt georganiseerd door de ARES, volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering;

3° ofwel door een slaagattest voor een van de examens, proeven of toelatingsexamens voor studies van het hoger onderwijs voorzien door dit decreet en georganiseerd binnen de Franse Gemeenschap.

De ARES organiseert minstens tweemaal per academiejaar een proef voor een afdoende beheersing van de Franse taal ».

Na de wijzigingen aangebracht bij artikel 48 van het decreet van 25 juni 2015, in werking getreden « vanaf het academiejaar 2015-2016 » (artikel 76 van hetzelfde decreet), bepaalt artikel 108 van het decreet van 7 november 2013 :

« § 1. Met uitzondering van de studenten die een andere cursus volgen in een Hogere Kunstschool dan deze die leiden tot de graad van bachelor-geaggreerde van het lager secundair onderwijs in muziek en van bachelor in muzikale opleiding, kan iemand die de Franse taal niet voldoende beheerst, niet worden toegelaten tot de proeven van een studiejaar van de eerste cyclus.

§ 2. Dit bewijs kan worden aangebracht :

1° ofwel door het bezit van een diploma, bekwaamheidsbewijs of studiegetuigschrift vermeld in artikel 107 uitgereikt door de Franse Gemeenschap of als bekrachtiging van studies waarin voldoende cursussen worden onderwezen in de Franse taal; de Regering bepaalt de minimumvoorwaarden waaraan moet worden voldaan voor deze studies;

2° ofwel door het slagen voor een examen dat specifiek hiertoe wordt georganiseerd door de ARES, ten minste twee keer per academiejaar volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering;

3° ofwel door een slaagattest voor een van de examens, proeven of toelatingsexamens voor studies van het hoger onderwijs voorzien door dit decreet en georganiseerd binnen de Franse Gemeenschap;

4° ofwel door een slaagattest voor andere proeven voor het beheersen van de Franse taal waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld ».

B.98. In de zaken nrs. 5927 en 5928 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, van artikel 108, § 2, eerste lid, 2^o, en tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 in zoverre die decretale bepaling, door een hogeschool en een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie te beletten de inhoud te bepalen van het « [specifieke] examen » inzake een « afdoende beheersing van de Franse taal » en het ogenblik te kiezen waarop die proef wordt georganiseerd, of door niet verenigbaar te zijn met sommige regels inzake de inrichting van het onderwijs voor sociale promotie, afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs.

B.99.1. Artikel 108, § 2, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013 is opgeheven bij artikel 48, 2^o, c), van het decreet van 25 juni 2015, in werking getreden « vanaf het academiejaar 2015-2016 » (artikel 76 van het decreet van 25 juni 2015).

B.99.2. In zoverre zij betrekking hebben op artikel 108, § 2, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013, zijn de grieven zonder voorwerp geworden.

B.100.1. Het « [specifieke] examen » dat, na het slagen ervoor, toelaat, met toepassing van artikel 108, § 2, eerste lid, 2^o, van het decreet van 7 november 2013 een voldoende beheersing van de Franse taal aan te tonen voor de toelating tot een proef van een studiejaar van de eerste cyclus, is een toelatingsproef die gemeenschappelijk is voor alle hogescholen en instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie.

Uit artikel 21, eerste lid, 5^o, van het decreet van 7 november 2013, blijkt dat de opdracht van de « ARES » zich beperkt tot de « materiële organisatie » van een dergelijke proef, hetgeen noch de keuze van het ogenblik van die proef, noch de beschrijving van de inhoud ervan omvat.

B.100.2. Het gegeven dat artikel 31 van het decreet van 16 april 1991 « houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie » kan worden tegengesproken door de bestreden bepaling of dat andere regels inzake de inrichting van het onderwijs voor sociale promotie mogelijk onbestaanbaar zijn met de bestreden bepaling, volstaat niet om aan te tonen dat die laatste afbreuk doet aan de vrijheid van onderwijs.

Bovendien maakt artikel 31 van het decreet van 16 april 1991 deel uit van de bepalingen van het decreet waarbij de inrichting van het secundair onderwijs voor sociale promotie wordt geregeld.

B.100.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.100.4. In zoverre het betrekking heeft op artikel 108, § 2, eerste lid, 2^o, van het decreet van 7 november 2013, is de grief niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 111 van het decreet van 7 november 2013

B.101. Artikel 111, § 2, van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Hebben ook toegang tot de studies van de tweede cyclus met als doel het behalen van de academische graad die deze studies bekrachtigt, de studenten die houder zijn van :

1^o een academische graad van de eerste cyclus van het korte type krachtens een beslissing van de Regering of van de academische autoriteiten en onder de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen zonder dat deze voorwaarden meer beperkend kunnen zijn dan deze bepaald door de Regering of dat ze een onderscheiding maken tussen de instellingen die de academische graad hebben uitgereikt;

2^o een gelijkaardige academische graad uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs in of buiten de Franse Gemeenschap krachtens een beslissing van de academische autoriteiten en onder de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen;

3^o een buitenlandse academische graad erkend als gelijkwaardig aan deze vermeld in de vorige punten met toepassing van dit decreet, een Europese richtlijn, een internationale overeenkomst of een andere wetgeving, onder dezelfde voorwaarden.

De bijkomende toelatingsvoorwaarden zijn bedoeld om te verzekeren dat de student de vereiste voorkennis voor de onderwerpen van de beoogde studies heeft verworven. Als deze bijkomende toelatingsvoorwaarden bestaan uit een of meerdere bijkomende cursussen, mogen deze voor de student niet meer dan 60 bijkomende studiepunten inhouden, rekening houdend met het geheel van studiepunten dat hij elders kan valoriseren bij zijn toelating. Deze cursussen maken deel uit van zijn het studieprogramma van de tweede cyclus ».

B.102.1. Die bepaling legt de voorwaarden vast inzake de toegang tot de studies van de tweede cyclus waaraan een student moet voldoen aan wie een academische graad van de eerste cyclus van het korte type of een vergelijkbare academische graad of een als gelijkwaardig erkende graad is toegekend.

Zij regelt dus geenszins het statuut van de hoogleraren aan een universiteit en zou geen afbreuk kunnen doen aan het niveau van hun onderwijs of aan de pedagogische methodes die zij hanteren en hierdoor hun situatie rechtstreeks en ongunstig zou kunnen raken.

B.102.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij de vernietiging van artikel 111, § 2, van het decreet van 7 november 2013.

Ten aanzien van artikel 114 van het decreet van 7 november 2013

B.103. Artikel 114 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Wanneer de academische autoriteiten hun studieprogramma's opstellen, moeten ze de onvoorwaardelijke toelating tot de tweede cyclus waarborgen, zonder bijkomende cursussen, voor alle houders van een academische graad van de eerste cyclus van het lange type afgeleverd door de Franse Gemeenschap. De ARES stelt de lijst ervan op en garandeert deze bepaling ».

B.104.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is de tweede zin van artikel 114 van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, omdat hij, door aan de « ARES » de opdracht toe te kennen die bepaling te « garanderen », die instelling van openbaar nut zou toestaan om in te grijpen in de in dat artikel beoogde beslissingen en aldus afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs.

B.104.2. Door aan de « ARES » de opdracht toe te kennen om « die bepaling [te garanderen] » kent de tweede zin van artikel 114 van het decreet van 7 november 2013 aan die instelling van openbaar nut enkel de opdracht toe om « de juistheid van de lijst te garanderen » die zij moet opstellen ter uitvoering van diezelfde bepaling (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/3, p. 59).

De bestreden bepaling kent de « ARES » dus geenszins de bevoegdheid toe om in te grijpen in beslissingen die de academische overheden van instellingen voor hoger onderwijs moeten nemen ter uitvoering van de eerste zin van artikel 114 wanneer zij hun studieprogramma's opstellen.

B.104.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven.

B.104.4. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 120 van het decreet van 7 november 2013

B.105. Artikel 120 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Voor de studies gezamenlijk georganiseerd door verschillende instellingen die partner zijn van een overeenkomst van de mede organisatie van een gezamenlijk programma, met of zonder de gezamenlijke diplomering bedoeld in artikel 82 § 2 en § 3, kan de Regering een afwijking toekennen aan de algemene bepalingen betreffende de toegang tot de studies, op eensluidend advies van de ARES. De gemotiveerde aanvraag wordt gezamenlijk gestuurd door de instellingen die partner zijn van de ARES en dit, vóór 1 maart voorafgaand aan het academiejaar ».

B.106.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is artikel 120 van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet omdat die decretale bepaling, door te voorzien in het optreden van de « ARES » in de daarbij ingevoerde afwijkingprocedure, afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs van de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende machten van hogescholen, hogere kunstscholen of instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie.

B.106.2. De « algemene bepalingen betreffende de toegang tot de studies » stellen regels vast die de vrijheid van onderwijs van een private inrichtende macht van een instelling voor hoger onderwijs kunnen beperken.

Artikel 120 van het decreet van 7 november 2013 machtigt de Franse Gemeenschapsregering ertoe instellingen voor hoger onderwijs die haar daar om verzoeken, toe te staan die regels niet na te leven.

In die context kan het optreden van de « ARES » – instelling van openbaar nut waarvan de organen grotendeels zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van instellingen voor hoger onderwijs – in de procedure voor de toekenning van een toelating tot afwijking van regels die de vrijheid van onderwijs kunnen beperken, op zich niet worden beschouwd als een beperking van die vrijheid.

B.106.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 121 van het decreet van 7 november 2013

B.107. Vóór de wijziging ervan bij artikel 52 van het decreet van 25 juni 2015, bepaalde artikel 121, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 :

« Overeenkomstig het model bepaald door de Regering en volgens de procedure bepaald door de Regering stelt de ARES voor elke wijziging of ontwikkeling van een cursus van het korte type, een minimaal studieprogramma op dat ze aan de Regering bezorgt vóór 1 maart voor het volgende academiejaar. De Regering bepaalt, per studiegebied, de globale minimale uurrooster van leeractiviteiten die werkelijk door de instelling worden georganiseerd en die omkaderd worden door zijn personeel dat een programma van een cursus van het korte type moet bevatten, ongeacht het aantal studiepunten verbonden met de diverse onderwijsseenheden ».

B.108.1. In de zaak nr. 5928 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de grondwettigheid van de woorden « een minimaal studieprogramma » in die bepaling.

B.108.2. De eerste zin van artikel 121 van het decreet van 7 november 2013 is opgeheven bij artikel 52 van het decreet van 25 juni 2015, in werking getreden « vanaf het academiejaar 2015-2016 » (artikel 76 van het decreet van 25 juni 2015).

B.108.3. De grief is zonder voorwerp geworden.

Ten aanzien van artikel 123 van het decreet van 7 november 2013

B.109. Artikel 123 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Om een voldoende aanbod te garanderen van alle initiële cursussen binnen de Franse Gemeenschap, kan de Regering, na advies van de ARES, voor elke instelling voor hoger onderwijs een lijst met studiecycli vastleggen die ze moet blijven organiseren en de vestigingsplaats waar ze moeten worden georganiseerd, met inachtneming van de machtigingen, op straffe van het verlies van elke subsidie en machtiging voor andere studies die ze organiseert. Deze verplichting moet twee maanden vóór het begin van het volgende quadrimester meegedeeld worden ».

B.110.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5927 is die bepaling niet bestaanbaar met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet in zoverre zij afbreuk doet aan de vrijheid van onderwijs van de private en door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtende macht van een hogeschool, een hogere kunstschool of een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie.

B.110.2. De vrijheid van onderwijs gewaarborgd bij artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet kent iedere privépersoon het recht toe om de inrichting van dat onderwijs te beëindigen dat hij met toepassing van die bepaling inricht en laat verstrekken.

De vrijheid van onderwijs kan worden beperkt door een wetgevende maatregel op voorwaarde dat die niet onevenredig is met het daarmee nagestreefde doel.

B.110.3. Artikel 123 van het decreet van 7 november 2013 machtigt de Franse Gemeenschapsregering ertoe een gesubsidieerde instelling voor hoger onderwijs te verplichten de inrichting van een door de Regering bepaalde studiecycclus voort te zetten. Die bepaling voorziet ook erin dat de instelling die die verplichting niet naleeft, elke subsidiëring en haar machtiging tot het inrichten van de andere studies kan verliezen.

Die regel beperkt de vrijheid van onderwijs van de inrichtende macht van die instelling.

B.110.4.1. Het decreet van 7 november 2013 heeft met name tot doel de « dichtheid van het lokaal aanbod » van hoger onderwijs te vrijwaren (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2012-2013, nr. 537/1, p. 6; *ibid.*, nr. 537/3, p. 6), « een zo groot mogelijk lokaal onderwijsaanbod te waarborgen » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 9) en « een lokaal aanbod van initiële studies te behouden » (*ibid.*, nr. 537/1, p. 13), alsook een « lokaal aanbod » te verzekeren (*ibid.*, nr. 537/3, p. 7).

B.110.4.2. De Franse Gemeenschapsregering kan een instelling voor hoger onderwijs alleen ertoe verplichten een studiecycclus te blijven inrichten wanneer die verplichting noodzakelijk is om « een voldoende aanbod te garanderen van alle initiële cursussen binnen de Franse Gemeenschap ».

De initiële cursussen van het korte type worden ingericht in één enkele studiecycclus en worden « bekrachtigd » door de graad van bachelor (artikel 69, § 1, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013). De initiële cursussen van het lange type worden ingericht in twee studiecyclussen, waarbij de eerste wordt « bekrachtigd » door de graad van bachelor en de tweede door de graad van master, arts of dierenarts (artikel 70, § 1, van het decreet van 7 november 2013).

B.110.4.3. Ten slotte kan de Regering een dergelijke verplichting pas opleggen na het advies te hebben ingewonnen van de « ARES », instelling van openbaar nut die ermee belast is de uitvoering van de verschillende opdrachten van hoger onderwijs te waarborgen « zonder de autonomie van de instellingen voor hoger onderwijs in het gedrang te brengen » (artikel 20 van het decreet van 7 november 2013). De Regering kan alleen afwijken van het advies van de « ARES » wanneer zij haar beslissing in het bijzonder motiveert (artikel 21, derde lid, van hetzelfde decreet).

B.110.5. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 125 van het decreet van 7 november 2013

B.111. Vóór de wijziging ervan bij artikel 54 van het decreet van 25 juni 2015 bepaalde artikel 125 van het decreet van 7 november 2013 :

« § 1. Om een harmonisatie te verzekeren tussen de opleidingen die nodig zijn voor het volgen van studies binnen de Franse Gemeenschap en de Europese Unie, alsook om de leerresultaten en transversale competenties bekrachtigd met de academische graden te garanderen, kan de Regering minimaal verplichte inhouden opleggen voor de programma's van de initiële cursussen, op voorstel van de ARES.

§ 2. De studieprogramma's voor bachelor moeten voor elke cursus van het lange type minstens 60 % omvatten – wat overeenstemt met 108 studiepunten – van gemeenschappelijke cursussen en voor elke cursus van het korte type minstens 80 % van gemeenschappelijke cursussen, wat overeenstemt met 144 studiepunten.

De ARES garandeert de naleving van de bepalingen bedoeld in het vorige lid: ze stelt de minimale gemeenschappelijke inhoud van deze cursussen op ».

B.112.1. In de zaak nr. 5928 wordt het Hof verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van die bepaling met artikel 24, § 1, eerste lid, van de Grondwet, in zoverre de woorden « minimaal verplichte inhouden opleggen », « minstens 60 % [van gemeenschappelijke cursussen] » en « minstens 80 % van gemeenschappelijke cursussen » in artikel 125 van het decreet van 7 november 2013 onvoldoende nauwkeurig zouden zijn gedefinieerd.

B.112.2. De vrijheid van onderwijs die de verzoekende partijen aanvoeren, houdt niet in dat de bevoegde wetgever in de door hem aangenomen bepalingen alle elementen aangeeft die de uitvoering ervan veronderstelt.

B.112.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 134 van het decreet van 7 november 2013

B.113. Artikel 134 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs leggen het studiereglement en de bijzondere regels van de werking van de examencommissies vast. Deze bepalingen worden bij het studiereglement gevoegd.

Onder voorbehoud van andere wetsbepalingen legt dit reglement van de examencommissie onder andere het volgende vast :

1° de procedure voor de inschrijving voor de proeven; bij gebrek aan een bepaalde procedure worden de studenten geacht ingeschreven te zijn voor alle proeven voor het einde van het quadrimester voor het geheel van de onderwijseenheden georganiseerd tijdens dit quadrimester waarvoor ze zich ingeschreven hadden voor het academiejaar;

2° de exacte samenstelling van de examencommissie, haar werkwijze en de bekendmaking van de beslissingen;

3° de organisatie van de beraadslagingen en van het toekennen van studiepunten;

4° de procedure voor de toelating tot de studies en de valorisatie van de verworven kennis, alsook de leden van de examencommissie belast met deze taak;

5° de nadere regels voor de procedure voor gelijkstelling, alsook de leden van de examencommissie belast met deze taak;

6° de periodes van de evaluatie en de nadere regels voor de organisatie en het verloop van de proeven;

7° de sancties voor fraude vastgesteld tijdens het verloop van de evaluaties of de samenstelling van de dossiers voor toelating of gelijkstelling die bij de examencommissie worden ingediend;

8° de wijze van indienen, behandelen en regelen van klachten van studenten over onregelmatigheden in het verloop van de evaluaties of bij de behandeling van de dossiers.

Voor de examencommissies belast met het verlenen van de graad van doctor wordt een uniek reglement vastgesteld door de ARES.

De academische autoriteiten stellen de uurrooster vast van de proeven door voldoende termijnen tussen de opeenvolgende proeven tijdens eenzelfde periode van evaluatie te behouden ».

B.114.1. Een examencommissie is een « academische instantie die hoofdzakelijk belast wordt met de toelating tot de studies, de begeleiding van studenten, de evaluatie van de leerresultaten, hun kwalificatie en de organisatie van overeenstemmende examens » (artikel 15, § 1, eerste lid, 45°, van het decreet van 7 november 2013).

De graad van « doctor (DOC) » is de « academische graad niveau 8 die de studies van de derde cyclus bekrachtigt, uitgereikt door een universiteit en behaald na verdediging van een proefschrift overeenkomstig artikel 71, § 2 » (artikel 15, § 1, eerste lid, 29°, van hetzelfde decreet).

B.114.2. Net als artikel 21, eerste lid, 12°, van het decreet van 7 november 2013, kent artikel 134, derde lid, van hetzelfde decreet aan de « ARES » de opdracht toe om de regels aan te nemen inzake de werking van de examencommissies die zijn belast met het toekennen van de graad van doctor.

B.114.3. Om gelijkaardige redenen als die welke zijn uiteengezet in B.18.3.1 en B.18.3.2, zijn de grieven, in zoverre zij betrekking hebben op artikel 134, derde lid, van het decreet van 7 november 2013, niet gegrond.

B.115.1. Artikel 134, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013 verplicht de « academische autoriteiten » ertoe zich ervan te vergewissen dat er voldoende tijd is tussen de opeenvolgende proeven tijdens een evaluatieperiode.

Wanneer bijvoorbeeld verschillende proeven van eenzelfde evaluatieperiode worden georganiseerd in de vorm van een mondeling examen en wanneer het aantal voor die examens ingeschreven studenten relatief hoog ligt, zou die verplichting ertoe kunnen leiden de periode tijdens welke de betrokken hoogleraren die studenten zouden moeten ondervragen, te verlengen, in te korten of op te splitsen.

De voormelde regel kan de situatie van de hoogleraren dus rechtstreeks en ongunstig raken.

B.115.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 134, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013.

B.116.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 is artikel 134, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet, omdat die decretale bepaling, door een hoogleraar aan een universiteit mogelijk ertoe te verplichten bijna alle dagen van een evaluatieperiode bepaalde proeven in te richten, afbreuk zou doen aan het recht van die hoogleraar op billijke arbeidsvoorwaarden.

B.116.2. Artikel 23, eerste lid, tweede lid en derde lid, 1°, van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1° het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen; ».

Om billijk te zijn moeten de arbeidsvoorwaarden « van die aard zijn dat de arbeid de werknemer een arbeidsvoldoening schenkt, hem de mogelijkheid biedt zich volledig te ontplooiën, zijn gezondheid beschermt en aan hem en aan zijn familie de mogelijkheid biedt om een onafhankelijk en fatsoenlijk bestaan te leiden » (*Parl. St.*, Senaat, 1991-1992, nr. 100-2/3°, p. 16). In die arbeidsvoorwaarden zijn « o.a. begrepen » de « arbeidsduur », de « betaalde feestdagen », de « arbeidsduurvermindering voor de werknemers die gevaarlijk of ongezond werk verrichten », de « wekelijkse rust », de « veiligheid en gezondheid », de « ontslagvoorwaarden », de « sociale promotie » en de « beroepsoriëntatie en -vorming » (*ibid.*).

B.116.3. Zelfs indien de toepassing van de bestreden bepaling tot gevolg zou hebben dat een hoogleraar aan een universiteit ertoe zou worden verplicht elke werkdag van de evaluatieperiode studenten te evalueren, heeft die niet tot gevolg de arbeidsvoorwaarden van die hoogleraar dermate aan te tasten dat zelfs indirecte afbreuk zou worden gedaan aan het billijke karakter van zijn arbeidsvoorwaarden.

B.116.4. In zoverre hij betrekking heeft op artikel 134, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013, is de grief niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 140 van het decreet van 7 november 2013

B.117.1. Vóór de wijziging ervan bij artikel 56 van het decreet van 25 juni 2015 bepaalde artikel 140 van het decreet van 7 november 2013 :

« Op het einde van het tweede en het derde quadrimester, op basis van de proeven die door de student worden afgelegd tijdens het academiejaar en van hun gemiddelde, kent de examencommissie de studiepunten toe voor de onderwijseenheden waarvan de evaluatie voldoende is of waarvoor het tekort aanvaardbaar is na inzage van het geheel van de resultaten.

De examencommissie kan dus soeverein het slagen proclameren voor een onderwijseenheid, het geheel van de eenheden gevolgd tijdens het academiejaar of een studiecycclus zelfs als de criteria bedoeld in artikel 139 niet bereikt werden.

In dit geval kent ze definitief de overeenstemmende studiepunten toe, ongeacht het gemiddelde of het behaalde cijfer; dit cijfer wordt dus beschouwd als de slaagdrempel te hebben bereikt en wordt in die zin gewijzigd na de beraadslaging, indien nodig ».

Vóór de wijziging ervan bij artikel 55 van het decreet van 25 juni 2015 bepaalde artikel 139 van het decreet van 7 november 2013 :

« De eindevaluatie van een onderwijseenheid wordt uitgedrukt aan de hand van een cijfer tussen 0 en 20, waarbij de slaagdrempel op 10/20 ligt. De studiepunten worden definitief verworven. Een examencommissie mag niet weigeren studiepunten toe te kennen die gebonden zijn aan de proeven waarvoor de student deze slaagdrempel bereikt heeft, ongeacht het behaalde globale gemiddelde.

De globale evaluatie van het geheel van de eenheden gevolgd tijdens een academiejaar of een studiecycclus wordt uitgedrukt op dezelfde manier, waarbij de slaagdrempel op gemiddeld 10/20 ligt voor zover de studiepunten van de beoogde onderwijseenheden werden toegekend ».

B.117.2. Artikel 55 van het decreet van 25 juni 2015 heft, in artikel 139 van het decreet van 7 november 2013, het tweede lid en de woorden « ongeacht het behaalde globale gemiddelde » van het eerste lid op.

Artikel 56 van het decreet van 25 juni 2015 heft in artikel 140, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 de woorden « het gemiddelde of » op.

B.118.1. Artikel 140, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 staat de examencommissie toe om een cijfer te wijzigen dat een hoogleraar na zijn evaluatie van de student heeft toegekend, wanneer de examencommissie heeft beslist dat een student is geslaagd, ondanks het feit dat dat cijfer de bij het decreet bepaalde slaagdrempel niet heeft bereikt.

Die regel kan de situatie van de hoogleraar aan een universiteit die het door de examencommissie gewijzigde cijfer heeft toegekend, rechtstreeks en ongunstig raken.

B.118.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben dus belang bij de vernietiging van artikel 140, derde lid, van het decreet van 7 november 2013.

B.119.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 is artikel 140, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet, omdat die decretale bepaling, door de examencommissie toe te staan een cijfer onder de slaagdrempel dat een hoogleraar aan een universiteit heeft toegekend na afloop van de evaluatie van een onderwijseenheid, te verhogen teneinde dat cijfer op het niveau van de slaagdrempel te brengen, afbreuk zou doen aan het recht van die hoogleraar op billijke arbeidsvoorwaarden.

B.119.2. De examencommissie kan het cijfer onder de slaagdrempel dat een student behaalt na de evaluatie van een onderwijseenheid enkel verhogen wanneer « het tekort aanvaardbaar is na inzage van het geheel van de resultaten » (artikel 140, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013).

Bovendien omvat de examencommissie « inzonderheid alle leerkrachten die, binnen de instelling voor hoger onderwijs, verantwoordelijk zijn voor een onderwijseenheid van het studieprogramma die geen individuele keuze is van de student » (artikel 131, § 2, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013) en de « verantwoordelijken voor de andere onderwijseenheden van het programma die in de loop van het academiejaar werden gevolgd door minstens één student die regelmatig ingeschreven is, nemen met recht deel aan de beraadslaging » (artikel 131, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet). Alle docenten die verantwoordelijk zijn voor een van de betrokken onderwijseenheden hebben het recht om deel te nemen aan de beraadslaging van de examencommissie (artikel 132, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet). De hoogleraar wiens cijfer is gewijzigd met toepassing van de bestreden bepaling wordt dus verzocht deel te nemen aan de beraadslaging van de examencommissie.

In die context heeft de bestreden bepaling niet tot gevolg de arbeidsvoorwaarden van een hoogleraar aan een universiteit te beïnvloeden.

B.119.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 148 van het decreet van 7 november 2013

B.120. Artikel 148 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De instellingen voor hoger onderwijs organiseren de hulp voor het slagen van de studenten binnen hun instelling of in samenwerking met andere instellingen.

Deze activiteiten worden prioritair gebruikt voor de bevordering van het slagen van de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus die deze uitoefenen. Deze lijst is niet exhaustief, maar houdt onder andere de volgende maatregelen in :

1° de oprichting van een didactisch centrum voor hoger onderwijs in het kader van de academische pool. Dit centrum heeft als opdracht het adviseren, opleiden en omkaderen van de leerkrachten die vooral deze studenten opleiden;

2° het aanbod aan specifieke activiteiten voor de studenten om hen de methodes en technieken aan te leren waardoor ze betere slaagkansen hebben;

3° het ter beschikking stellen van middelen voor zelfevaluatie en van adviesdiensten om de bekwaamheden en de eventuele leemten van studenten te erkennen;

4° de organisatie van remediëringsactiviteiten om tegemoet te komen aan de mogelijke leemten van de studenten in één of andere cursus of, meer in het algemeen, ze te helpen de moeilijkheden boven te komen bij het begin van het hoger onderwijs en hen te helpen het volgende academiejaar te beginnen met de beste slaagkansen;

5° de begeleiding van de studenten in hun keuze van hun studieprogramma en de remediëringsactiviteiten of meer in het algemeen de hulp voor het slagen en voor de interpretatie van hun resultaten;

6° het aanbod aan leeractiviteiten in kleine groepen en gewijd aan praktische oefeningen in minstens één discipline die kenmerkend is voor het gekozen studiedomein, om zich te verzekeren van de juiste studiekeuze van de student;

7° de ontwikkeling van vernieuwende didactische methodes gericht op het profiel van studenten van het eerste jaar binnen een domein van welbepaalde studies.

Deze diverse activiteiten kunnen gedeeltelijk of volledig georganiseerd worden in het derde quadrimester van het academiejaar.

Op basis van een gezamenlijke aanvraag ingediend door ARES, kan de Regering bijkomende middelen daartoe toekennen.

Volgens de voorwaarden vastgesteld door de academische autoriteiten kan de actieve deelname van een student van het eerste jaar aan één van deze activiteiten gevaloriseerd worden door de examencommissie tijdens de studiecycclus als ze het voorwerp heeft uitgemaakt van een proef of een specifieke evaluatie; deze valorisatie mag geen 5 studiepunten overschrijden. Deze mogelijke proef wordt slechts één keer georganiseerd tijdens het quadrimester waarin deze activiteiten plaatsgevonden hebben.

Worden beschouwd als studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus, de studenten die ten minste nog geen 45 studiepunten verworven of gevaloriseerd hebben onder de 60 eerste studiepunten van de eerste cyclus ».

B.121.1. Zoals reeds is vermeld, is een « academische pool » een vereniging van instellingen voor hoger onderwijs waaronder minstens één universiteit (artikel 52, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013), met dien verstande dat elke in de Franse Gemeenschap gevestigde universiteit deel uitmaakt van een dergelijke vereniging (artikel 52, tweede lid, van hetzelfde decreet).

Artikel 148, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 november 2013 verplicht de instellingen voor hoger onderwijs om in het kader van een vereniging maatregelen te nemen teneinde de slaagkansen van de studenten te vergroten.

Zelfs indien de toepassing van die bepaling gevolgen zou kunnen hebben voor de situatie van de ene of de andere verzoekende partij in haar hoedanigheid van docent, dan nog zou zij die niet rechtstreeks en ongunstig kunnen raken.

B.121.2. Bovendien preciseren de tweede, de vierde en de vijfde verzoekende partij in de zaak nr. 5933 niet hoe de voormelde regel de situatie van een hoogleraar aan een universiteit die verantwoordelijk is voor een programma binnen de instelling die hem tewerkstelt of die van een hoogleraar die, ten behoeve van gediplomeerde studenten, een seminarie inricht in verband met het zoeken naar werk, rechtstreeks en ongunstig kan aantasten.

B.121.3. Gelet op hetgeen voorafgaat en hetgeen in B.12.3.2 is vermeld, hebben de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 geen belang bij de vernietiging van artikel 148, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 november 2013.

B.122.1. Volgens de eerste, de tweede en de vijfde verzoekende partij in de zaak nr. 5927 is artikel 148, vierde lid, van het decreet van 7 november 2013 niet bestaanbaar met de artikelen 24, § 1, eerste lid, en 27 van de Grondwet, omdat die decretale bepaling, door aan de « ARES » de opdracht toe te vertrouwen om op te treden in de organisatie van de « hulp voor het slagen », afbreuk zou doen aan de vrijheid van onderwijs en aan de vrijheid van vereniging van de hogescholen en hogere kunstscholen waarvan de inrichtende macht privaat is en door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd.

B.122.2. De bestreden bepaling kent aan de « ARES » slechts een zeer beperkte rol toe. Zij belast die instelling van openbaar nut ermee aan de Franse Gemeenschapsregering een verzoek om extra middelen te bezorgen, dat gezamenlijk door verschillende instellingen voor hoger onderwijs wordt voorgelegd.

Die bepaling ontnemt de hogescholen en de hogere kunstscholen dus geenszins het recht, dat zelfs een plicht is, om de « hulp voor het slagen » te organiseren door onder meer de maatregelen te nemen die zijn bepaald in artikel 148, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.122.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 149 van het decreet van 7 november 2013

B.123. Artikel 149 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Bovendien kunnen de academische polen, onder de coördinatie van hun didactische centra voor hoger onderwijs, voorbereidende activiteiten voor hogere studies gezamenlijk organiseren. Ze kunnen samenwerkingsovereenkomsten daarover sluiten met andere instellingen voor hoger onderwijs, inrichtingen voor sociale promotie of inrichtingen voor secundair onderwijs georganiseerd, gesubsidieerd of erkend in de Franse Gemeenschap.

Op basis van een gezamenlijke aanvraag van de betrokken instellingen die goedgekeurd en bezorgd wordt door de ARES, kan de Regering ze bijkomende middelen daaromtrent toekennen ».

B.124.1. Volgens de eerste, de tweede en de vijfde verzoekende partij in de zaak nr. 5927 zijn zowel de eerste zin van artikel 149 van het decreet van 7 november 2013 als het tweede lid van die bepaling niet bestaanbaar met de artikelen 24, § 1, eerste lid, en 27 van de Grondwet, omdat zij, door aan de « ARES » de opdracht toe te kennen om op te treden bij het ontwerpen en organiseren van de activiteiten ter voorbereiding van de hogere studies, afbreuk doen aan de vrijheid van onderwijs en de vrijheid van vereniging van de hogescholen en hogere kunstscholen waarvan de inrichtende macht privaat is en door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd.

B.124.2. De eerste zin van artikel 149, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 machtigt de academische polen ertoe activiteiten ter voorbereiding van de hogere studies te organiseren zonder op enigerlei wijze de « ARES » te vermelden.

Artikel 149, tweede lid, kent aan de « ARES » slechts een beperkte rol toe. Het belast die instelling van openbaar nut ermee een verzoek om extra middelen, gezamenlijk voorgesteld door verschillende instellingen voor hoger onderwijs die betrokken zijn bij activiteiten ter voorbereiding van de hogere studies, goed te keuren en het mee te delen aan de Franse Gemeenschapsregering. Die bepaling kent aan de « ARES » geenszins de bevoegdheid toe om deel te nemen aan het ontwerpen of organiseren van dergelijke activiteiten.

De bestreden bepaling heeft dus niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan geven.

B.124.3. De grief is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 160 van het decreet van 7 november 2013

B.125. Vóór de wijziging ervan bij artikel 2 van het decreet van 18 december 2014 « houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs en jeugdbescherming » bepaalde artikel 160, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 :

« Vanaf de goedkeuring door de Regering van de statuten van de academische polen waartoe de betrokken universiteiten behoren, wordt de universitaire academie die ze verenigt, ontbonden. Haar vermogen wordt verdeeld over de universiteiten die lid zijn, alsook de rechten en plichten volgens de statutaire overeenkomst van deze universitaire academie of, bij gebrek aan bepalingen in die zin in deze overeenkomst, volgens de beslissing van haar raad ».

B.126.1. Artikel 160, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 heeft betrekking op de ontbinding van de universitaire academies waarvan de oprichting was bepaald bij artikel 90 van het decreet van 31 maart 2004 « betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten ». Die academies waren verenigingen waarin minstens twee universiteiten verenigd waren (artikel 90, eerste lid, van het decreet van 31 maart 2004) en die in beginsel beschikten over een rechtspersoonlijkheid onderscheiden van die van de universiteiten (artikel 91, eerste lid, van hetzelfde decreet).

De toepassing van artikel 160, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 kan gevolgen hebben voor de situatie van de hoogleraren die zijn tewerkgesteld door de universiteiten die lid waren van een dergelijke academie. Zij zou die situatie echter slechts indirect en ongunstig kunnen raken.

Bovendien dient te worden opgemerkt dat het decreet van 7 november 2013 de samenwerking onder universiteiten toestaat (artikel 82) en de tweede verzoekende partij in de zaak nr. 5933 niet verbiedt haar ambten van hoogleraar te blijven uitoefenen in de twee universiteiten die verenigd waren in de « Académie universitaire Louvain » (artikel 1, 2^o, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 9 maart 2005 « waarbij de lijst van de universitaire academiën en hun samenstelling bekend worden gemaakt », *Belgisch Staatsblad*, 26 mei 2005), thans ontbonden, en die voortaan lid zijn van twee onderscheiden academische polen (besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 1 oktober 2014 « tot goedkeuring van de statuten van de vzw's ' Le Pôle Hainuyer ', ' Pôle Académique Louvain ', ' Pôle Académique de Namur ASBL ', ' Pôle académique Liège-Luxembourg, ASBL ', ' Pôle académique de Bruxelles ' », *Belgisch Staatsblad*, 25 november 2014).

B.126.2. Gelet op hetgeen voorafgaat en hetgeen in B.12.3.2 is vermeld, hebben de verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 geen belang bij het vorderen van de vernietiging van artikel 160, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013.

Ten aanzien van artikel 169 van het decreet van 7 november 2013

B.127. Artikel 169 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« Het derde lid van artikel 45 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, wordt geschrapt.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2011 tot bepaling van de regels met betrekking tot de machtigingen toegekend aan de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie voor de organisatie van afdelingen bekrachtigd door de graden van bachelor, specialisatie of master en door het ' Brevet de l'enseignement supérieur ' (brevet voor het hoger onderwijs), wordt opgeheven ».

B.128.1. Artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereist onder meer dat het verzoekschrift met betrekking tot een beroep tot vernietiging voor elke bestreden bepaling uiteenzet welke de regels zijn waarvan de schending wordt aangevoerd.

B.128.2. Het verzoekschrift in de zaak nr. 5927 geeft niet aan welke van de regels waarvan de niet-naleving door het Hof kan worden afgekeurd, zouden zijn geschonden door de bestreden bepaling.

B.128.3. De grief is niet ontvankelijk.

Ten aanzien van artikel 171 van het decreet van 7 november 2013

B.129. Vóór de wijziging ervan bij artikel 61 van het decreet van 25 juni 2015 bepaalde artikel 171 van het decreet van 7 november 2013 :

« Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van de bepalingen van TITEL III die voor het academiejaar 2014-2015 in werking treden.

De inwerkingtreding van de bepalingen van het tweede lid van artikel 105, § 1 wordt vastgesteld op de wijziging bij decreet van het bedrag van de inschrijvingsgelden.

De voorwaardelijke gezamenlijke machtigingen die met een asterisk aangeduid worden in bijlage IV van dit decreet treden in werking ten vroegste voor het academiejaar 2016-2017, op de Regering vast te stellen datum ».

B.130.1. Bijlage IV van hetzelfde decreet bevat een « lijst van voorwaardelijke gezamenlijke machtigingen ».

Artikel 171, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 heeft enkel tot doel de inwerkingtreding van sommige van die « voorwaardelijke gezamenlijke machtigingen » te regelen.

Een voorwaardelijke gezamenlijke machtiging is een machtiging die « onderworpen is aan de voorwaarde dat de instellingen aan wie deze gezamenlijke machtiging wordt toegekend, een overeenkomst van gezamenlijke diplomering met elkaar sluiten » (artikel 87, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013). Een « machtiging » is de « bevoegdheid die bij decreet aan een instelling voor hoger onderwijs toegekend wordt op een bepaald grondgebied een studieprogramma te organiseren, een academische graad toe te kennen en de ermee gepaard gaande getuigschriften en diploma's uit te reiken » (artikel 15, § 1, eerste lid, 42^o, van hetzelfde decreet).

B.130.2. Zelfs indien de toepassing van de bestreden bepaling gevolgen kan hebben voor het werk van sommige hoogleraren, dan nog doet zij geenszins afbreuk aan hun statuut en kan zij hun situatie niet rechtstreeks en ongunstig raken.

B.130.3. Bovendien zet de derde verzoekende partij in de zaak nr. 5933 niet uiteen hoe de bestreden bepaling de « onderhandelingen over gezamenlijke diplomering », die niet anders gepreciseerd zijn en waarnaar zij verwijst, rechtstreeks en ongunstig kan raken.

B.130.4. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5933 hebben bijgevolg geen belang bij de vernietiging van artikel 171, derde lid, van het decreet van 7 november 2013.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt de woorden « en opleidingen » in artikel 21, eerste lid, 14^o, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 21 april 2016.

De griffier,
F. Meersschant

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/202283]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 53/2016 vom 21. April 2016

Geschäftsverzeichnisnummern. 5927, 5928, 5929 und 5933

In Sachen: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums, erhoben von der VoG «Ecole pratique des hautes études commerciales» und anderen, von der VoG «Haute Ecole Léonard de Vinci», von der VoG «Centre d'Enseignement Saint-Laurent, Liège» und der VoG «CPSE» und von Henri Bouillon und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 16. Juni 2014 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 18. Juni 2014 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. Dezember 2013): die VoG «Ecole pratique des hautes études commerciales», die VoG «Comité organisateur des Instituts Saint-Luc et Instituts Associés à Saint-Gilles», die VoG «Institut technique supérieur Cardinal Mercier», die VoG «Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé de l'ACN» und die VoG «Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens», die VoG «Haute Ecole Léonard de Vinci», die VoG «Centre d'Enseignement Saint-Laurent, Liège» und die VoG «CPSE», unterstützt und vertreten durch RA D. Drion, in Lüttich zugelassen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 18. Juni 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 19. Juni 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung desselben Dekrets: Henri Bouillon, Nathalie Burnay, Michel De Wolf, Isabelle Schuiling und Olivier Servais, unterstützt und vertreten durch RÄin D. Bogaert, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 5927, 5928, 5929 und 5933 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Der erste Titel («Gemeinsame Bestimmungen») umfasst die Artikel 1 bis 16 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 «zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums».

Der zweite Titel («Struktur und Hochschullandschaft») umfasst die Artikel 17 bis 65 des Dekrets. Der dritte Titel («Organisation der Studien und Statut der Studierenden») umfasst die Artikel 66 bis 151.

Schließlich sind die Artikel 152 bis 175 des Dekrets unter dem vierten Titel zusammengelegt («Änderungs-, Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen»).

In Bezug auf die Artikel 2 und 3 des Dekrets vom 7. November 2013

B.2.1. Artikel 2 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Der Hochschulunterricht in der Französischen Gemeinschaft ist ein gemeinnütziger öffentlicher Dienst. Nur die Einrichtungen im Sinne dieses Dekrets dürfen die ihnen gesetzlich erteilten Aufträge erfüllen, insbesondere die Befähigungsnachweise und akademischen Grade zur Bestätigung der Hochschulstudien verleihen sowie die entsprechenden Diplome und Zeugnisse ausstellen.

Diese Einrichtungen sowie ihr Personal erfüllen entsprechend ihren Fächern, Mitteln und ihrer Spezifität, jedoch immer im Hinblick auf hervorragende Ergebnisse und Qualität des Dienstes an der Kollektivität die drei folgenden zusätzlichen Aufgaben:

1. Studiengänge sowie höhere Erstausbildungen und Weiterbildungen anbieten, die den Stufen 5 bis 8 des französischsprachigen Qualifikationsrahmens entsprechen, sowie die entsprechenden erworbenen Kenntnisse und Kompetenzen bescheinigen am Ende der Studienzyklen oder durch Anrechnung von persönlichen, beruflichen und ausbildungsbezogenem Lernergebnissen;

2. an individuellen oder kollektiven Tätigkeiten der Forschung, der Innovation oder Kreation teilnehmen, und auf diese Weise die Entwicklung, die Bewahrung und die Übertragung der Kenntnisse und des kulturellen, künstlerischen und wissenschaftlichen Erbes gewährleisten;

3. Dienste für die Allgemeinheit gewährleisten, dank ihrer hochqualifizierten Sachkompetenz und ihrer Verpflichtung zur Unabhängigkeit, mit Offenheit für die gesellschaftlichen Bedürfnisse, in Zusammenarbeit oder im Dialog mit den erzieherischen, sozialen, kulturellen, wirtschaftlichen und politischen Kreisen.

Diese verschiedenen Aufgaben werden ausgeführt im Rahmen von Kooperationen und internationalen Austauschen mit föderalen, regionalen oder anderen belgischen Gemeinschaften oder innerhalb der Französischen Gemeinschaft».

B.2.2. Artikel 3 desselben Dekrets bestimmt:

«§ 1. Für die Ausübung ihres Unterrichtsauftrags streben die Hochschuleinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft gleichzeitig und ohne Hierarchie insbesondere die folgenden allgemeinen Ziele an:

1. die Studierenden in ihrer Rolle als verantwortliche Bürger, die zur Entwicklung einer demokratischen, pluralistischen und solidarischen Gesellschaft beitragen können, begleiten;

2. die Selbstständigkeit und die Entfaltung der Studierenden fördern, insbesondere durch die Entwicklung ihrer wissenschaftlichen und künstlerischen Neugier, ihres kritischen Geistes, ihres Bewusstseins für die individuellen und kollektiven Verantwortungen und Aufträge;

3. sowohl über den Inhalt des Unterrichts als auch durch die anderen, durch die Einrichtung organisierten Tätigkeiten die humanistischen Werte, die kreativen und innovierenden Traditionen sowie das künstlerische, wissenschaftliche, philosophische und politische Kulturerbe, das die historische Grundlage dieses Unterrichts ist, unter Achtung der Spezifität jedes Einzelnen vermitteln;

4. eine allgemeine und spezialisierte, sowohl grundlagen- und konzeptbezogene als auch praktische Ausbildung auf höchster Ebene gewährleisten, um den Studierenden die Möglichkeit zu bieten, eine aktive Rolle im beruflichen, gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und kulturellen Leben zu spielen und ihnen gleiche Chancen der gesellschaftlichen Emanzipation zu bieten;

5. dauerhafte Spitzenkompetenzen entwickeln, wobei den Studierenden die Möglichkeit geboten wird, deren Relevanz aufrechtzuerhalten, auf autonome Weise oder im Rahmen des lebenslangen Lernens;

6. diese Erstausbildungen und Weiterbildungen im Hinblick auf die Förderung der wissenschaftlichen, künstlerischen, beruflichen und kulturellen Offenheit erteilen, wobei die Lehrkräfte, die Studierenden und die Diplominhaber zur Mobilität und zur Mitarbeit zwischen den Gemeinschaften und auf internationaler Ebene angespornt werden.

Im Hochschulunterricht werden in den verschiedenen Fächern angepasste Methoden und Mittel angewandt, um die angegebenen allgemeinen Ziele zu erreichen, um diesen Unterricht für jeden gemäß seinen eigenen Fähigkeiten zugänglich zu machen.

§ 2. Der Hochschulunterricht richtet sich an ein erwachsenes und freiwilliges Publikum. Darin werden didaktische Methoden angewandt, die diesem Merkmal angepasst sind und seinen Zielen entsprechen. Diese Pädagogik stützt sich insbesondere auf kollektive oder individuelle Tätigkeiten, unter der direkten oder indirekten Leitung von Lehrkräften, jedoch auch auf persönliche Arbeiten von Studierenden, die sie selbstständig ausgeführt haben. Diese Methodik beruht logischerweise auf den Abschlusskompetenzen und gemeinsamen Kenntnissen, die am Ende des Unterrichts erforderlich sind, der Zugang dazu erteilt.

Die Einrichtungen, ihr Personal und die Studierenden müssen jeweils dazu beitragen, diese Ziele in diesem Kontext anzustreben.

§ 3. Die Unterrichtsaufträge betreffen sowohl die Erststudiengänge als auch das lebenslange Lernen, ungeachtet dessen, ob es sich um Unterricht mit vollständigem Lehrplan oder um Unterricht für Erwachsenenbildung handelt. Die Hochschuleinrichtungen achten darauf, die Weiterbildung der Diplominhaber zu organisieren und die Bedingungen für die Fortsetzung oder die Wiederaufnahme der Hochschulstudien während des gesamten Lebens zu gewährleisten. Sie alleine sind ermächtigt, die Befähigungsnachweise, akademischen Grade, Diplome und Zeugnisse auszustellen, die den Stufen 5 bis 8 des französischsprachigen Qualifikationsrahmens entsprechen.

§ 4. Die Französische Gemeinschaft erkennt als Hochschulstudien nur diejenigen an, die durch die Hochschuleinrichtungen im Sinne dieses Dekrets organisiert werden, und macht die Finanzierung der Einrichtungen, die diese organisieren, von der Einhaltung dieser Ziele und der gesetzlichen Bestimmungen bezüglich des Hochschulunterrichts abhängig».

B.3.1.1. Artikel 142 Absatz 3 der Verfassung und Artikel 2 Absatz 1 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erlegen jeder natürlichen oder juristischen Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, die Verpflichtung auf, ein Interesse nachzuweisen.

Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.1.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich nicht auf ihr persönliches Interesse beruft, Klage auf Nichtigkeitsklärung erhebt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.3.2. Die ersten vier klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 beantragen die Nichtigkeitsklärung von Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets, insofern in dieser Bestimmung angeführt werde, dass nur die Einrichtungen im Sinne dieses Dekrets ermächtigt seien, die ihnen gesetzlich erteilten Aufträge auszuführen.

Diese klagenden Parteien haben nur ein Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung dieser Bestimmung, insofern diese Anwendung findet auf die Aufträge der Unterrichtseinrichtungen, deren Organisationsträger sie sind, nämlich diejenigen, die in Artikel 11 Nr. 8, in Artikel 12 Nrn. 7 und 9 und in Artikel 13 Absatz 1 Nrn. 9, 12, 13, 25 und 31 des Dekrets angeführt sind.

B.4. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 seien der zweite Satz von Artikel 2 Absatz 1 und der erste Satzteil von Artikel 3 § 4 des Dekrets vom 7. November 2013 unvereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, weil diese Gesetzesbestimmungen die Gründung neuer Schulen oder die Umstrukturierung bestehender Schulen verbieten würden und darüber hinaus die Subventionierung dieser Einrichtungen verhindern.

B.5.1. Durch den zweiten Satz von Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013 wird den im Dekret angeführten Einrichtungen das Recht vorbehalten, die ihnen gesetzlich anvertrauten Aufträge auszuführen. Er verbietet es also, dass diese Aufträge durch andere Einrichtungen ausgeführt werden.

Durch den ersten Teilsatz von Artikel 3 § 4 desselben Dekrets wird die Französische Gemeinschaft daran gehindert, die Hochschulstudien «anzuerkennen», die nicht durch die Einrichtungen im Sinne dieses Dekrets organisiert werden, ohne aus diesem Grund jedoch die Organisation dieser Studien zu verbieten.

In den Vorarbeiten zum Dekret heißt es,

«die 'ARES' ['Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur'] wird auch eine Rolle als treibende Kraft bei der Entwicklung des Unterrichtsangebots haben: Beschreibung der erteilten akademischen Grade und der damit verbundenen Kompetenz-Referenzrahmen, jedoch ebenfalls die Ermächtigungen der Einrichtungen zur Organisation der entsprechenden Studien. Die 'ARES' wird Vorschläge unterbreiten, doch die abschließende Entscheidung darüber obliegt dem Parlament. Diesbezüglich werden durch den Entwurf die unterschiedlichen Praktiken entsprechend der Art der Studien oder Einrichtungen harmonisiert.

Jede Einrichtung besitzt selbstverständlich Ermächtigungen in ihrem eigenen Namen, und insbesondere werden alle bestehenden Ermächtigungen aufrechterhalten. In dem Konzept wird jedoch die Zusammenarbeit zwischen Einrichtungen und für die neuen Studienrichtungen die Zusammenlegung der Spitzenkompetenzen, der Mittel und der Infrastruktur innerhalb gemeinsamer Programme vorgezogen. Somit wird ein Mechanismus von bedingten gemeinsamen Ermächtigungen vorgeschlagen. Es war bereits möglich, in diesem Text und mit den direkt betroffenen Mitwirkenden innovierende Verfahren der Zusammenarbeit vorzuschlagen, durch die jahrelang blockierte Situationen in der Region Brüssel gelöst werden» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/3, S. 10).

B.5.2. Die angefochtenen Bestimmungen haben nicht die Tragweite, die ihnen die klagenden Parteien verleihen.

B.6. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 20 des Dekrets vom 7. November 2013

B.7. Artikel 20 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Es wird eine Einrichtung öffentlichen Interesses der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses gegründet mit der Bezeichnung ' Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ', auch ' ARES ' genannt.

Die ARES ist ein Verband der Hochschuleinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft mit dem Auftrag, die Ausführung der verschiedenen Aufträge des Hochschulunterrichts, der Forschung und des Dienstes an der Kollektivität gemäß den allgemeinen Zielen zu gewährleisten und die Zusammenarbeit zwischen den Einrichtungen zu fördern. Die ARES übt ihre verschiedenen Aufträge unbeschadet der Autonomie der Hochschuleinrichtungen aus».

B.8.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei Artikel 20 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013, indem er bestimme, dass die «ARES» «ein Verband der Hochschuleinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft» sei, unvereinbar mit dem zweiten Satz von Absatz 2 von Artikel 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, weil die angefochtene Dekretsbestimmung nicht die Gründung, Zusammensetzung, Befugnis, Arbeitsweise und Kontrolle dieser Einrichtung regelt.

B.8.2. Artikel 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmte vor seiner Abänderung durch Artikel 37 des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 « über die Sechste Staatsreform»:

«Die Gemeinschaften und Regionen können für die Angelegenheiten, die in ihre Zuständigkeit fallen, dezentralisierte Dienste, Einrichtungen und Unternehmen errichten oder Kapitalbeteiligungen erwerben.

Durch ein Dekret kann den vorerwähnten Einrichtungen Rechtspersönlichkeit verliehen und ihnen erlaubt werden, Kapitalbeteiligungen zu erwerben. Unbeschadet des Artikels 87 § 4 regelt das Dekret deren Gründung, Zusammensetzung, Befugnis, Arbeitsweise und Kontrolle».

B.8.3. Die «ARES» ist eine Einrichtung öffentlichen Interesses der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 und muss daher als ein Dienst, eine Einrichtung oder ein Unternehmen im Sinne von Absatz 1 von Artikel 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 betrachtet werden. Es obliegt dem Dekretgeber, die Gründung, die Zusammensetzung, die Befugnis, die Arbeitsweise und die Kontrolle dieser Einrichtung zu regeln.

Der bloße Umstand, dass diese Einrichtung durch den Dekretgeber als ein «Verband der Hochschuleinrichtungen» eingestuft wird, reicht nicht aus, um nachzuweisen, dass er die Vorschriften von Artikel 9 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 nicht einhalten würde. Außerdem sind im Dekret vom 7. November 2013 zahlreiche Bestimmungen enthalten, mit denen – oft sehr ausführlich – die Gründung (Artikel 18 und 20), die Zusammensetzung (Artikel 20 Absatz 2), die Befugnis (Artikel 7 und 18; Artikel 20 Absatz 2; Artikel 21 Absatz 1; Artikel 70 § 2 Absatz 2; Artikel 70 § 3 Absatz 2; Artikel 71 § 2 Absatz 1; Artikel 73 Absatz 3; Artikel 74 Absätze 4 bis 6; Artikel 75 § 2 Absatz 5; Artikel 86 bis 91; Artikel 97; Artikel 105 § 1 Absatz 4; Artikel 106, 108, 114, 118 bis 120, 121, 123, 125; Artikel 134 Absatz 3; Artikel 136 Absatz 3; Artikel 148 Absatz 4; Artikel 149 Absatz 2; Artikel 152 bis 159), die Arbeitsweise (Artikel 21 Absatz 2; Artikel 22 bis 34; Artikel 152 bis 159) und die Kontrolle (Artikel 35, 36, 37 bis 43 und 44 bis 51) der «ARES» geregelt werden.

B.9.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei Artikel 20 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013, indem er bestimme, dass die «ARES» ein «Verband der Hochschuleinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft» sei, nicht vereinbar mit Artikel 27 der Verfassung, weil diese Dekretsbestimmung insbesondere die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung verpflichtete, Mitglieder der «ARES» zu sein.

B.9.2. Artikel 27 der Verfassung bestimmt:

«Die Belgier haben das Recht, Vereinigungen zu bilden; dieses Recht darf keiner präventiven Maßnahme unterworfen werden».

Die Vereinigungsfreiheit, die in Artikel 27 der Verfassung vorgesehen ist, bezweckt, die Gründung von privaten Vereinigungen und die Teilnahme an ihren Tätigkeiten zu gewährleisten. Sie beinhaltet das Recht, sich zu vereinigen, und die interne Organisation der Vereinigung frei zu bestimmen, aber auch das Recht, sich nicht zu vereinigen.

Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 22 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte beinhalten ebenfalls das Recht eines jeden, Vereinigungen zu gründen, sich bestehenden Vereinigungen anzuschließen und ihre interne Organisation festzulegen, um die beiden vorerwähnten Rechte ausüben zu können.

B.9.3. Trotz der Verwendung des Begriffs «Verband» in der angefochtenen Bestimmung ist die «ARES» keine Vereinigung, deren freiwillige oder verpflichtende Mitglieder die Hochschuleinrichtungen wären, sondern eine juristische Person des öffentlichen Rechts, in der die vorerwähnten Unterrichtsanstalten vertreten sind.

B.10. Insofern sich der Beschwerdegrund auf die Wörter «Verband der Hochschuleinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft» von Artikel 20 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 bezieht, ist er unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 des Dekrets vom 7. November 2013

B.11. Artikel 21 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die ARES hat als Aufträge:

1. der Regierung, aus eigener Initiative oder auf deren Antrag hin, auf Antrag einer Hochschuleinrichtung oder eines akademischen Pools hin eine Stellungnahme zu gleich welcher Angelegenheit bezüglich einer der Aufträge der Hochschuleinrichtungen abgeben;

2. durch eine mit Gründen versehene Stellungnahme jeden Vorschlag einer poolübergreifenden akademischen Zone mit einem Angebot von Hochschulunterricht des kurzen Typs beantworten und der Regierung die Ermächtigungen vorschlagen, wobei auf die Begrenzung des Wettbewerbs zwischen den Einrichtungen, den Unterrichtsformen und den akademischen Pools geachtet wird;

3. außerdem der Regierung eine Entwicklung des Unterrichtsangebots vorschlagen nach einer Stellungnahme der betroffenen thematischen Kammern, auf Anfrage einer oder mehrerer Einrichtungen oder im Anschluss an die Stellungnahme des Orientierungsrates;

4. in ihren Stellungnahmen die Kohärenz des Angebots und des Inhalts der Studien und der Ausbildungen gewährleisten, wobei jede ungerechtfertigte Redundanz, Option oder Spezialisierung vermieden wird;

5. die materielle Organisation der gemeinsamen Zulassungstests, -prüfungen oder -examen übernehmen;

6. die Konzertierung über jede Angelegenheit bezüglich ihrer Aufträge organisieren und die Zusammenarbeit zwischen den Hochschuleinrichtungen oder akademischen Pools sowie mit anderen Einrichtungen oder Vereinigungen von Hochschuleinrichtungen oder Forschungseinrichtungen außerhalb der Französischen Gemeinschaft fördern, insbesondere mit föderalen Institutionen oder Einrichtungen und solchen der anderen belgischen Gliedstaaten;

7. die Verbindung zwischen diesen Pools und Einrichtungen und den gemeinschaftlichen, regionalen oder föderalen Institutionen oder Organen sein, insbesondere der ' Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur ' (AEQES) (Agentur für die Evaluierung der Qualität des Hochschulunterrichts), des ' Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM) ' (Hoher Rat für die Mobilität der Studierenden), der ' Conseils de la politique scientifique ' (CPS) (Räte für Wissenschaftspolitik), des ' Fonds de la Recherche scientifique ' (FRS-FNRS) (Fonds für wissenschaftliche Forschung);

8. in Zusammenarbeit mit den Diensten des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft die Vertretung der Hochschuleinrichtungen der Französischen Gemeinschaft im Rahmen zwischengemeinschaftlicher und internationaler Aufträge und Beziehungen koordinieren;

9. die internationale Erkennbarkeit des Hochschulunterrichts der Französischen Gemeinschaft fördern und die internationalen Beziehungen der Pools und Einrichtungen koordinieren, insbesondere im Bereich des Unterrichtsangebots und der gemeinsamen Ausstellung von Diplomen;

10. die Beteiligung der Pools und Einrichtungen an der akademischen Entwicklungszusammenarbeit und allen gleichartigen und humanitären Projekten verteilen;

11. die gemeinsamen Forschungstätigkeiten fördern sowie Stellungnahmen und Empfehlungen über die Ausrichtung der Wissenschaftspolitik, über die anzuwendenden Mittel zur Begünstigung der Entwicklung und der Verbesserung der wissenschaftlichen oder künstlerischen Forschung in Hochschuleinrichtungen und über die Teilnahme der Französischen Gemeinschaft und der ihr unterstehenden Institutionen an nationalen oder internationalen Forschungsprogrammen oder -projekten abgeben;

12. in Absprache mit den Doktoratsschulen bei dem FRS-FNRS die thematischen Doktoratsschulen und die Doktoratsausbildungen organisieren und die Bestimmungen bezüglich der Prüfungsausschüsse ausarbeiten, die damit beauftragt sind, innerhalb der Universitäten den Doktorgrad zu verleihen;

13. die zur Erteilung von Studienpunkten führenden Weiterbildungsstudien anerkennen;

14. die Beträge der Einschreibungsgebühren für die Studien und Ausbildungen festlegen, die nicht durch die Gesetzgebung geregelt sind;

15. die kollektiven Strukturen für die Tätigkeiten des lebenslangen Lernens im Hochschulunterricht entwickeln und koordinieren;

16. auf Vorschlag der zu diesem Zweck durch die ARES eingesetzten Ausschüsse und der betroffenen Einrichtungen die Kompetenz-Referenzrahmen, die den ausgestellten akademischen Graden entsprechen, festlegen, und deren Einhaltung durch die von den Einrichtungen angebotenen Studienprogrammen sowie deren Übereinstimmung mit den anderen Bestimmungen bezüglich des Berufszugangs für die Diplominhaber bescheinigen;

17. eine vollständige und objektive Information über die Hochschulstudien in der Französischen Gemeinschaft, über die erteilten Befähigungsnachweise und über die Berufe, zu denen sie führen, sowie über die Kompetenz- und Qualifikationsprofile am Ende dieser Studien erteilen und verbreiten;

18. ein System zur Erfassung statistischer Daten über alle Aufträge des Hochschulunterrichts und die Zukunft seiner Diplominhaber verwalten, deren Syntheseanalysen und eine ausführliche ' Indikatortabelle ' veröffentlichen sowohl bezüglich der Studierenden als auch der Personalmitglieder, und die Interoperabilität der Systeme gewährleisten, die eine ständige vertrauliche Verfolgung des persönlichen Werdegangs der Studierenden innerhalb der Hochschuleinrichtung ermöglicht;

19. die Informationen bezüglich der sozialen Lage und des Wohlbefindens der Studierenden, der ihnen gebotenen Dienste und Unterstützungen, der Studienbeihilfen und -darlehen sowie der Unterstützungstätigkeiten zur Verbesserung der Erfolgchancen, der Förderung, der pädagogischen Betreuung und Beratung sowie der Beratung und Begleitung in persönlichen Studienverläufen sammeln;

20. die effizientesten Maßnahmen und die guten Praktiken im Bereich der Erfolgsunterstützung der Studierenden und der pädagogischen Hilfsmittel für die Lehrkräfte ermitteln, und deren Umsetzung innerhalb der akademischen Pools und der Einrichtungen fördern;

21. als Informationsquelle dienen für die ' Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur ' (AEQES) (Agentur für die Evaluierung der Qualität des Hochschulunterrichts), den ' Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM) ' (Hoher Rat für die Mobilität der Studierenden), die Hochschuleinrichtungen sowie die Regierungskommissare und -vertreter bei diesen Einrichtungen;

22. für die Angelegenheit des Hochschulunterrichts in der Französischen Gemeinschaft und in Zusammenarbeit mit ihrer Verwaltung die Bestimmungen umsetzen, die in der Verordnung (EG) Nr. 452/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Erstellung und die Entwicklung von Statistiken über Bildung und lebenslanges Lernen enthalten sind;

23. Studien und wissenschaftliche Forschungen über den Hochschulunterricht erstellen oder erstellen lassen, insbesondere über die Studentenpopulation, die Studienverläufe, die Bedingungen für das Bestehen und die erteilten Diplome, aus eigener Initiative oder auf Antrag des für Hochschulunterricht zuständigen Ministers;

24. mehr Allgemein zur Entwicklung der Analyse- und Evaluierungsinstrumente des Hochschulunterrichts beitragen, ein Inventar der in diesem Bereich erstellten Studien und wissenschaftlichen Forschungen führen und über das gute Funktionieren solcher in der Französischen Gemeinschaft, auf europäischer oder internationaler Ebene entwickelter Instrumente wachen;

25. administrative und logistische Unterstützung gewähren für alle Aufträge der Hochschuleinrichtungen oder der akademischen Pools, auf deren Antrag hin und mit dem Einverständnis ihres Verwaltungsrates, oder die ihr durch die Gesetzgebung erteilt werden.

Jeder Antrag auf Stellungnahme oder Vorschlag aufgrund dieser Bestimmungen muss bearbeitet werden, und die Stellungnahme muss auf die Tagesordnung der nächsten Verwaltungsratsitzung der ARES innerhalb von wenigstens fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Anfrage gesetzt werden. Bei begründeter Dringlichkeit kann die Regierung innerhalb kürzerer Fristen eine Stellungnahme der ARES anfordern, wobei es dem Exekutivausschuss obliegt, die dringende Bearbeitung zu gewährleisten.

Die Regierung erteilt eine besondere Begründung ihres Beschlusses, wenn sie von der Stellungnahme der ARES abweicht».

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 2

B.12.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 beantragen die Nichtigkeitsklärung von Artikel 21 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013, insofern die «ARES» dadurch verpflichtet werde, auf die Begrenzung des Wettbewerbs zwischen den Einrichtungen und den Unterrichtsformen zu achten, wenn sie der Regierung der Französischen Gemeinschaft Ermächtigungen vorschläge.

B.12.2. Die «Unterrichtsform» wird definiert als die «Spezifität in der Organisation der Studien im Zusammenhang mit der Art der aufnehmenden Einrichtung: Universität, Hochschule, Kunsthochschule oder Einrichtung für Erwachsenenbildung» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 39 desselben Dekrets).

Eine Ermächtigung ist die «Befugnis, die einer Hochschuleinrichtung durch Dekret erteilt wird, ein Studienprogramm in einem bestimmten geographischen Gebiet zu organisieren, einen akademischen Grad zu verleihen und die damit verbundenen Zeugnisse und Diplome auszustellen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 42 desselben Dekrets).

B.12.3.1. Durch Artikel 21 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013 wird keineswegs das Statut der Universitätsprofessoren geregelt.

Selbst wenn seine Anwendung eventuelle Auswirkungen auf die Situation der einen oder anderen klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5933 hätte, könnte diese Bestimmung sich nicht direkt auf ihre Situation auswirken, denn darin wird nur eine allgemeine institutionelle Regel über die Organisation des Hochschulunterrichts festgelegt.

B.12.3.2. Artikel 2 dieses Dekrets, angeführt in B.2.1, kann, da er nicht bezweckt, den persönlichen Anwendungsbereich sämtlicher Bestimmungen des Dekrets vom 7. November 2013 zu regeln, nicht dazu dienen, den persönlichen Anwendungsbereich der Rechte und Pflichten, die in anderen Dekretsbestimmungen enthalten sind, welche keineswegs dazu dienen, die Situation eines Universitätsprofessors zu regeln, auf diesen Universitätsprofessor auszudehnen.

Die klagenden Parteien erklären nicht, inwiefern eine Änderung der Regeln in Bezug auf die Organisation des Hochschulunterrichts durch den Dekretgeber sich direkt auf ihren eigenen Ruf oder ihre eigene Glaubwürdigkeit bei ihren ausländischen Kollegen auswirken könnte.

B.12.4. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben kein Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung von Artikel 21 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 4

B.13.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 4 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil diese Dekretsbestimmung der «ARES» die Befugnis der Organisationsträger des katholischen Unterrichts übertrage, das Angebot der Studien und Ausbildungen zu organisieren, die den Studierenden durch ihre Einrichtungen angeboten würden, und deren Inhalt zu bestimmen.

B.13.2.1. Durch die angefochtene Bestimmung wird die «ARES» beauftragt, «in ihren Stellungnahmen» den Wunsch des Dekretgebers zu berücksichtigen, die «Kohärenz» des Studien- und Ausbildungsangebots in der Französischen Gemeinschaft zu gewährleisten, sowie die «Kohärenz» des Inhalts dieser Studien und dieser Ausbildungen, «wobei jede ungerechtfertigte Redundanz, Option oder Spezialisierung vermieden wird».

B.13.2.2. Aus Artikel 21 geht hervor, dass die «ARES» den Auftrag hat, Stellungnahmen «zu gleich welcher Angelegenheit bezüglich einer der Aufträge der Hochschuleinrichtungen» (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 1 des Dekrets vom 7. November 2013), über «jeden Vorschlag einer poolübergreifenden akademischen Zone mit einem Angebot von Hochschulunterricht des kurzen Typs» (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013) und über «die Ausrichtung der Wissenschaftspolitik, über die anzuwendenden Mittel zur Begünstigung der Entwicklung und der Verbesserung der wissenschaftlichen oder künstlerischen Forschung in Hochschuleinrichtungen und über die Teilnahme der Französischen Gemeinschaft und der ihr unterstehenden Institutionen an nationalen oder internationalen Forschungsprogrammen oder -projekten» (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 11 desselben Dekrets) abzugeben.

B.13.2.3. In Artikel 21 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 ist vorgesehen, dass die Regierung der Französischen Gemeinschaft ihre Entscheidung besonders begründet, wenn sie von den auf der Grundlage dieser Bestimmung erteilten Stellungnahmen der «ARES» abweicht.

B.13.2.4. Die Hochschuleinrichtungen sind «autonom gegenüber [...] der ARES» (Artikel 19 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013), die ihre Aufträge «unbeschadet der Autonomie der Hochschuleinrichtungen» ausführt (Artikel 20 Absatz 2 desselben Dekrets).

B.13.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass durch die angefochtene Bestimmung der «ARES» keine Entscheidungsbefugnis erteilt wird.

Durch sie wird ihr ebenfalls nicht die Befugnis erteilt, das Unterrichtsangebot gewisser Einrichtungen oder den Inhalt der Studien und Ausbildungen, die sie organisieren, festzulegen.

Die angefochtene Bestimmung hat nicht die Tragweite, die die klagenden Parteien ihr verleihen.

B.13.4. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 5 des Dekrets

B.14.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5929 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 5 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil er die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung daran hindere, den Inhalt der gemeinsamen Zulassungsprüfungen zu den betreffenden Unterrichtseinrichtungen festzulegen und den Zeitpunkt ihrer Abhaltung zu wählen, oder weil die angefochtene Bestimmung im Widerspruch zu gewissen Regeln über die Organisation des Unterrichts für Erwachsenenbildung stehe oder damit unvereinbar sei.

B.14.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird die «ARES» beauftragt, sich um die «materielle Organisation» der «Zulassungsprüfungen» zu kümmern, die für alle an diesen Prüfungen beteiligten Hochschuleinrichtungen der Französischen Gemeinschaft die gleichen sind.

Die «Zulassung» ist der «administrative und akademische Vorgang, der dazu dient, zu prüfen, ob ein Studierender die Kriterien erfüllt, die es ihm erlauben, einen bestimmten Studienzyklus aufzunehmen, und deren etwaige zusätzliche Bedingungen festzulegen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 4 des Dekrets vom 7. November 2013).

B.14.3.1. Die angefochtene Bestimmung bezweckt nicht, eine Zulassungsprüfung einzuführen.

Zweck einer solchen Prüfung ist es zu prüfen, ob Personen fähig sind, die Studien zu absolvieren, die sie aufnehmen möchten.

Weder die Entscheidung für den Zeitpunkt dieser Prüfung, noch die Bestimmung ihres Inhalts sind Bestandteil ihrer «materiellen Organisation».

B.14.3.2. Artikel 31 des Dekrets vom 16. April 1991 «zur Organisation des Weiterbildungsunterrichtes» bestimmt: «In jeder Einrichtung beschließt der Studienrat innerhalb der Grenzen und unter den Bedingungen, die in Referenzakten und der allgemeinen Studienordnung festgelegt sind, über:

1. die Zulassung der Schüler;
2. die pädagogische Betreuung der Schüler;

3. die Bestätigung der Studien;

4. die Ausstellung des Diploms, das dem Befähigungsdiplom für den Zugang zum Hochschulunterricht entspricht».

Der Umstand, dass die angefochtene Bestimmung im Widerspruch zu dieser Bestimmung stehen könnte oder dass andere Regeln bezüglich der Organisation des Unterrichts für Erwachsenenbildung nicht mit der angefochtenen Bestimmung in Einklang stehen könnten, reicht nicht aus, um nachzuweisen, dass die letztgenannte Bestimmung die Unterrichtsfreiheit beeinträchtigen würde.

Außerdem ist Artikel 31 des Dekrets vom 16. April 1991 Bestandteil der Dekretsbestimmungen, die die Organisation des Sekundarunterrichts für Erwachsenenbildung regeln.

B.14.3.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.14.4. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 6 des Dekrets

B.15.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 6 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil diese Dekretsbestimmung, indem sie der «ARES» den Auftrag erteilt, die Zusammenarbeit zwischen den Hochschuleinrichtungen oder zwischen den akademischen Pools sowie mit den Einrichtungen außerhalb der Französischen Gemeinschaft zu fördern, die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung daran hindert, eine Zusammenarbeit mit anderen Unterrichtseinrichtungen ins Auge zu fassen oder zu verwirklichen, ohne vorher das Einverständnis der «ARES» erhalten zu haben.

B.15.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» unter anderem der Auftrag erteilt, «die Zusammenarbeit zu fördern» zwischen den Hochschuleinrichtungen oder akademischen Pools sowie mit anderen Hochschuleinrichtungen außerhalb der Französischen Gemeinschaft, insbesondere mit föderalen Einrichtungen und solchen der anderen belgischen Gliedstaaten.

Dieser Auftrag der Förderung der Zusammenarbeit zwischen den Hochschuleinrichtungen oder zwischen akademischen Pools hindert die betreffenden Unterrichtseinrichtungen keineswegs daran, außerdem die Zusammenarbeit mit anderen Einrichtungen anzustreben oder zu unterhalten. Dadurch wird der «ARES» weder die Befugnis erteilt, solche gemeinsamen Aktionen zu genehmigen oder zu kontrollieren, noch die Befugnis, Hochschuleinrichtungen gegen ihren Willen zur Zusammenarbeit zu zwingen.

B.15.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.15.4. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 8 des Dekrets

B.16.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 8 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil er, indem er der «ARES» den Auftrag erteilt, die Hochschuleinrichtungen auf internationaler Ebene zu vertreten, die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung daran hindert, frei ihre Partner in anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union zu wählen, und die Mobilität im europäischen Hochschulraum behindert.

B.16.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» der Auftrag erteilt, unter anderem «die Vertretung der Hochschuleinrichtungen der Französischen Gemeinschaft» im Rahmen internationaler «Aufträge» und «Beziehungen» zu koordinieren.

Die Koordinierung der Vertretung von Hochschuleinrichtungen im Rahmen von internationalen Aufträgen oder Beziehungen verleiht der «ARES» nicht die Befugnis, diese Einrichtungen auf internationaler Ebene zu vertreten.

B.16.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.16.4. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 9 des Dekrets

B.17.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 9 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil er die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung daran hindert, neue bevorrechtigte internationale Beziehungen zu knüpfen oder die bereits bestehenden aufrechtzuerhalten, und weil er einen «Mechanismus der bedingten Ermächtigung» einführt.

B.17.2.1. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» unter anderem der Auftrag erteilt, «die internationale Erkennbarkeit des Hochschulunterrichts der Französischen Gemeinschaft zu fördern» und «die internationalen Beziehungen» der Hochschuleinrichtungen zu koordinieren, «insbesondere im Bereich des Unterrichtsangebots und der gemeinsamen Ausstellung von Diplomen».

Die «gemeinsame Ausstellung von Diplomen» ist eine «besondere Form der Koorganisation von gemeinsamen Studien, für die alle Partner in der Französischen Gemeinschaft, die gemeinsame Diplome ausstellen, für diese Studien ermächtigt sind oder zusammen ermächtigt sind, deren Lerntätigkeiten gemeinsam organisiert, verwaltet und erteilt werden und deren Bestehen kollegial bestätigt wird, und zur Ausstellung eines einheitlichen Diploms oder von Diplomen, die gemäß der eigenen Gesetzgebung der einzelnen Partner ausgestellt werden, führt» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 18 des Dekrets vom 7. November 2013). Die «Koorganisation» ist eine «Partnerschaft zwischen zwei oder mehreren Einrichtungen, die sich durch ein Abkommen dafür entscheiden, sich tatsächlich an der administrativen und akademischen Organisation der Lerntätigkeiten einer Ausbildung oder eines gemeinsamen Studienprogramms zu beteiligen, wozu wenigstens eine von ihnen ermächtigt ist; ein solches Abkommen kann sich auf das Angebot und die Organisation von Studiengängen, den Austausch von Personalmitgliedern oder die gemeinsame Nutzung von Infrastrukturen beziehen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 22 desselben Dekrets).

Für ihre Aufträge der internationalen Beziehungen arbeitet die «ARES» unter anderem mit den Hochschuleinrichtungen zusammen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 17).

B.17.2.2. Die Förderung der «internationalen Erkennbarkeit» des in der Französischen Gemeinschaft organisierten Hochschulunterrichts durch die «ARES» und die Koordinierung der internationalen Beziehungen der Hochschuleinrichtungen durch dieselbe öffentliche Einrichtung hindert diese Einrichtungen nicht daran, neue bevorrechtigte internationale Beziehungen zu knüpfen oder die bereits bestehenden aufrechtzuerhalten.

Das Dekret vom 7. November 2013 «berücksichtigt die Vorgeschiedene der Hochschuleinrichtungen, ihre Autonomie und ihren rechtmäßigen Willen, frei ihre Zusammenarbeit weiterzuführen, die bisweilen vor mehreren Jahrzehnten aufgenommen wurde» (ebenda, S. 9; ebenda, Nr. 537/3, S. 8). Die Hochschuleinrichtungen, auf die dieses Dekret Anwendung findet, können mit Einrichtungen, die außerhalb der Französischen Gemeinschaft niedergelassen sind, Abkommen über die Organisation gewisser Studiengänge und Arbeiten schließen (Artikel 81 des Dekrets vom

7. November 2013), eine «Partnerschaft» mit ausländischen Einrichtungen oder Einrichtungen, die außerhalb der Gemeinschaft niedergelassen sind, aufnehmen, und gegebenenfalls mit ihnen «Kooperationsabkommen» über die «Koorganisation» von «Lerntätigkeiten» oder eines gemeinsamen Studienprogramms, das zu einer «gemeinsamen Ausstellung von Diplomen» führen kann, schließen (Artikel 82 desselben Dekrets).

Durch die angefochtene Bestimmung wird jedoch weder direkt, noch indirekt ein «Mechanismus der bedingten Ermächtigung» eingeführt.

B.17.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die die klagenden Parteien ihr verleihen.

B.17.4. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 12 des Dekrets

B.18.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 beantragen die Nichtigkeitsklärung von Artikel 21 Absatz 1 Nr. 12 des Dekrets vom 7. November 2013, insofern dadurch der «ARES» der Auftrag erteilt werde, thematische Doktoratsschulen und Doktoratsausbildungen zu organisieren.

B.18.2. Eine Doktoratsschule ist eine «Koordinierungsstruktur mit dem Auftrag, die Gründung von thematischen Doktoratsschulen in ihrem Bereich zu erlauben, zu fördern und zu stimulieren» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 30 des Dekrets vom 7. November 2013), während eine «thematische Doktoratsschule» eine «Forschungs- und Unterrichtsstruktur [ist] mit dem Auftrag, die Doktoratsausbildung in den Studienbereichen der Doktoratsschulen, zu denen sie gehört, zu erteilen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 31 desselben Dekrets).

Der «FRS-FNRS» ist der «Fonds de la Recherche scientifique ' im Sinne des Dekrets vom 17. Juli 2013 über die Finanzierung der Forschung durch den Nationalen Fonds für wissenschaftliche Forschung» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 40 desselben Dekrets).

Der Grad als «Doktor (DOC)» ist der «akademische Grad der Stufe 8 zur Bestätigung des Studiums des dritten Zyklus, der durch eine Universität und nach der Verteidigung einer These gemäß Artikel 71 § 2 verliehen wird» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 29 desselben Dekrets).

B.18.3.1. Die durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit ist nicht unbegrenzt und steht dem nicht entgegen, dass der Dekretgeber, um die Qualität des mit öffentlichen Geldern erteilten Unterrichts zu gewährleisten, Maßnahmen ergreift, die allgemein auf die Unterrichtseinrichtungen Anwendung finden.

B.18.3.2. In den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Dekret heißt es:

«Um diese Kohärenz und die Einhaltung der Aufträge des Hochschulunterrichts insgesamt zu gewährleisten, erhält [die ARES] gewisse Verantwortungen für eigene Aktionen zur Regulierung und Kontrolle des Systems. So wird die ARES für die Kompetenz-Referenzrahmen des Hochschulunterrichts, die Anerkennung der zertifizierten Weiterbildungen, die thematischen Doktoratsschulen oder die Organisation der gemeinsamen Prüfungen beispielsweise zuständig sein» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/3, S. 10).

Die Auftrag, der der «ARES» erteilt wird, ist ein Auftrag der Organisation der thematischen Doktoratsschulen und der Doktoratsausbildungen, die in Absprache mit den Doktoratsschulen bei dem «FRS-FNRS» erfolgen muss, wobei die Ermächtigung zur Verleihung des Doktorgrades weiterhin jeder Universität gemäß Artikel 91 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets erteilt wird. Sie kann nicht als eine ungerechtfertigte Beeinträchtigung der Unterrichtsfreiheit betrachtet werden.

B.18.4. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 13 des Dekrets

B.19. Die in der Bestimmung angeführten «Weiterbildungsstudien» sind ein «strukturiertes Ganzes von Lerntätigkeiten, die durch eine Hochschuleinrichtung organisiert werden, jedoch nicht zu einem Befähigungsnachweis oder einem akademischen Grad führen, mit Ausnahme gewisser Studien für Erwachsenenbildung, die zum Ziel haben, die erworbenen Kompetenzen und Kenntnisse der Diplominhaber des Hochschulunterrichts oder von Personen, die gleichartige berufliche oder persönlich erworbene Kompetenzen und Kenntnisse anrechnen lassen können, zu ergänzen, zu erweitern, zu verbessern, zu aktualisieren oder zu vervollständigen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 34 des Dekrets vom 7. November 2013).

Vor seiner Abänderung durch Artikel 34 des Dekrets vom 25. Juni 2015 «zur Abänderung verschiedener Bestimmungen über das Hochschulwesen» bestimmte Artikel 66 des Dekrets vom 7. November 2013:

«[...]

§ 2. Die Weiterbildungsstudien bieten den Diplominhabern des Hochschulunterrichts und Personen, die gleichartige berufliche oder persönliche Kompetenzen und Kenntnisse anrechnen lassen können, am Ende ihrer Erstausbildung oder des lebenslangen Lernens und in einer persönlichen, sozialen oder beruflichen Perspektive strukturierte Bündel von Lerntätigkeiten mit dem Ziel der Ergänzung, Erweiterung, Verbesserung, Aktualisierung oder Vervollständigung ihrer Kenntnisse, ihres Know-how, ihrer Fähigkeiten und Qualifikationen, die sowohl während vorangegangener Studien als auch durch ihre persönlichen oder beruflichen Erfahrungen erworben wurden.

Diese Studien können zur Ausstellung von Diplomen, Befähigungsnachweisen, Zeugnissen oder Bescheinigungen je nach ihrem Inhalt und ihrem Statut führen. Es sind Studien des ersten oder zweiten Zyklus je nach der Stufe der Lerntätigkeiten, die sie beinhalten.

[...]

§ 4. Für die Studien und Ausbildungen im Sinne der Paragraphen 2 und 3 tragen die von den Studierenden verlangten Einschreibungsgebühren, die etwaigen spezifischen Finanzierungen und die eigenen, durch die Einrichtung eingesetzten Vermögensmittel zur Deckung der Kosten bei, die mit der Organisation dieses Unterrichts zusammenhängen. Diese Bestimmung gilt weder für die Ausbildung zum pädagogischen Befähigungsnachweis bezüglich des Hochschulunterrichts (CAPAES) noch für die von den Hochschulen für Erwachsenenbildung organisierten Ausbildungen».

B.20.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928, 5929 und 5933 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 13 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil er es verhindere, nach freiem Ermessen Weiterbildungsstudien zu organisieren.

B.20.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» der Auftrag erteilt, «die zur Erteilung von Studienpunkten führenden Weiterbildungsstudien [anzuerkennen]».

Artikel 74 Absatz 5 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt in Bezug auf diese Studien:

«Das Bestehen dieser Studien wird nicht durch einen akademischen Grad bestätigt. Sie können die Ausstellung von Zeugnissen und die Erteilung von Studienpunkten an die Studierenden entsprechend den erfolgreich absolvierten Studien ermöglichen, wenn sie wenigstens 10 Studienpunkte betreffen und den gleichen Kriterien der Organisation, des Zugangs, des Inhalts und der Qualität wie die zu akademischen Graden führenden Studien entsprechen. Diese Übereinstimmung wird durch die ARES bescheinigt».

Aus diesem Text in Verbindung mit der angefochtenen Bestimmung geht hervor, dass durch die Letztere der «ARES» nicht der Auftrag erteilt wird, alle Weiterbildungsstudien anzuerkennen.

Die in der angefochtenen Bestimmung erwähnte Anerkennung ist nur erforderlich, um die Gewährung von Studienpunkten im Fall des Bestehens der Studien zu ermöglichen, deren Organisation durch diese Bestimmung nicht von der Genehmigung durch die «ARES» abhängig gemacht wird.

B.20.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.20.4. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets

B.21.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 beantragen die Nichtigkeitsklärung von Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets.

B.21.2. Durch Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013 wird nicht das Statut der Universitätsprofessoren geregelt.

Außerdem könnte diese Bestimmung, selbst wenn ihre Anwendung Folgen für die Situation der einen oder anderen klagenden Partei haben könnte, sich nie direkt auf ihre Situation auswirken, da darin nur eine allgemeine Regel zur Finanzierung der «Studien» und «Ausbildungen» festgelegt ist.

B.21.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben folglich kein Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung von Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013.

B.22.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013, indem den privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträgern einer Hochschule oder einer Kunsthochschule das Recht entzogen werde, den Betrag der Einschreibungsgebühren für die durch diese Einrichtungen organisierten Studien und Ausbildungen festzulegen, die durch Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit.

B.22.2. Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung bestimmt:

«Das Unterrichtswesen ist frei; jede präventive Maßnahme ist verboten; [...]».

B.22.3.1. Die durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit beinhaltet, dass Privatpersonen ohne vorherige Zustimmung und vorbehaltlich der Einhaltung der Grundrechte und -freiheiten nach ihren eigenen Vorstellungen Unterricht organisieren und erteilen lassen können, sowohl hinsichtlich der Form des Unterrichts als auch hinsichtlich seines Inhalts, beispielsweise indem sie Schulen einrichten, deren spezifische Merkmale in bestimmten pädagogischen oder erzieherischen Unterrichtskonzepten bestehen. Diese Freiheit umfasst unter anderem die Freiheit für den Organisationsträger einer Hochschuleinrichtung, die nicht durch eine Behörde organisiert wird, ihre eigene Einschreibungspolitik zu führen.

Diese Freiheit verhindert jedoch nicht, dass der zuständige Gesetzgeber, um die Qualität und Gleichwertigkeit des Pflichtunterrichts oder des mit öffentlichen Mitteln erteilten Unterrichts zu gewährleisten, Maßnahmen ergreift, die allgemein auf die Unterrichtseinrichtungen Anwendung finden, unabhängig von der spezifischen Beschaffenheit des von ihnen erteilten Unterrichts.

B.22.3.2. Die in Artikel 24 § 1 der Verfassung festgelegte Unterrichtsfreiheit setzt voraus, dass die Organisationsträger, die nicht direkt der Gemeinschaft unterstehen, unter gewissen Bedingungen Anspruch auf eine Subventionierung durch die Gemeinschaft haben können.

Das Recht auf Subventionierung ist einerseits durch die Möglichkeit der Gemeinschaft, diese mit Anforderungen des Allgemeininteresses zu verbinden, unter anderem denjenigen eines Qualitätsunterrichts, der Einhaltung von Normen in Bezug auf die Schulpopulation und eines gleichen Zugangs zum Unterricht, und andererseits durch die Notwendigkeit, die verfügbaren Finanzmittel auf die verschiedenen Aufträge der Gemeinschaft zu verteilen, begrenzt.

Für die Unterrichtsfreiheit gibt es daher Grenzen, und sie verhindert nicht, dass der Dekretgeber Bedingungen für die Finanzierung und die Subventionierung auferlegt, die die Ausübung dieser Freiheit einschränken.

Derartige Maßnahmen können als solche nicht als eine Verletzung der Unterrichtsfreiheit betrachtet werden. Dies wäre jedoch der Fall, wenn sich herausstellen sollte, dass die konkreten Einschränkungen dieser Freiheit nicht adäquat dem angestrebten Ziel entsprechen oder nicht im Verhältnis dazu stehen würde.

B.22.3.3. Eine Bestimmung bezüglich der Einschreibungsgebühren für akademische Weiterbildungen betrifft die Organisation des Unterrichts.

B.22.4. Die Befugnis zur Festlegung des Betrags der «Einschreibungsgebühren für die Studien und Ausbildungen», die durch Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013 der «ARES» verliehen wird, ist durch die Beträge begrenzt, «die nicht durch die Gesetzgebung geregelt sind».

B.22.5.1. In Bezug auf die Studien bestimmt Artikel 105 § 1 desselben Dekrets:

«Der Betrag der Einschreibungsgebühren für Studien wird durch Dekret festgelegt.

Diese Beträge beinhalten die Einschreibung ins Verzeichnis, die Einschreibung für das akademische Jahr und die Einschreibung zu den während dieses akademischen Jahres organisierten Prüfungen und Examen. Es dürfen keine zusätzlichen Gebühren oder Kosten erhoben werden.

In jeder Hochschuleinrichtung ist ein Konzertierungsausschuss damit beauftragt, die Liste der zu den Realkosten veranschlagten Auslagen für Güter und Dienstleistungen für die Studierenden festzulegen, die nicht als Erhebung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr betrachtet werden. Diese Kosten werden in der Studienordnung einer jeden Einrichtung angegeben. Dieser Ausschuss setzt sich zu gleichen Teilen aus Vertretern der akademischen Behörden, Vertretern der Personalmitglieder der Einrichtung und Vertretern der Studierenden zusammen. In den Kunsthochschulen und den Hochschulen gehen die Vertreter der Studierenden aus dem Studentenrat hervor. Der Kommissar oder Beauftragte der Regierung wohnt den Arbeiten dieses Ausschusses bei.

Für die Studierenden, die nicht für eine Finanzierung in Frage kommen, mit Ausnahme derjenigen aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union, aus am wenigsten entwickelten Ländern – die in die LDC-Liste (Least Developed Countries) der Organisation der Vereinten Nationen eingetragen sind – oder aus Ländern, mit denen die Französische Gemeinschaft eine Vereinbarung in diesem Sinne geschlossen hat, für die die Einschreibungsgebühren ähnlich sind wie für diejenigen der für die Finanzierung in Frage kommenden Studierenden, legt die ARES frei die Beträge der Einschreibungsgebühren fest, ohne dass diese Gebühren höher sein dürfen als das Fünffache der in Absatz 1 erwähnten Einschreibungsgebühren.

Dieser Paragraph findet nicht Anwendung auf die Studien, die zu einer gemeinsamen Ausstellung von Diplomen führen und im Rahmen von besonderen, durch die Europäischen Union festgelegten Programmen organisiert werden».

B.22.5.2. Die Erteilung des Auftrags an die «ARES», im vorerwähnten Maße den Betrag der Einschreibungsgebühren festzulegen, schränkt die Unterrichtsfreiheit des Organisationsträgers einer dem von der Französischen Gemeinschaft subventionierten freien Unterrichtswesen unterstehenden Hochschule oder Kunsthochschule ein.

Diese Befugnisübertragung an die «ARES» wird mit der Absicht begründet, «eine Homogenität der Beträge zu gewährleisten, die nur von den Studierenden verlangt werden, für die sie nicht durch die Gesetzgebung festgelegt werden» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 17).

B.22.5.3. Aus dem vorerwähnten Artikel 105 § 1 in Verbindung mit der angefochtenen Bestimmung geht hervor, dass die «ARES» den Betrag der Einschreibungsgebühren nur für gewisse Kategorien von «Studierenden, die nicht für eine Finanzierung in Frage kommen» festlegt, wobei der Betrag der Einschreibungsgebühren für die Studierenden in der Regel durch Dekret festgelegt wird.

Unter Berücksichtigung dieser Grenzen ist die Einschränkung der Unterrichtsfreiheit durch die angefochtene Bestimmung nicht unverhältnismäßig gegenüber dem angestrebten Ziel.

B.22.5.4. Insofern die Beschwerdegründe sich auf die Ermächtigung beziehen, die der «ARES» durch Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013 erteilt wird, «die Beträge der Einschreibungsgebühren für die Studien [...] festzulegen, die nicht durch die Gesetzgebung geregelt sind», sind sie unbegründet.

B.22.6.1. In Bezug auf die Ausbildungen bestimmt Artikel 66 § 3 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Die Hochschulinrichtungen können ebenfalls *andere* Tätigkeiten oder Ausbildungen organisieren, die zu keiner dieser Kategorien [‘ in drei Zyklen organisierten Hochschulstudien ’ (§ 1) und ‘ Weiterbildungsstudien ’ (§ 2)] gehören; sie werden nicht durch einen Befähigungsnachweis oder einen akademischen Grad bestätigt und führen nicht zur Ausstellung eines Diploms oder eines Zeugnisses».

Weder die «Doktoratsausbildungen», die zu den Studien des dritten Zyklus gehören, noch die «Weiterbildungsstudien», die ausdrücklich aus der Kategorie der Ausbildungen ausgeschlossen werden durch den vorerwähnten Artikel 66 § 3 des Dekrets, noch die «theoretische Ausbildung und die praktische Ausbildung, die den Kandidaten für den CAPAES durch die Verantwortlichen [der CAPAES] erteilt wird» (Artikel 2 Nr. 2 eines Dekrets vom 17. Juli 2002) (certificat d’aptitude pédagogique approprié à l’enseignement supérieur - pädagogischer Befähigungsnachweis für den Hochschulunterricht), gehören also zur Kategorie der Ausbildungen im Sinne von Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013. Es bleiben nur die nicht subventionierten und nicht zertifizierten Ausbildungen übrig.

B.22.6.2. Die Einschreibungsgebühren für diese Ausbildungen, die durch Hochschulinrichtungen erteilt werden, tragen bei zur «Deckung der Kosten, die mit der Organisation dieses Unterrichts zusammenhängen», neben «den etwaigen spezifischen Finanzierungen» und «den eigenen, durch die Einrichtung eingesetzten Vermögensmitteln» (Artikel 66 § 4 des Dekrets vom 7. November 2013).

Im Dekret vom 7. November 2013 ist nicht präzisiert, ob die Gesamtheit oder ein Teil dieser Einschreibungsgebühren «durch die Gesetzgebung» festgelegt werden.

B.22.6.3. Die Erteilung des Auftrags an die «ARES», im vorerwähnten Maße den Betrag der Einschreibungsgebühren für die Ausbildungen festzulegen, schränkt die Unterrichtsfreiheit der Hochschulinrichtungen ein.

B.22.6.4. Aus Artikel 66 § 4 in Verbindung mit der angefochtenen Bestimmung geht hervor, dass die erwähnten Ausbildungen nicht zu den Studien und Ausbildungen gehören, die in den Genuss von Mitteln der öffentlichen Hand gelangen und zur Ausstellung eines Diploms oder eines Zeugnisses führen.

So sind Ausbildungen gemeint wie Studientage, Kolloquien, Fortbildungen oder Programme, die mit eigenen Mitteln, durch Sponsoring oder durch die Erhebung von Einschreibungsgebühren finanziert werden.

Folglich bestehen die durch den Gerichtshof angenommenen und in B.22.3.1 und B.22.3.2 in Erinnerung gerufenen Rechtfertigungen für die Einschränkung der Unterrichtsfreiheit nicht in Bezug auf diese Ausbildungen.

B.22.6.5. Angesichts dieser Merkmale ist die Einschränkung der Unterrichtsfreiheit durch die angefochtene Bestimmung unverhältnismäßig gegenüber dem angestrebten Ziel.

B.22.6.6. Insofern die Beschwerdegründe sich auf die Ermächtigung der «ARES» durch Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013, «die Beträge der Einschreibungsgebühren für die [...] Ausbildungen festzulegen, die nicht durch die Gesetzgebung geregelt sind» beziehen, sind sie begründet. Die Wörter «und Ausbildungen» in Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets vom 7. November 2013 sind für nichtig zu erklären.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 15 des Dekrets

B.23.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 verletze Artikel 21 Absatz 1 Nr. 15 des Dekrets vom 7. November 2013, indem dadurch die «ARES» für die Schaffung, die Entwicklung und die Koordinierung von kollektiven Hochschulstrukturen verantwortlich gemacht werde, die Unterrichtsfreiheit, weil dadurch die Organisationsträger, die keine Behörden seien, von Hochschulen, von Kunsthochschulen oder von Hochschulen für Erwachsenenbildung verpflichtet würden, Lernmöglichkeiten anzubieten, die im Rahmen dieser kollektiven Strukturen geschaffen würden.

B.23.2.1. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» der Auftrag erteilt, «die kollektiven Strukturen für die Tätigkeiten des lebenslangen Lernens im Hochschulunterricht zu entwickeln und zu koordinieren».

B.23.2.2. Die Lernmöglichkeiten umfassen «Unterrichte, die durch die Einrichtung organisiert werden, insbesondere Hauptvorlesungen, begleitete Übungen, praktische Arbeiten, Labortätigkeiten, Seminare, Übungen der Kreation und Forschung in Ateliers, Exkursionen, Besichtigungen und Praktika», «individuelle oder Gruppentätigkeiten, insbesondere Vorbereitungssitzungen, Arbeiten, Suche nach Informationen, Enderbeiten, Projekte und Tätigkeiten der beruflichen Integration», «Tätigkeiten für Studien, Selbstausbildung und persönliche Entwicklung», sowie das «Erlangen von Kompetenzen in einem Unternehmen im Rahmen der dualen Ausbildung» (Artikel 76 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013, abgeändert durch Artikel 85 des Dekrets vom 11. April 2014 «zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den Hochschulunterricht»).

B.23.2.3. Am 13. März 2014 haben die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaft ein Zusammenarbeitsabkommen «über die Schaffung und Entwicklung von kollektiven Hochschulstrukturen für Tätigkeiten in Bezug auf Weiterbildung und lebenslanges Lernen» unterschrieben. Dieses Abkommen, das durch ein Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 11. April 2014 und durch ein Dekret der Wallonischen Region vom 24. April 2014 gebilligt wurde, ist am 24. Juli 2014 in Kraft getreten.

Eine «kollektive Hochschulstruktur für Tätigkeiten in Bezug auf Weiterbildung und lebenslanges Lernen» ist eine «Plattform, die Infrastrukturen und Ausrüstungen von guter Qualität für Hochschulinrichtungen zur Verfügung stellt, um in Koorganisation und/oder mit gemeinsamer Ausstellung von Diplomen ein ständiges Ausbildungsangebot zu entwickeln, das dem örtlichen sozioökonomischen Bedarf entspricht» (Artikel 2 Absatz 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. März 2014). Dieses Angebot «muss ergänzend und nicht konkurrierend [...] sein zum Ausbildungsangebot der universitären und nicht universitären Hochschulinrichtungen [...]» (Artikel 2 Absatz 4 desselben Zusammenarbeitsabkommens).

Der Auftrag dieser kollektiven Strukturen, der festgelegt ist mit dem Ziel, das vorerwähnte Weiterbildungsangebot zu gewährleisten, besteht darin, «die Begegnung und Konzertierung zwischen Hochschulinrichtungen (Universitäten, Hochschulen, Hochschulen für Erwachsenenbildung), FOREm und IFAPME, sowie mit Unternehmen oder lokalen Unternehmensgruppen, Berufssektoren und Interkommunalen für wirtschaftliche Entwicklung zu organisieren», «die Ausarbeitung und Planung in Koorganisation und/oder durch die gemeinsame Ausstellung von Diplomen, eines Weiterbildungsangebots in der Nähe, das dem örtlichen sozioökonomischen Bedarf entspricht, durch die Hochschulinrichtungen zu fördern», «den Hochschulinrichtungen sowie den Partnereinrichtungen

geeignete Infrastrukturen und Ausrüstungen zur Verfügung zu stellen, um dieses Weiterbildungsangebot zu entwickeln», «einen Katalog der innerhalb der kollektiven Hochschulstruktur organisierten Ausbildungen zu erstellen» sowie «Pilot- und Innovationsaktionen in den Bereichen der Weiterbildung und des lebenslangen Lernens zu entwickeln» (Artikel 3 Absatz 1 des Zusammenarbeitsabkommens).

Die Schaffung einer kollektiven Hochschulstruktur ergibt sich aus der Ausübung der Vereinigungsfreiheit durch die Hochschuleinrichtungen (Artikel 4 Absatz 2 Buchstabe *a*) des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. März 2014 und Artikel 5 Absatz 1 desselben Abkommens).

B.23.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass weder die «ARES», noch die kollektiven Unterrichtsstrukturen, die durch diese öffentliche Einrichtung nur «entwickelt» oder «koordiniert» werden sollen, Lerntätigkeiten schaffen, die durch die Hochschuleinrichtungen, die nicht frei beschlossen haben, sich solchen Strukturen anzuschließen, angeboten werden müssten.

Die angefochtene Bestimmung hat folglich nicht die Tragweite, die die klagenden Parteien ihr verleihen.

B.23.4. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 16 des Dekrets

B.24.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5929 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 16 des Dekrets vom 7. November 2013, indem der «ARES» der Auftrag erteilt werde, die Übereinstimmung der Studienprogramme mit den Kompetenz-Referenzrahmen zu bescheinigen, die Unterrichtsfreiheit, weil dadurch die «ARES» zum Richter und zur Partei gemacht werde und es der «ARES» nicht ermöglicht werde, eine «globale Kohärenz» zu gewährleisten.

B.24.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» der Auftrag erteilt, einerseits die «Einhaltung» der «Kompetenz-Referenzrahmen» durch die durch die Einrichtungen vorgeschlagenen Studienprogramme und andererseits die «Übereinstimmung» dieser «Kompetenz-Referenzrahmen» «mit den anderen Bestimmungen bezüglich des Berufszugangs für die Diplomanden» zu «bescheinigen».

Ein «Kompetenz-Referenzrahmen» ist ein «strukturiertes Ganzes von spezifischen Kompetenzen für einen akademischen Grad, einen Befähigungsnachweis oder eine Studienbescheinigung» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 60 des Dekrets vom 7. November 2013). Ein «Studienprogramm» ist die «Gesamtheit der Lerntätigkeiten, die in Unterrichtseinheiten zusammengelegt sind, von denen gewisse verpflichtend sind, und andere von jedem Eingeschriebenen frei gewählt werden können, gemäß dem Kompetenz-Referenzrahmen eines Studienzyklus», wobei «im Programm [...] die damit verbundenen Studienpunkte und die Organisation des Zeitplans sowie der vorher oder gemeinsam erforderlichen Unterrichtseinheiten präzisiert sind» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 58 desselben Dekrets).

B.24.3. Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Dekretgeber einem «transparenten öffentlichen Organ, das geleitet wird durch die Akteure» des Unterrichts Aufträge übertragen wollte, die bisher nicht durch das Ministerium der Französischen Gemeinschaft ausgeführt wurden wegen eines «Mangels im Bereich der Aufträge, die der Verwaltung erteilt wurden» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/3, S. 39).

Die Unterrichtsfreiheit verhindert nicht, dass der zuständige Gesetzgeber, um die Qualität und Gleichwertigkeit des Unterrichts zu gewährleisten, einer Einrichtung öffentlichen Interesses Kontrollaufträge anvertraut, die gewöhnlich der Verwaltung erteilt werden.

B.24.4. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 20 des Dekrets

B.25.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 verletzte Artikel 21 Absatz 1 Nr. 20 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil der «ARES» die Befugnis erteilt werde, die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung zu verpflichten, Maßnahmen im Bereich der Erfolgsunterstützung der Studierenden oder der pädagogischen Hilfsmittel der Lehrkräfte zu ergreifen.

B.25.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» der Auftrag erteilt, «innerhalb der akademischen Pools und der Einrichtungen» «die effizientesten Maßnahmen» und die «guten Praktiken» im Bereich der «Erfolgsunterstützung der Studierenden» und der «pädagogischen Hilfsmittel für die Lehrkräfte [zu fördern]», die diese Einrichtung öffentlichen Interesses vorher ermittelt hat.

B.25.3. In erster Linie «organisieren die Hochschuleinrichtungen die Erfolgsunterstützung der Studierenden innerhalb ihrer Einrichtung oder in Zusammenarbeit mit anderen Einrichtungen» (Artikel 148 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013). Die Regierung kann, «auf der Grundlage eines gemeinsamen, durch die 'ARES' übermittelten Antrags», «zusätzliche Mittel» für die in diesem Rahmen organisierten verschiedenen Tätigkeiten bereitstellen (Artikel 148 Absatz 4). Sie kann auch zusätzliche Mittel bereitstellen für die «Tätigkeiten zur Vorbereitung der Hochschulstudien», die gemeinsam durch akademische Pools organisiert werden («unter der Koordinierung ihrer didaktischen Zentren für Hochschulunterricht»), auf der Grundlage eines «gemeinsamen, durch die ARES genehmigten und übermittelten Antrags der betreffenden Einrichtungen» (Artikel 149 Absatz 2).

Die ARES hat den Auftrag, sämtliche Kompetenzen der Unterrichtseinrichtungen, der akademischen Pools und der akademischen Zonen in Bezug auf die Unterstützung der Erfolgsaussichten zu «steuern», «die guten Praktiken auf diesem Gebiet aufzubauen und übergreifende Projekte in Bezug auf den Erfolg anzubieten oder zu unterstützen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/3, S. 17). Dieser Auftrag ist Bestandteil ihrer Rolle der «Koordinierung des Lebens der Studierenden in den übergreifenden Aspekten» und der Definition des «Statuts der Studierenden im Allgemeinen (Begleitung und Vorschläge in Bezug auf die [...] Erfolgsunterstützung [...])» (ebenda, Nr. 537/1, S. 10).

Dieser Auftrag der Förderung erlaubt es der ARES nicht, eine Hochschuleinrichtung zu verpflichten, Maßnahmen zur Unterstützung der Studierenden oder der Hilfe von Lehrkräften zu ergreifen oder die eine oder andere Praxis auf diesem Gebiet anzunehmen.

Die angefochtene Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.25.4. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 21 Absatz 1 Nr. 25 des Dekrets

B.26.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 beeinträchtigt Artikel 21 Absatz 1 Nr. 25 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit, weil die acht letzten Wörter dieser Dekretsbestimmung es sowohl der gesetzgebenden Gewalt als auch der ausführenden Gewalt der Französischen Gemeinschaft erlauben, der «ARES» andere Aufträge der administrativen und logistischen Unterstützung für die Aufträge der Hochschuleinrichtungen und der akademischen Pools zu erteilen als den Unterstützungsauftrag, der durch die vorangehenden Wörter der angefochtenen Bestimmung ausdrücklich erteilt werde.

B.26.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» der Auftrag erteilt, «administrative und logistische Unterstützung [zu] gewähren für alle Aufträge [...], die ihr durch die Gesetzgebung erteilt werden».

Durch die acht letzten Wörter dieser Bestimmung wird ausschließlich der «ARES» der Auftrag erteilt, «eine administrative und logistische Unterstützung zu gewähren» für künftige, noch nicht festgelegte Aufträge. Sie bezwecken also keineswegs, der «ARES» einen Unterstützungsauftrag für die Aufträge zu erteilen, die den Hochschuleinrichtungen und den akademischen Pools erteilt werden.

Die angefochtene Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

Außerdem erklären die klagenden Parteien nicht, inwiefern ein Auftrag der administrativen und logistischen Unterstützung die Unterrichtsfreiheit der Organisationsträger gefährden könnte.

B.26.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 28 des Dekrets vom 7. November 2013

B.27. Artikel 28 § 1 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Der Verwaltungsrat der ARES umfasst 29 Mitglieder, die alle stimmberechtigt sind. Sie werden durch die Regierung benannt, mit Ausnahme derjenigen im Sinne der nachstehenden Nr. 2 und sind wie folgt verteilt:

1. ein Vorsitzender;

2. die sechs Rektoren der Universitäten;

3. sechs Vertreter der Hochschulen, darunter wenigstens vier Direktoren-Vorsitzende als Vertreter der Hochschulen, die durch die Mehrheit der Direktoren-Vorsitzenden der Hochschulen vorgeschlagen werden, sodass jeder Pool und jedes Netz (organisiert durch die Französische Gemeinschaft, offiziell subventioniert und frei subventioniert) vertreten sind;

4. zwei Direktoren als Vertreter der Kunsthochschulen, die durch die Mehrheit der Direktoren der Kunsthochschulen vorgeschlagen werden;

5. zwei Vertreter des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung, die durch den «Hohen Rat für den Erwachsenenbildungsunterricht» im Sinne von Artikel 78 des Dekrets vom 16. April 1991 zur Organisation des Weiterbildungsunterrichtes vorgeschlagen werden;

6. sechs Vertreter des Personals, die durch die Gewerkschaftsorganisationen vorgeschlagen werden, die den im Nationalen Arbeitsrat vertretenen Gewerkschaftsorganisationen angeschlossen sind und die im Hochschulunterricht Mitglieder anschließen;

7. sechs Studierende, darunter wenigstens ein Vertreter pro akademischen Pool, die durch die auf Gemeinschaftsebene anerkannten repräsentativen Studentenorganisationen vorgeschlagen werden.

Für jede Kategorie im Sinne der Nrn. 3 bis 5 dürfen die vorgeschlagenen Vertreter nicht aus denselben Einrichtungen hervorgehen wie denjenigen, aus denen die ausscheidenden Mitglieder hervorgegangen sind; das Gleiche gilt für die Vertreter der Studierenden im Sinne von Nr. 7 nach vier aufeinander folgenden jährlichen Erneuerungen. Außerdem müssen unter allen Mitgliedern im Sinne von Nr. 7 wenigstens eines aus einer Universität, eines aus einer Hochschule, eines aus einer Kunsthochschule und eines aus einer Hochschule für Erwachsenenbildung stammen.

Mit Ausnahme des Mitglieds im Sinne von Nr. 1 hat jedes Mitglied einen Stellvertreter, der nach den gleichen Modalitäten vorgeschlagen wird; der Stellvertreter eines Rektors ist dort der erste Vizerektor seiner Universität oder, wenn diese Funktion in der betreffenden Universität nicht besteht, ein anderer, von ihr für diese Funktion bestimmter Vizerektor. Das stellvertretende Mitglied tagt nur in Abwesenheit des effektiven Mitglieds.

Mit Ausnahme der Mitglieder im Sinne der Nrn. 1, 2 und 7 werden die Mitglieder des Verwaltungsrates der ARES für eine Dauer von fünf Jahren bestimmt. Die Vertreter der Studierenden im Sinne von Nr. 7 werden für ein Mandat von einem Jahr bestimmt, das erneuerbar ist, jedoch nicht über fünf aufeinander folgende Mandate hinausgehen darf.

Der Vorsitzende der ARES wird durch die Regierung für eine Dauer von drei Jahren auf eine gleich lautende Stellungnahme der anderen Mitglieder des Rates hin bestimmt; der Vorsitzende wird nicht unter den anderen Mitgliedern des Verwaltungsrates der ARES ausgewählt.

Mit Ausnahme der Mitglieder im Sinne der Nrn. 1 und 2 müssen wenigstens ein Drittel, aufgerundet auf die höhere Einheit, der Zahl der vorgeschlagenen Personen des anderen Geschlechts als die übrigen, für diese Kategorie vorgeschlagenen Personen sein, außer im Falle einer ordnungsgemäß nachgewiesenen Unmöglichkeit.

Jedes Mitglied, das die Eigenschaft verliert, für die es bestimmt wurde, gilt als zurückgetreten. Wenn ein Mitglied im Laufe des Mandats zurücktritt oder verstirbt, wird es im Laufe des Jahres der Beendigung seines Mandats nach den gleichen Modalitäten ersetzt. Sein Stellvertreter gewährleistet die Interimszeit».

Was das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 betrifft

B.28.1. Artikel 28 § 1 Absatz 1 Nr. 6 des Dekrets vom 7. November 2013 schreibt vor, dass die Personalvertreter sämtlicher Hochschuleinrichtungen, die durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft zu bestimmen sind, um dem Verwaltungsrat der «ARES» anzugehören, durch Gewerkschaftsorganisationen vorgeschlagen werden.

Diese Bestimmung, die die Weise regelt, auf die diese Personalvertreter benannt werden, kann sich direkt und nachteilig auf die Situation der dritten klagenden Partei auswirken, die Professor an der «Université catholique de Louvain» und somit Personalmitglied einer Hochschuleinrichtung ist.

B.28.2. Diese klagende Partei hat ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 28 § 1 Absatz 1 Nr. 6 des Dekrets vom 7. November 2013.

Es braucht nicht geprüft zu werden, ob die anderen klagenden Parteien ebenfalls dieses Interesse nachweisen.

Was die Klagegründe in der Rechtssache Nr. 5927 betrifft

B.29.1. In ihrem Erwidernsschriftsatz führen die klagenden Parteien zum ersten Mal an, dass durch Artikel 28 § 1 Absatz 1 Nr. 3 des Dekrets vom 7. November 2013 diskriminierende Behandlungsunterschiede zwischen den Direktoren von Einrichtungen, die im Verwaltungsrat der «ARES» tagten, und denjenigen, die dort nicht tagten, zwischen den Direktoren-Vorsitzenden von Hochschulen, zwischen den Universitätsrektoren und den Direktoren anderer Einrichtungen sowie zwischen den Direktoren-Vorsitzenden von Hochschulen und den Vertretern der Personalmitglieder und der Studierenden eingeführt würden.

Sie führen auch zum ersten Mal in diesem Schriftsatz an, dass Artikel 28 § 1 Absatz 1 Nr. 3 des Dekrets vom 7. November 2013 in Widerspruch zum «Grundsatz der Vereinscharta» stehe.

B.29.2. Eine klagende Partei darf in ihrem Erwidernsschriftsatz keine neuen Klagegründe anführen.

B.29.3. Sowohl die Argumente, die aus den Behandlungsunterschieden im Sinne von B.29.1 abgeleitet sind, als auch das Anführen eines Verstoßes gegen den vorerwähnten «Grundsatz» sind neue Klagegründe und folglich unzulässig.

B.30.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 werde durch Artikel 28 § 1 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit der Organisationsträger, die keine Behörden seien, von Hochschulen, von Kunsthochschulen und von Hochschulen für Erwachsenenbildung eingeschränkt, weil dadurch diese Organisationsträger sowie ihre Vertretungsorganen vom Verwaltungsrat der «ARES» ausgeschlossen würden.

B.30.2.1. Der Verwaltungsrat der «ARES» umfasst, neben anderen Mitgliedern, «sechs Vertreter der Hochschulen, darunter wenigstens vier Direktoren-Vorsitzende als Vertreter der Hochschulen», «zwei Direktoren als Vertreter der Kunsthochschulen» und «zwei Vertreter des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung» (Artikel 28 § 1 Nrn. 3, 4 und 5 des Dekrets vom 7. November 2013).

Die Vertreter der Hochschulen, die nicht «Direktoren-Vorsitzende» sind, können aus «Vertretungs- und Koordinierungsorganen der Organisationsträger» hervorgehen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 17).

Vertreter des «Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement officiel neutre subventionné - Enseignement organisé par les Provinces, les Communes et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale» («C.P.E.O.N.S.») und der «Fédération de l'Enseignement Supérieur Catholique (FédeSuC)» können im Verwaltungsrat der «ARES» tagen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/3, S. 41).

B.30.2.2. Die angefochtene Bestimmung schließt nicht aus, dass die Vertreter der Hochschulen und des «Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung» innerhalb des Verwaltungsrates der «ARES» andere Organisationsträger dieser Art von Einrichtungen sind als Behörden oder Vertretungsorgane dieser Organisationsträger.

Sie hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen, da nur die Kunsthochschulen nicht durch Organisationsträger oder durch deren Vertretungsorgane vertreten werden können.

B.30.3. Die durch Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung anerkannte Unterrichtsfreiheit gewährleistet einer jeden privaten Person das Recht, eine Schule zu gründen und zu organisieren und sowohl den Inhalt als auch die Form des dort erteilten Unterrichts festzulegen, ohne die vorherige Zustimmung der Behörden erhalten zu haben.

B.30.4. Artikel 28 § 1 des Dekrets vom 7. November 2013 hat keinen anderen Zweck als Regeln bezüglich der Zusammensetzung des Verwaltungsrates der «ARES» festzulegen.

Diese Regeln beeinträchtigen keineswegs das Recht der Organisationsträger, die keine Behörden sind, eine Kunsthochschule zu gründen, sie zu organisieren oder den Inhalt und die Form des dort erteilten Unterrichts festzulegen.

Insofern sie die Kunsthochschulen betrifft, schränkt die angefochtene Bestimmung nicht die Unterrichtsfreiheit ein.

B.30.5. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5927 ist unbegründet, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung abgeleitet ist.

B.31.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 verstoße Artikel 28 § 1 des Dekrets vom 27. November 2013 gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung, weil durch die Festlegung der Anzahl und der Weise der Bestimmung der Vertreter der Hochschuleinrichtungen, aus denen sich der Verwaltungsrat der «ARES» zusammensetzt, die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung unterschiedlich behandelt würden.

B.31.2. Artikel 24 § 4 der Verfassung bestimmt:

«Alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepasste Behandlung rechtfertigen».

In dieser Bestimmung ist im Bereich des Unterrichts der aus den Artikeln 10 und 11 der Verfassung abgeleitete Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verankert.

B.31.3. Die zwanzig Hochschulen (Artikel 11 des Dekrets vom 7. November 2013) sind im Verwaltungsrat der «ARES» durch sechs Personen vertreten, während sowohl die sechzehn Kunsthochschulen (Artikel 12 desselben Dekrets) als auch die rund hundert Hochschulen für Erwachsenenbildung (Artikel 13 Absatz 1 desselben Dekrets) ihrerseits durch zwei Mitglieder dieses Rates vertreten sind.

Die Universitäten, die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung sind im Verwaltungsrat der «ARES» vertreten «nach einer Aufteilung [...], die dem Proporz der von den einzelnen Unterrichtsformen betroffenen Studierenden entspricht» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 10; ebenda, Nr. 537/3, S. 11). Die Zahl der Vertreter der Hochschulen wurde auf diejenige der Vertreter der Universitäten abgestimmt (ebenda, Nr. 537/3, S. 41).

Es besteht also zwischen den Hochschulen, den Kunsthochschulen und den Hochschulen für Erwachsenenbildung ein objektiver Unterschied, der das unterschiedliche Gewicht der Vertreter dieser drei Kategorien von Unterrichtseinrichtungen innerhalb des Verwaltungsrates der «ARES» vernünftig rechtfertigt.

B.31.4.1. Die Vertreter der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung werden allesamt durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft (Artikel 28 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013) für ein Mandat von fünf Jahren bestimmt (Artikel 28 § 1 Absatz 4 desselben Dekrets).

Für diese drei Kategorien von Vertretern erfolgt die Bestimmung nur auf Vorschlag. Die vorgeschlagenen Personen dürfen «nicht aus denselben Einrichtungen hervorgehen wie denjenigen, aus denen die ausscheidenden Mitglieder hervorgegangen sind» (Artikel 28 § 1 Absatz 2 erster Satz des Dekrets vom 7. November 2013), und wenigstens ein Drittel von ihnen muss grundsätzlich «des anderen Geschlechts als die übrigen, für diese Kategorie vorgeschlagenen Personen sein» (Artikel 28 § 1 Absatz 6 desselben Dekrets).

B.31.4.2. Der Ursprung dieses Vorschlags ist jedoch unterschiedlich je nach der Kategorie von Einrichtungen.

Das Verfahren ist ähnlich für die Vertreter der Hochschulen und für diejenigen der Kunsthochschulen. Die Erstgenannten werden durch die Mehrheit der Direktoren-Vorsitzenden der Hochschulen vorgeschlagen, während die Letztgenannten durch die Mehrheit der Direktoren der Kunsthochschulen vorgeschlagen werden.

Die «Vertreter des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung» werden ihrerseits nicht durch die Mehrheit der Leiter der betreffenden Einrichtungen vorgeschlagen, sondern durch den Generalrat für den Unterricht für Erwachsenenbildung.

B.31.4.3. Der Generalrat für den Erwachsenenbildungsunterricht hat unter anderem den Auftrag, «der Regierung [...] eine Stellungnahme zu allen Fragen bezüglich der Lenkung, der Verbesserung, der Entwicklung und der Förderung des Unterrichts für Erwachsenenbildung zu erteilen», «die Entwicklung des Erwachsenenbildungsunterrichts zu begleiten und zu begünstigen», «auf Vorschlag der Lenkungsstelle die vorrangigen Themen festzulegen, die diese in den beiden kommenden Jahren behandeln muss», «die Entwicklung des Unterrichtsangebots zu fördern und die Referenzrahmen für den Erwachsenenbildungsunterricht auszuarbeiten» und «die Unterrichtsprofile für die Abteilungen, die zum Hochschulunterricht gehören, auszuarbeiten», worüber die «ARES» informiert werden muss (Artikel 79 §§ 1 und 5 des Dekrets vom 16. April 1991 «zur Organisation des Weiterbildungsunterrichtes»).

Der Generalrat für den Erwachsenenbildungsunterricht setzt sich aus zweiunddreißig effektiven Mitgliedern zusammen, die durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft für ein erneuerbares Mandat von fünf Jahren bestimmt werden (Artikel 80 Absätze 1 und 2 des Dekrets vom 16. April 1991). Sechs von ihnen vertreten die Unterrichtsnetze und sechs andere vertreten das leitende Personal und das Lehrpersonal des Unterrichts für Erwachsenenbildung. Jede dieser beiden Gruppen muss zwei Personen für den durch die Französische Gemeinschaft

organisierten Unterricht, zwei Personen für den subventionierten offiziellen Unterricht und zwei weitere für den subventionierten freien Unterricht, «verteilt nach ihrer Beschaffenheit», umfassen (Artikel 80 Absatz 3 Nrn. 1 und 2 des Dekrets vom 16. April 1991). Der Generalrat für den Unterricht für Erwachsenenbildung umfasst auch vier Studierende des Erwachsenenbildungsunterrichts, darunter einer «pro Netz und Art» (Artikel 80 Absatz 3 Nr. 3 des Dekrets vom 16. April 1991). Alle vorerwähnten Mitglieder werden durch die repräsentativen Organisationen der betreffenden Organisationsträger vorgeschlagen (Artikel 80 Absatz 5 des Dekrets vom 16. April 1991). Der Rat umfasst ferner drei Mitglieder «als Vertreter der durch das Gesetz vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, anerkannten Organisationen», fünf Personen als Vertreter der «wirtschaftlichen und sozialen Kreise, die am Erwachsenenbildungsunterricht beteiligt sind, oder anderer beteiligter Kreise» sowie den Generaldirektor des nicht obligatorischen Unterrichts und der wissenschaftlichen Forschung und seinen Beauftragten, und den Inspektor, der mit der Koordinierung des Inspektionsdienstes des Erwachsenenbildungsunterrichts und dem Fernunterricht beauftragt ist, und seinen Beauftragten (Artikel 80 Absatz 3 Nrn. 4 bis 7 des Dekrets vom 16. April 1991). Schließlich gibt es noch einen Vorsitzenden und drei Vizevorsitzende (Artikel 80 Absatz 1 des Dekrets vom 16. April 1991).

B.31.4.4. Die wesentlich höhere Zahl von Hochschulen für Erwachsenenbildung und die sich daraus ergebende größere Schwierigkeit, ihre Führungskräfte zu befragen, sowie die Funktion und die Zusammensetzung des Generalrats für den Erwachsenenbildungsunterricht sind allesamt objektive Elemente, die es vernünftig rechtfertigen, dass der Vorschlag zur Bestimmung der Mitglieder des Verwaltungsrates der «ARES», die den Erwachsenenbildungsunterricht vertreten, aus einer anderen Quelle stammt als diejenige der Vorschläge zur Bestimmung der Mitglieder als Vertreter der Hochschulen und der Kunsthochschulen innerhalb dieses Verwaltungsorgans.

B.31.5. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5927 ist unbegründet, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung abgeleitet ist.

B.32.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 verstoße Artikel 28 § 1 des Dekrets vom 7. November 2013 auch gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung, insofern er im Verwaltungsrat der «ARES» die Anwesenheit der Vertretungsorgane aller Universitäten und der Vertretungsorgane des Personals und der Studierenden gewährleiste, und nicht diejenige der Vertretungsorgane der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung.

B.32.2. Wie in B.31.3 dargelegt wurde, sind die Universitäten, die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung innerhalb des Verwaltungsrates der «ARES» entsprechend dem Proporz der von den jeweiligen Unterrichtsformen betroffenen Studierenden vertreten.

Die sechs Vertreter der Hochschulen müssen durch die Mehrheit der Direktoren-Vorsitzenden der Hochschulen vorgeschlagen werden, die zwei Vertreter der Kunsthochschulen müssen ebenfalls durch die Mehrheit der Direktoren dieser Schulen vorgeschlagen werden, und die zwei Vertreter der Hochschulen für Erwachsenenbildung müssen durch den Generalrat für den Erwachsenenbildungsunterricht vorgeschlagen werden.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass alle Unterrichtsformen angesichts ihrer jeweiligen Merkmale auf gleichartige Weise behandelt werden.

B.32.3. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5927 ist unbegründet.

Was den Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5933 betrifft

B.33.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 beeinträchtigt Artikel 28 § 1 Absatz 1 Nr. 6 des Dekrets vom 7. November 2013 die Vertretungsfreiheit der Mitglieder des akademischen Personals – die durch die Artikel 10, 11, 23 Absatz 3 Nr. 1, 26 und 27 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention, anerkannt werde –, insofern diese Dekretsbestimmung die Vertretung des akademischen Personals der Universitäten den Vertretern der Gewerkschaftsorganisationen vorbehalte und somit die Universitätsprofessoren daran hindere, im Verwaltungsrat der «ARES» durch eine Person vertreten zu werden, die nicht von einer Gewerkschaftsorganisation vorgeschlagen worden sei.

B.33.2. Gemäß dem Text der angefochtenen Bestimmung werden die Vertreter im Verwaltungsrat der «ARES» des gesamten Personals der Hochschuleinrichtungen, die von dieser Einrichtung öffentlichen Interesses betroffen sind, durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft auf Vorschlag der Gewerkschaftsorganisationen bestimmt.

Während der Vorarbeiten zu diesem Text wurde erklärt, dass diese Personalvertreter «die verschiedenen Zentralen und die verschiedenen Arten des Hochschulunterrichts vertreten» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/3, S. 41).

Folglich kann unter den Personalvertretern ein Universitätsprofessor im Verwaltungsrat der «ARES» nur durch eine Person vertreten werden, die durch eine Gewerkschaftsorganisation vorgeschlagen wurde.

B.33.3. Artikel 10 der Verfassung bestimmt:

«Es gibt im Staat keine Unterscheidung nach Ständen.

Die Belgier sind vor dem Gesetz gleich; nur sie können zur Bekleidung der zivilen und militärischen Ämter zugelassen werden, vorbehaltlich der Ausnahmen, die für Sonderfälle durch ein Gesetz festgelegt werden können.

Die Gleichheit von Frauen und Männern ist gewährleistet».

Artikel 11 der Verfassung bestimmt:

«Der Genuss der den Belgiern zuerkannten Rechte und Freiheiten muss ohne Diskriminierung gesichert werden. Zu diesem Zweck gewährleisten das Gesetz und das Dekret insbesondere die Rechte und Freiheiten der ideologischen und philosophischen Minderheiten».

Artikel 23 Absätze 1, 2 und 3 Nr. 1 bestimmt:

«Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist, das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Information, Konsultation und kollektive Verhandlungen;».

Artikel 26 der Verfassung bestimmt:

«Die Belgier haben das Recht, sich friedlich und ohne Waffen zu versammeln, unter Beachtung der Gesetze, die die Ausübung dieses Rechts regeln können, ohne diese indessen einer vorherigen Genehmigung zu unterwerfen.

Diese Bestimmung ist nicht auf Versammlungen unter freiem Himmel anwendbar, die gänzlich den Polizeigesetzen unterworfen bleiben».

Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Alle Menschen haben das Recht, sich friedlich zu versammeln und sich frei mit anderen zusammenzuschließen, einschließlich des Rechts zum Schutze ihrer Interessen Gewerkschaften zu bilden und diesen beizutreten.

(2) Die Ausübung dieser Rechte darf keinen anderen Einschränkungen unterworfen werden, als den vom Gesetz vorgesehenen, die in einer demokratischen Gesellschaft im Interesse der äußeren und inneren Sicherheit, zur Aufrechterhaltung der Ordnung und zur Verbrechensverhütung, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutze der Rechte und Freiheiten anderer notwendig sind. Dieser Artikel verbietet nicht, dass die Ausübung dieser Rechte für Mitglieder der Streitkräfte, der Polizei oder der Staatsverwaltung gesetzlichen Beschränkungen unterworfen wird».

B.33.4. Keine der angeführten Bestimmungen garantiert einem Universitätsprofessor das Recht, frei seine Vertreter in einem Verwaltungsorgan einer Einrichtung öffentlichen Interesses, wie die «ARES», zu wählen.

Außerdem ist es nicht unvernünftig anzunehmen, dass der Dekretgeber eine Personalvertretung gewünscht hat, die es ermöglicht, die Interessen aller Personalkategorien zu berücksichtigen.

B.33.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 29 des Dekrets vom 7. November 2013

B.34. Artikel 29 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Der Verwaltungsrat der ARES tritt wenigstens sechs Mal pro akademisches Jahr zusammen auf Einladung des Vorsitzenden oder auf Antrag von wenigstens einem Fünftel der Mitglieder.

Seine Beschlüsse werden mit einem Quorum von mehr als 50 % der anwesenden effektiven oder stellvertretenden Mitglieder und mit einfacher Mehrheit der Anwesenden gefasst, mit Ausnahme der Angelegenheiten im Sinne von Artikel 21 [Absatz 1] Nrn. 1, 2, 3, 4, 13, 14, 15 und 16, für die eine qualifizierte Zweidrittelmehrheit vorgesehen ist; in seiner Geschäftsordnung können andere Quorumsregeln für die Anwesenheit und für verstärkte Mehrheiten im Vergleich zu dieser Bestimmung festgelegt werden.

Die Beratungen finden unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt, doch die Beschlüsse werden veröffentlicht. Die Verwaltungsratsmitglieder sind verpflichtet, diese Vertraulichkeit zu wahren, die Kollegialität der Beschlüsse dieses Rates zu achten und auf jede Handlung zu verzichten, die im Konflikt zu den Aufgaben der ARES stehen könnte, bei sonstiger Abberufung oder einstweiliger Amtsenthebung durch die Regierung.

[...].».

B.35.1. In Artikel 29 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 sind verschiedene Regeln über die Arbeitsweise des Verwaltungsrates der «ARES» festgelegt, dem keine der fünf klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 als Mitglied angehört.

Diese Regeln können sich nicht direkt und nachteilig auf die Situation von Universitätsprofessoren auswirken, die diesem Verwaltungsorgan der «ARES» nicht angehören.

B.35.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben kein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 29 Absatz 3 des angefochtenen Dekrets.

In Bezug auf Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013

B.36. Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die thematischen Kammern sind, neben den Mitgliedern des Präsidiums der ARES, wie folgt zusammengesetzt:

1. für die Kammer der Universitäten: die Rektoren der Universitäten;
2. für die Kammer der Hochschulen und des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung: die Direktoren-Vorsitzenden der Hochschulen und ein Vertreter, der aus den Hochschulen für Erwachsenenbildung eines jeden akademischen Pools hervorgeht und durch diese vorgeschlagen wird;
3. für die Kammer der Kunsthochschulen: die Direktoren der Kunsthochschulen.

Zu diesen Mitgliedern kommen Personalmitglieder und Studierende aus den von jeder thematischen Kammer betroffenen Einrichtungen hinzu, sodass sie insgesamt wenigstens 20% Personalvertreter und 20% Studierende umfasst, von denen für die Kammer der Hochschulen und des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung wenigstens ein Personalmitglied und ein Studierender aus einer Einrichtung für Erwachsenenbildung stammt, die durch die Verwaltungsratsmitglieder der ARES im Sinne der Nrn. 6 und 7 vorgeschlagen werden.

Ein Mitglied einer thematischen Kammer, das verhindert ist, kann sich dort durch einen Stellvertreter vertreten lassen, der nach den Modalitäten von Artikel 28 bestimmt wird.

Die Mitglieder des Präsidiums der ARES, die nicht aus den von der thematischen Kammer betroffenen Einrichtungen hervorgehen, nehmen nur mit beratender Stimme an dessen Sitzungen teil.

In der Kammer der Hochschulen und des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung gewährleistet für alle Angelegenheiten bezüglich der Übereinstimmung oder der Gleichwertigkeit der Befähigungsnachweise zwischen den beiden Unterrichtsformen die Gewichtung der Stimmen die Parität zwischen den aus den Hochschulen hervorgegangenen Mitgliedern und den aus den Einrichtungen für Erwachsenenbildung hervorgegangenen Mitgliedern.

Der Verwaltungsrat der ARES bestimmt die Mitglieder der thematischen Kammern.

Die Mandate der Kammermitglieder werden auf diejenigen des Verwaltungsrates der ARES nach den gleichen Modalitäten abgestimmt.

Die ARES übermittelt der Regierung die Zusammensetzung der thematischen Kammern».

B.37.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 werde durch Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 die Unterrichtsfreiheit der Organisationsträger, die keine Behörden seien, von Hochschulen, Kunsthochschulen und Hochschulen für Erwachsenenbildung eingeschränkt, indem diese Organisationsträger sowie ihre Vertretungsorgane von den thematischen Kammern der «ARES» ausgeschlossen würden.

B.37.2. Die «ARES» umfasst drei thematische Kammern (Artikel 22 des Dekrets vom 7. November 2013): die «Kammer der Universitäten», die «Kammer der Hochschulen und des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung» und die «Kammer der Kunsthochschulen» (Artikel 37 Absatz 2 desselben Dekrets).

Die Mitglieder des Präsidiums der «ARES» sind von Rechts wegen Mitglieder dieser Kammern (Artikel 38 Absatz 1 desselben Dekrets). Dieses Präsidium umfasst unter anderem die vier «Vizevorsitzenden» des Verwaltungsrats (Artikel 32 Absatz 1 in Verbindung mit Artikel 28 § 2). Einer dieser Vizevorsitzenden wird unter den Vertretern der Hochschulen gewählt, die Mitglieder dieses Rates sind (Artikel 28 § 2 Absatz 1 Nr. 2), und ein weiterer wird unter den Vertretern des «Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung» gewählt, die in diesem Verwaltungsorgan tagen (Artikel 28 § 2 Absatz 1 Nr. 4).

Wie in B.30.2.2 angeführt wurde, können diese beiden Arten von Vertretern Organisationsträger, die keine Behörden sind, einer Hochschule oder einer Hochschule für Erwachsenenbildung sein, oder Vertretungsorgane dieser Organisationsträger.

Die angefochtene Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen, da nur die Kunsthochschulen in der Kammer der Kunsthochschulen nicht durch Organisationsträger oder durch deren Vertretungsorgane vertreten sein können.

B.37.3. Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 dient keinem anderen Zweck, als Regeln für die Zusammensetzung der thematischen Kammern der «ARES» festzulegen, darunter die Kammer der Kunsthochschulen.

Die Regeln für die Zusammensetzung dieser Kammer beeinträchtigen keineswegs das Recht der Organisationsträger, die keine Behörden sind, eine Kunsthochschule zu gründen, sie zu organisieren sowie den Inhalt und die Form des dort erteilten Unterrichts festzulegen.

In diesen Regeln ist außerdem präzisiert, dass die Direktoren der sechzehn Kunsthochschulen Mitglieder dieser Kammer sind. Der Direktor einer Einrichtung dieser Art ist «Beauftragter des Organisationsträgers» und führt deren Beschlüsse aus (Artikel 72 § 5 Absatz 1 und 78 § 3 Absatz 1 des Dekrets vom 20. Dezember 2001 «zur Festlegung der spezifischen Vorschriften für den in den Kunsthochschulen organisierten höheren Kunstunterricht (Organisation, Finanzierung, Festlegung der Stellenpläne, Statut des Personals, Rechte und Pflichten der Studenten)»).

Insofern sie sich auf die Zusammensetzung der Kammer der Kunsthochschulen bezieht, schränkt die angefochtene Bestimmung die Unterrichtsfreiheit nicht ein.

B.37.4. Der Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5927 ist unbegründet, insofern er aus einem Verstoß durch Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 gegen Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung abgeleitet ist.

B.38.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 verstoße Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung, insofern dadurch, indem die Anzahl und die Weise der Bestimmung der Vertreter der Hochschuleinrichtungen in den thematischen Kammern der «ARES» festgelegt werde, die Hochschulen, die Kunsthochschulen und die Hochschulen für Erwachsenenbildung unterschiedlich behandelt würden.

B.38.2. Die sechs in Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 aufgezählten Universitäten werden durch ihren Rektor in der Kammer der Universitäten vertreten. Die zwanzig in Artikel 11 des Dekrets vom 7. November 2013 aufgezählten Hochschulen werden durch ihren Direktor-Vorsitzenden in der Kammer der Hochschulen und des Hochschulunterrichts für Erwachsenenbildung vertreten. Die sechzehn in Artikel 12 des Dekrets vom 7. November 2013 aufgezählten Kunsthochschulen werden durch ihren Direktor in der Kammer der Kunsthochschulen vertreten.

Die rund hundert Hochschulen für Erwachsenenbildung, die in Artikel 13 des Dekrets vom 7. November 2013 aufgezählt sind, werden hingegen nicht alle direkt in der Kammer der Hochschulen und des Unterrichts für Erwachsenenbildung vertreten. Sie werden dort nur durch fünf oder sechs Personen vertreten, nämlich eine Person, die von jedem der fünf akademischen Pools vorgeschlagen wird (Artikel 62 des Dekrets vom 7. November 2013), und, wenn es sich um eine andere Person handelt, durch den Vizevorsitzenden des Verwaltungsrates der «ARES», der unter den zwei Mitgliedern dieses Verwaltungsorgans, die den Unterricht für Erwachsenenbildung vertreten, bestimmt wird, um dem Präsidium der «ARES» anzugehören (Artikel 28 § 2 Absatz 1 Nr. 4 in Verbindung mit Artikel 32 Absatz 1 und mit Artikel 38 erster Satz des Dekrets vom 7. November 2013).

B.38.3.1. Ursprünglich wurde erwogen, dass jede Hochschuleinrichtung in den thematischen Kammern vertreten sein sollte (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 10, und Nr. 537/3, S. 11).

Der Umstand, dass die Universitäten, die Hochschulen und die Kunsthochschulen durch eine andere Anzahl Personen in den sie betreffenden thematischen Kammern vertreten sind, ergibt sich daraus, dass, unabhängig von der in der angefochtenen Bestimmung festgelegten Regel, die Zahl der Einrichtungen, die zu diesen einzelnen Kategorien gehören, nicht die gleiche ist.

Es war jedoch nicht erwünscht, dass sämtliche Hochschulen für Erwachsenenbildung in der Kammer der Hochschulen und des Erwachsenenbildungsunterrichts vertreten würden, um zu vermeiden, dass diese Einrichtungen dort «proportional übervertreten» wären (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 10, und Nr. 537/3, S. 11).

Der Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Hochschulen für Erwachsenenbildung und andererseits den Universitäten, den Hochschulen und den Kunsthochschulen ist also vernünftig gerechtfertigt.

B.38.3.2. Unter Berücksichtigung des Umstandes, dass alle Universitäten, alle Hochschulen und alle Kunsthochschulen aufgrund der angefochtenen Bestimmung durch ihre Führungsperson in den sie betreffenden thematischen Kammern der «ARES» vertreten sind, ist es nicht erforderlich, eine Weise der Bestimmung der Vertreter dieser Kategorien von Einrichtungen vorzusehen.

Durch die angefochtene Bestimmung wird also nur die Weise der Benennung der Vertreter der Hochschulen für Erwachsenenbildung geregelt, sodass mit dieser Bestimmung für diesen Aspekt der Vertretung der Hochschuleinrichtungen in den thematischen Kammern der «ARES» kein Behandlungsunterschied zwischen den vorerwähnten Kategorien von Einrichtungen eingeführt wird.

B.38.4. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5927 ist unbegründet, insofern er aus einem Verstoß durch Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung abgeleitet ist.

B.39.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 verstoße Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 auch gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung, insofern er in den thematischen Kammern der «ARES» die Anwesenheit der Rektoren aller Universitäten und der Vertretungsorgane des Personals und der Studierenden gewährleiste, jedoch nicht diejenige der Vertretungsorgane der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung.

B.39.2. Aus denselben Gründen, wie sie in B.32.2 angeführt wurden, geht aus der angefochtenen Bestimmung hervor, dass angesichts ihrer jeweiligen Merkmale alle Unterrichtsformen auf ähnliche Weise behandelt werden.

B.39.3. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5927 ist unbegründet, insofern er aus einem Verstoß durch Artikel 39 des Dekrets vom 7. November 2013 gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung abgeleitet ist.

In Bezug auf Artikel 40 des Dekrets vom 7. November 2013

B.40. Artikel 40 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die ARES stellt folgende ständige Ausschüsse zusammen, die beauftragt sind, auf ihren Antrag hin ihre Beratungen und Beschlüsse vorzubereiten:

1. die ' Commission de la Mobilité des étudiants et du personnel (CoM) ' (Ausschuss für die Mobilität der Studierenden und des Personals);
2. die ' Commission de l'Information sur les Etudes (CIE) ' (Ausschuss für die Information über die Studien);
3. die ' Commission de l'aide à la réussite (CAR) ' (Ausschuss für die Verbesserung der Erfolgchancen);
4. die ' Commission de la Coopération au Développement (CCD) ' (Ausschuss für die Entwicklungszusammenarbeit);
5. die ' Commission des Relations internationales ' (CRI) (Ausschuss für internationale Beziehungen);

6. die ' Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales (CoVEDAS) ' (Ausschuss für Studentenleben, Demokratisierung und Sozialangelegenheiten);
7. die ' Commission Développement Durable (CDD) ' (Ausschuss für nachhaltige Entwicklung);
8. die ' Commission pour la Qualité de l'Enseignement et de la Recherche (CoQER) ' (Ausschuss für die Qualität des Unterrichts und der Forschung);
9. die ' Commission de la Valorisation de la Recherche et de la Recherche interuniversitaire (CoVRI) ' (Ausschuss für die Valorisierung der Forschung und die universitätsübergreifende Forschung);
10. die ' Commission Observatoire et Statistiques (COS) ' (Ausschuss für Beobachtung und Statistiken);
11. die ' Commission des Bibliothèques et Services académiques collectifs (CBS) ' (Ausschuss für Bibliotheken und kollektive akademische Dienste);
12. die ' Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC) (Ausschuss für die Weiterbildung und das lebenslange Lernen).

Die ARES umfasst auch den Ausschuss, der damit beauftragt ist, die Beschwerden der Studierenden bezüglich einer Verweigerung einer Einschreibung im Sinne von Artikel 97 entgegenzunehmen, wofür sie als Kanzlei dient».

B.41.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 wird die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 40 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 in Frage gestellt wegen der Befugnis des «Ausschusses, der damit beauftragt ist, die Beschwerden der Studierenden bezüglich einer Verweigerung einer Einschreibung entgegenzunehmen».

B.41.2. Die angefochtene Bestimmung dient jedoch keinem anderen Zweck, als die «ARES» zu verpflichten, für die Kanzlei dieses Ausschuss zu sorgen, der durch den in B.90 zitierten Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013 eingesetzt wird.

Die letztgenannte Bestimmung regelt die Befugnis dieses Ausschusses.

Die angefochtene Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.41.3. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf die Artikel 52, 58, 59 und 61 des Dekrets vom 7. November 2013

B.42. Artikel 52 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Ein akademischer Pool ist eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Mitglieder Hochschuleinrichtungen sind, darunter mindestens eine Universität, auf der Grundlage der geographischen Nähe ihrer Standorte.

Jede Hochschuleinrichtung gehört einem oder mehreren akademischen Pools an, je nach ihren Standorten. Diese Zugehörigkeit wird durch die Liste der Ermächtigungen für die Organisation der Erststudien des ersten und zweiten Zyklus im Sinne von Artikel 88 § 1 bestimmt».

Artikel 58 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die Generalversammlung der Mitgliedseinrichtungen eines akademischen Pools legt dessen Satzung fest. Sie ist ebenfalls alleine für gleich welche Änderung der Satzung zuständig. Innerhalb der Generalversammlung besitzt jede Einrichtung eine Anzahl Stimmen im Verhältnis zu ihrer Anzahl von Diplomhabern der Erstausbildung für BES (Hochschuldiplom), Bachelor und Master aus Studien, die auf dem Gebiet des Pools absolviert wurden aufgrund einer Ermächtigung, die die Einrichtung auf diesem Gebiet besitzt. Die Generalversammlung beschließt mit einfacher Mehrheit, mit einfacher Mehrheit der Vertreter der Universitäten, der Hochschulen, der Kunsthochschulen beziehungsweise der Einrichtungen für Erwachsenenbildung.

Die Satzung sowie jede diesbezügliche Änderung werden unverzüglich der Regierung zur Genehmigung übermittelt. Die Regierung legt die Satzung des akademischen Pools fest, in Ermangelung eines Beschlusses der Generalversammlung innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Dekrets.

In dieser Satzung werden insbesondere festgelegt:

1. die Ausführung der in Artikel 53 Absatz 2 festgelegten Aufgaben sowie der besondere Aufgaben, die dem Pool durch seine Mitglieder anvertraut werden;
2. die Arbeitsweise des Pools;
3. sein Vereinigungssitz;
4. die Befugnisse, die Zusammensetzung, die Weise der Bestimmung seiner Mitglieder und die Arbeitsweise seines Verwaltungsrates sowie der anderen Verwaltungs- oder Beratungsorgane, die innerhalb des Pools eingesetzt werden zur Ausführung seiner Aufgaben».

Artikel 59 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Im Bemühen um Effizienz, insbesondere zur Erfüllung der in Artikel 53 Nrn. 2 und 8 vorgesehenen Aufgaben, kann ein akademischer Pool Organe einsetzen, die spezifisch mit einem Teil seines Gebiets beauftragt sind.

Wenn die Generalversammlung eines akademischen Pools dessen Satzung gemäß Artikel 58 festlegt, äußert sie sich zur Einsetzung dieser Organe. Die Entscheidung, solche Organe einzusetzen oder nicht einzusetzen, wird im Konsens gefasst. Die Festlegung der Zusammensetzung und der Aufgaben dieser Organe ergibt sich ebenfalls aus einer Beratung nach dem Konsensverfahren. Kommt kein Konsens zwischen den Mitgliedern zustande, so kann der akademische Pool die Regierung befragen, die endgültig die Satzung dieser Organe festlegt».

Artikel 61 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die Finanzverwaltung der akademischen Pools wird gemäß den Bestimmungen über die Einrichtungen öffentlichen Interesses der Kategorie B des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses und dessen Ausführungserlassen gewährleistet.

In seiner Finanzverwaltung darf ein akademischer Pool jeden etwaigen Saldo seiner Jahresrechnung auf das darauf folgende Haushaltsjahr übertragen».

B.43.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit von Artikel 52 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 27 der Verfassung zu befinden, insofern die Verpflichtung, einem akademischen Pool in Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht anzugehören, die Vereinigungsfreiheit der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren Organisations-träger keine öffentliche Einrichtung sei, beeinträchtigt.

Nach Darlegung derselben klagenden Parteien seien Artikel 58 Absatz 1 dritter Satz, Artikel 58 Absatz 2 erster Satz, Artikel 59 Absatz 2 und Artikel 61 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht mit Artikel 27 der Verfassung vereinbar, weil sie, indem sie die Verwaltung der Pools unter Missachtung des Gesetzes vom 27. Juni 1921 «über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen» regeln, die Vereinigungsfreiheit der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren Organisations-träger keine öffentliche Einrichtung sei, verletzen.

B.43.2. Ein akademischer Pool ist eine juristische Person des öffentlichen Rechts in Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, SS. 9, 13 und 18, und Nr. 537/3, SS. 11 und 46).

Aufgrund von Artikel 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ist der Dekretgeber befugt, in den in die Zuständigkeit der Gemeinschaften fallenden Angelegenheiten dezentralisierte Dienste, Einrichtungen und Unternehmen zu errichten, ohne durch vorher bestehende Organisationsformen gebunden zu sein. Dabei kann der Dekretgeber Techniken des öffentlichen Rechts oder des privaten Rechts anwenden, doch es ist ihm, außer im Falle der Inanspruchnahme von Artikel 10 des vorerwähnten Sondergesetzes, verboten, auf allgemeine Weise vom Recht der juristischen Personen abzuweichen, das zu den Restbefugnissen der Föderalbehörde gehört.

Indem er akademische Pools als juristische Personen des öffentlichen Rechts schafft und selbst die Regeln bezüglich ihrer Aufgaben (Artikel 53), ihrer Generalversammlung (Artikel 52, 58 und 59), ihrer Mittel (Artikel 55 und 56), ihres Verwaltungsrates (Artikel 57), ihrer Satzung (Artikel 58), ihrer Kontrolle (Artikel 60), ihrer Finanzverwaltung (Artikel 61) festlegt sowie ihnen außerdem die Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht verleiht, übt der Dekretgeber die Befugnis aus, die ihm durch Artikel 9 des vorerwähnten Sondergesetzes verliehen wird.

Durch diese Vorgehensweise hat der Dekretgeber nicht gegen Artikel 27 der Verfassung verstoßen.

B.43.3. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 53 des Dekrets vom 7. November 2013

B.44. Vor seiner Abänderung durch Artikel 35 des Dekrets vom 30. Januar 2014 «über den inklusiven Hochschulunterricht» bestimmte Artikel 53 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Ein akademischer Pool ist ein Ort der Konzertierung und des Dialogs zwischen Hochschuleinrichtungen. Er hat als Hauptaufgabe, alle Formen der Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedern zu fördern und zu unterstützen und sie zur Zusammenarbeit zu veranlassen, um den Studierenden Qualitätsdienste zu bieten.

So sorgt ein akademischer Pool, ohne auf die Aufgaben der ARES und der akademischen Zonen überzugreifen, dafür:

1. die Mobilität der Studierenden und der Personalmitglieder zu begünstigen und zu begleiten, unter Achtung ihres Statuts und auf freiwilliger Basis, zwischen den verschiedenen Standorten und den Einrichtungen, einschließlich der praktischen und finanziellen Modalitäten;

2. kollektive Dienste für das Personal und die Studierenden seiner Mitglieder anzubieten, insbesondere Bibliotheken und Studiersäle, Restaurants und konviviale Orte, medizinische, soziale Dienste und Dienste für psychologische Begleitung, Sport- und Kulturaktivitäten, und er kann die damit verbundenen Einnahmen und Ausgaben verwalten;

3. die Beratung und Begleitung für persönliche Studienverläufe zu verbinden oder zu organisieren, sowie die pädagogische Unterstützung der Lehrkräfte;

4. die Information und Beratung der angehenden Studierenden in Bezug auf die verschiedenen organisierten Studien und die Vertretung ihrer Mitglieder bei jeder Informationstätigkeit über Hochschulstudien oder in Verbindung mit dem Pflichtunterricht zu koordinieren;

5. die Ausbildungen, die auf Hochschulstudien vorbereiten, und jede weitere Tätigkeit zur Begünstigung des Übergangs zwischen dem Pflichtunterricht und dem Hochschulunterricht zu koordinieren;

6. die Beziehungen zwischen allen Mitgliedseinrichtungen, ihrem Personal und ihren Studierenden und den öffentlichen oder privaten lokalen Kräften zu begünstigen;

7. die Gründung von förderierten Forschungs-, Lehr- oder Dienstzentren auf seiner Ebene zu begünstigen, in denen die Kompetenzen und Teams der Mitgliedseinrichtungen des Pools zusammengeführt werden;

8. eine gemeinsame Nutzung der Infrastrukturen, Ausstattungen sowie beweglichen und unbeweglichen Güter zu begünstigen, die vorrangig für Lehr- und Forschungsaufgaben und -dienste für die Kollektivität bestimmt sind;

9. und, mehr allgemein, der privilegierte Ort für den Dialog und die Reflexion zwischen seinen Mitgliedern zu sein.

In den Satzungen der einzelnen akademischen Pools wird die Ausführung dieser Aufgaben präzisiert».

B.45. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5933 sei Artikel 53 Absatz 2 Nrn. 3 und 4 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, insofern er die Unterrichtsfreiheit der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren Organisationsträger keine öffentliche Einrichtung sei, beeinträchtigt.

B.46.1. Der Beitritt zu einer Struktur für die pädagogische Unterstützung der Lehrkräfte und der Koordinierung der Information und Orientierung der Studierenden beeinträchtigt nicht die durch Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit.

Gemäß Artikel 53 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets ist ein akademischer Pool ein «Ort der Konzertierung und des Dialogs zwischen Hochschuleinrichtungen» und besitzt er folglich keine Entscheidungsbefugnis. Die angefochtene Bestimmung verpflichtet keine Hochschuleinrichtung, auf die «pädagogische Unterstützung der Lehrkräfte» zurückzugreifen, die durch den Pool organisiert und durch ein «didaktisches Zentrum für Hochschulunterricht» im Sinne von Artikel 148 Absatz 2 Nr. 1 des Dekrets koordiniert wird (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 19). Diese Art von Einrichtung ist im Übrigen «autonom» gegenüber den Pools (Artikel 19 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets). Die «Aufgaben der Pools [...] greifen nicht in die eigentliche Organisation des Unterrichts ein, der eine ausschließliche Zuständigkeit der Einrichtungen bleibt» (ebenda, Nr. 537/3, S. 11). «In Bezug auf die Information über die Studien behalten die Einrichtungen ihre individuellen Kapazitäten über die Pools hinaus» (ebenda, Nr. 537/1, S. 19).

B.46.2. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 57 des Dekrets vom 7. November 2013

B.47. Artikel 57 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Ein akademischer Pool wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus höchstens 30 Mitgliedern aus den Mitgliedseinrichtungen zusammensetzt. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten, unter Ausschluss derjenigen, für die ausdrücklich seine Generalversammlung aufgrund von Artikel 58 zuständig ist.

Den Vorsitz üben gemeinsam die Rektoren der Universitäten aus, die ihren Vereinigungssitz auf dem Gebiet des Pools haben, oder ein Direktor-Vorsitzender einer Hochschule, die ihren Vereinigungssitz auf dem Gebiet des Pools hat, falls ein solcher besteht. Dieser wird durch den Verwaltungsrat des Pools abwechselnd mit den Direktoren-Vorsitzenden einer der betreffenden Hochschulen bestimmt. Der Rat bestimmt ebenfalls zwei Vizevorsitzende: einer unter den Direktoren der Kunsthochschulen, die ihren Vereinigungssitz auf dem Gebiet des Pools haben, einen anderen unter den Direktoren der Einrichtungen für Erwachsenenbildung, die ihren Vereinigungssitz auf dem Gebiet des Pools haben.

Die Zusammensetzung des Verwaltungsrates eines akademischen Pools spiegelt die relative Größe der Einrichtungen in Bezug auf die Zahl der Diplomhaber der Erstausbildungen für BES, Bachelor und Master wider, die aus Studien auf dem Gebiet des Pools hervorgehen aufgrund einer Ermächtigung der Einrichtung auf diesem Gebiet, mit einer gegebenenfalls indirekten Mindestvertretung der kleineren Einrichtungen. Sie gewährt dort die

Anwesenheit aller Unterrichtsformen und der verschiedenen Kategorien der akademischen Gemeinschaft, darunter mindestens 20% Personalvertreter und mindestens 20% Studierende. Mit Ausnahme der Mitglieder *ex officio* müssen mindestens ein Drittel, aufgerundet auf die höhere Einheit, der Mitglieder des Verwaltungsrates Personen des anderen Geschlechts als die übrigen Personen sein, außer im Falle einer ordnungsgemäß nachgewiesenen Unmöglichkeit.

Innerhalb dieses Rates haben für die Angelegenheiten, die das Unterrichtsangebot auf dem Gebiet des Pools betreffen, die Vertreter der Einrichtungen, die keine Ermächtigung in einer Niederlassung des Pools für Studien des ersten oder des zweiten Zyklus im betreffenden Studienbereich besitzen, kein Stimmrecht».

Was das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 betrifft

B.48.1. Artikel 57 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt, dass für bestimmte Angelegenheiten, für die der akademische Pool zuständig ist, gewisse Mitglieder seines Verwaltungsrates nicht stimmberechtigt sind.

Da diese Bestimmung eine institutionelle Regel über die Organisation des Hochschulunterrichts ist, kann sie sich nicht direkt und nachteilig auf die Situation der Universitätsprofessoren auswirken.

B.48.2. Folglich hätten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 kein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 57 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013.

Was die Klagegründe in den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 betrifft

B.49. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit von Artikel 57 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 27 der Verfassung zu befinden, insofern der Platz der Universitätsrektoren innerhalb eines akademischen Pools und insbesondere in dessen Verwaltungsrat die Vereinigungsfreiheit der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren Organisationsträger keine öffentliche Einrichtung sei, beeinträchtigt.

B.50. Wie in B.43.2 angeführt wurde, ist ein akademischer Pool eine juristische Person des öffentlichen Rechts und betrifft die durch Artikel 27 der Verfassung gewährleistete Vereinigungsfreiheit nur die privatrechtlichen Vereinigungen.

B.51. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 62 des Dekrets vom 7. November 2013

B.52. Artikel 62 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Es werden fünf akademische Pools eingerichtet, die wie folgt verteilt sind:

1. der Pool Lüttich-Luxemburg auf dem Gebiet der Provinzen Lüttich und Luxemburg;
2. der Pool ' Louvain ' auf dem Gebiet der Provinz Wallonisch-Brabant;
3. der Pool Brüssel auf dem Gebiet der Region Brüssel-Hauptstadt;
4. der Pool Hennegau auf dem Gebiet der Provinz Hennegau;
5. der Pool Namur auf dem Gebiet der Provinz Namur».

B.53.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei Artikel 62 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht mit Artikel 27 der Verfassung vereinbar, weil die Schaffung von akademischen Pools die Vereinigungsfreiheit der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren Organisationsträger keine öffentliche Einrichtung sei, beeinträchtigt.

B.53.2. Aus den gleichen Gründen, wie sie in B.43.2 dargelegt wurden, ist der Beschwerdegrund unbegründet.

In Bezug auf Artikel 63 des Dekrets vom 7. November 2013

B.54. Artikel 63 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Eine akademische Zone zwischen verschiedenen Pools ist eine Beratungsinstanz, die sich aus der Versammlung der Mitglieder der Verwaltungsräte der zu ihr gehörenden akademischen Pools zusammensetzt.

Eine akademische Zone zwischen verschiedenen Pools hat nur die Aufgaben, der ARES eine Entwicklung des Angebots an Hochschulunterricht des kurzen Typs vorzuschlagen und Projekte zur Verbesserung der Erfolgchancen der Studierenden hervorzurufen oder zu koordinieren».

B.55.1. In der Rechtssache Nr. 5927 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit von Artikel 63 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden, insofern diese Bestimmung die Unterrichtsfreiheit der nicht öffentlichen Organisationsträger von Hochschulen, von Kunsthochschulen und von Hochschulen für Erwachsenenbildung beeinträchtigt, indem diesen Organisationsträgern jede Befugnis in Bezug auf das Unterrichtsangebot entzogen werde.

B.55.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird jeder akademischen Zone zwischen verschiedenen Pools, die nur eine «Beratungsinstanz» ist, die Aufgabe erteilt, «der ARES eine Entwicklung des Angebots an Hochschulunterricht des kurzen Typs vorzuschlagen».

Die «ARES» hat insbesondere die Aufgabe, «durch eine mit Gründen versehene Stellungnahme jeden Vorschlag einer poolübergreifenden akademischen Zone mit einem Angebot von Hochschulunterricht des kurzen Typs zu beantworten und der Regierung die Ermächtigungen vorzuschlagen, wobei auf die Begrenzung des Wettbewerbs zwischen den Einrichtungen, den Unterrichtsformen und den akademischen Pools geachtet wird» (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013), sowie «der Regierung eine Entwicklung des Unterrichtsangebots vorzuschlagen nach einer Stellungnahme der betroffenen thematischen Kammern, auf Anfrage einer oder mehrerer Einrichtungen oder im Anschluss an die Stellungnahme des Orientierungsrates» (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 3 desselben Dekrets). Die «ARES» muss auch «die Konzertierung über jede Angelegenheit bezüglich ihrer Aufträge organisieren» (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 6 desselben Dekrets).

Die angefochtene Bestimmung verbietet es den Organisationsträgern der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung nicht, eine Stellungnahme abzugeben oder Vorschläge bezüglich des Unterrichtsangebots zu unterbreiten. Sie entzieht ihnen nicht jede Befugnis auf diesem Gebiet.

Diese Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.55.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 65 des Dekrets vom 7. November 2013

B.56. Artikel 65 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Es gibt drei akademische Zonen zwischen verschiedenen Pools, die wie folgt verteilt sind:

1. die Zone Lüttich-Luxemburg-Namur, in der die akademischen Pools im Sinne von Artikel 62 Nrn. 1 und 5 verbunden sind;
2. die Zone Brüssel-Wallonisch-Brabant, in der die akademischen Pools im Sinne von Artikel 62 Nrn. 3 und 2 verbunden sind;
3. die Zone Hennegau, die dem akademischen Pool im Sinne von Artikel 62 Nr. 4 entspricht».

B.57.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 verletze diese Bestimmung die durch Artikel 27 der Verfassung gewährleistete Vereinigungsfreiheit.

B.57.2. Eine akademische Zone zwischen verschiedenen Pools ist die Versammlung der Mitglieder von einem oder zwei Verwaltungsräten eines akademischen Pools.

Wie in B.43.2 dargelegt wurde, ist ein akademischer Pool eine juristische Person des öffentlichen Rechts.

Eine Vereinigung, die nur aus juristischen Personen des öffentlichen Rechts zusammengesetzt ist, kann nicht als eine private Vereinigung betrachtet werden, auf die Artikel 27 der Verfassung Anwendung findet.

B.57.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 70 des Dekrets vom 7. November 2013

B.58. Artikel 70 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Die Erststudiengänge des langen Typs werden in zwei Studienzyklen organisiert:

1. ein erster Zyklus, der mit dem akademischen Bachelorgrad abgeschlossen wird, der 180 Studienpunkte umfasst;
2. ein zweiter Zyklus, der mit dem Mastergrad abgeschlossen wird, der 60 Studienpunkte umfasst, oder, wenn er einer besonderen Ausrichtung dient, 120 Studienpunkte.

Gewisse Studienzyklen können Bestandteil mehrerer unterschiedlicher Studiengänge des langen Typs sein.

Die zweiten Zyklen in Medizin und in Veterinärmedizin umfassen ausnahmsweise 180 Studienpunkte. Der zweite Studienzyklus in Medizin wird mit dem Grad eines Arztes abgeschlossen; der zweite Studienzyklus in Veterinärmedizin wird mit dem Grad eines Tierarztes abgeschlossen.

§ 2. Die Masterstudien in mindestens 120 Studienpunkten umfassen mindestens eine Auswahl von 30 spezifischen Studienpunkten, die diese Ausbildung einer der folgenden Ausrichtungen zuordnen:

1. Die didaktische Ausrichtung, die die spezifische pädagogische Ausbildung in Anwendung des Dekrets vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Erstausbildung der Lehrbefähigten der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder des Dekrets vom 17. Mai 1999 über den höheren Kunstunterricht umfasst; sie wird nur für die akademischen Grade organisiert, die den in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterricht erforderlichen Befähigungsnachweisen entsprechen. Die Regierung legt diese Übereinstimmung fest.

2. Die vertiefende Ausrichtung zur Vorbereitung auf die wissenschaftliche oder künstlerische Forschung. Sie umfasst sowohl gründliche Ausbildungen in einer besonderen Fachrichtung als auch eine allgemeine Ausbildung zum Forscherberuf. Sie wird nur in den Universitäten organisiert oder, für die Kunststudien, in Kunsthochschulen in Koorganisation eines gemeinsamen Programms mit einer Universität, die an einer entsprechenden thematischen Doktoratsschule beteiligt ist.

3. Eine spezialisierte Ausrichtung in einem besonderen Fachbereich, auf den sich der Studiengang für besondere berufliche oder künstlerische Qualifikationen bezieht. Die Hochschuleinrichtungen können ein oder mehrere unterschiedliche spezialisierte Ausrichtungen für ein gleiches Masterstudium organisieren.

Die ARES sorgt für die Kohärenz des Angebots dieser Ausrichtungen unter Vermeidung jeglicher ungerechtfertigten Redundanz.

§ 3. Die Masterstudien, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets bestanden, können nur 60 Studienpunkte innerhalb eines Studiengangs des langen Typs von 240 Studienpunkten umfassen. Sie beinhalten keine Ausrichtung. Die Liste dieser Studien ist in Anlage III dieses Dekrets angeführt.

Alle zwei Jahre übermittelt die ARES der Regierung eine Evaluierung dieser Studiengänge».

B.59.1. Ein Studiengang ist ein «kohärentes Ganzes eines oder mehrerer Studienzyklen, die eine bestimmte Erstausbildung bilden; innerhalb eines Studiengangs können die Zwischengrade Übergangsgade sein, also als Hauptausrichtung die Vorbereitung auf den nächsten Zyklus haben, und der Abschlussgrad ist 'berufsgerichtet' » (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 25 des Dekrets vom 7. November 2013).

Der Hochschulunterricht «wird in drei Zyklen organisiert», wobei ein Zyklus die Bezeichnung für «Studien, die zum Erhalt eines akademischen Grads führen» ist (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 26 desselben Dekrets).

Der «Master» ist der «akademische Grad der Stufe 7, mit dem Studien des zweiten Zyklus von mindestens 60 Studienpunkten abgeschlossen werden, und wenn sie einer besonderen Ausrichtung dienen, von mindestens 120 Studienpunkten» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 46 des Dekrets vom 7. November 2013). Der «Studienpunkt» ist eine «Einheit, die der Zeit entspricht, die der Studierende innerhalb eines Studienprogramms einer Lernfähigkeit widmet» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 24 desselben Dekrets). Die «Ausrichtung» ist das «zusammenhängende Ganze von Unterrichtseinheiten, die 30 Studienpunkte eines Studienprogramms als Master mit mindestens 120 Studienpunkten darstellen, die zu zusätzlichen Fachkompetenzen mit Abschluss durch einen getrennten akademischen Grad führen» (Artikel 15 Absatz 1 Nr. 37 desselben Dekrets).

B.59.2. Durch Artikel 70 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 wird der «ARES» ein allgemeiner Auftrag in Bezug auf die Organisation gewisser Studien in der Französischen Gemeinschaft erteilt.

Selbst wenn die Anwendung dieser Regel Auswirkungen auf die Arbeit des einen oder anderen Universitätsprofessors haben kann, betrifft sie keineswegs ihr Statut und kann sie sich nicht direkt und nachteilig auf ihre Situation auswirken.

B.59.3. Außerdem legen die dritte und die fünfte klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5933 nicht konkret dar, inwiefern diese Bestimmung sich direkt und nachteilig auf die Situation der Studiengänge auswirken kann, die sie im Rahmen der sie betreffenden Masterstudien erteilen, oder die nicht näher präzisierten «Initiativen» der dritten klagenden Partei.

B.59.4. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben folglich kein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 70 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013.

In Bezug auf Artikel 73 des Dekrets vom 7. November 2013

B.60. Artikel 73 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Am Ende einer Erstausbildung, die mit einem akademischen Mastergrad abgeschlossen wird, mit mindestens 120 Studienpunkten oder einem gleichwertigen Niveau, können Spezialisierungsstudien des zweiten Zyklus zu einem anderen akademischen Mastergrad führen, nachdem je nach Studienprogramm wenigstens 60 zusätzliche Studienpunkte bestanden wurden.

Diese Studien bezwecken, eine spezialisierte berufliche Qualifikation zu vermitteln, die mindestens einer der folgenden Ausrichtungen entspricht:

1. die Ausübung bestimmter Berufe erlauben unter Einhaltung der entsprechenden Gesetzesbestimmungen, insbesondere im Gesundheitssektor;
2. dem Bedarf an spezifischen Ausbildungen entsprechen, die im Rahmen von Programmen der Entwicklungszusammenarbeit konzipiert werden;
3. Zugang zu besonderen Befähigungsnachweisen und Graden gewähren, die gesetzlich vorgeschrieben sind, oder zu besonderen und anerkannten Kompetenzen von Forschungs- und Unterrichtsteams, die eine wissenschaftliche oder künstlerische Originalität, Einheitlichkeit und Spezifität in der Französischen Gemeinschaft aufweisen.

Die ARES sorgt für die Kohärenz dieser Studien und gewährleistet ihre Übereinstimmung mit diesen Kriterien».

B.61.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5929 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit von Artikel 73 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden.

B.61.2. Indem durch die angefochtene Bestimmung der «ARES» die Aufgabe erteilt wird, die Übereinstimmung der Spezialisierungsstudien des zweiten Zyklus mit den angeführten Kriterien zu gewährleisten, beeinträchtigt sie nicht die durch Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit.

Wie in B.13.2.4 angeführt wurde, sind die Hochschuleinrichtungen nämlich autonom gegenüber der «ARES», die ihre Aufgaben ausführen muss, ohne der Autonomie dieser Einrichtungen zu schaden.

B.61.3. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 74 des Dekrets vom 7. November 2013

B.62. Artikel 74 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die Hochschuleinrichtungen können Weiterbildungsstudien für Diplomhaber des Hochschulunterrichts oder Inhaber von gleichwertigen Befähigungsnachweisen organisieren.

Diese Studien dienen einem oder mehreren Zielen:

1. die Kenntnisse der Diplomhaber zu aktualisieren, insbesondere entsprechend dem besonderen Berufsprofil der Studierenden;

2. ihre Kenntnisse und Kompetenzen in dem einem oder anderen besonderen Fach, im selben Studienbereich wie ihr Erstdiplom oder in einem anderem Bereich zu vervollständigen oder zu spezialisieren. Zu dieser Kategorie gehören insbesondere die Ausbildungen zur beruflichen Wiedereingliederung oder Umstellung;

3. ihre Ausbildung zu ergänzen und zu vervollständigen, in direkter Verbindung zu ihrer bestehenden oder zukünftigen Berufstätigkeit, im Hinblick auf die Kontinuität ihres Berufsverlaufs;

4. ihre persönliche Ausbildung als aktive und kritische Bürger zu erweitern und zu bereichern.

Für diese Weiterbildungsstudien gilt *per se* die berufliche und persönliche Berücksichtigung von Studienpunkten, und dies ist Bestandteil des lebenslangen Lernens.

Die ARES sorgt auf eine Stellungnahme der akademischen Pools hin für die Kohärenz des Angebots dieser Studien und ihre Zugangsbedingungen unter Vermeidung jeglichen Wettbewerbs.

Das Bestehen dieser Studien wird nicht durch einen akademischen Grad abgeschlossen. Sie können das Ausstellen von Zeugnissen und die Erteilung von Studienpunkten an die Studierenden entsprechend den erfolgreich absolvierten Studien ermöglichen, wenn sie sich auf mindestens 10 Studienpunkte beziehen und den gleichen Kriterien hinsichtlich der Organisation, des Zugangs, des Inhalts und der Qualität entsprechen wie die Studien, die zu akademischen Graden führen. Diese Übereinstimmung wird durch die ARES bescheinigt.

Diese Weiterbildungsstudien können nicht für den allgemeinen Mechanismus zur Finanzierung der Hochschulstudien berücksichtigt werden, mit Ausnahme der Studien, die durch die Einrichtungen für Erwachsenenbildung organisiert werden. Die Regierung kann jedoch spezifische Finanzierungsregeln für gewisse von ihnen nach Stellungnahme der ARES festlegen».

Was das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 betrifft

B.63.1. Die «Weiterbildungsstudien» sind ein «strukturiertes Ganzes von Lerntätigkeiten, die durch eine Hochschuleinrichtung organisiert werden, jedoch nicht zu einem Befähigungsnachweis oder einem akademischen Grad führen, mit Ausnahme gewisser Studien für Erwachsenenbildung, die zum Ziel haben, die erworbenen Kompetenzen und Kenntnisse der Diplomhaber des Hochschulunterrichts oder von Personen, die gleichartige berufliche oder persönliche erworbene Kompetenzen und Kenntnisse anrechnen lassen können, zu ergänzen, zu erweitern, zu verbessern, zu aktualisieren oder zu vervollständigen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 34 des Dekrets vom 7. November 2013).

Vor seiner Abänderung durch Artikel 34 des Dekrets vom 25. Juni 2015 «zur Abänderung verschiedener Bestimmungen über das Hochschulwesen» bestimmte Artikel 66 des Dekrets vom 7. November 2013:

«[...]»

§ 2. Die Weiterbildungsstudien bieten den Diplomhabern des Hochschulunterrichts und Personen, die gleichartige berufliche oder persönliche Kompetenzen und Kenntnisse anrechnen lassen können, am Ende ihrer Erstausbildung oder im Rahmen des lebenslangen Lernens und in einer persönlichen, sozialen oder beruflichen Perspektive strukturierte Bündel von Lerntätigkeiten mit dem Ziel der Ergänzung, Erweiterung, Verbesserung, Aktualisierung oder Vervollständigung ihrer Kenntnisse, ihres Know-how, ihrer Fähigkeiten und Qualifikationen, die sowohl während vorangegangener Studien als auch durch ihre persönlichen oder beruflichen Erfahrungen erworben wurden.

Diese Studien können zur Ausstellung von Diplomen, Befähigungsnachweisen, Zeugnissen oder Bescheinigungen je nach ihrem Inhalt und ihrem Statut führen. Es sind Studien des ersten oder zweiten Zyklus je nach der Stufe der Lerntätigkeiten, die sie beinhalten.

[...]

§ 4. Für die Studien und Ausbildungen im Sinne der Paragraphen 2 und 3 tragen die von den Studierenden verlangten Einschreibungsgebühren, die etwaigen spezifischen Finanzierungen und die eigenen, durch die Einrichtung eingesetzten Vermögensmittel zur Deckung der Kosten bei, die mit der Organisation dieses Unterrichts zusammenhängen. Diese Bestimmung gilt weder für die Ausbildung zum pädagogischen Befähigungsnachweis bezüglich des Hochschulunterrichts (CAPAES) noch für die von den Hochschulen für Erwachsenenbildung organisierten Ausbildungen».

B.63.2. Weder die letzten vier Wörter von Absatz 4 von Artikel 74 des Dekrets vom 7. November 2013, noch Absatz 6 desselben Artikels regeln das Statut der Universitätsprofessoren.

Selbst wenn ihre Anwendung Auswirkungen auf die Situation der einen oder anderen klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5933 haben könnte, könnten diese Bestimmungen ihre Situation nicht direkt betreffen, da darin nur einige allgemeine Regeln der Organisation und der Finanzierung in Bezug auf die «Weiterbildungsstudien» angeführt werden.

B.63.3. Außerdem reicht der Umstand, dass die zweite, die dritte und die fünfte klagende Partei «akademische Verantwortliche» eines Weiterbildungsprogramms sind, das durch die Universitätseinrichtung angeboten wird, die sie beschäftigt, nicht aus, um nachzuweisen, dass die angefochtenen Bestimmungen sich direkt und nachteilig auf ihre Situation auswirken könnten.

Ferner erklärt die vierte klagende Partei nicht, aus welchem Grund die angefochtenen Bestimmungen sie zwingen könnten, darauf zu verzichten, für Rechnung der Einrichtung, die sie beschäftigt, die Anerkennung des Studienprogramms zu erlangen, für das sie sich als «Animatorin» ausgibt, oder dessen Organisation tiefgreifend zu ändern.

B.63.4. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben folglich kein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung der letzten vier Wörter von Absatz 4 von Artikel 74 des Dekrets vom 7. November 2013 und Absatz 6 dieses letztgenannten Artikels.

Was die Klagegründe in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5929 betrifft

B.64.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5929 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit von Artikel 74 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden, insofern diese Bestimmung die Autonomie der Einrichtungen und somit die Unterrichtsfreiheit der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren Organisationsträger keine öffentliche Einrichtung sei, beeinträchtigt.

B.64.2. Indem der «ARES» der Auftrag erteilt wird, unter Vermeidung jeglicher Konkurrenz die Kohärenz des Angebots an Weiterbildungsstudien sowie die Kohärenz der Bedingungen ihres Zugangs zu gewährleisten (Artikel 74 Absatz 4) und die Übereinstimmung dieser Studien mit Kriterien im Bereich der Organisation, des Zugangs, des Inhalts und der Qualität zu bescheinigen (Artikel 74 Absatz 5 letzter Satz), beeinträchtigt die angefochtene Bestimmung nicht die durch Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit.

Wie in B.13.2.4 dargelegt wurde, sind die Hochschuleinrichtungen nämlich autonom gegenüber der «ARES», die ihre Aufgaben ausführen muss, ohne der Autonomie dieser Einrichtungen zu schaden.

B.64.3. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 75 des Dekrets vom 7. November 2013

B.65. Artikel 75 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Die Verwaltungssprache der Hochschuleinrichtungen ist das Französische.

§ 2. Die Unterrichts- und Evaluierungssprache der Lerntätigkeiten ist das Französische.

Es können jedoch Tätigkeiten in einer anderen Sprache organisiert und evaluiert werden:

1. im ersten Studienzyklus zu höchstens einem Viertel der Studienpunkte;
2. für Studien, die zum akademischen Mastergrad führen, außer für die spezifischen Studienpunkte der didaktischen Ausrichtung, zur Hälfte der Studienpunkte;
3. für die gemeinsam durch verschiedene Hochschuleinrichtungen gemäß Artikel 82 organisierten Studien, von denen mindestens eine Einrichtung ihren Sitz außerhalb der Französischen Gemeinschaft hat;
4. für die Spezialisierungsstudien;
5. für die Studien des dritten Zyklus;
6. für die Weiterbildungsstudien und anderen Ausbildungen.

Im Allgemeinen kann jede Lerntätigkeit eines Studiengangs des ersten oder zweiten Zyklus in einer anderen Sprache organisiert oder evaluiert werden, wenn er ebenfalls in Französisch organisiert wird; diese Verpflichtung wird für die Optionen oder für die Tätigkeiten nach freier Wahl des Studierenden im Sinne von Artikel 127 erfüllt, wenn es mindestens eine andere mögliche Wahl von Optionen oder Tätigkeiten gibt, die in Französisch organisiert werden.

Zur Anwendung von Paragraph 2 von Absatz 2 Nrn. 1 und 2 werden der Unterricht in Fremdsprachen, die Endarbeiten, die Tätigkeiten der beruflichen Eingliederung sowie die Lerntätigkeiten, die gemeinsam organisiert werden durch Einrichtungen außerhalb der Französischen Gemeinschaft, die durch ihre für Hochschulunterricht zuständigen Behörden anerkannt sind, nicht berücksichtigt.

Für die Studien des zweiten Zyklus kann die Regierung den Hochschuleinrichtungen Abweichungen gewähren, wenn die betreffenden Studien eine internationale Beschaffenheit aufweisen, die von der Exzellenz des wissenschaftlichen oder künstlerischen Bereichs oder von seiner besonderen Beschaffenheit abweichen. Die Abweichungen werden auf Vorschlag der ARES gewährt».

B.66.1. Diese Dekretsbestimmung erlaubt es den Hochschuleinrichtungen, eine andere Sprache als Französisch als Unterrichtssprache zu verwenden. Darin sind jedoch gewisse Bedingungen hinsichtlich gewisser Studien des ersten und des zweiten Zyklus festgelegt.

Die vierte klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5933 gibt nicht an, ob der von ihr in Englisch erteilte Unterricht mit diesen Kategorien von Studien zusammenhängt, sodass nicht zu bestimmen ist, ob die in der vorerwähnten Bestimmung enthaltenen Bedingungen sich direkt und nachteilig auf ihre Situation auswirken können.

B.66.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 hätten folglich kein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 75 des Dekrets vom 7. November 2013.

In Bezug auf Artikel 82 des Dekrets vom 7. November 2013 und Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 18 desselben Dekrets

B.67.1. Artikel 82 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Im Rahmen ihrer Aufgaben entwickeln die Hochschuleinrichtungen Partnerschaften untereinander sowie mit anderen Einrichtungen oder Rechtspersonen aus der Welt der Wissenschaften, des Unterrichts, aus dem Berufsleben und der Kultur. Die gewählten Partner können belgische oder ausländische sein. Sie können Kooperationsabkommen mit diesen Partnern schließen.

Für die Abkommen in Bezug auf den Unterricht müssen die Partneereinrichtungen durch ihre für den Hochschulunterricht zuständigen Behörden anerkannt sein.

§ 2. Zwei oder mehrere Hochschuleinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft oder außerhalb der Französischen Gemeinschaft können untereinander Kooperationsabkommen im Sinne des vorigen Paragraphen für die gemeinsame administrative und akademische Organisation von Lerntätigkeiten einer Ausbildung oder eines gemeinsam Studienprogramms schließen, wofür wenigstens eine von ihnen zugelassen ist. Ein solches Abkommen kann sich auf das Angebot und die Organisation von Unterricht, den Austausch von Personalmitgliedern oder die gemeinsame Nutzung von Infrastrukturen beziehen.

In dem Abkommen wird unter den in der Französischen Gemeinschaft zugelassenen Einrichtungen für die betreffenden Studien die Referenzeinrichtung bestimmt, die mit der Zentralisierung der administrativen und akademischen Verwaltung des Programms und der Studierenden beauftragt ist. Die Regierung kann den Mindestinhalt eines solchen Abkommens ergänzen.

§ 3. Ein gemeinsames Studienprogramm kann zu einer gemeinsamen Diplomausstellung führen, wenn es im Sinne des vorstehenden Paragraphen gemeinsam organisiert wird, wenn alle gemeinsam diplomierenden Partner in der Französischen Gemeinschaft dafür ermächtigt sind oder gemeinsam für diese Studien ermächtigt sind, wenn die Lerntätigkeiten gemeinsam organisiert, verwaltet und erteilt werden und wenn der erfolgreiche Studienabschluss kollegial bestätigt wird und zur Ausstellung entweder eines einheitlichen, von allen Partnern ausgestellten Diploms oder von Diplomen führt, die von jeder von ihnen aufgrund ihrer eigenen Ermächtigung und Gesetzgebung ausgestellt werden.

Um ein Programm für die gemeinsame Ausstellung von Diplomen vorzuschlagen, müssen die Partnereinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft jeweils im Rahmen dieses Abkommens mindestens 15 % der Lernmöglichkeiten des Programms des betreffenden Studienzyklus übernehmen. Außerdem muss jeder Studierende tatsächlich an Lernmöglichkeiten teilgenommen haben, die durch mindestens zwei verschiedene Partner organisiert wurden.

Der letzte Absatz gilt nicht für die Studien, die zu einer gemeinsamen Ausstellung von Diplomen führen im Rahmen der durch die Europäische Union festgelegten Sonderprogramme.

In dem Abkommen über die gemeinsame Ausstellung von Diplomen werden insbesondere festgelegt:

1. die besonderen Bedingungen für den Zugang zu den Studien;
2. die Einschreibungsmodalitäten;
3. die Organisation der Lernmöglichkeiten;
4. die Modalitäten der Evaluierung, der Beratung und der Bestätigung am Ende des Zyklus;
5. die Bezeichnung des oder der Grade, Befähigungsnachweise oder Diplome, die ausgestellt werden, sowie deren Muster;
6. die Regeln zur Umverteilung der Einnahmen und zur Verteilung der Ausgaben auf die Partnereinrichtungen;
7. die Hochschuleinrichtung in der Französischen Gemeinschaft, die als Referenz in der Französischen Gemeinschaft bezeichnet wird;
8. die Bestimmungen über Versicherungen, die für die Studierenden geschlossen werden.

Die Modalitäten bezüglich der Bewertung und der Organisation, die in dem Abkommen festgelegt werden, müssen der Gesetzgebung, die in einer der Partnereinrichtungen gilt, entsprechen.

[...].

B.67.2. Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 18 desselben Dekrets bestimmt:

«Zur Anwendung dieses Dekrets und seiner Ausführungserlasse ist zu verstehen unter:

[...]

18. gemeinsame Ausstellung von Diplomen: besondere Form der Koorganisation von gemeinsamen Studien, für die alle Partner in der Französischen Gemeinschaft, die gemeinsame Diplome ausstellen, für diese Studien ermächtigt sind oder zusammen ermächtigt sind, deren Lernmöglichkeiten gemeinsam organisiert, verwaltet und erteilt werden, und deren Bestehen kollegial bestätigt wird und zur Ausstellung eines einheitlichen Diploms oder von Diplomen, die gemäß der eigenen Gesetzgebung der einzelnen Partner ausgestellt werden, führt;».

B.68.1. In Artikel 82 § 3 des Dekrets vom 7. November 2013 sind die Bedingungen festgelegt, unter denen ein «gemeinsames Studienprogramm», das gemeinsam durch Hochschuleinrichtungen organisiert wird, die durch ein «Kooperationsabkommen» gebunden sind, zu einer «gemeinsamen Ausstellung von Diplomen» führen kann. In derselben Bestimmung sind auch die Bedingungen festgelegt, unter denen ein «Programm für die gemeinsame Ausstellung von Diplomen» angeboten werden kann, und die inhaltlichen Anforderungen in Bezug auf jedes «Abkommen über die gemeinsame Ausstellung von Diplomen», das zwischen den vorerwähnten Einrichtungen geschlossen wird, angeführt.

B.68.2. Artikel 82 § 3 des Dekrets vom 7. November 2013 richtet sich nur an die Hochschuleinrichtungen. Er regelt keineswegs das Statut der Universitätsprofessoren.

Selbst wenn ihre Anwendung Folgen für die Situation der einen oder anderen klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5933 haben könnte, könnte diese Bestimmung keinen direkten Einfluss auf die Situation der Letztgenannten haben.

Überdies kann anhand der Darlegungen der dritten klagenden Partei in dieser Rechtssache und der von ihr vorgelegten Dokumente nicht angenommen werden, dass Artikel 82 § 3 des Dekrets vom 7. November 2013, der bezweckt, die Aspekte der Zusammenarbeit zwischen Hochschuleinrichtungen zu regeln, sich nachteilig auf ihre Situation auswirken könnte.

B.68.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben folglich kein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 18 und von Artikel 82 § 3 des Dekrets vom 7. November 2013.

In Bezug auf Artikel 86 des Dekrets vom 7. November 2013 und Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 42 desselben Dekrets

B.69.1. Artikel 86 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Die Ermächtigung, Hochschulstudien zu organisieren und die akademischen Grade zu verleihen, mit denen sie bestätigt werden, wird einer Hochschuleinrichtung durch Dekret erteilt oder entzogen.

Die Ermächtigung betrifft die Studien, die zu einem bestimmten Befähigungsnachweis oder akademischen Grad führen, sowie das geographische Gebiet, in dem diese Studien organisiert werden können, mit Ausnahme der Tätigkeiten bezüglich der Vorbereitung einer Doktorarbeit, die nicht mit einem spezifischen Standort verbunden sind. Eine Ermächtigung wird für die Region Brüssel-Hauptstadt oder, in der Wallonischen Region, für einen oder mehrere Verwaltungsbezirke erteilt.

Auf eine gleich lautende Stellungnahme der ARES hin kann eine Hochschuleinrichtung einen Teil der Lernmöglichkeiten außerhalb der somit festgelegten Standorte organisieren, sofern diese dezentralisierten Tätigkeiten nicht über 15 Studienpunkte pro Studienzyklus hinausgehen und nie eine doppelte Unterrichtstätigkeit darstellen.

§ 2. Jede gemeinsame Organisation eines Studienzyklus, mit oder ohne gemeinsame Ausstellung von Diplomen, zwischen mehreren Hochschuleinrichtungen in der Französischen Gemeinschaft in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 82 § 2 oder § 3 unterliegt der vorherigen befürwortenden Stellungnahme der ARES.

Diese Bestimmung betrifft nicht die bereits vor ihrem Inkrafttreten bestehenden gemeinsamen Organisationsformen».

B.69.2. Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 42 desselben Dekrets bestimmt:

«Zur Anwendung dieses Dekrets und seiner Ausführungserlasse ist zu verstehen unter:

[...]

42. Ermächtigung: Befugnis, die einer Hochschuleinrichtung durch Dekret erteilt wird, um ein Studienprogramm in einem bestimmten geographischen Gebiet zu organisieren, einen akademischen Grad zu verleihen und die damit verbundenen Zeugnisse und Diplome auszustellen;».

Was das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 betrifft

B.70.1. Artikel 86 § 1 Absätze 2 und 3 des Dekrets vom 7. November 2013 trägt dazu bei, den Inhalt einer «Ermächtigung, Hochschulstudien zu organisieren und die akademischen Grade zu ihrer Bestätigung zu verleihen» zu definieren, die einer Hochschuleinrichtung erteilt wird, und darin werden die Regeln bezüglich der Festlegung des Gebiets, in dem diese Studien organisiert werden dürfen, festgelegt.

In der Definition der Ermächtigung durch Artikel 15 § 1 Nr. 42 desselben Dekrets heißt es, dass diese Handlung direkt nur die Tätigkeiten der Hochschuleinrichtungen betrifft.

B.70.2. Artikel 86 § 1 Absätze 2 und 3 des Dekrets vom 7. November 2013 richtet sich nur an die Hochschuleinrichtungen. Damit wird keineswegs das Statut der Universitätsprofessoren geregelt.

Selbst wenn ihre Anwendung Folgen für die Situation der einen oder anderen klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5933 haben könnte, könnte diese Bestimmung keinen direkten Einfluss auf die Situation der Letztgenannten haben.

Überdies wird durch die Darlegungen der ersten klagenden Partei und die vor ihr vorgelegten Dokumente nicht bewiesen, dass Artikel 86 § 1 Absätze 2 und 3 sich nachteilig auf ihre Tätigkeiten als Universitätsprofessor und Verwalter innerhalb einer Hochschule auswirken könnte.

B.70.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5931 hätten folglich kein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 15 § 1 Nr. 42 und von Artikel 86 § 1 Absätze 2 und 3 des Dekrets vom 7. November 2013.

B.71.1. Durch Artikel 86 § 2 desselben Dekrets wird jede Koorganisation eines Studienzyklus, die nach dem Inkrafttreten dieser Bestimmung beschlossen wird, von einer befürwortenden Stellungnahme der «ARES» abhängig gemacht. Eine «Koorganisation» ist eine «Partnerschaft zwischen zwei oder mehreren Einrichtungen, die sich durch ein Abkommen dafür entscheiden, sich tatsächlich an der administrativen und akademischen Organisation der Lernaktivitäten einer Ausbildung oder eines gemeinsamen Studienprogramms zu beteiligen, wozu wenigstens eine von ihnen ermächtigt ist; ein solches Abkommen kann sich auf das Angebot und die Organisation von Studiengängen, den Austausch von Personalmitgliedern oder die gemeinsame Nutzung von Infrastrukturen beziehen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 22 des Dekrets vom 7. November 2013).

B.71.2. Diese Bestimmung richtet sich nur an die Hochschuleinrichtungen. Sie regelt keineswegs das Statut der Universitätsprofessoren.

Selbst wenn ihre Anwendung Folgen für die Situation der einen oder anderen klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5933 haben könnte, könnte diese Bestimmung keinen direkten Einfluss auf ihre Situation haben.

Überdies wird durch die Darlegungen der ersten klagenden Partei und die vor ihr vorgelegten Dokumente nicht bewiesen, dass die vorerwähnte Dekretsbestimmung, die bezweckt, die Aspekte der Zusammenarbeit zwischen Hochschuleinrichtungen der Französischen Gemeinschaft zu regeln, sich nachteilig auf ihre Situation auswirken könnte.

B.71.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben folglich kein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 86 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013.

Was den Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5927 betrifft

B.72.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei Artikel 86 § 1 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, weil er, indem eine Ermächtigung zum Organisieren der Hochschulstudien und zum Ausstellen der akademischen Grade vorgeschrieben werde, die Unterrichtsfreiheit der Hochschulen, der Kunsthochschulen und der Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren Organisationsträger privat sei und durch die Französische Gemeinschaft subventioniert werde, beeinträchtige.

B.72.2. Durch die durch Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit wird jeder Privatperson das Recht gewährt, einen Unterricht zu organisieren und erteilen zu lassen, ohne vorher die Genehmigung dazu erhalten zu haben.

Die Unterrichtsfreiheit ist jedoch nicht absolut. Sie kann durch eine gesetzgeberische Maßnahme eingeschränkt werden unter der Bedingung, dass diese nicht unverhältnismäßig zu dem damit angestrebten Ziel ist.

Der Anspruch auf Subventionen zu Lasten der Gemeinschaft, der sich aus der Unterrichtsfreiheit ergibt, ist einerseits durch die Möglichkeit der Gemeinschaft, diese mit Anforderungen bezüglich des allgemeinen Interesses zu verbinden, und andererseits durch die Notwendigkeit, die verfügbaren finanziellen Mittel auf die verschiedenen Aufträge der Gemeinschaft zu verteilen, begrenzt.

B.72.3. Die Organisation von Hochschulstudien vom Besitz einer Ermächtigung abhängig zu machen, schränkt die Unterrichtsfreiheit ein.

B.72.4. Eines der Ziele des Dekrets vom 7. November 2013 besteht darin, «zum Vorteil aller Mitwirkenden [...] weiterhin den Wettbewerb zwischen Hochschuleinrichtungen, die die gleichen Ziele des allgemeinen Interesses verfolgen, zu verringern [...] und den Übergang von einem Konkurrenzmodell zu einem Modell der Zusammenarbeit anzustreben» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, SS. 6-7).

In der Begründung des Dekretentwurfs, der zu dem Dekret vom 7. November 2013 geführt hat, wird in diesem Zusammenhang präzisiert:

«Die Wettbewerbssituation innerhalb unseres Systems, die derzeit allzu oft hinsichtlich des Studienangebots eine Standortpolitik statt eine kohärente Verwaltung begünstigt, sowohl auf lokaler Ebene als auch für unser gesamtes Hochschulsystem, ist wiederholt angeprangert worden» (ebenda, S. 8).

Das Dekret bezweckt «eine Wettbewerbslogik zu überwinden, um zu einer kohärenten Verwaltung zu gelangen, die auf den Begriffen von Exzellenz, Synergie, Zusammenarbeit und Solidarität unter den Einrichtungen und ihrer Teams beruht» (ebenda, Nr. 537/3, S. 8).

Das Dekret, das auch dazu dient, «dem Erfordernis einer guten Verwendung der öffentlichen Mittel zu entsprechen» (ebenda, Nr. 537/1, S. 8), bietet ein «Modell» an, das unter anderem bezweckt, «die Redundanzen zwischen Einrichtungen abzuschaffen», «eine bessere Verwaltung der öffentlichen Mittel zu gewährleisten» und «die Redundanzsituationen zu verringern, die sich unter anderem aus dem bestehenden System der öffentlichen Finanzierung und der Ermächtigungen ergeben» (ebenda, Nr. 537/1, S. 9).

Angesichts des Umstandes, dass die Hochschuleinrichtungen hauptsächlich durch einen «geschlossenen Haushaltsposten» finanziert werden (ebenda, Nr. 537/1, S. 12; ebenda, Nr. 537/3, S. 9), besteht das sowohl individuelle als auch kollektive «Interesse» dieser Einrichtungen darin, «die nicht gerechtfertigten Wettbewerbssituationen zu begrenzen, die strukturell zu einer Verzettelung der Mittel für diejenigen führen, die diese Studien organisieren» (ebenda, Nr. 537/1, S. 12; ebenda, Nr. 537/3, S. 9).

B.72.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Erfordernis einer Ermächtigung für die Organisation von Hochschulstudien in Hochschulen, Kunsthochschulen und Hochschulen für Erwachsenenbildung, deren private Organisationsträger durch die Französischen Gemeinschaft subventioniert werden, eine Maßnahme ist, die nicht nur im Verhältnis zu dem Willen steht, den Wettbewerb im allgemeinen Interesse zu begrenzen, sondern auch zu der Notwendigkeit, den verfügbaren Finanzmitteln der Französischen Gemeinschaft Rechnung zu tragen.

B.72.6. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 87 und die Anlage IV des Dekrets vom 7. November 2013

B.73. Artikel 87 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Eine Ermächtigung ist eine 'bedingte' gemeinsame Ermächtigung, wenn sie der Bedingung unterliegt, dass ein Abkommen über die gemeinsame Ausstellung von Diplomen im Sinne von Artikel 82 § 3 zwischen den Einrichtungen geschlossen wird, denen diese gemeinsame Ermächtigung erteilt wird.

Außer im Fall der ausdrücklichen Begründung ist jede neue, von der ARES vorgeschlagene Ermächtigung entweder eine bedingte gemeinsame Ermächtigung oder Bestandteil eines Projektes der Zusammenarbeit oder der gemeinsamen Organisation zwischen mehreren Einrichtungen gemäß den Bestimmungen von Artikel 82.

Die Liste dieser gemeinsamen Ermächtigungen ist in Anlage IV dieses Dekrets enthalten».

Die Anlage IV desselben Dekrets enthält eine «Liste der bedingten gemeinsamen Ermächtigungen».

Was das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 betrifft

B.74.1. Artikel 87 des Dekrets vom 7. November 2013, der durch seine Anlage IV ergänzt wird, enthält zwei besondere Regeln über gewisse Ermächtigungen.

Selbst wenn die Anwendung dieser Regeln Auswirkungen auf die Arbeit gewisser Universitätsprofessoren haben kann, betreffen sie keineswegs deren Statut und können sie sich nicht direkt und nachteilig auf deren Situation auswirken.

B.74.2. Überdies legt die dritte klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5933 nicht konkret dar, inwiefern die vorerwähnten Bestimmungen sich direkt und nachteilig auf die von ihr erwähnten, ansonsten nicht näher präzisierten «Initiativen» auswirken könnten.

B.74.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben folglich kein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 87 und der Anlage IV des Dekrets vom 7. November 2013.

Was den Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5929 betrifft

B.75.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5929 sei Artikel 87 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, weil er den privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträgern von Hochschulen, Kunsthochschulen und Hochschulen für Erwachsenenbildung ihr Initiativrecht in Bezug auf die Entwicklung des Unterrichtsangebots entziehe.

B.75.2.1. Eine Ermächtigung im Sinne von Artikel 87 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 wird durch Dekret gewährt (Artikel 86 § 1 desselben Dekrets).

Die dekretgebende Gewalt wird gemeinsam vom Parlament und von der Regierung ausgeübt (Artikel 17 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.), wobei sowohl die Regierung als auch die Mitglieder des Parlaments das Initiativrecht haben (Artikel 132 der Verfassung).

B.75.2.2. Eine «neue Ermächtigung» im Sinne von Artikel 87 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 ist eine Ermächtigung, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets nicht bestand.

B.75.2.3. Diese Bestimmung betrifft nur die Ermächtigungen, die der Regierung der Französischen Gemeinschaft durch die «ARES» vorgeschlagen werden (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013).

Sie entzieht jedoch weder dieser Regierung, noch den Parlamentsmitgliedern das Recht, andere Ermächtigungen vorzuschlagen, beispielsweise auf Antrag von privaten Organisationsträgern.

B.75.3. Die Hochschuleinrichtungen sind autonom gegenüber der «ARES» (Artikel 19 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013). Eine Unterrichtseinrichtung kann im Übrigen nur bei der «ARES» eine Entwicklung des Unterrichtsangebots beantragen, die diese Einrichtung öffentlichen Interesses der Regierung vorschlagen kann (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 3 desselben Dekrets). Eine akademische Zone zwischen verschiedenen Pools kann ebenfalls der «ARES» eine Entwicklung des Unterrichtsangebots vorschlagen (Artikel 63 Absatz 2 desselben Dekrets).

B.75.4. Die in der angefochtenen Bestimmung enthaltene Regel entzieht einem privaten Organisationsträger ebenfalls nicht das Recht, die Initiative zum Abschluss eines Abkommens über die gemeinsame Ausstellung von Diplomen zu ergreifen oder ein Projekt der Zusammenarbeit auszuarbeiten im Hinblick auf die Beantragung einer neuen Ermächtigung im Sinne dieser Bestimmung.

Außerdem kann auch die «ARES» unter der Bedingung, es ausdrücklich zu begründen, eine neue Ermächtigung vorschlagen, ohne dass ein solches Abkommen oder ein solches Projekt besteht, «insbesondere, um innovative Initiativen oder Initiativen in Verbindung mit einer besonderen Kompetenz eines Teams zu unterstützen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 23).

B.75.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.75.6. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 88 und Anlage II des Dekrets vom 7. November 2013

B.76. Artikel 88 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Die Ermächtigungen, Erststudiengänge des ersten und des zweiten Zyklus und als Spezialisierungsbachelor zu organisieren, können auf Vorschlag oder nach einer Stellungnahme der ARES angepasst werden mit Wirkung für das akademische Jahr, das in dem Jahr beginnt, das auf dasjenige der Annahme des Dekrets zur Gewährung dieser Ermächtigungen folgt. In ihren Vorschlägen begründet und gewährleistet die ARES ein kollektives Gleichgewicht, in Harmonie mit dem örtlichen Bedarf sowie den verfügbaren menschlichen, intellektuellen, materiellen und finanziellen Mitteln und unter Vermeidung jeglicher Konkurrenz oder Redundanz. Die Stellungnahme der ARES zu den neuen Ermächtigungen beruht insbesondere auf den bestehenden spezifischen Kompetenzen, auf den Aufnahmekapazitäten für Studierende und auf der globalen Kohärenz des Angebots, unter Vermeidung einer sterilen Konkurrenz zwischen Einrichtungen und akademischen Pools.

Die Liste der Ermächtigungen, Erststudien des ersten und des zweiten Zyklus und als Spezialisierungsbachelor zu organisieren, ist in Anlage II dieses Dekrets enthalten.

§ 2. Spätestens ab dem Beginn des akademischen Jahres 2020 müssen die Studienzyklen kurzen Typs, mit Ausnahme von Spezialisierungsstudien, die zu dem gleichen akademischen Grad führen und im gleichen Bezirk organisiert werden und von denen mindestens einer Diplome für durchschnittlich weniger als 10 Studierenden im Jahr während der letzten fünf akademischen Jahre ausstellt, gemeinsam durch die Einrichtungen organisiert werden, die innerhalb des akademischen Pools der betreffenden Standorte die Ermächtigung besitzen, bei sonstigem Verlust dieser Ermächtigung für diese Standorte. Diese Bestimmung betrifft nicht die Studien, die einmal auf dem Gebiet eines akademischen Pools organisiert oder gemeinsam mit gemeinsamer Ausstellung von Diplomen durch mindestens drei ermächtigte Einrichtungen organisiert werden. Die ARES kann dem Gesetzgeber ordnungsgemäß begründete Ausnahmen zu dieser Bestimmung vorschlagen.

§ 3. Die Ermächtigung, die vertiefende Ausrichtung eines Masters zu organisieren, wird den für diesen Master mit 120 Studienpunkten zugelassenen Universitäten und an einer thematischen Doktoratsschule des Studienbereichs beteiligten Universitäten gewährt. Ausnahmsweise wird die Ermächtigung, die vertiefende Ausrichtung zu organisieren, ebenfalls den Kunsthochschulen gewährt, wenn sie im Rahmen eines gemeinsamen Programms mit einer Universität organisiert wird, die an einer Doktoratsschule in Kunst und Kunstwissenschaften beteiligt ist».

Anlage II zu demselben Dekret («Ermächtigungen, die Erststudien des ersten und des zweiten Zyklus zu organisieren») enthält eine Tabelle mit dem Titel «Liste der akademischen Grade als berufsgerichteter Bachelor, Spezialisierungsbachelor, Übergangsbachelor und Master mit mindestens 120 Studienpunkten» und mehrere weitere Tabellen, in denen die Ermächtigungen aufgelistet sind, die den Universitäten, Hochschulen und Kunsthochschulen gewährt wurden.

Was das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 betrifft

B.77.1. Der «Spezialisierungsbachelor» ist die Bezeichnung für die «Studien, die zu einem akademischen Grad eines Sonderbachelors (der Stufe 6) führen, mit dem spezifische Studien des ersten Zyklus von wenigstens 60 Studienpunkten als Ergänzung einer vorherigen Bachelorausbildung bestätigt werden» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 11 des Dekrets vom 7. November 2013).

In Anlage II des Dekrets vom 7. November 2013, in dem auf dessen Artikel 88 § 1 Absatz 2 des Dekrets verwiesen wird, sind unter anderem die Studienprogramme genannt, die die Hochschuleinrichtungen organisieren können.

B.77.2. Selbst wenn die Anwendung dieser Anlage Auswirkungen auf die Arbeit gewisser Universitätsprofessoren haben kann, betrifft sie keineswegs deren Statut und kann sie sich nicht direkt und nachteilig auf deren Situation auswirken.

B.77.3. Überdies legen die dritte und die fünfte klagende Partei nicht konkret dar, inwiefern die vorerwähnten Bestimmungen sich direkt und nachteilig auf die Situation der Studiengänge auswirken können, die sie im Rahmen der sie betreffenden Studien erteilen, oder die nicht anders präzisierten «Initiativen» der dritten klagenden Partei.

B.77.4. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben folglich kein Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung von Artikel 88 § 1 Absatz 2 und der Anlage II des Dekrets vom 7. November 2013.

Was die Klagegründe in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5929 betrifft

B.78.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei Artikel 88 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, weil er den privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträgern von Hochschulen für Erwachsenenbildung ihre Freiheit, Weiterbildungsstudien anzubieten, entziehe.

B.78.2. Artikel 88 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 betrifft Studienzyklen, bei deren Bestehen ein akademischer Grad verliehen wird.

Das Bestehen der Weiterbildungsstudien führt nicht zur Verleihung eines akademischen Grads (Artikel 74 Absatz 5 des Dekrets vom 7. November 2013).

Da die angefochtene Bestimmung nicht auf Weiterbildungsstudien anwendbar ist, hat sie nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.79.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5927, 5928 und 5929 sei Artikel 88 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit den Artikeln 24 § 1 Absatz 1 und 27 der Verfassung, weil diese Dekretsbestimmung, indem sie die Koorganisation von Studienzyklen durch Einrichtungen, die die Ermächtigung besäßen, Hochschulstudien zu organisieren, vorschreibe, die Unterrichtsfreiheit und die Vereinigungsfreiheit der privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträger von Hochschulen, Kunsthochschulen und Hochschulen für Erwachsenenbildung beeinträchtigt.

B.79.2.1. Die Unterrichtsfreiheit kann durch eine gesetzgeberische Maßnahme begrenzt werden, sofern diese nicht unverhältnismäßig zu ihrer Zielsetzung ist.

B.79.2.2. Die durch Artikel 27 der Verfassung gewährleistete Vereinigungsfreiheit beinhaltet unter anderem das Recht, sich nicht zu vereinigen.

Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Alle Menschen haben das Recht, [...] sich frei mit anderen zusammenzuschließen [...].

(2) Die Ausübung dieser Rechte darf keinen anderen Einschränkungen unterworfen werden, als den vom Gesetz vorgesehenen, die in einer demokratischen Gesellschaft im Interesse der äußeren und inneren Sicherheit, zur Aufrechterhaltung der Ordnung und zur Verbrechensverhütung, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutze der Rechte und Freiheiten anderer notwendig sind. [...]».

Durch diese Bestimmung wird ein «negatives Vereinigungsrecht, mit anderen Worten ein Recht, nicht gezwungen zu werden, sich einer Vereinigung anzuschließen» anerkannt (EuGHMR, 30. Juni 1993, *Sigurður A. Sigurjónsson* gegen Island, § 35; Große Kammer, 29. April 1999, *Chassagnou und andere* gegen Frankreich, § 103; Große Kammer, 11. Januar 2006, *Sørensen und Rasmussen* gegen Dänemark, § 54; 27. April 2010, *Vörður Ólafsson* gegen Island, §§ 45-46).

B.79.3. Hochschuleinrichtungen, die individuell die Ermächtigung besitzen, Studien zu organisieren, zu verpflichten, einen Zyklus dieser Studien gemeinsam zu organisieren, bei sonstigem Verlust ihrer Ermächtigung, begrenzt sowohl die Unterrichtsfreiheit als auch die Vereinigungsfreiheit der Organisationsträger dieser Einrichtungen.

B.79.4. Artikel 88 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 bezweckt, «Redundanzsituationen mit einer zu geringen Anzahl von Studierenden» ein Ende zu setzen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 23).

Diese Bestimmung ist Bestandteil eines Bündels von Maßnahmen mit dem Ziel zu vermeiden, dass «gewisse Einrichtungen verschwinden», was «zu einem Verlust an Qualität und Dichte des lokalen Angebots unseres Hochschulsystems, das gerade reich an dieser Vielfalt ist, führen würde» (ebenda, Nr. 537/1, S. 6) und was, wie in B.72.4 dargelegt wurde, dazu dient, redundante Unterrichtsangebots und den ungerechtfertigten Wettbewerb zwischen Einrichtungen abzuschaffen, die zu einer Verzettelung der Mittel und, angesichts der öffentlichen Finanzierungsweise des Unterrichts, zu einer schlechten Nutzung öffentlicher Gelder führen würde.

B.79.5. Die Tragweite der in der angefochtenen Bestimmung enthaltenen Verpflichtung zur Koorganisation wird abgegrenzt durch «deutliche und vernünftige Riegel,» die «mit großer Vorsicht» angebracht werden (ebenda, Nr. 537/3, S. 55).

Diese Verpflichtung betrifft nur Hochschulstudien des kurzen Typs, die durch mindestens zwei Hochschuleinrichtungen im selben Verwaltungsbezirk organisiert werden.

Alle Einrichtungen, die ermächtigt sind, diese Studien auf dem Gebiet des akademischen Pools zu organisieren, zu dem dieser Verwaltungsbezirk gehört, sind nur verpflichtet, gemeinsam die vorerwähnten Studien zu organisieren, wenn eine der in diesem Bezirk niedergelassenen Einrichtungen «durchschnittlich weniger als 10 Studierenden im Jahr während der letzten fünf akademischen Jahre» Diplome ausstellt.

Die «Koorganisation» ist eine «Partnerschaft zwischen zwei oder mehreren Einrichtungen, die sich durch ein Abkommen dafür entscheiden, sich tatsächlich an der administrativen und akademischen Organisation der Lernaktivitäten einer Ausbildung oder eines gemeinsamen Studienprogramms zu beteiligen, wozu wenigstens eine von ihnen ermächtigt ist; ein solches Abkommen kann sich auf das Angebot und die Organisation von Studiengängen, den Austausch von Personalmitgliedern oder die gemeinsame Nutzung von Infrastrukturen beziehen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 22 des Dekrets vom 7. November 2013).

B.79.6.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Verpflichtung, die durch die angefochtene Bestimmung den Hochschulen, den Kunsthochschulen und den Hochschulen für Erwachsenenbildung auferlegt wird, deren private Organisationsträger durch die Französische Gemeinschaft subventioniert werden, und die darin besteht, gemeinsam Studien des kurzen Typs zu organisieren, zu deren Organisation diese Hochschuleinrichtungen ermächtigt ist, ist eine Maßnahme, die nicht nur im Verhältnis zum Ziel der Begrenzung des Wettbewerbs im allgemeinen Interesse, sondern auch zur Notwendigkeit, die verfügbaren Finanzmittel der Französischen Gemeinschaft zu berücksichtigen, steht.

Diese Bestimmung ist daher nicht unvereinbar mit der Unterrichtsfreiheit.

B.79.6.2. Sofern die angefochtene Bestimmung die vorerwähnten Unterrichtseinrichtungen zu einer Zusammenarbeit in Form einer Vereinigung verpflichtet, beeinträchtigt sie aus den denselben Gründen nicht auf unverhältnismäßige Weise die Vereinigungsfreiheit.

B.80. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 89 des Dekrets vom 7. November 2013

B.81. Vor seiner Abänderung durch Artikel 39 des Dekrets vom 25. Juni 2015 «zur Abänderung verschiedener Bestimmungen über das Hochschulwesen» bestimmte Artikel 89 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Die Ermächtigung, Spezialisierungsmasterstudien zu organisieren, wird nur den Einrichtungen erteilt, die ermächtigt sind, einen akademischen Grad des langen Typs desselben Studienbereichs zu verleihen. Diese Studien werden notwendigerweise entweder durch eine Universität oder eine Kunsthochschule oder gemeinsam durch mehrere Einrichtungen, davon mindestens eine Universität, organisiert. Eine solche Ermächtigung geht jedoch verloren für eine Einrichtung, die die entsprechenden Studien organisiert, entweder für die Gesamtheit der Einrichtungen, die die entsprechenden Studien gemeinsam organisieren, wenn sie nicht durchschnittlich wenigstens zehn Studierenden während der letzten drei akademischen Jahre ein Diplom verliehen haben, ohne das erste Organisationsjahr zu berücksichtigen, außer wenn diese Studien als einzige in der Französischen Gemeinschaft organisiert oder koorganisiert werden. Die ARES kann dem Gesetzgeber ordnungsgemäß begründete Ausnahmen zu dieser Bestimmung vorschlagen.

Die Liste der akademischen Grade, mit denen die Studien im Sinne von Artikel 73 Nr. 3 bestätigt werden, ist in Anlage V zu diesem Dekret enthalten; die Regierung legt die Liste der Studien im Sinne der Kategorien Nrn. 1 und 2 in Kohärenz mit den anderen diesbezüglichen Gesetzgebungen und ordnungsrechtlichen Bestimmungen fest».

B.82. Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof schreibt unter anderem vor, dass in einer Klageschrift bezüglich einer Nichtigkeitsklage für jeden Klagegrund dargelegt wird, inwiefern die Regeln, gegen die ein Verstoß vor dem Gerichtshof angeführt wird, durch die angefochtene Gesetzesbestimmung verletzt worden seien.

B.83. In der Klageschrift, die in der Rechtssache Nr. 5927 eingereicht wurde, wird nicht dargelegt, inwiefern Artikel 89 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht mit den Regeln vereinbar wäre, deren Nichteinhaltung der Gerichtshof sanktionieren kann.

Insofern darin die Nichtigkeitsklage dieser Dekretsbestimmung beantragt wird, ist die Klage in dieser Rechtssache nicht zulässig.

In Bezug auf Artikel 90 des Dekrets vom 7. November 2013

B.84. Artikel 90 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die Hochschuleinrichtungen sind ermächtigt, Weiterbildungsstudien in den Bereichen zu organisieren, in denen sie die Ermächtigung besitzen, um Studien des ersten oder des zweiten Zyklus zu organisieren. Die ARES kann ordnungsgemäß begründete Ausnahmen zu dieser Bestimmung gewähren».

B.85.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5929 wird der Gerichtshof zunächst gebeten, über die Vereinbarkeit des ersten Satzes von Artikel 90 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden, insofern diese Dekretsbestimmung, indem es dadurch einer Hochschuleinrichtung verboten werde, Weiterbildungsstudien in anderen Bereichen als denjenigen zu organisieren, in denen sie die Ermächtigung besitze, Hochschulstudien des ersten oder des zweiten Zyklus zu organisieren, die Unterrichtsfreiheit der privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträger von Hochschulen, Kunsthochschulen und Hochschulen für Erwachsenenbildung beeinträchtige.

B.85.2. Die Unterrichtsfreiheit kann durch eine gesetzgeberische Maßnahme begrenzt werden unter der Bedingung, dass diese nicht unverhältnismäßig ist zu dem damit angestrebten Ziel.

B.85.3. Durch Artikel 90 erster Satz des Dekrets vom 7. November 2013 wird die Organisation der Weiterbildungsstudien in den jeweiligen Studienbereichen den Hochschuleinrichtungen vorbehalten, die die Ermächtigung besitzen, Hochschulstudien in diesem Studienbereich zu organisieren.

Durch diese Regel wird die Unterrichtsfreiheit der Organisationsträger einer Einrichtung begrenzt, die Weiterbildungsstudien in einem Studienbereich anbieten möchten, in dem diese Einrichtung nicht die Ermächtigung besitzt, Hochschulstudien zu organisieren.

B.85.4.1. Die Weiterbildungsstudien bestehen in einem strukturierten Ganzes von Lerntätigkeiten, die Diplominhaber des Hochschulunterrichts oder Personen mit gleichartigen Kenntnissen, Fähigkeiten und Kompetenzen, die durch ihre persönliche oder berufliche Erfahrung erworben wurden, angeboten werden (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 34 des Dekrets vom 7. November 2013; Artikel 66 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets; Artikel 74 Absatz 1 desselben Dekrets).

Diese Studien dienen dazu, «die Kenntnisse der Diplominhaber [zu aktualisieren]», die «Kenntnisse und Kompetenzen» der Studierenden «in einem oder anderen besonderen Fach, im selben Studienbereich wie [ihr] Erstdiplom oder in einem anderen Bereich» zu «vervollständigen oder zu spezialisieren», die «Ausbildung [...], in direkter Verbindung zu ihrer bestehenden oder zukünftigen Berufstätigkeit, im Hinblick auf die Kontinuität ihres Berufsverlaufs» «zu vervollständigen» und eine «persönliche Ausbildung als aktive und kritische Bürger zu erweitern und zu bereichern» (Artikel 74 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013).

B.85.4.2. Ein «Studienbereich» ist ein «Kenntniszweig, der einem oder mehreren Studiengängen entspricht» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 28 des Dekrets vom 7. November 2013). Ein «Studiengang» ist ein «kohärentes Ganzes eines oder mehrerer Studienzyklen, die eine bestimmte Erstausbildung bilden; innerhalb eines Studiengangs können die Zwischengrade Übergangsggrade sein, also als Hauptausrichtung die Vorbereitung auf den nächsten Zyklus haben, und der Abschlussgrad ist 'berufsgerechtigt'» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 25 desselben Dekrets).

Die Hochschulstudien werden in folgenden sechszwanzig Studienbereichen organisiert: «Philosophie», «Theologie», «Sprach-, Literatur- und Übersetzungswissenschaften», «Geschichte, Kunstgeschichte und Archäologie», «Information und Kommunikation», «Politische und soziale Wissenschaften», «Rechtswissenschaften», «Kriminologie», «Wirtschaftswissenschaften und Verwaltungswissenschaften», «Psychologische und Erziehungswissenschaften», «Medizinische Wissenschaften», «Veterinärwissenschaften», «Zahnheilkunde», «Biomedizinische und pharmazeutische Wissenschaften», «Wissenschaften der Volksgesundheit», «Wissenschaften der Motorik», «Wissenschaften», «Agrarwissenschaften und biologisches Engineering», «Ingenieurwissenschaften und Technologie», «Baukunst und Städtebau», «Kunst und Kunstwissenschaften», «Plastische, visuelle und räumliche Künste», «Musik», «Theater und Sprachkunst», «Theaterkunst und Verbreitungs- und Kommunikationstechnik» und «Tanz» (Artikel 83 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets).

Weiterbildungsstudien, die keine durch die Hochschuleinrichtungen organisierten «Hochschulstudien» sind (Artikel 66 §§ 1 und 2 desselben Dekrets), werden einem oder mehreren dieser Bereiche «zugeordnet» (Artikel 83 § 1 Absatz 3 desselben Dekrets).

B.85.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Weiterbildungsstudien grundsätzlich Hochschulstudien fortsetzen. Es entbehrt nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, dass die Organisation einer solchen Weiterbildung grundsätzlich den Einrichtungen vorbehalten wird, die die Ermächtigung besitzen, Hochschulstudien in demselben Studienbereich zu organisieren.

B.86.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5929 wird der Gerichtshof sodann gebeten, über die Vereinbarkeit des zweiten Satzes von Artikel 90 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden, insofern die angefochtene Bestimmung, indem dadurch der «ARES» die Befugnis verliehen werde, von der im ersten Satz dieses Artikels enthaltenen Regel abzuweichen, die Unterrichtsfreiheit der privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträger von Hochschulen, Kunsthochschulen und Einrichtungen für Weiterbildungsunterricht beeinträchtigt.

B.86.2. Durch den zweiten Satz von Artikel 90 des Dekrets vom 7. November 2013 wird der «ARES» die Befugnis verliehen, unter Vorbehalt einer formgerechten Begründung, zu beschließen, dass einer Hochschuleinrichtung eine Ermächtigung zu erteilen ist, Weiterbildungsstudien in einem Studienbereich zu organisieren, für den sie nicht die Ermächtigung besitzt, Hochschulstudien des ersten oder des zweiten Zyklus zu organisieren.

Die angefochtene Bestimmung erlaubt es also, die Tragweite der Beeinträchtigung der Unterrichtsfreiheit durch den ersten Satz von Artikel 90 desselben Dekrets zu verringern. Sie trägt also dazu bei, die Rechte der privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträger von Hochschulen, Kunsthochschulen oder Hochschulen für Erwachsenenbildung zu erweitern und somit die Unterrichtsfreiheit zu fördern.

Die angefochtene Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.87. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 91 des Dekrets vom 7. November 2013

B.88. Artikel 91 Absatz 1 desselben Dekrets bestimmt:

«Die Ermächtigung, die Doktoratsausbildung zu organisieren, wird pro Studienbereich oder Bündel von Studienbereichen gemeinsam den Universitäten verliehen, die eine durch die ARES zugelassene thematische Doktoratsschule, die zu der entsprechenden Doktoratsschule bei FRS-FNRS gehört, umfassen. Dies ist die einzige in der Französischen Gemeinschaft».

B.89.1. In Artikel 91 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013 sind die Bedingungen für die Ermächtigung der Universitäten, eine Doktoratsausbildung zu organisieren, festgelegt.

B.89.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 besitzen folglich kein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 91 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013.

In Bezug auf Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013

B.90. Vor seiner Abänderung durch Artikel 44 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013:

«§ 1. Es wird ein Ausschuss eingesetzt mit der Aufgabe, die Beschwerden der Studierenden in Bezug auf eine Verweigerung einer Einschreibung im Sinne von Artikel 96 entgegenzunehmen. Sie wird bei der ARES eingerichtet, die für die logistische und administrative Unterstützung sorgt; ein Personalmitglied der ARES besorgt dessen Sekretariat.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Mitglieder dieses Ausschusses auf Vorschlag der ARES. Er besteht aus mindestens fünf effektiven Mitgliedern und fünf stellvertretenden Mitgliedern. Diese Mitglieder werden unter den Mitgliedern des Personals und den Studierenden der Hochschuleinrichtungen gewählt, darunter mindestens 20 % Studierende. Darüber hinaus müssen wenigstens ein Drittel, aufgerundet auf die höhere Einheit, der Zahl der Ausschussmitglieder Personen des anderen Geschlechts als die übrigen Personen sein, außer im Falle einer ordnungsgemäß nachgewiesenen Unmöglichkeit.

Dieser Ausschuss kann mehrere Kammern umfassen, die auf ähnliche Weise zusammengesetzt und bestimmt werden.

Das Mandat der Mitglieder des Ausschusses beträgt fünf Jahre, mit Ausnahme der studierenden Mitglieder, die für ein Jahr bestimmt worden. Alle Mandate sind verlängerbar.

Die Mitglieder können jederzeit zurücktreten. Die Regierung kann ein Mitglied nur im Fall eines schweren Versäumnisses oder eines offensichtlichen Fehlverhaltens abberufen. Die Mitglieder üben ihr Amt weiterhin aus, bis sie ersetzt werden, außer im Falle der Abberufung.

§ 3. Die Regierung legt die Arbeitsweise dieses Ausschusses fest. Weder die Regierung noch irgendein Mitglied der ARES oder einer Hochschuleinrichtung dürfen in irgendeiner Weise den Mitgliedern des Ausschusses Anweisungen bezüglich der Weise der Ausübung dieser Befugnis erteilen.

Kein Mitglied dieses Ausschusses darf sich an der Prüfung einer Beschwerde bezüglich einer Verweigerung beteiligen, die eine Einrichtung betrifft, mit der es als Personalmitglied oder als Studierender verbunden ist.

Nach der Notifizierung der Abweisung der internen Beschwerde im Sinne von Artikel 96 § 2 verfügt der Studierende über eine Frist von fünfzehn Tagen, um per Einschreibebrief die Entscheidung anzufechten, die am Ende dieses Verfahrens vor dem besagten Ausschuss getroffen wurde. In diesem Beschwerdeschreiben sind die Identität des Studierenden und der präzise Gegenstand seiner Beschwerde deutlich angegeben; es enthält alle Elemente und alle Belege, die er zur Begründung seiner Beschwerde als notwendig erachtet.

Der Ausschuss ist nicht befugt, über die akademischen Gründe zu befinden, die zu der Entscheidung geführt haben, kann jedoch die Verweigerung der Einschreibung innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Beschwerde für ungültig erklären, wenn Elemente, die den Antrag auf Einschreibung günstig beeinflussen können, bei dieser internen Beschwerde nicht berücksichtigt wurden. Wenn der Ausschuss nach Ablauf dieser Frist diese Verweigerung nicht für ungültig erklärt hat, wird die Entscheidung der akademischen Behörden endgültig».

Nach den Abänderungen, die durch Artikel 44 des Dekrets vom 25. Juni 2015 vorgenommen wurden und «ab dem akademischen Jahr 2015-2016» in Kraft getreten sind (Artikel 76 desselben Dekrets), bestimmt Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013:

«§ 1. Es wird ein Ausschuss eingesetzt mit der Aufgabe, die Beschwerden der Studierenden in Bezug auf eine Verweigerung einer Einschreibung im Sinne von Artikel 96 entgegenzunehmen. Sie wird bei der ARES eingerichtet, die für die logistische und administrative Unterstützung sorgt; ein Personalmitglied der ARES besorgt dessen Sekretariat. Die Beschwerden, die gegen eine Entscheidung zur Verweigerung einer Einschreibung aufgrund von Artikel 96 Nr. 3 eingereicht werden, werden vorher durch den Kommissar oder den Beauftragten der Einrichtung geprüft. Dieser gibt dem Ausschuss eine Stellungnahme bezüglich der Finanzierung des Studierenden ab. Die Regierung legt die Fristen und das Verfahren bezüglich dieser Stellungnahme fest.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Mitglieder dieses Ausschusses auf Vorschlag der ARES. Er besteht aus mindestens fünf effektiven Mitgliedern und fünf stellvertretenden Mitgliedern. Diese Mitglieder werden unter den Mitgliedern des Personals und den Studierenden der Hochschuleinrichtungen gewählt, darunter mindestens 20 % Studierende. Darüber hinaus müssen wenigstens ein Drittel, aufgerundet auf die höhere Einheit, der Zahl der Ausschussmitglieder Personen des anderen Geschlechts als die übrigen Personen sein, außer im Falle einer ordnungsgemäß nachgewiesenen Unmöglichkeit.

Dieser Ausschuss kann mehrere Kammern umfassen, die auf ähnliche Weise zusammengesetzt und bestimmt werden.

Das Mandat der Mitglieder des Ausschusses beträgt fünf Jahre, mit Ausnahme der studierenden Mitglieder, die für ein Jahr bestimmt worden. Alle Mandate sind verlängerbar.

Die Mitglieder können jederzeit zurücktreten. Die Regierung kann ein Mitglied nur im Fall eines schweren Versäumnisses oder eines offensichtlichen Fehlverhaltens abberufen. Die Mitglieder üben ihr Amt weiterhin aus, bis sie ersetzt werden, außer im Falle der Abberufung.

§ 3. Die Regierung legt die Arbeitsweise dieses Ausschusses fest. Weder die Regierung noch irgendein Mitglied der ARES oder einer Hochschuleinrichtung dürfen in irgendeiner Weise den Mitgliedern des Ausschusses Anweisungen bezüglich der Weise der Ausübung dieser Befugnis erteilen.

Kein Mitglied dieses Ausschuss darf sich an der Prüfung einer Beschwerde bezüglich einer Verweigerung beteiligen, die eine Einrichtung betrifft, mit der es als Personalmitglied oder als Studierender verbunden ist.

Nach der Notifizierung der Abweisung der internen Beschwerde im Sinne von Artikel 96 § 2 verfügt der Studierende über eine Frist von fünfzehn Werktagen, um die Entscheidung anzufechten, die am Ende dieses Verfahrens vor dem besagten Ausschuss getroffen wurde. Bei sonstiger Unzulässigkeit wird das Beschwerdeschreiben per Einschreibebrief eingereicht und sind darin die Identität des Studierenden und der präzise Gegenstand seiner Beschwerde deutlich angegeben. Es enthält alle Elemente und alle Belege, die der Studierende zur Begründung seiner Beschwerde als notwendig erachtet.

Der Ausschuss ist nicht befugt, über die akademischen Gründe zu befinden, die zu der Entscheidung geführt haben, doch er erklärt die Verweigerung der Einschreibung innerhalb von fünfzehn Werktagen ab dem Eingang der Beschwerde für ungültig, wenn Elemente, die den Antrag auf Einschreibung günstig beeinflussen können, bei dieser internen Beschwerde nicht berücksichtigt wurden.

Die Fristen von 15 Werktagen im Sinne der Absätze 2 und 4 werden zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar sowie zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt».

B.91.1 In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 wird der Gerichtshof zunächst gebeten, über einen Klagegrund zu befinden, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 146 und 161 der Verfassung abgeleitet ist, insofern diese zwei Verfassungsbestimmungen vorschreiben, dass der zuständige Gesetzgeber die wesentlichen Regeln für die Schaffung eines Rechtsprechungsorgans festlege.

B.91.2. Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 bestimmt:

«Der Verfassungsgerichtshof befindet durch Entscheid über Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wegen Verletzung:

1. der Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund der Verfassung für die Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen festgelegt sind, oder
2. der Artikel von Titel II ' Die Belgier und ihre Rechte ' und der Artikel 170, 172 und 191 der Verfassung,
3. von Artikel 143 § 1 der Verfassung».

Der Gerichtshof ist nicht befugt, die Vereinbarkeit eines Dekrets der Französischen Gemeinschaft direkt anhand des in den Artikeln 146 und 161 der Verfassung enthaltenen Legalitätsprinzips zu prüfen.

B.91.3. Der vorerwähnte Klagegrund ist folglich nicht zulässig.

B.92.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 wird auch angeführt, dass Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013, insofern dadurch ein administratives Rechtsprechungsorgan geschaffen werde, nicht mit Artikel 161 der Verfassung vereinbar sei, insofern darin eine Regel zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten der Förderbehörde, der Gemeinschaften und der Regionen ausgedrückt werde.

B.92.2.1. Vor seiner Abänderung durch Artikel 44 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 96 des Dekrets vom 7. November 2013, auf den in der angefochtenen Bestimmung verwiesen wird:

«§ 1. Durch eine mit Gründen versehene Entscheidung können die Behörden der Hochschuleinrichtung die Einschreibung eines Studierenden nach dem in der Studienordnung vorgesehenen Verfahren verweigern:

1. wenn dieser Studierende innerhalb der vergangenen fünf Jahre Gegenstand einer Ausschlussmaßnahme einer Hochschuleinrichtung wegen Betrugs bei der Einschreibung oder eines schweren Fehlers war;
2. wenn der Antrag auf Einschreibung Studien betrifft, die nicht Anlass zu einer Finanzierung sind;
3. wenn dieser Studierende nicht finanziert werden kann.

Die Entscheidung über die Verweigerung der Einschreibung muss dem Studierenden per Einschreibebrief oder gegen Empfangsbestätigung spätestens fünfzehn Tage nach dem Eingang seines Endantrags auf tatsächliche Einschreibung notifiziert werden.

In der Notifizierung der Verweigerung der Einschreibung müssen die Modalitäten für die Ausübung des Beschwerderechtes angegeben sein.

§ 2. In der Studienordnung ist ein internes Beschwerdeverfahren bei den akademischen Behörden der Einrichtung gegen die Verweigerungsentscheidungen im Sinne des vorigen Paragraphen vorgesehen».

Nach den Abänderungen, die durch Artikel 43 des Dekrets vom 25. Juni 2015 vorgenommen wurden und «ab dem akademischen Jahr 2015-2016» in Kraft getreten sind (Artikel 76 desselben Dekrets), bestimmt Artikel 96 des Dekrets vom 7. November 2013:

«§ 1. Durch eine mit Gründen versehene Entscheidung und gemäß einem in der Studienordnung vorgesehenen Verfahren:

1. verweigern die Behörden der Hochschuleinrichtung die Einschreibung eines Studierenden, der innerhalb der vergangenen fünf akademischen Jahre Gegenstand einer Ausschlussmaßnahme einer Hochschuleinrichtung wegen Betrugs bei der Einschreibung oder Betrugs bei den Evaluierungen war;

2. können die Behörden der Hochschuleinrichtung die Einschreibung eines Studierenden verweigern, wenn der Antrag auf Einschreibung Studien betrifft, die nicht Anlass zu einer Finanzierung sind;

3. können die Behörden der Hochschuleinrichtung die Einschreibung eines Studierenden verweigern, wenn dieser Studierende nicht finanziert werden kann;

4. können die Behörden der Hochschuleinrichtung die Einschreibung eines Studierenden verweigern, wenn dieser innerhalb der vergangenen fünf akademischen Jahre Gegenstand einer Ausschlussmaßnahme einer Hochschuleinrichtung wegen eines schwerwiegenden Fehlers war.

Die Entscheidung über die Verweigerung der Einschreibung muss dem Studierenden per Einschreibebrief oder gegen Empfangsbestätigung spätestens fünfzehn Tage nach dem Eingang seines Endantrags auf tatsächliche Einschreibung notifiziert werden.

Die Hochschuleinrichtungen übermitteln dem Kommissar oder dem Beauftragten der Regierung bei der Einrichtung die Namen der Studierenden, die in den vergangenen fünf akademischen Jahren Gegenstand einer Maßnahme des Ausschluss aus einer Hochschuleinrichtung wegen Betrugs bei der Einschreibung oder Betrugs bei den Evaluierungen waren. Der Kommissar oder der Beauftragte übermittelt diese Namen der 'ARES', die beauftragt ist, eine Datenbank zu erstellen, die unter Achtung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten geführt wird.

In der Notifizierung der Verweigerung der Einschreibung müssen die Modalitäten für die Ausübung des Beschwerderechtes angegeben sein.

§ 2. In der Studienordnung ist ein internes Beschwerdeverfahren bei den akademischen Behörden der Einrichtung gegen die Verweigerungsentscheidungen im Sinne des vorigen Paragraphen vorgesehen.

Die Notifizierung der Entscheidung über die interne Beschwerde geht an den Studierenden per Einschreibebrief».

B.92.2.2. Der gemäß der angefochtenen Bestimmung geschaffene Ausschuss ist beauftragt, über Beschwerden gegen die Entscheidung der akademischen Behörden der Hochschuleinrichtungen, mit der die interne Beschwerde gegen eine vorherige Entscheidung zur Verweigerung der Einschreibung eines Studierenden bei dieser Einrichtung abgewiesen wurde, zu befinden.

Dieser Ausschuss ist ein administratives Rechtsprechungsorgan (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 14).

B.92.3. Artikel 161 der Verfassung bestimmt:

«Eine Verwaltungsgerichtsbarkeit kann nur aufgrund eines Gesetzes eingesetzt werden».

Dieser Text wurde durch eine Verfassungsänderung vom 18. Juni 1993 in die Verfassung eingefügt. Die Gründung eines administrativen Rechtsprechungsorgans ist daher eine durch die Verfassung der Föderalbehörde vorbehaltene Angelegenheit.

B.92.4. Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt:

«Dekrete können Rechtsbestimmungen enthalten, die sich auf Angelegenheiten beziehen, die nicht in die Zuständigkeit der Parlamente fallen, sofern diese Bestimmungen für die Ausübung ihrer Befugnis erforderlich sind».

Diese Bestimmung ermächtigt insbesondere die Französische Gemeinschaft, ein Dekret zur Regelung einer föderalen Angelegenheit anzunehmen, sofern diese Bestimmung für die Ausübung ihrer Zuständigkeiten notwendig ist, diese Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet und diese Bestimmung auf die föderale Angelegenheit nur marginale Auswirkungen hat.

B.92.5.1. Zur Harmonisierung der akademischen Organisation der Studien sind gewisse Bestimmungen des Dekrets vom 7. November 2013 darauf ausgerichtet, die Verfahren für die Einschreibung in den Hochschuleinrichtungen «zu vereinheitlichen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, SS. 11 und 12).

Die Schaffung des Ausschusses im Sinne von Artikel 97 dieses Dekrets entspricht dem Bemühen, «das Einschreibungsverfahren und die damit verbundene Kontrolle zu verdeutlichen» und trägt zur Abschaffung von Unterschieden bei, was als wünschenswert erachtet wird, um «ein echtes Statut der Studierenden» in der Französischen Gemeinschaft zu schaffen (ebenda, Nr. 537/3, S. 14). Dieses administrative Rechtsprechungsorgan ersetzt die Ausschüsse, die «innerhalb der einzelnen subventionierten Einrichtungen» bestanden, oder «die Befugnis, die dem Minister des Hochschulwesens für die durch die Französische Gemeinschaft organisierten Einrichtungen übertragen wurde» (ebenda, Nr. 537/1, S. 14). Das Ziel besteht darin, «eine gleiche und faire Behandlung aller Studierenden zu gewährleisten, ungeachtet der Hochschuleinrichtung, bei der sie sich einschreiben möchten» (ebenda, Nr. 537/1, S. 14). Das Eingreifen einer einzigen Instanz im Fall einer Beschwerde wird so vorgestellt, dass es «eine gleiche Behandlung aller Studierenden gewährleisten kann» (ebenda, Nr. 537/3, S. 14).

Angesichts der Zielsetzung des Dekretgebers kann die angefochtene Bestimmung als notwendig zur Ausübung seiner Zuständigkeit betrachtet werden.

B.92.5.2. Die Befugnis des durch die angefochtene Bestimmung eingesetzten Ausschusses ist auf die Prüfung von Beschwerden gegen Entscheidungen der akademischen Behörden von Universitäten, Hochschulen oder Kunsthochschulen zur Abweisung interner Beschwerden gegen gewisse Arten der Verweigerung der Einschreibung eines Studierenden bei einer Hochschuleinrichtung begrenzt.

In diesem Kontext ermöglicht die föderale Angelegenheit der Schaffung von administrativen Rechtsprechungsorganen eine differenzierte Regelung und ist der Einfluss auf diese Angelegenheit marginal.

B.92.5.3. Die Schaffung des Ausschusses mit dem Auftrag, die Beschwerden der Studierenden bezüglich einer Verweigerung der Einschreibung im Sinne von Artikel 96 des Dekrets vom 7. November 2013 entgegenzunehmen, kann also auf der Grundlage von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gerechtfertigt werden.

B.92.6. Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013 ist nicht unvereinbar mit Artikel 161 der Verfassung, insofern dadurch ein administratives Rechtsprechungsorgan geschaffen wird.

B.93.1. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 wird schließlich angeführt, dass Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013 gegen Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung verstoße, indem er die Unterrichtsfreiheit der nicht durch die Behörde organisierten Hochschulen und Kunsthochschulen beeinträchtigt, insofern der durch diese Dekretsbestimmung geschaffene Ausschuss eine dieser Einrichtungen verpflichten könnte, einen Studierenden einzuschreiben, der nicht Gegenstand einer Finanzierung sein könne oder der nicht die erforderliche Mindestausbildung besitze, und ermächtigt wäre, die Relevanz der Gründe zu kontrollieren, auf deren Grundlage eine Kunsthochschule eine Einschreibung wegen des nicht erfolgreichen Bestehens der von ihr organisierten Zulassungsprüfung verweigere.

B.93.2. Der durch Artikel 97 des Dekrets vom 7. November 2013 geschaffene Ausschuss «ersetzt» insbesondere die Ausschüsse, die innerhalb der subventionierten Hochschuleinrichtungen eingesetzt worden waren (*Parl. Dok., Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, SS. 14 und 23*).

B.93.3. Die Behörden einer Hochschuleinrichtung können die Einschreibung eines Studierenden verweigern, wenn sein Antrag auf Einschreibung «Studien betrifft, die nicht Anlass zu einer Finanzierung sind» oder wenn «dieser Studierende nicht finanziert werden kann» (Artikel 96 § 1 Absatz 1 Nrn. 2 und 3 des Dekrets vom 7. November 2013).

Die akademischen Behörden dieser Einrichtung können eine interne Beschwerde gegen eine Einschreibungsverweigerung, die mit einem dieser beiden Umstände begründet wird, abweisen (Artikel 96 § 2 und Artikel 97 § 3 Absatz 3 desselben Dekrets).

Der durch die angefochtene Bestimmung eingesetzte Ausschuss kann, wenn er mit einer Beschwerde gegen eine solche Entscheidung der akademischen Behörden befasst wird, diese Beschwerde für ungültig erklären (Artikel 97 § 3 Absatz 4 desselben Dekrets), wenn sich beispielsweise herausstellt, dass die Begründung in diesem Fall nicht relevant ist. Die angefochtene Bestimmung verleiht diesem Ausschuss jedoch nicht die Befugnis, die Einrichtung, deren Entscheidung in Frage gestellt wird, zu verpflichten, einen Studierenden einzuschreiben, der nicht Gegenstand einer Finanzierung sein kann.

B.93.4. Der durch die angefochtene Bestimmung geschaffene Ausschuss ist nur befugt, über Beschwerden bezüglich einer Verweigerung zur Einschreibung im Sinne von Artikel 96 des Dekrets vom 7. November 2013 zu befinden (Artikel 97 § 1 erster Satz dieses Dekrets).

Keine der in diesem Artikel beschriebenen Kategorien der Einschreibungsverweigerungen betrifft die Erfordernisse bezüglich der Ausbildung der Person, die ihre Einschreibung in einer Hochschuleinrichtung beantragt, oder das nicht erfolgreiche Bestehen einer Aufnahmeprüfung, die durch eine Kunsthochschule in Anwendung von Artikel 110 desselben Dekrets organisiert wird.

B.93.5. Die angefochtene Bestimmung hat daher nicht die Tragweite, die ihr klagenden Parteien verleihen.

B.94. Die Beschwerdegründe sind entweder unzulässig oder unbegründet.

In Bezug auf Artikel 105 des Dekrets vom 7. November 2013

B.95. Artikel 105 § 1 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Der Betrag der Einschreibungsgebühren für Studien wird durch Dekret festgelegt.

Diese Beträge beinhalten die Einschreibung ins Verzeichnis, die Einschreibung für das akademische Jahr und die Einschreibung zu den während dieses akademischen Jahres organisierten Prüfungen und Examen. Es dürfen keine zusätzlichen Gebühren oder Kosten erhoben werden.

In jeder Hochschuleinrichtung ist ein Konzertierungsausschuss damit beauftragt, die Liste der zu den Realkosten veranschlagten Auslagen für Güter und Dienstleistungen für die Studierenden festzulegen, die nicht als Erhebung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr betrachtet werden. Diese Kosten werden in der Studienordnung einer jeden Einrichtung angegeben. Dieser Ausschuss setzt sich zu gleichen Teilen aus Vertretern der akademischen Behörden, Vertretern der Personalmitglieder der Einrichtung und Vertretern der Studierenden zusammen. In den Kunsthochschulen und den Hochschulen gehen die Vertreter der Studierenden aus dem Studentenrat hervor. Der Kommissar oder Beauftragte der Regierung wohnt den Arbeiten dieses Ausschusses bei.

Für die Studierenden, die nicht für eine Finanzierung in Frage kommen, mit Ausnahme derjenigen aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union, aus am wenigsten entwickelten Ländern - die in die LDC-Liste (Least Developed Countries) der Organisation der Vereinten Nationen eingetragen sind - oder aus Ländern, mit denen die Französische Gemeinschaft eine Vereinbarung in diesem Sinne geschlossen hat, für die die Einschreibungsgebühren ähnlich sind wie für diejenigen der für die Finanzierung in Frage kommenden Studierenden, legt die ARES frei die Beträge der Einschreibungsgebühren fest, ohne dass diese Gebühren höher sein dürfen als das Fünffache der in Absatz 1 erwähnten Einschreibungsgebühren.

Dieser Paragraph findet nicht Anwendung auf die Studien, die zu einer gemeinsamen Ausstellung von Diplomen führen und im Rahmen von besonderen, durch die Europäischen Union festgelegten Programmen organisiert werden».

B.96.1. In der Rechtssache Nr. 5927 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit von Artikel 105 § 1 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden, insofern diese Dekretsbestimmung, indem sie den privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträgern einer Hochschule oder einer Kunsthochschule das Recht entziehe, den Betrag der Einschreibungsgebühren für die Studien, die sie in diesen Einrichtungen organisierten, festzulegen, die Unterrichtsfreiheit beeinträchtigt.

B.96.2. Wie bereits in Erinnerung gerufen wurde, kann die Unterrichtsfreiheit durch eine gesetzgeberische Maßnahme begrenzt werden, sofern diese nicht unverhältnismäßig gegenüber dem damit verfolgten Ziel ist.

B.96.3.1. Ein «für eine Finanzierung in Frage kommender Studierender» ist ein «ordnungsgemäß eingeschriebener Studierender, der aufgrund eigener Merkmale, seiner Einschreibungsart oder des Studienprogramms, für das er sich einschreibt, für die Finanzierung der Hochschuleinrichtung, die die Studien organisiert, in Frage kommt» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 36 des Dekrets vom 7. November 2013).

Das Dekret vom 11. April 2014 «zur Anpassung der Finanzierung der Hochschuleinrichtungen an die neue Organisation der Studien» «betrifft die Definition eines für eine Finanzierung in Frage kommenden Studierenden im Sinne des Dekrets vom 7. November 2013 [...], der ordnungsmäßig in einer Hochschuleinrichtung mit vollständigem Lehrplan eingeschrieben ist» (Artikel 1 des Dekrets vom 11. April 2014).

B.96.3.2. Der Betrag der Einschreibungsgebühren für die Studien, die keine «Ausbildungen» im Sinne von Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 desselben Dekrets sind, wird grundsätzlich durch Dekret festgelegt (Artikel 105 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013).

Die Befugnis zur Festlegung des Betrags der Einschreibungsgebühren, die durch die angefochtene Bestimmung der «ARES» gewährt wird, betrifft nur diese Studien.

Diese Befugnis betrifft außerdem nur die «nicht für eine Finanzierung in Frage kommenden Studierenden», die nicht aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union, aus von der Organisation der Vereinten Nationen identifizierten «Least Developed Countries» oder aus Ländern, mit denen die Französische Gemeinschaft eine Vereinbarung über den Betrag der Einschreibungsgebühren geschlossen hat, stammen.

Die durch die die angefochtene Bestimmung der «ARES» erteilte Befugnis erstreckt sich ebenfalls nicht auf die Studierenden, die die Studien absolvieren, «die zu einer gemeinsamen Ausstellung von Diplomen führen und im Rahmen von besonderen, durch die Europäische Union festgelegten Programmen organisiert werden» (Artikel 105 § 1 Absatz 5 des Dekrets vom 7. November 2013).

B.96.4. Die Erteilung der Befugnis zur Festlegung des Betrags der Einschreibungsgebühren an die «ARES» ist Ausdruck des Willens, «eine Homogenität der Beträge zu gewährleisten», die von den betreffenden Studierenden verlangt werden (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 17).

Angesichts der in B.96.3 erwähnten Grenzen dieser Befugnis ist die Einschränkung, die durch die angefochtene Bestimmung an der Unterrichtsfreiheit des privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträgers einer Hochschule oder einer Kunsthochschule vorgenommen wird, nicht unverhältnismäßig gegenüber dem angestrebten Ziel.

B.96.5. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 108 des Dekrets vom 7. November 2013

B.97. Vor seiner Abänderung durch Artikel 48 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 108 des Dekrets vom 7. November 2013:

«§ 1. Mit Ausnahme der Studierenden, die an einem Studiengang in einer Kunsthochschule teilnehmen, darf niemand zu den Prüfungen eines Studienjahres des ersten Zyklus zugelassen werden, wenn er nicht den Nachweis einer ausreichenden Kenntnis der französischen Sprache erbracht hat.

§ 2. Dieser Nachweis kann erbracht werden:

1. entweder durch den Besitz eines Diploms, eines Befähigungsnachweises oder eines Zeugnisses im Sinne von Artikel 107, das durch die Französische Gemeinschaft oder zur Bestätigung von Studien, zu denen ein ausreichender Unterricht in französischer Sprache gehört, ausgestellt wird; die Regierung legt die Mindestbedingungen fest, die diese Studien erfüllen müssen;

2. oder durch das Bestehen einer spezifischen Prüfung, die hierzu durch die ARES gemäß den durch die Regierung festgelegten Bestimmungen organisiert wird;

3. oder durch die Bescheinigung des Bestehens einer der Examen, Prüfungen oder Zulassungswettbewerbe für Studien des Hochschulunterrichts, die in diesem Dekret vorgesehen sind und durch die Französische Gemeinschaft organisiert werden.

Die ARES organisiert mindestens zwei Mal pro akademisches Jahr eine Prüfung für eine ausreichende Beherrschung der französischen Sprache».

Nach den Abänderungen, die durch Artikel 48 des Dekrets vom 25. Juni 2015 vorgenommen wurden und «ab dem akademischen Jahr 2015-2016» in Kraft getreten sind (Artikel 76 desselben Dekret), bestimmt Artikel 108 des Dekrets vom 7. November 2013:

«§ 1. Mit Ausnahme der Studierenden, die an einem anderen Studiengang in einer Kunsthochschule als denjenigen, die zum Grad eines Bachelors-Lehrbefähigten der Unterstufe des Sekundarunterrichts in Musik und als Bachelor in Musikausbildung führen, darf niemand zu den Prüfungen eines Studienjahres des ersten Zyklus zugelassen werden, wenn er nicht den Nachweis einer ausreichenden Kenntnis der französischen Sprache erbracht hat.

§ 2. Dieser Nachweis kann erbracht werden:

1. entweder durch den Besitz eines Diploms, eines Befähigungsnachweises oder eines Zeugnisses im Sinne von Artikel 107, das durch die Französische Gemeinschaft oder zur Bestätigung von Studien, zu denen ein ausreichender Unterricht in französischer Sprache gehört, ausgestellt wird; die Regierung legt die Mindestbedingungen fest, die diese Studien erfüllen müssen;

2. oder durch das Bestehen einer spezifischen Prüfung, die hierzu durch die ARES mindestens zwei Mal pro akademisches Jahr gemäß den durch die Regierung festgelegten Bestimmungen organisiert wird;

3. oder durch die Bescheinigung des Bestehens einer der Examen, Prüfungen oder Zulassungswettbewerbe für Studien des Hochschulunterrichts, die in diesem Dekret vorgesehen sind und durch die Französische Gemeinschaft organisiert werden;

4. oder durch die Bescheinigung des Bestehens anderer Prüfungen der Beherrschung der französischen Sprache, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird».

B.98. In den Rechtssachen Nrn. 5927 und 5928 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit von Artikel 108 § 2 Absatz 1 Nr. 2 und Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden, insofern diese Dekretsbestimmung, indem sie eine Hochschule und eine Hochschuleinrichtung für Erwachsenenbildung daran hindere, den Inhalt der «[spezifischen] Examen» der «ausreichenden Beherrschung der französischen Sprache» festzulegen und den Zeitpunkt der Organisation dieser Prüfung zu wählen, oder indem sie nicht mit gewissen Regeln über die Organisation des Unterrichts der Erwachsenenbildung vereinbar sei, die Unterrichtsfreiheit beeinträchtige.

B.99.1. Artikel 108 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 wurde aufgehoben durch Artikel 48 Nr. 2 Buchstabe c) des Dekrets vom 25. Juni 2015, der «ab dem akademischen Jahr 2015-2016» in Kraft getreten ist (Artikel 76 des Dekrets vom 25. Juni 2015).

B.99.2. Insofern sie sich auf Artikel 108 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 beziehen, sind die Beschwerdegründe gegenstandslos geworden.

B.100.1. Die «[spezifischen] Examen», deren Bestehen es in Anwendung von Artikel 108 § 2 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013 ermöglicht, eine ausreichende Beherrschung der französischen Sprache für die Zulassung zu einer Prüfung eines Studienjahres des ersten Zyklus nachzuweisen, ist eine gemeinsame Zulassungsprüfung für sämtliche Hochschulen und Hochschulen für Erwachsenenbildung.

Aus Artikel 21 Absatz 1 Nr. 5 des Dekrets vom 7. November 2013 geht hervor, dass der Auftrag der «ARES» auf die «materielle Organisation» dieser Art von Prüfungen begrenzt ist, wozu weder die Wahl des Zeitpunktes dieser Prüfung, noch die Beschreibung ihres Inhalts gehört.

B.100.2. Der Umstand, dass dem Artikel 31 des Dekrets vom 16. April 1991 «zur Organisation des Weiterbildungsunterrichtes» durch die angefochtene Bestimmung widersprochen werden kann oder dass andere Regeln über die Organisation des Unterrichts für Erwachsenenbildung nicht mit der angefochtenen Bestimmung vereinbar sein könnten, reicht nicht aus, um nachzuweisen, dass die Letztere die Unterrichtsfreiheit beeinträchtigt.

Außerdem gehört Artikel 31 des Dekrets vom 16. April 1991 zu den Bestimmungen des Dekrets, das die Organisation des Sekundarunterrichts für Erwachsenenbildung regelt.

B.100.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die die klagenden Parteien ihr verleihen.

B.100.4. Insofern er sich auf Artikel 108 § 2 Absatz 1 Nr. 2 des Dekrets vom 7. November 2013 bezieht, ist der Beschwerdegrund unbegründet.

In Bezug auf Artikel 111 des Dekrets vom 7. November 2013

B.101. Artikel 111 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Zu den Studien im Hinblick auf die Erlangung des akademischen Grades, mit dem Studien des zweiten Zyklus bestätigt werden, haben ebenfalls die Studierenden Zugang, die Inhaber sind:

1. eines akademischen Grads des ersten Zyklus des kurzen Typs aufgrund einer Entscheidung der Regierung oder der akademischen Behörden und unter den darin festgelegten zusätzlichen Bedingungen, ohne dass diese Bedingungen einschränkender sein dürfen als die durch die Regierung festgelegten Bedingungen und ohne dass darin ein Unterschied zwischen Einrichtungen, die den akademischen Grad verliehen haben, eingeführt wird;

2. eines gleichartigen akademischen Grades, der durch eine Hochschuleinrichtung innerhalb oder außerhalb der Französischen Gemeinschaft verliehen wird aufgrund einer Entscheidung der akademischen Behörden und unter den zusätzlichen Bedingungen, die sie festlegen;

3. eines ausländischen akademischen Grades, der als den in den vorstehenden Absätzen erwähnten Graden gleichwertig anerkannt ist in Anwendung dieses Dekrets, einer europäischen Richtlinie, eines internationalen Abkommens oder einer anderen Gesetzgebung, unter den gleichen Bedingungen.

Die zusätzlichen Zugangsbedingungen sollen gewährleisten, dass der Studierende die erforderlichen Vorkenntnisse für die betreffenden Studien erworben hat. Wenn diese zusätzlichen Zugangsbedingungen in einem oder mehreren zusätzlichen Unterrichten bestehen, dürfen diese für die Studierenden nicht mehr als 60 zusätzliche Studienpunkte beinhalten, unter Berücksichtigung der Gesamtheit der Studienpunkte, die er im Übrigen bei seiner Aufnahme anrechnen lassen kann. Diese Unterrichte sind Bestandteil seines Studienprogramms».

B.102.1. In dieser Bestimmung sind die Bedingungen für den Zugang zu den Studien des zweiten Zyklus festgelegt, die ein Studierender erfüllen muss, dem ein akademischer Grad des ersten Zyklus des kurzen Typs oder ein ähnlicher oder als gleichwertig anerkannter akademischer Grad verliehen wurde.

Sie regelt keineswegs das Statut der Universitätsprofessoren und könnte nicht das Niveau ihres Unterrichts oder die von ihnen angewandten pädagogischen Methoden beeinträchtigen und sich folglich nicht direkt und nachteilig auf ihre Situation auswirken.

B.102.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 hätten also kein Interesse an der Nichtigkeitsklärung von Artikel 111 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013.

In Bezug auf Artikel 114 des Dekrets vom 7. November 2013

B.103. Artikel 114 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Bei der Festlegung ihrer Studienprogramme müssen die akademischen Behörden der Hochschuleinrichtungen den bedingungslosen Zugang und ohne zusätzliche Ausbildungen zu mindestens einem Studiengang des zweiten Zyklus für jeden Inhaber eines akademischen Grades des ersten Zyklus des langen Typs, der in der Französischen Gemeinschaft verliehen wurde, gewährleisten. Die ARES legt deren Liste fest und garantiert diese Bestimmung».

B.104.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei der zweite Satz von Artikel 114 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, weil er, indem er der «ARES» den Auftrag erteile, diese Bestimmung zu «garantieren», es dieser Einrichtung öffentlichen Interesses erlaube, in die in diesem Artikel vorgesehenen Entscheidungen einzugreifen, und somit die Unterrichtsfreiheit beeinträchtige.

B.104.2. Indem der «ARES» der Auftrag erteilt wird, «diese Bestimmung [zu garantieren]», bedeutet der zweite Satz von Artikel 114 des Dekrets vom 7. November 2013 nichts anderes, als dass dieser Einrichtung öffentlichen Interesses die Aufgabe anvertraut wird, «die Richtigkeit der Liste zu gewährleisten», die sie in Ausführung derselben Bestimmung erstellen muss (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/3, S. 59).

Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» also keineswegs die Befugnis erteilt, in Entscheidungen einzugreifen, die die akademischen Behörden der Hochschuleinrichtungen treffen müssen in Ausführung des ersten Satzes von Artikel 114, wenn sie ihre Studienprogramme festlegen.

B.104.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die die klagenden Parteien ihr verleihen.

B.104.4. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 120 des Dekrets vom 7. November 2013

B.105. Artikel 120 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Für Studien, die gemeinsam durch verschiedene Partnereinrichtungen eines Abkommens über die Koorganisation eines gemeinsamen Programms mit oder ohne gemeinsame Ausstellung von Diplomen im Sinne von Artikel 82 § 2 und § 3 organisiert werden, kann die Regierung auf eine gleich lautende Stellungnahme der ARES hin eine Abweichung von den allgemeinen Bestimmungen über den Studienzugang gewähren. Der mit Gründen versehene Antrag wird gemeinsam durch die Partnereinrichtungen der ARES vor dem 1. März, der dem akademischen Jahr voraufgeht, übermittelt».

B.106.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei Artikel 120 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, weil diese Dekretsbestimmung, indem darin das Eingreifen der «ARES» in das dadurch eingeführte Abweichungsverfahren vorgesehen sei, die Unterrichtsfreiheit der privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträger von Hochschulen, Kunsthochschulen oder Hochschulen für Erwachsenenbildung beeinträchtige.

B.106.2. «Allgemeine Bestimmungen über den Zugang zu den Studien» enthalten Regeln, mit denen die Unterrichtsfreiheit eines privaten Organisationsträgers einer Hochschuleinrichtung eingeschränkt werden kann.

Artikel 120 des Dekrets vom 7. November 2013 ermächtigt die Regierung der Französischen Gemeinschaft, es Hochschuleinrichtungen, die dies beantragen, zu erlauben, diese Regeln nicht einzuhalten.

In diesem Kontext kann das Eingreifen der «ARES» - einer Einrichtung öffentlichen Interesses, deren Organe größtenteils aus Vertretern von Hochschuleinrichtungen zusammengesetzt sind - in das Verfahren zur Erteilung einer Genehmigung zum Abweichen von Regeln, die die Unterrichtsfreiheit einschränken können, an sich nicht als eine Einschränkung dieser Freiheit angesehen werden.

B.106.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 121 des Dekrets vom 7. November 2013

B.107. Vor seiner Abänderung durch Artikel 52 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 121 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Gemäß dem durch die Regierung festgelegten Muster und gemäß dem von ihr festgelegten Verfahren legt die ARES für jede Abänderung oder Einführung eines Studiengangs des kurzen Typs ein Mindeststudienprogramm fest, das sie der Regierung vor dem 1. März für das folgende akademische Jahr übermittelt. Die Regierung legt pro Studienbereich den globalen Mindestumfang der Stunden von Lernaktivitäten, die tatsächlich durch die Einrichtung organisiert und durch ihr Personal betreut werden, fest, die das Programm eines Studiengangs des kurzen Typs umfassen muss, unbeachtet der Anzahl Studienpunkte, die mit den verschiedenen Unterrichtseinheiten verbunden sind».

B.108.1. In der Rechtssache Nr. 5928 wird der Gerichtshof gebeten, über die Verfassungsmäßigkeit der Wörter «ein Mindeststudienprogramm» in dieser Bestimmung zu befinden.

B.108.2. Der erste Satz von Artikel 121 des Dekrets vom 7. November 2013 wurde durch Artikel 52 des Dekrets vom 25. Juni 2015 aufgehoben, der «ab dem akademischen Jahr 2015-2016» in Kraft getreten ist (Artikel 76 des Dekrets vom 25. Juni 2015).

B.108.3. Der Beschwerdegrund ist gegenstandslos geworden.

In Bezug auf Artikel 123 des Dekrets vom 7. November 2013

B.109. Artikel 123 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Um ein ausreichendes Angebot aller Erststudiengänge in der Französischen Gemeinschaft zu gewährleisten, kann die Regierung nach einer Stellungnahme der ARES für jede Hochschuleinrichtung die Liste der Studienzyklen, die sie weiter organisieren muss, und die Standorte, an denen sie organisiert werden müssen unter Einhaltung der Ermächtigungen, bei sonstigem Verlust jeder Subvention und Ermächtigung für die anderen Studien, die sie gegebenenfalls organisiert, festlegen. Diese Verpflichtung muss zwei Monate vor dem Beginn des darauf folgenden Viermonatszeitraums notifiziert werden».

B.110.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5927 sei die Bestimmung nicht vereinbar mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung, insofern sie die Unterrichtsfreiheit der privaten und durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Organisationsträger einer Hochschule, einer Kunsthochschule oder einer Hochschul-einrichtung für Erwachsenenbildung beeinträchtigt.

B.110.2. Die durch Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit gewährt jeder Privatperson das Recht, die Organisation des Unterrichts zu beenden, den sie in Anwendung dieser Bestimmung organisiert und erteilen lässt.

Die Unterrichtsfreiheit kann durch eine gesetzgeberische Maßnahme eingeschränkt werden unter der Bedingung, dass diese nicht unverhältnismäßig zu dem damit angestrebten Ziel ist.

B.110.3. Durch Artikel 123 des Dekrets vom 7. November 2013 wird die Regierung der Französischen Gemeinschaft ermächtigt, eine subventionierte Hochschuleinrichtung zu verpflichten, die Organisation eines von der Regierung bestimmten Studienzyklus fortzusetzen. In dieser Bestimmung ist vorgesehen, dass einer Einrichtung, die diese Verpflichtung nicht einhält, jede Subvention und ihre Ermächtigung zur Organisation der anderen Studien entzogen werden können.

Diese Regel schränkt die Unterrichtsfreiheit des Organisationsträgers dieser Einrichtung ein.

B.110.4.1. Das Dekret vom 7. November 2013 bezweckt insbesondere, die «Nähe des lokalen Angebots» von Hochschulunterricht zu wahren (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2012-2013, Nr. 537/1, S. 6; ebenda, Nr. 537/3, S. 6), «ein möglichst großes lokales Unterrichtsangebot zu gewährleisten» (ebenda, Nr. 537/1, S. 9) und «ein lokales Angebot an Erststudien aufrechtzuerhalten» (ebenda, Nr. 537/1, S. 13), sowie ein «lokales Angebot» zu gewährleisten (ebenda, Nr. 537/3, S. 7).

B.110.4.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft kann eine Hochschuleinrichtung nur verpflichten, weiter einen Studienzyklus zu organisieren, wenn diese Verpflichtung notwendig ist, um «ein ausreichendes Angebot aller Erststudiengänge in der Französischen Gemeinschaft zu gewährleisten».

Die Erststudiengänge des kurzen Typs werden in einem einzigen Studienzyklus organisiert und durch den Bachelorgrad «bestätigt» (Artikel 69 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013). Die Erststudiengänge des langen Typs werden in zwei Studienzyklen organisiert, wobei der erste durch den Bachelorgrad «bestätigt» wird und der zweite durch den Grad eines Masters, eines Arztes oder eines Tierarztes (Artikel 70 § 1 des Dekrets vom 7. November 2013).

B.110.4.3. Schließlich kann die Regierung eine solche Verpflichtung nur auferlegen, nachdem sie eine Stellungnahme der «ARES» eingeholt hat, einer Einrichtung öffentlichen Interesses mit der Aufgabe, die Ausführung der verschiedenen Aufträge des Hochschulunterrichts zu gewährleisten, «unbeschadet der Autonomie der Hochschuleinrichtungen» (Artikel 20 des Dekrets vom 7. November 2013). Die Regierung kann nur von der Stellungnahme der «ARES» abweichen, indem sie ihre Entscheidung besonders begründet (Artikel 21 Absatz 3 desselben Dekrets).

B.110.5. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 125 des Dekrets vom 7. November 2013

B.111. Vor seiner Abänderung durch Artikel 54 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 125 des Dekrets vom 7. November 2013:

«§ 1. Um eine Harmonisierung der zur Fortsetzung von Studien innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Europäischen Union notwendigen Ausbildungen zu gewährleisten sowie um die Lernergebnisse und die transversalen Kompetenzen, die durch die akademischen Grade bescheinigt werden, zu garantieren, kann die Regierung Mindestinhalte festlegen, die für die Programme der Erststudiengänge vorgeschrieben sind, auf Vorschlag der ARES.

§ 2. Die Programme für das Bachelorstudium müssen für jeden Studiengang des langen Typs mindestens 60% gemeinsame Unterrichte – was 108 Studienpunkten entspricht – und für jeden Studiengang des kurzen Typs mindestens 80% gemeinsame Unterrichte – was 144 Studienpunkten entspricht – umfassen.

Die ARES bescheinigt die Einhaltung der Bestimmungen im Sinne des vorigen Absatzes; sie legt den gemeinsamen Mindestinhalt dieser Studiengänge fest».

B.112.1. In der Rechtssache Nr. 5928 wird der Gerichtshof gebeten, über die Vereinbarkeit dieser Bestimmung mit Artikel 24 § 1 Absatz 1 der Verfassung zu befinden, insofern die Wörter «Mindestinhalte festlegen», «mindestens 60% gemeinsame Unterrichte» und «mindestens 80% gemeinsame Unterrichte» in Artikel 125 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht mit ausreichender Präzision definiert würden.

B.112.2. Die von den klagenden Parteien angeführte Unterrichtsfreiheit beinhaltet nicht, dass der zuständige Gesetzgeber in den von ihm angenommenen Bestimmungen sämtliche Elemente angibt, die ihre Ausführung voraussetzt.

B.112.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 134 des Dekrets vom 7. November 2013

B.113. Artikel 134 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die Hochschulbehörden legen die Studienordnung sowie die besonderen Regeln für die Arbeitsweise der Prüfungsausschüsse fest. Diese Bestimmungen werden der Studienordnung als Anhang beigelegt.

Vorbehaltlich anderer Gesetzesbestimmungen werden in dieser Ordnung des Prüfungsausschusses insbesondere festgelegt:

1. das Verfahren der Einschreibung für die Prüfungen; wenn kein Verfahren festgelegt ist, wird davon ausgegangen, dass die Studierenden für alle Prüfungen am Ende des Quadrimesters in sämtlichen Unterrichtseinheiten eingeschrieben sind, die während dieses Quadrimesters organisiert werden und für die sie sich im akademischen Jahr eingeschrieben hatten;
2. die genaue Zusammensetzung des Prüfungsausschusses, seine Arbeitsweise und die Weise der Veröffentlichung der Entscheidungen;
3. die Organisation der Beratungen und die Gewährung von Studienpunkten;
4. das Verfahren für die Zulassung zu den Studien und die Anrechnung der erworbenen Kenntnisse sowie die mit dieser Aufgabe betrauten Mitglieder des Prüfungsausschusses;
5. die Modalitäten des Gleichsetzungsverfahrens sowie die mit dieser Aufgabe betrauten Mitglieder des Prüfungsausschusses;
6. die Evaluierungszeiträume sowie die Modalitäten der Organisation und des Ablaufs der Prüfungen;
7. die Sanktionen in Verbindung mit erwiesenem Betrug im Ablauf der Evaluierungen oder Zusammenstellung der Akten für die Zulassung oder die Gleichsetzung, die dem Prüfungsausschuss unterbreitet werden;
8. die Weise des Einreichens, der Untersuchung und der Regelung der Beschwerden von Studierenden in Bezug auf Regelwidrigkeiten im Ablauf der Evaluierungen oder der Bearbeitung der Akten.

Für die Prüfungsausschüsse, die damit beauftragt sind, den Doktorgrad zu verleihen, wird eine einheitliche Ordnung durch die ARES festgelegt.

Die akademischen Behörden legen den Zeitplan der Prüfungen fest unter Einhaltung ausreichender Zeiträume zwischen den aufeinander folgenden Prüfungen während desselben Evaluierungszeitraums».

B.114.1. Ein Prüfungsausschuss ist eine «akademische Instanz, die hauptsächlich mit der Zulassung zu den Studien, der Begleitung der Studierenden, der Evaluierung der Lernergebnisse, ihrer Bescheinigung und der Organisation der entsprechenden Prüfungen beauftragt ist» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 45 des Dekrets vom 7. November 2013).

Der Grad als «Doktor (DOC)» ist der «akademische Grad der Stufe 8 zur Bestätigung des Studiums des dritten Zyklus, der durch eine Universität nach der Verteidigung einer These gemäß Artikel 71 § 2 verliehen wird» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 29 desselben Dekrets).

B.114.2. Ebenso wie durch Artikel 21 Absatz 1 Nr. 12 des Dekrets vom 7. November 2013 wird durch Artikel 134 Absatz 3 desselben Dekrets der «ARES» die Aufgabe erteilt, die Regeln für die Arbeitsweise der Prüfungsausschüsse, die mit der Verleihung des Doktorgrades beauftragt sind, anzunehmen.

B.114.3. Aus gleichartigen Gründen wie denjenigen, die in B.18.3.1 und B.18.3.2 dargelegt wurden, sind diese Beschwerdegründe, insofern sie sich auf Artikel 134 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 beziehen, unbegründet.

B.115.1. Durch Artikel 134 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013 werden die «akademischen Behörden» verpflichtet, sich zu vergewissern, dass ausreichend Zeit zwischen den aufeinander folgenden Prüfungen während eines Evaluierungszeitraums vorhanden ist.

Wenn beispielsweise mehrere Prüfungen desselben Evaluierungszeitraums in Form eines mündlichen Examens durchgeführt werden und wenn die Zahl der für die Examen eingeschriebenen Studierenden relativ hoch ist, könnte diese Verpflichtung zur Folge haben, den Zeitraum, in dem die betreffenden Universitätsprofessoren diese Studierenden befragen müssten, zu verlängern, zu verkürzen oder aufzuteilen.

Die vorerwähnte Regel kann sich also direkt und nachteilig auf die Situation der Universitätsprofessoren auswirken.

B.115.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 134 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013.

B.116.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 sei Artikel 134 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, weil diese Dekretsbestimmung, indem sie einen Universitätsprofessor verpflichten könnte, gewisse Prüfungen fast an allen Tagen eines Evaluierungszeitraums zu organisieren, das Recht dieses Professors auf gerechte Arbeitsbedingungen beeinträchtigt.

B.116.2. Artikel 23 Absätze 1, 2 und 3 Nr. 1 bestimmt:

«Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist, das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Information, Konsultation und kollektive Verhandlungen;».

Damit Arbeitsbedingungen gerecht sind, «müssen sie so beschaffen sein, dass die Arbeit an sich dem Arbeitnehmer eine Befriedigung bietet, ihm die Möglichkeit zur vollen Entfaltung gewährt, seine Gesundheit schützt sowie ihm und seiner Familie die Möglichkeit bietet, ein unabhängiges und angemessenes Leben zu führen» (*Parl. Dok.*, Senat, 1991-1992, Nr. 100-2/3°, S. 16). Zu diesen Arbeitsbedingungen «gehören unter anderem» die «Arbeitsdauer», die «bezahlten Feiertage», die «Arbeitszeitverkürzung für Arbeitnehmer, die eine gefährliche oder gesundheitsschädliche Arbeit leisten», die «wöchentliche Ruhezeit», die «Sicherheit und Gesundheit», die «Entlassungsbedingungen», der «Erwachsenenbildungsunterricht» und die «Berufsberatung und -ausbildung» (ebenda).

B.116.3. Selbst wenn die Anwendung der angefochtenen Bestimmung dazu führen sollte, einen Universitätsprofessor zu verpflichten, an jedem Werktag des Evaluierungszeitraums Studierende zu befragen, würde sie nicht zur Folge haben, sich derart auf die Arbeitsbedingungen dieses Professors auszuwirken, dass die gerechte Beschaffenheit seiner Arbeitsbedingungen selbst indirekt beeinträchtigt würde.

B.116.4. Insofern der Beschwerdegrund sich auf Artikel 134 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013 bezieht, ist er unbegründet.

In Bezug auf Artikel 140 des Dekrets vom 7. November 2013

B.117.1. Vor seiner Abänderung durch Artikel 56 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 140 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Am Ende des zweiten und dritten Quadrimesters gewährt der Prüfungsausschuss auf der Grundlage der Prüfungen, die der Studierende während des akademischen Jahres abgelegt hat, und ihres Durchschnitts Studienpunkte für die Unterrichtseinheiten, deren Evaluierung ausreichend ist oder für die die Unzulänglichkeit akzeptabel ist angesichts seiner Gesamtergebnisse.

Der Prüfungsausschuss kann also souverän das erfolgreiche Bestehen einer Unterrichtseinheit, der Gesamtheit der während eines akademischen Jahres absolvierten Einheiten oder eines Studienzyklus verkünden, selbst wenn die Kriterien im Sinne von Artikel 139 nicht erfüllt sind.

In diesem Fall gewährt er endgültig die entsprechenden Studienpunkte, ungeachtet des Durchschnittswertes oder der erzielten Note; es wird davon ausgegangen, dass diese Note dann die Erfolgsschwelle erreicht hat, und sie wird notwendigerfalls im Anschluss an die Beratung abgeändert».

Vor seiner Abänderung durch Artikel 55 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 139 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Die abschließende Evaluierung einer Unterrichtseinheit wird ausgedrückt durch eine Note zwischen 0 und 20, wobei die Erfolgsschwelle, um die Studienpunkte zu erhalten, 10/20 beträgt. Die Studienpunkte sind endgültig erworben. Ein Prüfungsausschuss darf sich nicht weigern, die Studienpunkte in Bezug auf die Prüfungen zu gewähren, für die der Studierende diese Erfolgsschwelle erreicht hat, ungeachtet des erzielten Gesamtdurchschnitts.

Die globale Evaluierung der Gesamtheit der während eines akademischen Jahres oder eines Studienzyklus absolvierten Einheiten wird auf die gleiche Weise ausgedrückt, wobei die Erfolgsschwelle durchschnittlich 10/20 beträgt, sofern die Studienpunkte der betreffenden Unterrichtseinheiten gewährt wurden».

B.117.2. Durch Artikel 55 des Dekrets vom 25. Juni 2015 werden in Artikel 139 des Dekrets vom 7. November 2013 Absatz 2 und die Wörter «ungeachtet des erzielten Gesamtdurchschnitts» von Absatz 1 aufgehoben.

Durch Artikel 56 des Dekrets vom 25. Juni 2015 werden in Artikel 140 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 die Wörter «des Durchschnittswertes oder» aufgehoben.

B.118.1. Gemäß Artikel 140 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 darf der Prüfungsausschuss eine Note ändern, die ein Professor nach seiner Evaluierung des Studierenden erteilt hat, wenn der Prüfungsausschuss beschlossen hat zu verkünden, dass der Studierende bestanden hat, trotz des Umstandes, dass diese Note die im Dekret festgelegte Erfolgsschwelle nicht erreicht.

Diese Regel kann sich direkt auf die Situation eines Universitätsprofessors, der die durch den Prüfungsausschuss abgeänderte Note erteilt hat, auswirken.

B.118.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 hätten also ein Interesse an der Nichtigkeitsklärung von Artikel 140 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013.

B.119.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 sei Artikel 140 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, weil diese Dekretsbestimmung, indem sie es dem Prüfungsausschuss erlaube, eine unter der Erfolgsschwelle liegende Note, die ein Universitätsprofessor am Ende der Evaluierung einer Unterrichtseinheit erteilt habe, zu erhöhen, um diese Note auf die Stufe der Erfolgsschwelle zu bringen, das Recht dieses Professors auf gerechte Arbeitsbedingungen beeinträchtigt.

B.119.2. Der Prüfungsausschuss kann die unter der Erfolgsschwelle liegende Note, die ein Studierender am Ende der Evaluierung einer Unterrichtseinheit erhalten hat, nur anheben, wenn «die Unzulänglichkeit akzeptabel ist angesichts seiner Gesamtergebnisse» (Artikel 140 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013).

Außerdem umfasst der Prüfungsausschuss «insbesondere sämtliche Dozenten, die innerhalb der Hochschuleinrichtung für eine Unterrichtseinheit des Studienprogramms zuständig sind, die der Studierende nicht individuell wählen kann» (Artikel 131 § 2 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013), und die «für die anderen Unterrichtseinheiten des Programms zuständigen Personen, die während des akademischen Jahres durch wenigstens einen ordnungsmäßig eingeschriebenen Studierenden absolviert werden, nehmen von Rechts wegen an der Beratung teil» (Artikel 131 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets). Alle Dozenten, die für eine der betreffenden Unterrichtseinheiten zuständig sind, sind berechtigt, an der Beratung des Prüfungsausschusses teilzunehmen (Artikel 132 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets). Ein Professor, dessen Note in Anwendung der angefochtenen Bestimmung geändert wird, wird also eingeladen, an der Beratung des Prüfungsausschusses teilzunehmen.

In diesem Kontext hat die angefochtene Bestimmung nicht zur Folge, die Arbeitsbedingungen der Universitätsprofessoren zu beeinflussen.

B.119.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 148 des Dekrets vom 7. November 2013

B.120. Artikel 148 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die Hochschuleinrichtungen organisieren die Erfolgsunterstützung der Studierenden innerhalb ihrer Einrichtung oder in Zusammenarbeit mit anderen Einrichtungen.

Diese Tätigkeiten dienen vorrangig zur Förderung des erfolgreichen Bestehens der Studierenden im ersten Jahr des ersten Zyklus, die sie aufnehmen. Diese Liste ist nicht erschöpfend, umfasst jedoch unter anderem folgende Maßnahmen:

1. die Einrichtung eines didaktischen Zentrums für Hochschulunterricht innerhalb des akademischen Pools. Dieses Zentrum hat die Aufgabe, die hauptsächlich für diese Studierenden zuständigen Lehrkräfte zu beraten, auszubilden und zu betreuen;

2. das Angebot von spezifischen Tätigkeiten für die Studierenden, damit sie geeignete Methoden und Techniken zur Verbesserung ihrer Erfolgsaussichten erwerben;

3. die Bereitstellung von Instrumenten der Selbstevaluierung und von Beratungsdiensten, durch die sich die Fähigkeiten der Studierenden oder ihre etwaigen Unzulänglichkeiten erkennen lassen;

4. die Organisation von Förderungstätigkeiten zur Behebung von etwaigen Unzulänglichkeiten von Studierenden in dem einem oder anderen Fach oder, mehr allgemein, um ihnen zu helfen, die Schwierigkeiten bei ihrem Beginn im Hochschulunterricht zu überwinden und sie optimal darauf vorzubereiten, das nächste akademische Jahr mit besseren Erfolgchancen anzugehen;

5. die Begleitung der Studierenden, um sie insbesondere bei der Wahl ihres Studienprogramms und der Förderungstätigkeiten zu beraten oder mehr allgemein als Unterstützung für ihre Erfolgchancen und für die Auslegung ihrer Ergebnisse;

6. das Angebot von Lerntätigkeiten in kleinen Gruppen und in Bezug auf praktische Übungen in mindestens einem Fachgebiet, das für den gewählten Studienbereich kennzeichnend ist, um sich schnell von der richtigen Studienorientierung des Studierenden zu überzeugen;

7. die Entwicklung von innovativen didaktischen Methoden, die auf das Profil von Studierenden im ersten Jahr eines bestimmten Studienbereichs ausgerichtet sind.

Diese verschiedenen Tätigkeiten können teilweise oder vollständig während des dritten Quadrimesters des akademischen Jahres organisiert werden.

Auf der Grundlage eines gemeinsamen, durch die ARES übermittelten Antrags kann die Regierung hierfür zusätzliche Mittel bereitstellen.

Unter den durch die akademischen Behörden festgelegten Bedingungen kann die aktive Teilnahme eines Studierenden des ersten Jahres an einer dieser Tätigkeiten durch den Prüfungsausschuss im Laufe des Studienzyklus angerechnet werden, wenn sie ebenfalls Gegenstand einer Prüfung oder einer spezifischen Evaluierung war; diese Anrechnung kann nicht mehr als fünf Studienpunkte betragen. Diese mögliche Prüfung wird nur einmal während des Quadrimesters organisiert, in dem diese Tätigkeiten stattgefunden haben.

Als Studierende des ersten Jahres des ersten Zyklus gelten diejenigen, die noch nicht mindestens 45 Studienpunkte unter den ersten 60 Studienpunkten des ersten Zyklus erworben oder angerechnet bekommen haben».

B.121.1. Wie bereits angeführt wurde, ist ein «akademischer Pool» eine Vereinigung von Hochschuleinrichtungen, darunter mindestens eine Universität (Artikel 52 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013), wobei jede in der Französischen Gemeinschaft niedergelassene Universität einer solchen Vereinigung angehört (Artikel 52 Absatz 2 desselben Dekrets).

Durch Artikel 148 Absatz 2 Nr. 1 des Dekrets vom 7. November 2013 werden die Hochschuleinrichtungen verpflichtet, im Rahmen einer Vereinigung Maßnahmen zu ergreifen, um die Erfolgsaussichten der Studierenden zu fördern.

Selbst wenn die Anwendung dieser Bestimmung Auswirkungen auf die Situation der einen oder anderen klagenden Partei in ihrer Eigenschaft als Dozent haben könnte, könnte sie keinen direkten und nachteiligen Einfluss darauf haben.

B.121.2. Außerdem präzisieren die zweite, die vierte und die fünfte klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5933 nicht, inwiefern die vorerwähnte Regel sich direkt und nachteilig auf die Situation eines Universitätsprofessors auswirken könnte, der für ein Programm innerhalb der ihn beschäftigenden Einrichtung verantwortlich ist, oder auf diejenige eines Professors, der für die Studierenden, die Diplominhaber sind, ein Seminar bezüglich der Suche nach einer Arbeitsstelle abhält.

B.121.3. Angesichts des Vorstehenden sowie des in B.12.3.2 Erwähnten hätten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 folglich kein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 148 Absatz 2 Nr. 1 des Dekrets vom 7. November 2013.

B.122.1. Nach Darlegung der ersten, der zweiten und der fünften klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5927 sei Artikel 148 Absatz 4 des Dekrets vom 7. November 2013 nicht vereinbar mit den Artikeln 24 § 1 Absatz 1 und 27 der Verfassung, weil diese Dekretsbestimmung, indem sie der «ARES» den Auftrag erteile, in die Organisation der «Erfolgsunterstützung» einzugreifen, die Unterrichtsfreiheit und die Vereinigungsfreiheit der Hochschulen und Kunsthochschulen, deren Organisationsträger privat sei und die durch die Französische Gemeinschaft subventioniert würden, beeinträchtigt.

B.122.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird der «ARES» nur eine sehr begrenzte Rolle erteilt. Diese Einrichtung öffentlichen Interesses wird dadurch beauftragt, der Regierung der Französischen Gemeinschaft einen Antrag auf zusätzliche Mittel zu übermitteln, der gemeinsam durch mehrere Hochschuleinrichtungen gestellt wird.

Diese Bestimmung entzieht den Hochschulen und den Kunsthochschulen also nicht das Recht, das sogar eine Pflicht ist, die «Erfolgsunterstützung» zu organisieren, indem unter anderem die in Artikel 148 Absatz 2 des Dekrets vom 7. November 2013 enthaltenen Maßnahmen ergriffen werden.

Die angefochtene Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.122.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 149 des Dekrets vom 7. November 2013

B.123. Artikel 149 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Außerdem können die akademischen Pools, unter der Koordinierung ihrer didaktischen Zentren für den Hochschulunterricht, gemeinsam Tätigkeiten zur Vorbereitung auf die Hochschulstudien organisieren. Sie können diesbezüglich Kooperationsabkommen mit anderen, durch die Französische Gemeinschaft organisierten, subventionierten oder anerkannten Hochschuleinrichtungen, Organisationen für Erwachsenenbildung oder Organisationen für Sekundarunterricht schließen.

Auf der Grundlage eines gemeinsamen, durch die ARES genehmigten und übermittelten Antrags der betreffenden Einrichtungen kann die Regierung hierfür zusätzliche Mittel bereitstellen».

B.124.1. Nach Darlegung der ersten, der zweiten und der fünften klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5927 seien sowohl der erste Satz von Artikel 149 des Dekrets vom 7. November 2013 als auch Absatz 2 dieser Bestimmung nicht vereinbar mit den Artikeln 24 § 1 Absatz 1 und 27 der Verfassung, weil sie, indem der «ARES» der Auftrag erteilt werde, in die Gestaltung und die Organisation der Tätigkeiten zur Vorbereitung der Hochschulstudien einzugreifen, die Unterrichtsfreiheit und die Vereinigungsfreiheit der Hochschulen und Kunsthochschulen, deren Organisations-träger privat sei und die durch die Französische Gemeinschaft subventioniert würden, beeinträchtigt.

B.124.2. Durch den ersten Satz von Artikel 149 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013 werden die akademischen Pools ermächtigt, Tätigkeiten zur Vorbereitung der Hochschulstudien zu organisieren, ohne dass die «ARES» in irgendeiner Weise erwähnt wird.

Durch Artikel 149 Absatz 2 wird der «ARES» nur eine begrenzte Rolle erteilt. Diese Einrichtung öffentlichen Interesses wird dadurch beauftragt, einen Antrag auf zusätzliche Mittel zu genehmigen und der Regierung der Französischen Gemeinschaft zu übermitteln, der gemeinsam durch mehrere, von Tätigkeiten zur Vorbereitung der Hochschulstudien betroffenen Hochschuleinrichtungen gestellt wird. Diese Bestimmung verleiht der «ARES» keineswegs die Befugnis, sich an der Gestaltung und der Organisation von solchen Tätigkeiten zu beteiligen.

Die angefochtene Bestimmung hat also nicht die Tragweite, die ihr die klagenden Parteien verleihen.

B.124.3. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf Artikel 160 des Dekrets vom 7. November 2013

B.125. Vor seiner Abänderung durch Artikel 2 des Dekrets vom 18. Dezember 2014 «zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den Pflichtunterricht, den Hochschulunterricht und den Jugendschutz» bestimmte Artikel 160 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Sobald die Regierung die Satzung der akademischen Pools, denen die betreffenden Universitäten angehören, genehmigt hat, ist die Universitätsakademie, in der sie zusammengeschlossen sind, aufgelöst. Ihr Vermögen sowie ihre Rechte und Pflichten werden auf die Mitgliedsuniversitäten verteilt, gemäß dem Satzungsabkommen dieser Universitätsakademie oder, falls keine Bestimmungen in diesem Sinne in diesem Abkommen enthalten sind, gemäß dem Beschluss ihres Rates».

B.126.1. Artikel 160 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013 bezieht sich auf die Auflösung der Universitätsakademien, deren Gründung in Artikel 90 des Dekrets vom 31. März 2004 «zur Definierung des Hochschulwesens, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten» vorgesehen war. Diese Akademien waren Vereinigungen, in denen mindestens zwei Universitäten zusammengeschlossen waren (Artikel 90 Absatz 1 des Dekrets vom 31. März 2004) und die grundsätzlich eine von derjenigen der Universitäten getrennte Rechtspersönlichkeit besaßen (Artikel 91 Absatz 1 desselben Dekrets).

Die Anwendung von Artikel 160 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013 kann Auswirkungen auf die Situation der Professoren haben, die durch die Universitäten beschäftigt werden, die einer solchen Akademie angeschlossen waren. Sie kann sich jedoch nur indirekt auf diese Situation auswirken.

Außerdem ist anzumerken, dass das Dekret vom 7. November 2013 die Zusammenarbeit zwischen Universitäten erlaubt (Artikel 82) und es der zweiten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5933 nicht verbietet, weiterhin ihre Ämter als Professor in den beiden Universitäten auszuüben, die der «Académie universitaire Louvain» angeschlossen waren (Artikel 1 Nr. 2 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 9. März 2005 «zur Veröffentlichung der Liste der Universitätsakademien und ihrer Zusammensetzung», *Belgisches Staatsblatt*, 26. Mai 2005), die mittlerweile aufgelöst ist, und die nunmehr zwei unterschiedlichen akademischen Pools angehören (Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Oktober 2014 «zur Genehmigung der Satzung der VoGs ' Le Pôle Hainuyer ', ' Pôle Académique Louvain ', ' Pôle Académique de Namur ASBL ', ' Pôle académique Liège-Luxembourg, ASBL ', ' Pôle académique de Bruxelles '», *Belgisches Staatsblatt*, 25. November 2014).

B.126.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 haben kein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 160 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013.

In Bezug auf Artikel 169 des Dekrets vom 7. November 2013

B.127. Artikel 169 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Absatz 3 von Artikel 45 des Dekrets vom 16. April 1991 zur Organisation des Weiterbildungsunterrichtes, in der abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

Der Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. Juni 2011 zur Festlegung der Regeln in Bezug auf die Ermächtigungen, die den Einrichtungen für Erwachsenenbildung für die Organisation von Abteilungen erteilt wird, die durch die Bachelor-, Spezialisierungs- oder Mastergrade und durch das ' Brevet de l'enseignement supérieur ' (Brevet für den Hochschulunterricht) bestätigt werden, wird aufgehoben».

B.128.1. Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof schreibt unter anderem vor, dass in der Klageschrift bezüglich einer Klage auf Nichtigerklärung für jede angefochtene Bestimmung dargelegt wird, gegen welche Regeln ein Verstoß geltend gemacht wird.

B.128.2. In der Klageschrift in der Rechtssache Nr. 5927 ist nicht angegeben, gegen welche Regeln unter denjenigen, deren Nichteinhaltung der Gerichtshof sanktionieren kann, durch die angefochtene Bestimmung verstoßen worden wäre.

B.128.3. Der Beschwerdegrund ist unzulässig.

In Bezug auf Artikel 171 des Dekrets vom 7. November 2013

B.129. Vor seiner Abänderung durch Artikel 61 des Dekrets vom 25. Juni 2015 bestimmte Artikel 171 des Dekrets vom 7. November 2013:

«Dieses Dekret tritt am 1. Januar 2014 in Kraft, mit Ausnahme der Bestimmungen von Titel III, die für das akademische Jahr 2014-2015 in Kraft treten.

Das Inkrafttreten der Bestimmungen von Absatz 2 von Artikel 105 § 1 wird auf die durch Dekret vorgenommene Abänderung des Betrags der Einschreibungsgebühren festgelegt.

Die bedingten gemeinsamen Ermächtigungen, die in Anlage IV dieses Dekrets durch einen Asteriskus gekennzeichnet sind, treten frühestens für das akademische Jahr 2016-2017 an einem durch die Regierung festzulegenden Datum in Kraft».

B.130.1. Anlage IV desselben Dekrets enthält eine «Liste der bedingten gemeinsamen Ermächtigungen».

Artikel 171 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013 bezweckt lediglich, das Inkrafttreten gewisser dieser «bedingten gemeinsamen Ermächtigungen» zu regeln.

Eine bedingte gemeinsame Ermächtigung ist eine Ermächtigung, die «der Bedingung unterliegt, dass ein Abkommen über die gemeinsame Ausstellung von Diplomen [...] zwischen den Einrichtungen geschlossen wird, denen diese gemeinsame Ermächtigung erteilt wird» (Artikel 87 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013). Eine «Ermächtigung» ist die «Befugnis, die einer Hochschuleinrichtung durch Dekret erteilt wird, ein Studienprogramm in einem bestimmten geographischen Gebiet zu organisieren, einen akademischen Grad zu verleihen und die damit verbundenen Zeugnisse und Diplome auszustellen» (Artikel 15 § 1 Absatz 1 Nr. 42 desselben Dekrets).

B.130.2. Selbst wenn die Anwendung der angefochtenen Bestimmung Auswirkungen auf die Arbeit gewisser Universitätsprofessoren haben kann, betrifft sie keineswegs deren Statut und kann sie sich nicht direkt und nachteilig auf deren Situation auswirken.

B.130.3. Außerdem erläutert die dritte klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5933 nicht, inwiefern die angefochtene Bestimmung sich direkt und nachteilig auf die von ihr angeführten, nicht weiter präzisierten «Verhandlungen über die gemeinsame Ausstellung von Diplomen» auswirken könnte.

B.130.4. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5933 hätten folglich kein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 171 Absatz 3 des Dekrets vom 7. November 2013.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Wortfolge «und Ausbildungen» in Artikel 21 Absatz 1 Nr. 14 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 21. April 2016.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels